



Comité européen
des régions

Rapport annuel de l'Union européenne

2023



L'état des régions et des villes



#SOTEULocal

Crédits photo pour la page de couverture

© Xavier Lorenzo / stokkete / JackF / creativenature.nl / TTstudio / Tymoshchuk / michaeljung / Eugenio Marongiu / Patryk Kosmider / Nicolas Dieppedalle / Vladimir Arndt / JackF / C.Castilla / aapsky - stock.adobe.com

Clause de non-responsabilité: Cette publication a été traduite à l'aide du système eTranslation de la Commission européenne et non par un traducteur professionnel.

Rapport annuel 2023 de l'UE sur l'état des régions et des villes

*GÉRER LES CRISES, APPORTER DES SOLUTIONS, CONSTRUIRE
L'AVENIR*

Clause de non-responsabilité:

Ce rapport a été rédigé par le personnel de l'administration du Comité européen des régions et les points de vue exprimés ne représentent pas nécessairement ceux du Comité européen des régions. Tous les efforts ont été faits pour fournir des informations exactes et complètes, mais le Comité européen des régions ne peut garantir cette exactitude et n'assume aucune responsabilité quant au contenu du présent rapport. En outre, certaines des données, y compris les graphiques et les cartes, ne couvrent pas tous les États membres ou toutes les régions de l'Union européenne.

Table des matières

Préface	3
Faits saillants et recommandations	5
Chapitre I — Régions et villes qui gèrent les crises.....	16
A. Ukraine: Personnes déplacées, reconstruction durable, voie vers l' intégration européenne... 17	
B. Crise énergétique	27
C. Catastrophes climatiques	35
D. Sécurité alimentaire	46
E. Inégalités sociales et changements démographiques	53
Chapitre II — Les régions et les villes en tant qu'acteurs du développement durable et de la cohésion.....	63
A. Le pacte vert pour l'Europe et les ODD	64
B. Transformation numérique et résilience	74
C. La valeur de la cohésion	80
D. Mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience.....	89
E. Marché unique et transformation industrielle	95
F. Agenda rural — ne laisser aucune place derrière	107
G. Compétences des gens — ne laisser personne de côté	120
Chapitre III — Les régions et les villes façonnent l' avenir de l'Europe	132
A. Démocratie européenne	133
B. Futurs partenariats d'élargissement et de voisinage	141
Annexes.....	145
A. Liste des abréviations	145
B. Tableau des chiffres.....	147

Préface

2023 a été une année de défis et de crises pour toutes les villes et régions de l'Union européenne, mais aussi une année d'engagement total de la part de plus d'un million d'élus dans les mairies et les parlements régionaux afin d'apporter des solutions concrètes et tangibles à leurs concitoyens. Dans la perspective des prochaines élections européennes, ce rapport fournit aux lecteurs les questions qui auront de l'importance dans les villes et les régions, là où les citoyens voteront. L'année 2023 – agissant comme un miroir grossissant – a montré là où notre Union européenne doit trouver des réponses communes, définir de meilleures solutions et les domaines dans lesquels notre coopération doit être renforcée.

En Ukraine, la guerre provoquée par la Russie fait toujours rage, entraînant la destruction et forçant des millions de personnes à vivre loin de chez elles. Depuis le premier jour, les villes et régions européennes ont ouvert leurs portes, offrant une protection aux Ukrainiens et des services publics essentiels. Les mêmes villes et régions se préparent également à contribuer aux efforts de reconstruction, en accompagnant les collectivités locales et régionales ukrainiennes sur la voie de la paix et de l'adhésion à l'UE — avec les autres pays candidats.

Les conséquences sociales et économiques de la guerre, combinées aux crises en cours, ont pesé un poids énorme sur les épaules des ménages européens. La crise climatique est partout. Chaque année, les catastrophes naturelles causent de plus en plus des victimes, et mettent à rude épreuve nos économies. Assurer notre sécurité énergétique et alimentaire est une mission clé, car des millions d'Européens ne sont toujours pas en mesure de garder leur maison au chaud ou de se permettre un repas de qualité.

Quelle que soit l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés, nous nous engageons à ne laisser personne de côté et à maintenir notre tissu social solide.

Nous ne pouvons que sortir plus forts de ces crises, avec un engagement envers le progrès et le bien-être de nos citoyens. C'est pourquoi les villes et régions se sont pleinement engagées dans les transitions écologique et numérique, transformant nos sociétés, en tant qu'acteurs clés du programme de développement durable.

La politique de cohésion est au cœur de cette transformation structurelle et à long terme, en étant la principale politique d'investissement de l'UE visant à aider les villes et régions à assurer un avenir meilleur, en mettant à profit leur potentiel, que ce soit des centres urbains ou des zones rurales, des régions centrales ou périphériques, des centres industriels ou même des régions ultrapériphériques, comme ma région d'origine des Açores. Encore une fois, alors que nous concevons les politiques et les investissements pour l'avenir, ne laisser personne et aucun territoire sur le bord du chemin reste notre horizon.

Enfin, toute transformation axée sur les personnes nécessite l'implication des citoyens. Les dirigeants locaux et régionaux bénéficient du plus haut degré de confiance de leurs citoyens, et c'est pourquoi, en pensant l'avenir de notre Union européenne, nous ne pouvons que renforcer le rôle légitime des régions

et des villes dans l'architecture de l'UE afin qu'elle devienne plus efficace, plus ancrée et plus proche des citoyens.

Le rapport annuel 2023 de l'UE sur l'état des régions et des villes est une publication phare du Comité européen des régions, y compris son baromètre régional et local annuel produit en partenariat avec IPSOS. Il vous raconte l'incroyable force et l'engagement des collectivités locales et régionales en Europe.

Je tiens à remercier tous les contributeurs à ce rapport, et surtout tous les dirigeants régionaux et locaux qui veillent à ce que l'Europe soit faite par tous et pour tous.

Vasco Alves Cordeiro, Président du Comité européen des régions

Faits saillants et recommandations

Régions et villes qui gèrent les crises

Solidarité avec l'Ukraine

- I. *Poursuivre et renforcer le soutien à l'Ukraine en s'associant aux régions et aux villes de l'UE pour la reconstruction et la réforme.*

La guerre russe contre l'Ukraine a provoqué un afflux sans précédent de personnes déplacées, affectant les villes et les régions de l'UE de manière inégale. Les régions et les villes de l'UE fournissent une aide humanitaire directe aux villes et régions ukrainiennes et développent des projets et des partenariats pour les aider à reconstruire à l'avenir. Malgré des ressources limitées, les autorités locales se sont concentrées non seulement sur les mesures d'urgence (comme les centres d'accueil, le logement et les soins médicaux pour les personnes déplacées), mais elles se tournent également vers des stratégies à long terme pour l'inclusion socio-économique de quatre millions de réfugiés ukrainiens (comme la protection sociale, la formation linguistique et l'insertion professionnelle).

L'UE devrait utiliser le potentiel, les capacités et l'expertise de ses régions et villes pour ancrer la reconstruction, la réforme et l'intégration européenne de l'Ukraine au niveau local et continuer à soutenir la décentralisation. La facilité pour l'Ukraine fournit des ressources et un financement à cette fin.

L'UE devrait accroître son soutien direct à ses villes et régions pour gérer l'intégration locale des réfugiés ukrainiens et fournir des services, principalement en termes de soins médicaux, d'éducation et d'emploi. La composante locale et régionale de la facilité pour l'Ukraine devrait être développée conformément aux principes de gouvernance de la politique régionale de l'UE.

L' Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, coordonnée par le CdR, contribue à renforcer les capacités locales et régionales en Ukraine, à renforcer la coopération entre pairs, à aider les autorités locales en Ukraine à se familiariser avec l'acquis et à donner des conseils sur la mise en œuvre du processus de décentralisation.

[Enquête Ipsos: pour 45 % des personnes interrogées, les régions et les villes peuvent contribuer à la reconstruction de l'Ukraine]

Transition énergétique

- II. *Garantir une approche de gouvernance à plusieurs niveaux de la transition énergétique. Ce n'est qu'avec une augmentation des fonds de l'UE que les projets locaux et régionaux peuvent*

augmenter et améliorer leur impact afin de répondre aux ambitions climatiques de l'UE sur le terrain et de renforcer l'acceptation de la transition écologique au sein des communautés locales.

La crise de l'énergie a durement touché tous les territoires de l'Europe, mais elle a été encore plus dure pour les régions et les villes où le pourcentage de personnes vulnérables ou exposées au risque de pauvreté est plus élevé: 40 millions de personnes n'ont pas pu garder leur maison au chaud en 2022. Les objectifs ambitieux du pacte vert pour l'Europe exigent des changements sans précédent à une vitesse sans précédent dans les années à venir, qui doivent se produire en grande partie aux niveaux local et régional. Les régions abritant des installations industrielles à forte intensité énergétique, telles que les métaux de base, les produits chimiques, les minéraux non métalliques et le papier, ont également été fortement touchées, avec une forte perspective de désindustrialisation et de délocalisation future des industries vers des régions offrant des prix de l'énergie plus bas. En dépit de la flambée des prix de l'énergie et de l'inflation élevée, les gouvernements locaux et régionaux ont continué de fournir des services essentiels (écoles, hôpitaux, maisons de soins et transports publics) grâce à d'importantes économies d'énergie dans le chauffage et l'éclairage des bâtiments publics, à un déploiement plus rapide des sources d'énergie renouvelables, mais aussi à des coupes budgétaires dans d'autres services communautaires.

L'UE devrait adapter sa transition énergétique aux besoins, aux contraintes et aux opportunités locaux. Ce n'est qu'en adoptant une approche ascendante que l'UE peut passer de la crise énergétique à l'indépendance énergétique et fournir une vision à long terme aux territoires de l'UE.

En s'appuyant sur l'initiative REPowerEU, l'UE devrait fournir aux régions et aux villes un soutien et des investissements supplémentaires pour améliorer l'efficacité énergétique, déployer des énergies renouvelables, une économie circulaire et des réseaux intelligents, favorisant ainsi la production d'énergie locale et renforçant l'autonomie énergétique de l'UE.

Le CdR facilite la transition énergétique au niveau local grâce à son initiative «Pacte vert — Investir l'échelon local» et à plusieurs campagnes telles que le «Sprint d'économies d'énergie des villes de l'UE», lancée conjointement avec la Convention des maires de l'UE et la Commission européenne.

[Enquête Ipsos: pour 62 % des personnes interrogées, leur ville et leur région ont pris des mesures pour réduire la consommation d'énergie]

Action pour le climat

- III. *Investir de manière significative dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets grâce à une stratégie locale visant à préserver la cohésion et la résilience dans les régions et les villes et face aux effets perturbateurs et asymétriques du changement climatique, ainsi qu'à la perte de biodiversité.*

Les régions et les villes européennes paient un tribut croissant aux vagues de chaleur perturbatrices, aux courants d'air, aux inondations soudaines et aux incendies de forêt. Le changement climatique accentuera les inégalités existantes: L'Europe du Sud et de l'Est, les villes européennes, les îles, les régions côtières et périphériques seront les plus touchés en termes de victimes parmi les populations, de dommages aux infrastructures critiques et de perturbation du tourisme, des pôles industriels et de la production agricole. Pour protéger ses régions des effets néfastes du changement climatique, l'UE devrait investir environ 40 milliards d'euros chaque année, si la température mondiale ne dépasse pas 1,5 °C. Ce montant s'élèverait à 120 milliards d'euros et 200 milliards d'euros par an pour s'adapter à une augmentation de la température de 2 °C ou de 3°-4 °C. Seuls des investissements plus importants dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets peuvent préserver la cohésion entre l'UE et au sein des États membres.

L'UE devrait renforcer sa solidarité. Les mécanismes de cohésion permettront à ses régions et villes d'accroître les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique et de la résilience et empêcheront les territoires les plus vulnérables et les groupes sociaux vulnérables d'être les plus durement touchés.

Le pacte vert pour l'Europe devrait fortement associer les régions et les villes à la réalisation de la neutralité climatique et à la résilience face au changement climatique.

Le CdR s'associe au Centre commun de recherche de la Commission européenne pour promouvoir l'utilisation de son tableau de bord sur la vulnérabilité, qui définit les vulnérabilités et les capacités régionales pour faire face aux catastrophes, y compris les risques liés au changement climatique.

[Enquête Ipsos: pour 51 % des personnes interrogées, les régions et les villes devraient avoir davantage leur mot à dire dans l'élaboration des politiques de l'UE en ce qui concerne la crise climatique et l'environnement]

Sécurité alimentaire

- IV. *Soutenir une agriculture locale durable et établir des partenariats avec les collectivités locales et régionales afin de contribuer à rendre les systèmes alimentaires européens plus résilients et plus durables.*

La guerre russe contre l'Ukraine a considérablement perturbé l'agriculture européenne dans l'ensemble, avec l'impact le plus élevé ressenti dans les régions de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne, de Roumanie

et de Slovaquie, et a augmenté les prix sur les étagères pour tous ceux qui vivent en Europe. En outre, les sécheresses, les pénuries d'eau et d'autres phénomènes climatiques extrêmes réduisent considérablement les rendements agricoles dans de nombreuses régions, s'étendant sur l'ensemble de l'UE. Les collectivités locales et régionales sont confrontées à l'urgence sociale de la pauvreté alimentaire dans leurs communautés locales: plus de 32,5 millions d'Européens ne peuvent pas se permettre un repas convenable tous les deux jours.

L'UE devrait investir dans une production agricole locale durable et raccourcir ses chaînes d'approvisionnement. Elle devrait favoriser les produits locaux, se procurer de manière durable et évoluer vers des systèmes alimentaires durables.

L'UE devrait également intensifier sa coordination et ses investissements pour aider les régions à lutter contre les courants d'air et à gérer la pénurie d'eau en s'appuyant sur les expériences régionales existantes en matière de réduction de la consommation, d'augmentation de la réutilisation et de lutte contre les eaux usées.

Le CdR a lancé le Prix européen de l'agriculture biologique en collaboration avec la Commission européenne afin de promouvoir une production locale durable dans les régions de l'UE.

Les régions et les villes en tant qu'acteurs du développement durable et de la cohésion

Le pacte vert pour l'Europe et les objectifs de développement durable

- V. *Garantir un soutien accru à la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe et des objectifs de développement durable aux niveaux local et régional.*

Sans l'engagement des régions et des villes européennes, 105 des 169 objectifs fixés par les ODD ne seront pas atteints d'ici 2030, tels que la réduction de la pauvreté et l'écologisation des infrastructures locales. Les régions et les villes suivent de plus en plus leurs progrès en réalisant des examens locaux volontaires, et elles unissent leurs forces dans des initiatives telles que le réseau URBACT Cities for Sustainable Governance et la Convention européenne des maires. Néanmoins, ils manquent souvent de ressources financières et de capacités techniques pour mettre en œuvre les ODD et planifier des investissements dans les mesures du pacte vert. Cela menace de creuser les clivages existants entre les régions ou les villes «avant-courantes» et celles qui sont déjà confrontées à des défis économiques dus aux transitions technologique et démographique.

L'UE devrait fournir aux régions et aux villes un cadre cohérent et consolidé pour le développement durable qui s'aligne sur les programmes mondiaux en matière de climat et de durabilité. Elle devrait tenir compte des défis de transformation auxquels sont confrontées les régions et les villes pour rendre la mise en œuvre plus représentative des réalités locales.

Les institutions de l'UE doivent faire équipe avec tous les niveaux de gouvernement pour combler les lacunes financières en fournissant un financement direct et des orientations concrètes, en introduisant une budgétisation verte et en établissant un meilleur lien entre le pacte vert pour l'Europe et la gouvernance économique de l'UE.

L'initiative «Pacte vert — Investir l'échelon local» du CdR comprend un ensemble d'outils de communication et d'engagement visant à accélérer la transition écologique aux niveaux local et régional. Il permet aux régions et aux villes d'échanger les meilleures pratiques en matière de mise en œuvre du pacte vert et de fournir des avis d'experts à ce sujet.

[L'avenir du pacte vert: bilan et perspectives de l'enquête du CdR: 45 % des répondants affirment que leur ville ou leur région s'est fixé un objectif de neutralité climatique d'ici 2050, démontrant ainsi leur ambition de dépasser l'objectif plus large de l'UE]

Les transitions écologique et numérique

VI. *Débloquer des investissements pour les transitions écologique et numérique, soutenir les citoyens et réduire les inégalités, tout en favorisant la compétitivité industrielle des régions européennes.*

Les transitions écologique et numérique augmentent à la fois les coûts et les risques et posent des défis existentiels à de nombreuses régions européennes. La flambée des prix de l'énergie et les politiques de l'industrie à l'étranger risquent d'aggraver la situation. Dans le même temps, les ménages sont confrontés à l'impact de l'inflation et de fortes inégalités subsistent dans toute l'Europe. Près de 50 % des régions et des villes ont dû mettre en place des banques alimentaires et des programmes de distribution alimentaire. La double transition étant en cours, il est essentiel que les objectifs du socle européen des droits sociaux liés à l'emploi, à la formation et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale demeurent essentiels. Les gouvernements infranationaux sont responsables d'une part essentielle des dépenses globales consacrées à l'éducation et aux compétences. Ils ont donc un rôle essentiel à jouer pour relever les défis socio-économiques, en accordant une attention particulière à la question des pièges du développement. En outre, étant donné que 41 régions sont en fait considérées comme les plus vulnérables en raison des transitions écologique et numérique, les régions et les villes cherchent des moyens d'assurer leur résilience et leur compétitivité en adoptant de nouvelles stratégies, en renforçant l'expertise, en fournissant des moyens de perfectionnement professionnel et en formant des alliances pour faire entendre leur voix. Les régions et les villes européennes ressentent également de plus en plus directement les conséquences des menaces numériques: ils sont les principales cibles des cyberattaques et connaissent des fermetures temporaires de services publics cruciaux. Toutefois, nombre d'entre eux manquent de ressources financières et de capacités organisationnelles suffisantes pour renforcer la résilience numérique et améliorer leurs écosystèmes économiques.

L'UE devrait continuer à promouvoir la perspective locale en matière de développement des compétences.

Le Comité des régions devrait être invité en tant que membre des organes directeurs et de contrôle institués par la loi sur les matières premières critiques et la loi sur l'industrie nette zéro étant donné que les régions et les villes ont un rôle important à jouer pour assurer l'acceptation par la société des projets stratégiques et identifier les leviers de changement et d'investissement.

L'UE doit intensifier ses efforts en menant des campagnes de sensibilisation aux cybermenaces dirigées contre les infrastructures locales et régionales.

[Enquête Ipsos: pour 52 % des personnes interrogées, les régions et les villes devraient avoir davantage leur mot à dire dans l'élaboration des politiques de l'UE en ce qui concerne le renforcement de l'économie, de la justice sociale et de l'emploi]

L'avenir de la politique de cohésion

VII. *Réformer la politique de cohésion avec une approche fondée sur la mission et le lieu, en appliquant le principe de «ne pas nuire à la cohésion» dans toutes les politiques.*

Grâce au marché unique, le PIB de l'UE est 9 % plus élevé qu'il ne le serait. Le commerce intérieur de l'UE a soutenu la création de 56 millions d'emplois au cours des trente dernières années. Toutefois, la prospérité n'est pas équitablement répartie entre les régions centrales et la périphérie de l'UE. La pandémie de COVID-19 et la guerre russe contre l'Ukraine ont rendu encore plus difficile pour les régions périphériques de rattraper le reste de l'UE. La politique de cohésion en tant qu'investissement à long terme contribue à un marché unique plus performant, en comblant l'écart de développement entre les régions en leur fournissant des ressources sociales et des infrastructures. Toutefois, les différences régionales demeurent importantes. L'avenir de la politique de cohésion doit être conçu comme une stratégie inclusive associant toutes les personnes et toutes les parties prenantes à tous les niveaux, afin de remédier à la fragmentation et à la complexité actuelles des politiques dans plusieurs fonds.

L'UE doit poursuivre l'élaboration d'une politique de cohésion forte fondée sur les lieux, dotée d'une approche de mission qui puisse aider tous les lieux et tous les citoyens de l'UE. Elle doit appliquer le principe de «ne pas nuire à la cohésion» dans toutes les politiques et initiatives de l'UE en réalisant des analyses d'impact territorial complètes.

L'Alliance pour la cohésion, mise en place par le CdR, servira de plateforme de débat et d'échange, associant les institutions de l'UE aux villes et aux régions.

[Enquête Ipsos: 59 % des répondants connaissent les fonds de la politique de cohésion]

L'agenda rural

VIII. *Une approche à long terme des zones rurales doit leur permettre d'investir dans leurs transitions écologique et numérique afin de lutter efficacement contre le dépeuplement et d'attirer les jeunes talents.*

D'ici 2033, on estime que 30 millions de personnes auront quitté les zones rurales d'Europe. Cela correspond à la population combinée de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Lituanie. Les régions rurales sont confrontées à des obstacles qui menacent leur croissance, ainsi que les objectifs de l'UE visant à parvenir à la neutralité climatique. Les jeunes et les familles quittent les zones rurales en raison du manque de services, tels que les écoles, les hôpitaux, les transports publics et la connectivité numérique. Ce flux constant de jeunes entraîne une diminution de la main-d'œuvre, un vieillissement de la population locale ainsi que l'appauvrissement et l'exclusion sociale. 16 % de la population de l'UE vit dans des régions dites de développement des talents. Les possibilités d'éducation et de formation des adultes sont beaucoup plus faibles dans les régions confrontées à un piège de développement des talents (5,6 %, contre 10 % en moyenne dans l'UE). Les gouvernements régionaux et locaux participent activement à la formulation et à l'exécution d'initiatives de développement rural

intégrées, telles que des projets de scolarisation locaux spécifiques, ainsi que des concepts de mobilité pour les villages ruraux et des programmes d'entrepreneuriat vert pour les femmes.

L'UE devrait investir davantage dans les zones rurales, car elles contribuent grandement à sa transition écologique dans des domaines tels que la production d'énergie renouvelable, l'alimentation durable et la préservation de la nature.

La prochaine génération de programmes de la politique de cohésion et les plans pour la reprise et la résilience devraient stimuler les investissements et les réformes afin de réduire les pièges de développement des talents dans les régions de l'UE, de diversifier les perspectives économiques pour les jeunes et d'assurer le bien-être économique et social des communautés rurales.

Le CdR participe activement au pacte rural, qui fournit une plate-forme permettant à tous les niveaux de gouvernement et à la société civile d'échanger sur les besoins et le potentiel des zones rurales.

Régions et villes façonnant l'avenir de l'Europe

Démocratie européenne

IX. L'UE doit tirer parti de la confiance des citoyens dans les représentants régionaux et locaux pour renforcer mieux et dans une plus large mesure la démocratie européenne.

Dans l'Union européenne, 1,2 million de citoyens sont titulaires d'un mandat électoral au niveau local ou régional. Ils sont la base de la démocratie européenne. Les collectivités locales et régionales des États membres jouissent d'une plus grande confiance que les gouvernements nationaux et, dans la plupart des pays, elles sont également plus fiables que les institutions de l'UE. Le mécontentement croissant dans les régions et les villes menace la cohésion sociale globale de l'UE. Il est donc d'autant plus crucial d'adapter les programmes de l'UE pour les villes et les régions aux besoins spécifiques des différents territoires de l'UE et à leurs besoins. À cette fin, les collectivités locales et régionales doivent avoir davantage leur mot à dire dans l'élaboration des politiques de l'UE. Une participation accrue des niveaux de gouvernement infranationaux contribuerait à rendre les politiques de l'UE mieux comprises et acceptées par les citoyens.

L'UE devrait promouvoir la dimension à plusieurs niveaux de la démocratie et de la gouvernance européennes et inclure systématiquement les responsables politiques locaux et régionaux dans le processus législatif de l'UE, assurant ainsi le suivi des résultats de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Les élections européennes qui auront lieu en juin 2024 constitueront un test pour la démocratie européenne. Dans ce contexte, les institutions de l'UE devraient renforcer leur coopération avec les régions et les villes afin d'instaurer la confiance et d'accroître la participation électorale, tout en veillant à ce que leur voix soit entendue dans la définition des prochaines priorités politiques.

Le programme «Jeunes élus» et le réseau des conseillers locaux et régionaux — tous deux mis en place par le CdR — peuvent continuer à soutenir les élus locaux et régionaux, en renforçant le pont entre l'UE et les communautés locales. Les collectivités locales et régionales sont également des partenaires clés pour renforcer le sentiment d'appartenance au projet européen, sur la base des principes et des valeurs de l'UE.

[Enquête Ipsos: pour 91 % des répondants, il est important d'accroître l'influence des régions et des autorités locales dans l'élaboration des politiques nationales]

L'élargissement de l'Union européenne

X. Faire participer les collectivités locales et régionales, avec leur expérience et leurs réseaux, à la préparation de la prochaine vague d'élargissement.

La guerre russe contre l'Ukraine a placé la politique d'élargissement de l'UE au premier rang des priorités politiques et a souligné l'importance d'assurer la stabilité dans le voisinage de l'UE, à la fois à ses frontières orientales et méridionales, grâce à une coopération transfrontalière renforcée. Les régions et les villes des pays candidats ont un rôle essentiel à jouer dans la participation des citoyens au processus d'adhésion, la consolidation des valeurs européennes et la promotion de l'intégration européenne.

Les régions et les villes européennes peuvent partager leurs propres expériences d'adhésion et soutenir le renforcement des capacités des nouveaux arrivants potentiels au moyen de divers formats tels que les comités consultatifs mixtes (CCM), les groupes de travail (GT), la Conférence des autorités régionales et locales pour le partenariat oriental (CORLEAP), l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM) ou l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX) entre pairs. La CORLEAP poursuit actuellement le double objectif de continuer à fournir un format pour la coopération multilatérale au niveau local et régional dans le cadre du partenariat oriental et d'aider les nouveaux pays candidats à l'adhésion à l'UE sur la voie de l'UE, et continuera de le faire dans un avenir proche.

En outre, les programmes de coopération transfrontalière avec les pays voisins (en particulier via les programmes de coopération transfrontalière Interreg IAP) ont été essentiels pour renforcer la confiance et développer l'expertise des collectivités locales et régionales voisines pendant qu'elles se préparent à adhérer à l'UE.

Cela facilite le renforcement des capacités et améliore la compréhension des politiques et de la législation de l'UE.

Les régions et les villes européennes peuvent participer pleinement au processus d'élargissement de l'UE en défendant des formats de coopération multilatérale et en apportant un soutien pratique aux collectivités locales et régionales des pays candidats à l'adhésion.

Les précédents cycles d'élargissement ont montré que la décentralisation et la participation des collectivités locales et régionales à la préparation de l'adhésion à l'UE sont essentielles au succès.

Le CdR préconise le renforcement de la coopération transfrontalière avec les collectivités locales et régionales voisines et contribue à la promotion de TAIEX par l'intermédiaire des CCM et des groupes de travail, ainsi que de l'ARLEM et de la CORLEAP, et il a un rôle particulier à jouer pour aider les collectivités locales et régionales des pays candidats à l'élargissement à se préparer à la mise en œuvre de l'acquis de l'UE. Le CdR concentre ses travaux sur l'élargissement sur le renforcement des capacités pratiques et a notamment élargi son programme pour les jeunes élus aux pays candidats.

Chapitre I — Régions et villes qui gèrent les crises

Un ensemble de crises aux multiples facettes touche l'Union européenne. De la guerre russe contre l'Ukraine et ses conséquences aux crises énergétiques, climatiques et alimentaires, aux inégalités sociales et aux conséquences durables de la pandémie de COVID-19, les régions et les villes sont à l'avant-garde, répondant aux nombreux défis auxquels sont confrontés les citoyens.

L'Union européenne est mise à l'épreuve et la résistera tant qu'elle continuera à développer de nouveaux outils communs de solidarité et de résilience pour soutenir ses territoires et ses citoyens.

A. Ukraine: Personnes déplacées, reconstruction durable, voie vers l' intégration européenne

La guerre russe contre l'Ukraine a provoqué un afflux sans précédent de personnes déplacées, affectant inégalement les régions et les villes de l'UE. Malgré de nombreuses difficultés, les gouvernements locaux et régionaux ont pris des mesures efficaces pour accueillir les Ukrainiens déplacés, tout en catalysant la solidarité des populations locales. L'accent est maintenant mis sur le passage des mesures d'urgence aux stratégies à plus long terme d'inclusion socio-économique. Quelles régions sont à l'avant-garde pour aider les Ukrainiens déplacés à s'intégrer localement? Comment la solidarité des gouvernements locaux peut-elle aider l'Ukraine à se remettre de la guerre et à construire un avenir meilleur pour sa population?

Les régions et les villes de l'UE et d'Ukraine sont convaincues qu'elles ont un rôle actif à jouer dans la reconstruction de l'Ukraine. Ils développent déjà la structure, les principes et les plans à cet effet dans le cadre de réseaux tels que l'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, créée par le Comité des régions (CdR), réunissant les collectivités locales et régionales de l'UE et de l'Ukraine.

L'intégration de l'Ukraine dans l'UE ira de pair avec sa reconstruction. Les collectivités locales et régionales en Ukraine doivent être préparées à l'adhésion à l'UE et avoir besoin du soutien de leurs homologues de l'UE. Le CdR fait sa part grâce à des initiatives de renforcement des capacités.

Après ce qui a probablement été historiquement la migration la plus intense causée par les conflits vers l'UE, de nombreuses régions et villes passent désormais du mode de crise à l'élaboration de stratégies durables d'intégration des ressortissants ukrainiens bénéficiant d'une protection de l'UE. La plupart des Ukrainiens bénéficiant d'une protection temporaire² dans l'Union européenne (3,5 millions³ sur un total de 4 millions de l'UE)⁴ sont arrivés et enregistrés au cours des trois premiers mois suivant l'invasion russe le 24 février 2022. Au cours du second semestre 2022 et tout au long de 2023, les villes et les régions ont commencé à passer du mode d'intervention d'urgence à l'élaboration de stratégies d'intégration structurées et durables visant à améliorer l'inclusion socio-économique des Ukrainiens déplacés.⁵

88 % des régions et des villes ont pris des mesures concrètes pour répondre à l'urgence créée par la guerre contre l'Ukraine dans leur ville ou région et, main dans la main avec les communautés locales, elles continuent de jouer un rôle crucial dans le soutien aux Ukrainiens déplacés. Environ la moitié des autorités des régions et des villes ont créé des centres d'accueil et fourni des logements aux personnes déplacées et plus d'un tiers ont assuré l'accès à l'aide sociale et aux soins médicaux (33 %). 21 % ont créé des opportunités et des installations spécifiquement pour les enfants déplacés,

¹ Pour plus d'informations, voir Wilfred Martens centre for European Studies, Mouvements [transfrontaliers comparés: Migration depuis et vers l'Ukraine en comparaison historique avec d'autres situations induites par des conflits](https://www.oecd.org/newsroom/russia-s-war-of-aggression-against-ukraine-generates-historic-migration-flows.htm), février 2023 et <https://www.oecd.org/newsroom/russia-s-war-of-aggression-against-ukraine-generates-historic-migration-flows.htm>.

² Les octrois de protection temporaire sur la base de la [décision d'exécution 2022/382 du Conseil](#), Mach 2022. Les bénéficiaires de cette protection sont ultérieurement mentionnés dans le présent document par le terme général «réfugiés».

³ Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, [Ukraine Situation: Mise à jour Flash#18](#), 24 juin 2022.

⁴ Eurostat, [Protection temporaire des personnes fuyant l'Ukraine](#), août 2023.

⁵ Voir, par exemple, les activités des [villes et régions pour l'intégration des migrants](#), un réseau mis en place par le Comité des régions, tels que les conférences sur l'accès [des migrants aux soins de santé: des interventions d'urgence aux solutions durables](#) et à l'[autonomisation des régions et des villes dans la gouvernance de l'intégration des migrants](#).

tandis que 13 % ont pris des mesures pour atténuer l'impact économique et social de la guerre sur les plus vulnérables ainsi que l'impact de la hausse des prix de l'énergie pour les citoyens et les entreprises. Plus d'un tiers (35 %) ont également pris part à des actions symboliques de soutien à l'Ukraine. En plus de soutenir pleinement l'Ukraine contre l'agresseur russe, la majorité des régions et des villes (60 %) sont également convaincues que la présence des Ukrainiens entraînerait des conséquences démographiques et économiques positives (54 %).⁶

Étant donné que la majorité des bénéficiaires ukrainiens enregistrés de la protection temporaire sont des femmes et des enfants,⁷ de nombreuses régions et villes fournissent également des services de soutien, d'éducation et d'intégration sur mesure. Plus de 56 % des régions et des villes fournissent un soutien spécifique aux femmes ukrainiennes sous forme de garde d'enfants, suivies par le logement (55 %), la formation professionnelle (52 %), l'assistance psychologique (près de 48 %), les soins de santé (46 %) et les transports (45%).⁸ Cependant, environ 44 % ne fournissent pas de soutien spécifique adapté aux femmes déplacées ukrainiennes, ce qui est un problème qui doit être abordé pour les soutenir et pour garantir des conditions adéquates pour leur intégration socio--économique⁹. Un exemple remarquable d'intégration rapide et un témoignage de la force et de la détermination des femmes ukrainiennes viennent de Pologne, où les chiffres du gouvernement confirment que 60 à 70 % avaient trouvé un emploi régulier à la fin de l'année dernière.¹⁰

Si la solidarité envers la population ukrainienne a été sans équivoque dans l'ensemble de l'UE, l'impact territorial de cette crise sans précédent touche principalement les régions et les villes de trois États membres seulement. Cela est dû à plusieurs facteurs, tels que les concentrations dans les zones urbaines et métropolitaines, les grandes diasporas préexistantes dans certaines régions, l'exemption de¹¹ visa pour les Ukrainiens vers l'UE et la protection rapide prévue par la directive sur la protection temporaire, qui ont tous contribué à un processus fortement décentralisé d'accueil.

La majorité des Ukrainiens enregistrés dans le cadre de la DPT résident dans des régions d'Allemagne, de Pologne¹² et de Tchéquie, et c'est dans ces pays que se trouvent les 10 premières régions ayant le plus grand nombre d'enregistrements: Nordrhein-Westfalen (Allemagne), Mazowieckie (Pologne), Bayern (Allemagne), Bade-Wurtemberg (Allemagne), Niedersachsen (Allemagne), Dolnośląskie (Pologne), Śląskie (Pologne), Małopolskie (Pologne), Wielkopolskie (Pologne) et Praha (Tchéquie). La Roumanie, l'Espagne, l'Italie, la Slovaquie et l'Autriche ont également des régions où le nombre d'enregistrements dépasse 20000 par région (voir carte ci-dessous). Toutefois, le rapport entre les Ukrainiens et les populations locales est le plus élevé en Tchéquie, en Pologne et en Estonie.¹³

⁶ Comité des régions, Organisation de coopération et de développement économiques, conclusions de l'enquête Eurochambres présentées lors de la [réunion de la commission CIVEX du 18 avril 2023 et lors de l' atelier de la Semaine des régions de l'UE.](#)

⁷ [30 avril 2023: près de 4 millions de personnes bénéficiant d'une protection temporaire de l'UE — Produits Eurostat News — Eurostat \(europa.eu\)](#)

⁸ Comité des régions, Organisation de coopération et de développement économiques, conclusions de l'enquête Eurochambres présentées lors de la [réunion de la commission CIVEX du 18 avril 2023 et lors de l' atelier de la Semaine des régions de l'UE.](#)

⁹ *Ibid.*

¹⁰ <https://www.ft.com/content/f7ab2cf3-ac3a-4d90-93b4-10ef51c07159>.

¹¹ Selon [Eurostat](#), à la fin de 2021, la citoyenneté ukrainienne était la troisième citoyenneté hors UE la plus courante pour le nombre total de permis de séjour dans l'UE et pour les permis de séjour, derrière les ressortissants marocains et turcs.

¹² Au niveau national, le plus grand nombre d'Ukrainiens enregistrés dans le cadre de la DPT est en Allemagne (1090235), en Pologne (995035) et en Tchéquie (331850); voir <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20230609-1>.

¹³ Par rapport à la population de chaque membre de l'UE, le nombre le plus élevé de bénéficiaires totaux de la protection temporaire pour mille personnes a été observé en Tchéquie (31,6 pour 1000 habitants), en Pologne et en Estonie (26,4), en Lituanie (24,5), en Bulgarie (22,7) et en Lettonie (21,2); voir <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20230609-1>.

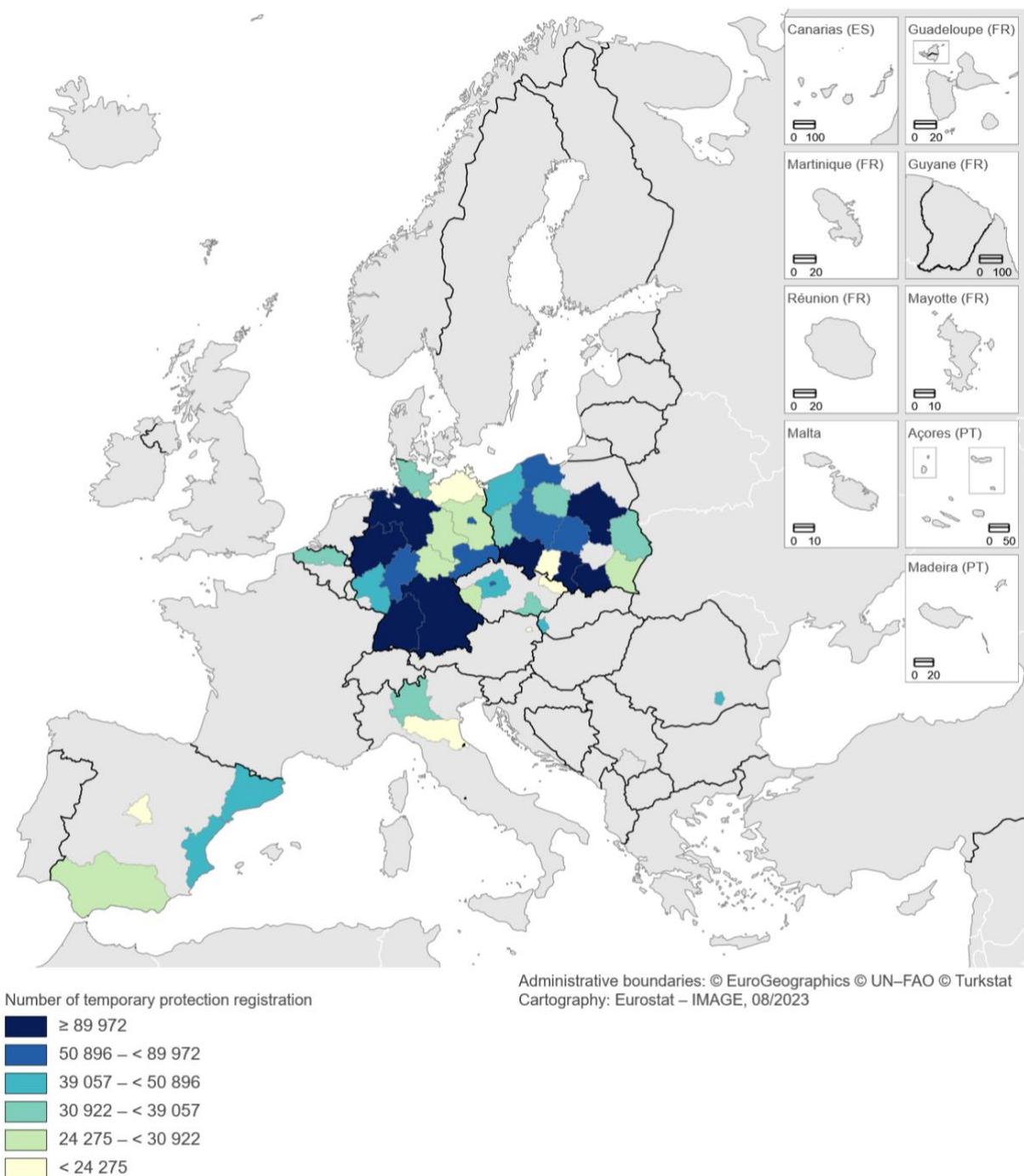


Figure 1 — Régions NUTS2 avec plus de 20000 enregistrements actifs de protection temporaire (citoyens ukrainiens)

Source — compilation du CdR basée sur le HCR, Mediendienst Integration, ibz, Minv, La Moncloa, Österreichischer Integrationsfonds¹⁴

Note — Cette carte montre intentionnellement les régions sélectionnées uniquement

¹⁴ Sources de données: d'après les données disponibles (et avec des dates de validité variables) au moment de la rédaction du présent document à l'adresse <https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine>, <https://dofi.ibz.be/fr/news/accueil-en-belgique-des-personnes-en-provenance-dukraïne-bilan-apres-un-de-conflit>; <https://www.minv.sk/?docasne-utocisko>; https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/news/Paginas/2023/20230310_ukrainian-refugees.aspx; <https://www.integrationsfonds.at/>.

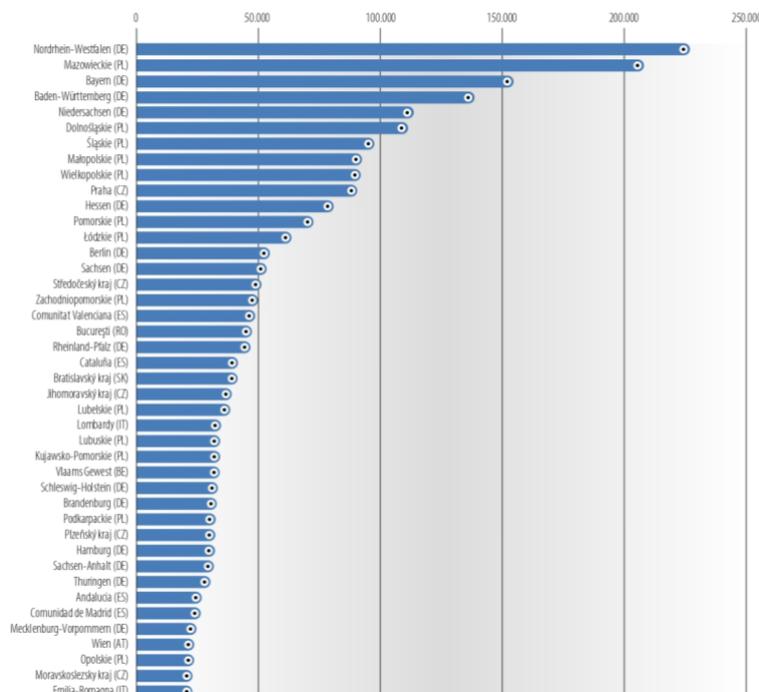


Figure 2 — Régions de l'UE ayant le plus grand nombre d'Ukrainiens activement enregistrés pour une protection temporaire
Source — compilation du CdR15

De nombreuses régions et villes continuent de faire face à des difficultés, car leurs capacités à fournir des services aux populations locales et aux réfugiés, tels que l'hébergement, les moyens de subsistance, les soins médicaux, l'éducation et l'emploi, sont tendues et souvent pas optimisées.¹⁶

En Pologne, la répartition territoriale des Ukrainiens se caractérise par une concentration en voïvodies avec de grandes agglomérations urbaines. Les deux tiers des Ukrainiens en Pologne vivent dans les 12 plus grandes régions métropolitaines¹⁷ et la plupart séjournent à Varsovie (plus de 100000), Wrocław, Cracovie et Poznań.¹⁸

En Allemagne, la proportion de ressortissants ukrainiens dans la population totale était la plus élevée à Berlin et à Hambourg. En raison du nombre élevé d'arrivées, certaines autorités régionales ont exprimé des préoccupations quant à l'atteinte de leurs limites et à la nécessité d'un plus grand nombre d'écoles, de crèches et de places d'hébergement.¹⁹

En Tchéquie, la ville de Prague a eu du mal à accueillir près d'un quart de tous les Ukrainiens,²⁰ mais à la fin du mois d'octobre 2022, la capitale a approuvé son cadre stratégique pour le soutien aux réfugiés ukrainiens et s'est associée à l'UNICEF dans la création et la gestion d'un nouveau centre pour le soutien ultérieur aux personnes déplacées d'Ukraine.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Dobiás, K., et Homem, F., [villes et régions de l'UE accueillant des réfugiés ukrainiens — cartographie de la coordination à plusieurs niveaux](#), étude commandée par le Comité des régions, 2022.

¹⁷ <https://www.gov.pl/web/udsc/obywatele-ukrainy-w-polsce--aktualne-dane-migracyjne>.

¹⁸ <https://www.portalsamorzadowy.pl/polityka-i-społeczenstwo/w-tych-polskich-miastach-uchodzczy-z-ukrainy-osiedlaja-sie-najchetniej.442844.html>.

¹⁹ <https://www.schengenvisainfo.com/news/germany-calls-on-eu-countries-for-fairer-distribution-of-ukrainian-refugees/> et [D.](#)

²⁰ <https://www.mvcr.cz/clanek/v-ceske-republice-je-aktualne-325-tisic-uprchliku-z-ukrajiny.aspx>.

L'insuffisance des ressources et des contraintes financières a été l'une des questions les plus pressantes pour toutes les régions et toutes les villes en ce qui concerne la fourniture de services essentiels aux Ukrainiens et la mise en œuvre d'objectifs d'intégration à long terme. Les fonds alloués aux régions et aux villes pour soutenir les Ukrainiens provenaient principalement de niveaux supérieurs de gouvernement d'État (51 %, soit une augmentation positive par rapport à 20 % avant le début de la guerre), suivis par le secteur privé (10 %), tandis que le financement direct dans le cadre de l'UE était considérablement limité ou n'était pas disponible pour une application directe aux autorités locales.

En ce qui concerne le soutien aux personnes déplacées en provenance d'Ukraine, seulement 5 % environ des régions et des villes ont utilisé des fonds du Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI), 9 % du Fonds social européen plus (FSE+) et seulement 1 % du Fonds européen de développement régional (FEDER). En ce qui concerne les réfugiés en général, l'utilisation de ces fonds est plus élevée, 13 % des collectivités régionales et locales bénéficiant généralement des fonds du FAMI, 10 % des fonds du FSE+ et 2 % des fonds du FEDER.²¹

Un soutien plus direct aux régions et aux villes est donc nécessaire pour qu'elles continuent à fournir efficacement des services publics dans tous les domaines de leurs compétences tout en intégrant les Ukrainiens dans les communautés locales. Une attention particulière est accordée à la mise en place de mesures ciblées qui tiennent mieux compte des besoins et des droits spécifiques du plus grand nombre de femmes, d'enfants et d'autres personnes déplacées.

CENTRES DE CONSULTATION UKRAINIENS

PRAGUE, BERLIN ET GDANSK AIDENT LES UKRAINIENS DANS LEUR LANGUE

Les villes de Prague (Tchéquie), Berlin (Allemagne) et Gdansk (Pologne) ont créé des centres de consultation ukrainiens pour fournir aux citoyens ukrainiens, principalement des femmes ayant des enfants mineurs ou des personnes âgées, des consultations en personne dans leur langue maternelle.²²

UNE AGENCE À GUICHET UNIQUE AVEC PORTES OUVERTES

RIGA CENTRALISE SON AIDE AUX UKRAINIENS

La ville de Riga (Lettonie) a une politique de porte ouverte et aide les Ukrainiens de diverses manières, comme l'exploitation d'un centre d'aide aux réfugiés transformé en une agence à guichet unique où sont situés tous les services gouvernementaux, municipaux et non gouvernementaux, la location de salles de classe supplémentaires pour garder les enfants ukrainiens dans les écoles, et la mise en place de visas nomades numériques et de parrainages de talents.²³

²¹ Comité des régions, Organisation de coopération et de développement économiques, conclusions de l'enquête Eurochambres présentées lors de la [réunion de la commission CIVEX du 18 avril 2023](#) et lors de l' [atelier de la Semaine des régions de l'UE](#).

²² Le projet est financé par le Ministère de l'intérieur de l'Allemagne et le Ministère de l'intérieur de la République tchèque et mis en œuvre par le Centre international pour l'élaboration des politiques migratoires; voir <https://www.icmpd.org/news/ukraine-consultation-centres-supporting-ukrainian-citizens-abroad>.

²³ Eurocities, à [Riga, aide les Ukrainiens d'une manière innombrables](#), janvier 2023.

Le processus de reconstruction durable de l'Ukraine a déjà commencé et les régions et les villes de l'UE sont déjà impliquées. Alors même que la guerre d'agression de la Russie continue de causer des dommages civils extrêmes et des dommages aux infrastructures, les 24 régions et les villes de l'UE se sont déjà engagées à entreprendre divers efforts de reconstruction qui ne peuvent pas attendre la fin de la guerre, car ils sont essentiels pour rétablir les services nécessaires au fonctionnement quotidien des communautés locales. De nombreuses villes et régions de l'UE ont fourni une aide humanitaire directe et un soutien financier à leurs villes jumelles en Ukraine, ont fait don à des organisations humanitaires et ont fourni du matériel de réparation, des groupes électrogènes, des ambulances, des autobus et d'autres articles utiles²⁵.

La reconstruction et la réforme se font en tandem tout en répondant aux défis qui varient en fonction de l'ampleur des destructions en Ukraine. Tout comme elle diffère d'une région à l'autre et d'une municipalité à l'autre, en fonction de leur situation géographique et de leur proximité avec la ligne²⁶ de front, les défis et les besoins varient également. Alors que les combats et les hostilités incessants continuent d'aggraver la situation humanitaire désastreuse dans certaines régions de l'Ukraine, de²⁷ nombreuses régions et villes doivent se concentrer sur l'accès à l'eau, à l'assainissement, à la nourriture, aux services de santé et aux matériaux pour réparer les maisons. Cependant, certains sont également de plus en plus capables de se concentrer sur les efforts de relèvement et de reconstruction plutôt que sur les besoins humanitaires d'urgence et, à cette fin, ils recherchent des partenaires internationaux dans un éventail de domaines — du déminage au réaménagement urbain et à la coopération économique — afin de se concentrer simultanément sur les plans de reconstruction et de réforme.²⁸

83 % des villes et régions de l'UE sont convaincues qu'elles peuvent contribuer à la reconstruction de l'Ukraine. Près de la moitié (45 %) de toutes les villes et régions de l'UE pensent pouvoir contribuer en participant à un plan européen plus large de reconstruction de l'Ukraine, tandis qu'environ un tiers des villes et régions de l'UE voient leur contribution potentielle à la reconstruction de l'Ukraine en fournissant une aide matérielle et financière (31 %) et dans des programmes de jumelage visant à renforcer les capacités techniques et institutionnelles et à échanger les meilleures pratiques (30 %). 27 % des villes et régions de l'UE sont prêtes à contribuer en promouvant la bonne gouvernance au niveau local et régional et 16 % estiment que les administrations publiques pourraient être soutenues par des programmes de formation organisés par des universités et des centres de formation pour fonctionnaires (y compris des cours en ligne).

La structure de financement proposée par l'UE à hauteur de 50 milliards d'euros pour la reconstruction de l'Ukraine reconnaît également que les régions et les villes doivent être associées à tous les stades. Le soutien direct aux régions et aux villes est au cœur de l'approche de l'UE, comme en témoigne le fait que leur autonomisation est une condition préalable de la²⁹ facilité pour l'Ukraine

²⁴ Banque mondiale, gouvernement de l'Ukraine, Union européenne, Nations unies, [Ukraine: évaluation rapide des dommages et des besoins, février 2022 — février 2023](#), mars 2023.

²⁵ Pour plus d'exemples d'actions de soutien menées par les régions et les villes de l'UE, voir <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/help-for-ukraine.aspx>.

²⁶ Banque mondiale, gouvernement de l'Ukraine, Union européenne, Nations unies, [Ukraine: évaluation rapide des dommages et des besoins, février 2022 — février 2023](#), mars 2023.

²⁷ On estime que 17,6 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2023 et que la protection des populations les plus vulnérables devrait être la priorité, avant un nouvel hiver difficile; voir: Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, réponse humanitaire de l' [Ukraine 2023: rapport de situation](#), août 2023.

²⁸ <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/CP-84-Ukraine-cities-regions-stepping-up-search-for-international-partnerships.aspx>.

²⁹ Commission européenne, [Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant la facilité pour l'Ukraine](#), juin 2023.

établie par la Commission européenne³⁰ dans sa proposition de réexamen du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027. Étant donné que le budget de l'UE n'a pas été conçu pour faire face aux conséquences de la guerre contre l'Ukraine et que les soi-disant «flexibilités»,³¹ qui ont été utilisées dès le début de la guerre, ont atteint leur limite, la création d'une nouvelle facilité pour l'Ukraine est opportune et bienvenue, tout comme l'attention accordée dans la proposition à la participation des régions et des villes au processus décisionnel et au renforcement de leurs capacités³².

Le nombre de partenariats bilatéraux entre les régions et les villes de l'UE et de l'Ukraine a augmenté, mais plus de la moitié des petites villes ukrainiennes n'ont toujours pas de partenaires officiels de l'UE. La collaboration infranationale,³³ telle que Gdansk (Pologne) et Lviv (Ukraine),³⁴ et les efforts de reconstruction par les pairs, par exemple en associant des villes ukrainiennes à la mission «Villes neutres pour le climat» et «villes intelligentes»,³⁵ ainsi que les différents accords de jumelage,³⁶ constituent un élément important du processus de reconstruction et du rapprochement de l'Ukraine avec les normes de l'UE.³⁷ Alors que la plupart des accords existants sont signés avec des régions et des villes de Pologne et de pays de l'UE plus proches de l'Ukraine,³⁸ beaucoup d'autres nouveaux accords avec les autorités³⁹ locales allemandes⁴⁰ et françaises indiquent une tendance paneuropéenne plus large.

Les villes de l'UE ont beaucoup à offrir à leurs partenaires ukrainiens⁴¹ en termes d'expertise et de bonnes pratiques sur des questions telles que le développement durable des villes, la protection du patrimoine, l'éducation, les services sociaux, les droits fondamentaux et la bonne gouvernance. Alors que les capitales régionales sont plus susceptibles que d'autres villes d'établir une coopération économique et commerciale avec des villes à l'étranger,⁴² plus de la moitié des petites villes ukrainiennes, principalement dans la partie orientale de l'Ukraine, n'ont toujours pas de coopération internationale formalisée et il reste encore beaucoup à faire pour intensifier la coopération UE-UA au niveau infranational.⁴³

³⁰ <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/regions-and-cities-crucial-role-in-Ukraine-reconstruction.aspx> et [D.](#)

³¹ Réaffectation des fonds dans le cadre des programmes existants, réaffectation des fonds inutilisés et réserves pour l'Ukraine.

³² Pour plus de détails, voir https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_23_3355.

³³ <https://cor.europa.eu/en/engage/Documents/Ukraine-Alliance-Insight.pdf>.

³⁴ <https://cor.europa.eu/fr/events/pages/4th-meeting-of-cor-working-group-ukraine-.aspx>.

³⁵ <https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/opportunities/topic-details/horizon-miss-2023-cit-02-01>

³⁶ Les accords de jumelage en Ukraine sont conclus à la fois au niveau local (principalement au niveau des villes) et au niveau régional (oblastes) et sous-régional/district (rayons).

³⁷ Pour un bon aperçu de ces difficultés et recommandations pour les surmonter, voir Smętkowski, M., Kniazevych, A., Olechnicka, A., Orchowska, J., et Przekop-Wiszniewska, E., [Coopération entre les villes et régions de l'UE avec leurs partenaires ukrainiens](#), étude commandée par la commission REGI au Parlement européen, 2023.

³⁸ *Ibidem*, en 2022, les villes ukrainiennes ont conclu plus de 1000 accords de jumelage avec des partenaires étrangers, tandis que les autorités régionales et régionales ont signé près de 350 accords de ce type — plus des deux tiers avec leurs homologues de l'UE.

³⁹ Par exemple, entre la région française Bourgogne-Franche-Comté et l'oblast ukrainien de Vinnytsia, voir <https://www.infos-dijon.com/news/bourgogne-franche-comte/bourgogne-franche-comte/rerelations-internationales-la-region-bourgogne-franche-comte-prepare-un-partenariat-avec-l-oblast-ukrainien-de-vinnytsia.html>.

⁴⁰ En février 2022, 80 partenariats ont été établis entre les municipalités allemandes et ukrainiennes, voir [Karte: 80 deutsch-ukrainische Städtepartnerschaften | BMZ](#); il y a maintenant 120 partenariats, voir <https://www.bertelsmann-stiftung.de/de/unsere-projekte/kommunen-in-der-ukraine-krise-staerken/projekt-nachrichten/staedtepartnerschaften>; voir aussi <https://cities4cities.eu/14-ukrainian-communities-started-cooperation-with-17-german-municipalities/>.

⁴¹ <https://cor.europa.eu/en/engage/Documents/Ukraine-Alliance-Insight.pdf>.

⁴² Voir, par exemple, l'étude préparée par le programme «Villes transparentes» disponible dans le cadre de la [coopération entre villes sœurs: zones où des municipalités étrangères soutiennent les villes ukrainiennes](#).

⁴³ Smętkowski, M., Kniazevych, A., Olechnicka, A., Orchowska, J., et Przekop-Wiszniewska, E., [Coopération entre les villes et régions de l'UE avec leurs partenaires ukrainiens](#), étude commandée par la commission REGI au Parlement européen, 2023.

L' Alliance des villes et des régions pour la reconstruction de⁴⁴ l'Ukraine, créée par le CdR, contribue à combler les lacunes de la coopération infranationale UE-UA et à relier les deux parties. La plateforme paneuropéenne susceptible de mettre en relation des milliers de dirigeants locaux et régionaux dans l'UE et dans l'ensemble de l'Europe a considérablement contribué à intensifier la coopération internationale et les efforts de reconstruction par ses activités⁴⁵ et ses recommandations stratégiques en associant un nombre croissant de représentants, y compris les membres du CdR, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, des associations européennes telles que la CCRE, la CRPM, EUROCITIES, CALRE, AER, la Convention des maires, Energy Cities, ainsi que toutes les associations ukrainiennes de collectivités locales et régionales et de nombreux partenaires associés.⁴⁶

Les recommandations du CdR visant à renforcer le rôle des collectivités locales et régionales dans le processus de relance et de reconstruction de l'Ukraine et sur la voie de leur adhésion à l'UE ont⁴⁷ ancré le débat sur la décentralisation lors de la conférence sur la relance de l'Ukraine en⁴⁸ réaffirmant que la participation directe des régions et des villes est essentielle au succès de la reprise, de la reconstruction (y compris la hiérarchisation, la planification et la sélection des projets) et des préparatifs d'adhésion à l'UE.

UNE ALLIANCE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION

UNE INITIATIVE DU CDR VISANT À COORDONNER L'AIDE ET À SOUTENIR LES RÉGIONS UKRAINIENNES

L'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine fournit une plateforme pour coordonner les efforts d'aide et exprimer un soutien politique et symbolique fort de la part des régions et des villes de l'UE à leurs homologues ukrainiens⁴⁹ afin de garantir leur participation significative au processus de reconstruction, conformément à ses recommandations stratégiques⁵⁰.

Les travaux visant à préparer les régions et les villes ukrainiennes au processus d'adhésion à l'UE sont en cours et le CdR aide ses partenaires à mener à bien les réformes mandatées par l'UE. Après avoir symboliquement confirmé sa solidarité avec l'Ukraine en décernant Vitaliy Klitschko, président de l'Association des villes ukrainiennes et maire de Kiev, membre honoraire,⁵¹ le CdR a tracé sa voie pour soutenir l'Ukraine dans un plan concret de soutien en dix points.⁵²

⁴⁴ <https://cor.europa.eu/en/engage/Pages/European-Alliance-of-Cities-and-Regions-for-the-reconstruction-of-Ukraine.aspx>.

⁴⁵ <https://cor.europa.eu/en/events/Pages/putting-lugano-principles-into-action.aspx>.

⁴⁶ Pour la liste complète des partenaires et partenaires associés de l'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, voir <https://cor.europa.eu/en/engage/pages/european-alliance-of-cities-and-regions-for-the-reconstruction-of-ukraine.aspx#Partners>.

⁴⁷ Présenté par le CdR au nom de l'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, lors de l' [atelier en vue de la conférence de Londres sur la relance de l'Ukraine](#), qui s'est tenue le 25 mai 2023.

⁴⁸ <https://www.urc-international.com/road-to-london-event>.

⁴⁹ <https://cor.europa.eu/en/engage/Pages/European-Alliance-of-Cities-and-Regions-for-the-reconstruction-of-Ukraine.aspx>.

⁵⁰ <https://cor.europa.eu/en/events/Documents/Recommendations pour le renforcement du rôle des collectivités locales et régionales en Ukraine.pdf>.

⁵¹ <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/Bureau-Ukraine.aspx>.

⁵² <https://cor.europa.eu/en/events/Documents/CoR Paquet de soutien en 10 points à l'Ukraine.pdf>.

Mettant en œuvre le plan sans délai, le CdR a mis à disposition des collectivités locales et régionales ukrainiennes des espaces de bureaux,⁵³ y compris des élus ukrainiens locaux dans son programme «Jeunes élus élus»,⁵⁴ a ouvert des possibilités de formation et de recrutement pour les experts détachés des régions et des villes ukrainiennes, permettra de relancer la coopération entre pairs avec le soutien de l'initiative anticorruption de l'Union européenne et de son concept de «villes d'intégrité»,⁵⁵ et élargira son groupe de travail sur l'Ukraine afin de fournir un soutien politique et technique ciblé aux partenaires ukrainiens afin de les aider à parvenir à une bonne gouvernance à tous les niveaux, à renforcer la démocratie locale et à faire progresser la réforme de la décentralisation.⁵⁶

La solidarité avec l'Ukraine repose également sur la solidarité intergénérationnelle. C'est pourquoi le CdR et l'Association des villes ukrainiennes ont lancé l'initiative «camps d'été»⁵⁷ et de nombreuses villes et régions ont organisé des programmes de vacances pour les enfants et les jeunes ukrainiens.⁵⁸ Une vingtaine de villes et régions de 12 États membres ont parrainé des séjours amusants remplis d'activités, d'événements sportifs et culturels et ont offert un répit et un sentiment de normalité indispensables à environ 1800 enfants et jeunes ukrainiens.

UNE PAUSE DE LA GUERRE

VACANCES D'ÉTÉ POUR LES ENFANTS UKRAINIENS

Les vacances d'été pour les enfants ukrainiens ⁵⁹ ont permis à de nombreux enfants ukrainiens de profiter de programmes de vacances d'été pour les jeunes dans diverses villes et régions, telles que Nîmes (France), Athènes (Grèce), Rome (Italie), Tampere (Finlande), Gdansk (Pologne), Portimão (Portugal), Preiļi (Lettonie), Wielkopolska (Pologne), Lubelskie (Pologne), Maramureş (Roumanie), Podkarpackie (Pologne), Pomorskie (Pologne), Bavière (Allemagne), Lodzkie (Pologne),⁶⁰ ainsi que Miskolc et Sátoraljajhely (Hongary).⁶¹

Les recommandations formulées par les membres du CdR et les partenaires de l'Alliance sont devenues pertinentes, conformément aux ambitions de l'Ukraine en matière d'adhésion à l'UE. Comme l'a préconisé l'avis du CdR sur «*Le rôle des villes et des régions de l'UE dans la reconstruction de l'Ukraine*», la réforme de la décentralisation doit être intégrée dans l'architecture

⁵³ Actuellement bureau de Lviv, qui sert également de «front office» pour d'autres autorités infranationales ukrainiennes; voir <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/Ukraines-regions-and-cities-take-further-steps-towards-EU.aspx>.

⁵⁴ https://www.eeas.europa.eu/delegations/ukraine/join-yep-community-young-elected-politician-programme-2023_en?s=232.

⁵⁵ <https://euaci.eu/>.

⁵⁶ <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/Local-and-regional-authorities-will-be-key-to-Ukraine's-reconstruction.aspx>.

⁵⁷ Présenté dans le paquet de soutien en 10 points du CdR à l'Ukraine, disponible à l'adresse suivante:

<https://cor.europa.eu/en/events/Documents/CoR>.

⁵⁸ Au moment de la rédaction du présent rapport et selon les informations dont dispose le CdR, les municipalités suivantes ont organisé ou envisagent d'organiser des vacances pour les enfants ukrainiens: Dunkerque (FR), Budapest (HU), Łódzkie (PL), Athitos (EL), Essen (DE), Pontevedra (ES), Palanga, Wielkopolska (PL), Burgenland (AT), Maramures (RO), Grand Fort Philippe (FR), Tampere (FI), Gdansk (PL), Pomorskie (PL), Berlin (DE), Tukums, municipalité du district de Tauragė, Andrychow (PL), Bourron-Marlotte (FR), Podkarpackie (PL), Ronneby, Klaipėda, Warmia et Mazury (PL), île de Gozo (MT), Ličko-Senjska županija (HR), paroisse de Väike-Maarja, district de Bielany à Varsovie (PL), Cascais (PT), Stockholm (SE), Mazovia Region (PL), Keila, Tallin (EE), Tartu (EE), Mustvee vald (EE), Jõgevamaa (EE), Saarde vald (EE), Rakvere Vald (EE), Trencin (SK) Lund (SE); voir

<https://www.euractiv.com/section/politics/news/eu-cities-and-regions-to-host-summer-camps-for-ukrainian-children/>.

⁵⁹ Une initiative spéciale axée sur les enfants de l'armée ukrainienne et des travailleurs clés basés en Ukraine, lancée par le Comité européen des régions et l'Association des villes ukrainiennes.

⁶⁰ <https://www.euractiv.com/section/politics/news/eu-cities-and-regions-to-host-summer-camps-for-ukrainian-children/>.

⁶¹ <https://hungarytoday.hu/hundreds-of-ukrainian-children-to-enjoy-camps-in-hungary/>.

⁶² Pour plus de détails, consultez l'avis du Comité des régions intitulé «*Le rôle des villes et des régions de l'UE dans la reconstruction de l'Ukraine*», CIVEX-VII/018, 10-12 octobre 2022, rapporteur Dario Nardella (PSE/IT), maire de Florence.

globale des processus de relance et de reconstruction de l'Ukraine, et les autorités locales ukrainiennes doivent avoir un rôle de premier plan dans la prise de décisions concernant les projets de reconstruction. Afin d'aider les régions et les villes ukrainiennes à attirer et à gérer efficacement les fonds et investissements internationaux nécessaires conformément aux principes de l'état de droit, de la gouvernance à plusieurs niveaux et de la tolérance zéro à l'égard de la corruption,⁶³ le CdR a rétabli sa proposition de programme Erasmus pour les fonctionnaires locaux et mis en place une école européenne pour l'administration locale.

Il est important d'aider les régions et les villes d'Ukraine à développer les capacités nécessaires pour satisfaire aux critères d'adhésion⁶⁴ et le CdR encourage vivement toutes les régions et toutes les villes à s'impliquer dans le cadre de partenariats individuels et de l'Alliance plus large des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine. L'UE et ses États membres doivent accroître leur soutien à l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'UE, notamment en termes d'expertise technique, de renforcement des capacités et de réformes institutionnelles, afin de permettre aux régions et aux villes du pays de recenser les besoins des objectifs de reconstruction à court terme, mais aussi de mettre en œuvre les stratégies à long terme de transition numérique et écologique afin de satisfaire et de créer les conditions d'une résilience accrue et d'un meilleur bien-être des citoyens.⁶⁵ Un bon exemple à cet égard est le projet de convention **des maires** — **Est** financé par l'UE, qui vise à introduire l'initiative de l'UE en matière de climat et d'énergie dans les pays du partenariat oriental et compte 198 municipalités signataires en Ukraine, avec 158 plans d'action locaux élaborés.⁶⁶

⁶³ Des recommandations concrètes sur la voie à suivre ont été formulées par l'atelier sur le renforcement du rôle des collectivités locales et régionales dans le processus de relance et de reconstruction de l'Ukraine et sur la voie de leur adhésion à l'UE, organisé conjointement par le Comité des régions au nom de l'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine avec la Commission européenne, l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi que les gouvernements de l'Ukraine, du Royaume-Uni et de la Suisse, le 25 mai 2023; voir: https://cor.europa.eu/en/events/Documents/Recommandations_pour_le_reforcement_du_r%C3%B4le_des_collectivit%C3%A9s_locales_et_r%C3%A9gionales_en_Ukraine.pdf.

⁶⁴ Résolution du Parlement européen sur la reconstruction durable et l'intégration de l'Ukraine dans la communauté euro-atlantique, juin 2023.

⁶⁵ Organisation de coopération et de développement économiques, [reconstruction de l'Ukraine par le renforcement de la gouvernance régionale et municipale](#), novembre 2022.

⁶⁶ <https://www.com-east.eu/en/>.

B. Crise énergétique

La crise énergétique a eu un impact significatif sur toutes les communautés de toute l'Europe. Malgré la montée en flèche des prix de l'énergie et la forte inflation, les gouvernements locaux et régionaux ont néanmoins continué à fournir des services essentiels dans les 90000 villes et villages d'Europe, 900 villes et 280 régions. Ils ont pris des mesures pour garantir les économies d'énergie, la continuité des activités énergétiques et des plans d'urgence dans le but de renforcer la résilience énergétique. Ils ont également apporté une aide économique et sociale aux ménages vulnérables et aux petites et moyennes entreprises. Toutefois, la crise a également amplifié les questions structurelles sur les investissements futurs: comment lutter contre la précarité énergétique dans nos communautés? Comment soutenir la transition énergétique de nos entreprises locales afin de maintenir la compétitivité mondiale?

En 2022, l'UE a dû ajouter au programme «Ajustement à l'objectif 55», qui était déjà occupé, d'importantes mesures et mesures supplémentaires pour faire face à la crise énergétique, telles que REPowerEU. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la réduction subséquente des exportations de gaz russe vers l'UE ont poussé les prix à des sommets jusqu'alors inimaginables, causant de la douleur aux ménages et aux entreprises. Dans ce contexte difficile, les régions et les villes ont relevé le défi et ont réagi de manière décisive.

Si les réalisations actuelles dans l'ensemble de l'UE sont louables, il reste encore beaucoup à faire. **Dans sa résolution urgente, les villes et les régions réagissent à la crise de l'énergie: en vue d'une véritable Union européenne de l'énergie⁶⁷ adoptée en février 2023, le Comité des régions (CdR) a souligné le rôle crucial des régions et des villes dans le soutien aux personnes touchées par la crise énergétique et la mise en œuvre de mesures visant à garantir les économies d'énergie et la continuité des activités énergétiques.**

Pourtant, pour accélérer encore la transition vers une énergie propre, les villes et les régions doivent être associées aux réformes énergétiques en cours pour garantir des investissements stratégiques. En créant des synergies entre les instruments de financement de l'UE, les projets d'énergie durable peuvent être accélérés au niveau local. Ce n'est qu'alors qu'une véritable union de l'énergie et du climat sera réalisée.

Il s'agit là d'un appel urgent à l'action. La flambée des prix de l'énergie touche tous les Européens, en particulier les plus vulnérables. Entre 2019 et 2022, la part moyenne des dépenses énergétiques dans le budget des ménages a augmenté de plus d'un tiers et a presque doublé dans certains États membres de l'UE. Les prix de l'électricité ont augmenté de 35 % par rapport à 68 l'année dernière et des évaluations récentes estiment que les ménages les plus pauvres devraient payer au moins 25 % de leurs dépenses totales en factures d'énergie.⁶⁹

⁶⁷ Comité des régions, [résolution sur la réponse des villes et des régions à la crise énergétique: vers une véritable Union européenne de l'énergie](#), février 2023.

⁶⁸ Conseil européen, [Infographie — Crise de l'énergie: Trois mesures coordonnées par l'UE pour réduire les factures](#), octobre 2022 — sur la base des données d'Eurostat de septembre 2022.

⁶⁹ Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change, [Effects of the energy price crisis on European households: Défis sociopolitiques et options politiques](#), mai 2022.

Environ 40 millions de citoyens de l'UE (9,3 % de la population) n'ont pas été en mesure de garder leurs maisons au chaud en 2022.⁷⁰ La crise énergétique, exacerbée par la guerre, a aggravé des situations déjà difficiles, risquant d'accroître la pauvreté énergétique et de mobilité. Les économies locales sont fortement touchées, de nombreuses entreprises familiales et petites et moyennes entreprises étant contraintes de réduire leurs activités et leur main-d'œuvre.⁷¹ En outre, la crise contribue encore aux inégalités entre les sexes, les femmes et les ménages dirigés par des femmes étant plus susceptibles d'être touchés par la précarité énergétique et les choix drastiques en matière d'économies d'énergie en raison des inégalités structurelles dans la répartition des revenus, le statut socio-économique et l'écart entre les hommes et les femmes en matière de soins.⁷² En 2022, Eurofound a constaté que 44 % des mères célibataires et 31 % des femmes célibataires avaient du mal à payer leurs factures d'énergie⁷³.

Le CdR a récemment mené une enquête auprès de son réseau de pôles régionaux (RegHub)⁷⁴ sur *l'avenir du pacte vert: faire le point et regarder vers l'avenir*. Selon les résultats de l'enquête, une **grande majorité des répondants (75 %) affirment que les actions climatiques de leurs régions ou villes respectives ont été touchées par la crise énergétique en cours**. Interrogés sur les principaux défis qui entravent les progrès dans la production d'énergie propre, une proportion importante des participants (90 %) soulignent la nécessité de mécanismes de financement spécifiques. En outre, 80 % des répondants soulignent l'importance du soutien à l'innovation, tandis que 50 % insistent sur l'importance du renforcement des capacités.

Les régions et les villes ont pris des mesures courageuses et immédiates pour réduire leur propre consommation d'énergie, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine. L'enquête *Baromètre régional et local* du CdR menée par Ipsos European Public Affairs a révélé qu'une majorité des répondants (63 %) ont confirmé que leur ville ou leur région avait pris des mesures pour réduire la consommation d'énergie, tandis qu'environ un quart (27 %) ont répondu que leur ville ou leur région avait mis en œuvre des mesures visant à introduire des transports plus durables dans leur région.

Ces efforts comprennent diverses initiatives telles que la réduction de la température ambiante dans les bâtiments publics, l'extinction des lumières de Noël, l'accélération du déploiement des ampoules LED (Varsovie, Pologne), l'installation de systèmes d'éclairage de rue dynamiques (Jena, Allemagne) et la participation à des campagnes publiques de sensibilisation et d'action au travail (Graz, Autriche) et dans les écoles (Cesena, Italie). Les régions et les villes travaillent directement avec les citoyens et les entreprises, mettant en valeur la bravoure et la détermination des citoyens dans les zones urbaines et rurales.

⁷⁰ Eurostat, [Incapacité à garder la maison suffisamment au chaud — enquête EU-SILC](#), code de données en ligne: ILC_MDES01.

⁷¹ Commission européenne, [Rapport sur l'état de l'union de l'énergie, octobre 2022](#).

⁷² Pour de plus amples informations, voir l'avis du Comité des régions intitulé « [Égalité entre les hommes et les femmes et changement climatique: vers l'intégration de la perspective de genre dans le pacte vert pour l'Europe, ENVE-VII/018, 26-27 janvier 2022](#), rapporteure [Kata Tüttő \(HU/PSE\)](#), membre de l'Assemblée générale locale de Budapest, Hongrie et des Nations unies, [Rapport sur les incidences mondiales sur l'égalité entre les hommes et les femmes de la crise ukrainienne sur l'accès à l'énergie, la sécurité alimentaire et la nutrition](#), 2022.

⁷³ <https://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/society/20230224STO76403/international-women-s-day-the-gender-aspects-of-energy-poverty>.

⁷⁴ Le réseau des [pôles régionaux du CdR \(RegHub\)](#) est constitué d'un groupe d'acteurs locaux et régionaux qui surveillent la mise en œuvre des politiques de l'UE sur le terrain et veillent à ce que les voix locales et régionales soient prises en compte lors de l'évaluation de ces politiques au niveau européen. Il comprend 46 membres, 10 observateurs et un organe associé. RegHub est également un sous-groupe établi de la plateforme «Prêts pour l'avenir» de la Commission européenne.

⁷⁵ <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/EURegionalBarometer-Survey-2023.aspx>.

L' **EU Cities Energy Savings Sprint**, lancée⁷⁶ conjointement par le CdR, la Convention des maires Europe et la Commission européenne, a été une activité centrale visant à souligner que des actions simples, telles que la fixation d'un thermostat à 19 °C (comme dans des villes comme Leipzig (Allemagne), Bordeaux (France) et Gand (Belgique)) permettraient non seulement de maîtriser les factures d'énergie, mais aussi de contribuer à la création d'une Europe plus résiliente et respectueuse de l'environnement.

La réponse de l'UE à la lutte contre la précarité énergétique est restée résolue, grâce à une prise de décision rapide et à la mise en œuvre de mesures d'urgence visant à protéger les consommateurs vulnérables. En octobre 2022, le Conseil de l'Union européenne a approuvé un règlement relatif à une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie et a alloué 140 milliards d'euros pour soutenir les ménages et les entreprises de l'UE.⁷⁷

Les mesures prises pour lutter contre la précarité énergétique sont néanmoins largement locales, comme l'a démontré l'initiative de l'UE sur la plateforme de conseil sur la pauvreté énergétique.⁷⁸ Des projets spécifiques visant à lutter contre la précarité énergétique sous l'angle de l'inclusion sociale ont également été soutenus par le programme Interreg Europe 2014-2020⁷⁹ et par des actions urbaines innovantes, telles que le projet de cellule de renseignement sur la pauvreté énergétique à Getafe (Espagne).⁸⁰ Les régions et les villes ont fourni des services et des conseils essentiels et ont canalisé le soutien social pour aider les citoyens et les entreprises à traverser cette période très difficile.

Toutefois, tout en s'attaquant à la crise immédiate des coûts de l'énergie, les objectifs à plus long terme consistant à inverser le changement climatique et à faire progresser la transition énergétique doivent être maintenus et poursuivis. La transition de l'UE des combustibles fossiles vers les sources d'énergie renouvelables et l'efficacité énergétique ne peut être rendue possible qu'avec l'engagement et l'engagement actif des régions et des villes, en collaboration avec les citoyens et la société civile. Le pacte vert pour l'UE est le pivot de ce processus et sa bonne mise en œuvre ne peut être réalisée que par la participation directe des citoyens et des autorités aux niveaux local et régional — où se concrétisent les projets d'énergie verte.

L'électricité produite à partir de sources renouvelables est à l'avant-garde de cette transformation, remplaçant progressivement les combustibles fossiles pour le chauffage-refroidissement (par exemple par des pompes à chaleur) et le transport (voitures électriques, e-trains, etc.). Le graphique ci-dessous montre l'ampleur de ce changement radical dans l'UE lorsque le pacte vert pour l'UE commençait à s'installer. L'augmentation des énergies renouvelables dans une mesure telle qu'elles remplacent les combustibles fossiles nécessitera des investissements substantiels, mais aussi un soutien important de la société en faveur de nouveaux parcs solaires, de parcs éoliens en mer et en mer, ainsi que d'autres projets qui seront situés dans l'UE. Il sera essentiel que des équipements essentiels pour la production d'énergie renouvelable soient également produits au sein de l'UE. Ici, les **régions et les villes peuvent**

⁷⁶ <https://eu-mayors.ec.europa.eu/en/cities-energy-saving-sprint>.

⁷⁷ Conseil de l'Union européenne, [règlement \(UE\) 2022/1854](#), octobre 2022.

⁷⁸ https://energy-poverty.ec.europa.eu/index_en

⁷⁹ Voir, par exemple, les projets européens suivants, [Powerty — Renouvelables pour les groupes défavorisés \(2019-2023\)](#) ou Comact — [Actions communautaires adaptées pour l'atténuation de la précarité énergétique \(2020-2023\)](#).

⁸⁰ De plus amples informations sont disponibles à l' [adresse https://uia-initiative.eu/en/uia-cities/getafe](https://uia-initiative.eu/en/uia-cities/getafe).

être des catalyseurs et des accélérateurs pour la transition, tout en sensibilisant et en mobilisant le soutien public autour des enjeux sur le terrain.

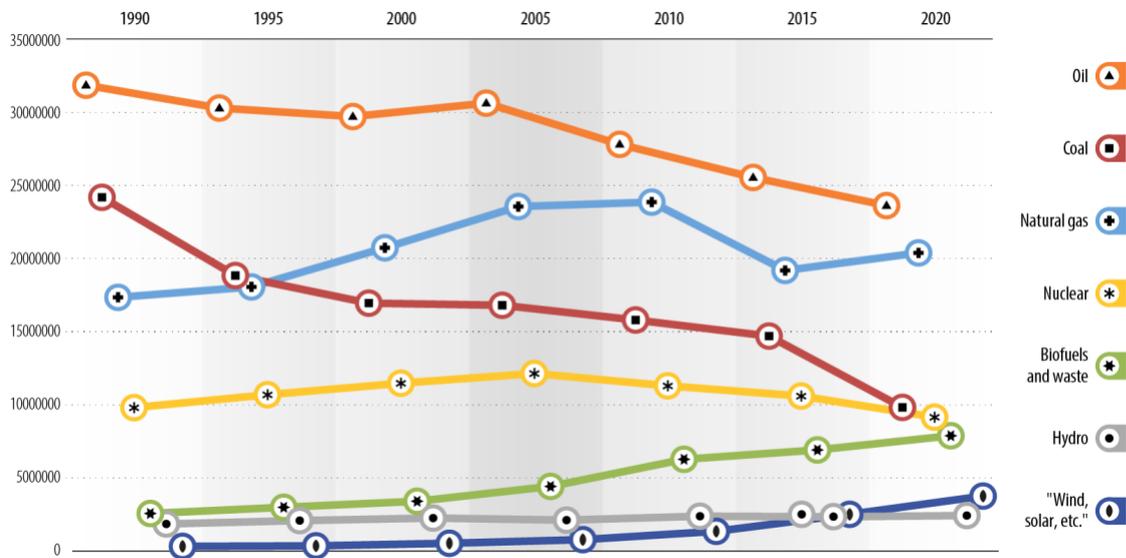


Figure 3 — Production d'électricité par source, Europe 1990-2020

Source — compilation du CdR basée sur l'Agence internationale de l'énergie⁸¹

Note — L'approvisionnement énergétique total exclut ici le commerce d'électricité et de chaleur/le charbon comprend également la tourbe et le schiste bitumineux, le cas échéant.

Le pacte vert pour l'UE et le REPowerEU doivent être mis en œuvre d'une manière plus intégrée qui donnera la priorité à l'innovation et à l'efficacité dans la façon dont l'énergie est produite et consommée, tout en ne laissant aucune ville ou région pour compte. Dans ce parcours de transformation, les régions et les villes prennent l'initiative. Dans l'enquête menée par le RegHub du CdR sur *l'avenir du pacte vert*: **82 45 % des répondants affirment que leur ville ou leur région s'est fixé un objectif de neutralité climatique à atteindre d'ici 2050, ce qui démontre leur ambition de dépasser l'objectif plus large de l'UE.** Un autre exemple brillant de cet engagement peut être vu dans les plus de 100 villes qui ont rejoint la mission de l'UE sur les villes neutres et intelligentes en matière de climat, s'engageant à atteindre la neutralité climatique d'ici 2030.

LES RÉGIONS ET LES VILLES FACILITENT L'«INNOVATION PROFONDE»

LES POMPES À CHALEUR REMPLACENT LE GAZ POUR LE CHAUFFAGE ET LE REFROIDISSEMENT

Les ménages de l'UE achètent et installent des pompes à chaleur à un rythme record. Cela est permis par des incitations fiscales, par exemple une réduction de la fiscalité et/ou des subventions à l'achat par l'administration centrale, mais aussi par la flexibilité des administrations locales et des actions de soutien sous la forme de procédures de demande simplifiées pour l'installation et, dans de nombreux cas, d'un soutien financier supplémentaire. En conséquence de ce qui précède, les

⁸¹ <https://www.iea.org/regions/europe>.

⁸² <https://cor.europa.eu/en/engage/Documents/RegHub/green-deal-taking-stock-looking-ahead.pdf>

tendances du marché suggèrent qu'un nombre record d'installations de près de 3 millions d'unités de chauffage ont été vendues en 2022.

Par exemple, en Pologne, le marché des pompes à chaleur a augmenté de 121 % en glissement annuel au cours des trois premiers trimestres de 2022. En 2022, les ventes de pompes à chaleur ont augmenté de 53 % d'une année sur l'autre en Allemagne. Avec des hypothèses prudentes, on estime que le déploiement des pompes à chaleur à lui seul réduira la consommation de gaz de l'UE en 2023 de 20 TWh.⁸³

2023 est encore une année d'adaptation à la nouvelle géopolitique du marché de l'énergie. L'économie de l'UE a été durement touchée par l'impact de la guerre contre l'Ukraine, mais elle est restée résiliente et les prix élevés de l'énergie ont été contrecarrés par une intervention politique. Des actions spécifiques aux niveaux régional et local pour réduire la consommation d'énergie, adopter des mesures d'économie d'énergie dans les bâtiments publics, déployer et encourager l'utilisation des transports publics et être globalement plus économes en carburant, ainsi que des actions d'innovation approfondies, ont non seulement réduit la dépendance énergétique de la Russie, mais ont également ouvert la voie à des perspectives énergétiques plus propres pour l'UE.

Bien que 2022 ait marqué une accélération de la transformation du bouquet énergétique européen, il a également marqué un tournant pour de nombreuses régions dont l'économie repose sur des industries à forte intensité énergétique et dont la production a diminué. Ces régions abritent des installations industrielles clés pour les métaux de base, les produits chimiques, les minéraux non métalliques et le papier, pour lesquelles les coûts énergétiques représentent une part beaucoup plus importante des coûts de production que pour les industries manufacturières moins énergivores. Étant donné que les fluctuations des prix de l'énergie et l'instabilité seront probablement la norme dans un avenir prévisible, il sera essentiel que l'UE adopte une combinaison de politiques afin d'éviter que ces régions et ces industries ne perdent de la concurrence mondiale.

Le départ du gaz russe offre l'occasion d'accélérer l'importance des combustibles non fossiles dans le bouquet énergétique de l'UE et de devenir indépendante de l'énergie. Plus d'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique, géothermique, et un accent important sur l'efficacité énergétique, ont été les ingrédients choisis pour cette transition. Cette transition vers la production d'énergie domestique, au cœur des efforts de REPowerEU, souligne **le rôle crucial des régions et des villes dans la facilitation de la mise en œuvre de projets d'énergie propre plus nombreux, à plus grande échelle et pertinents au niveau local, dans les délais et les contraintes budgétaires**, tout en respectant des critères environnementaux et sociaux stricts fixés par la législation de l'UE et les législations nationales.⁸⁴

UNE AGENCE POUR LE CLIMAT EN TANT QUE GUICHET UNIQUE POUR LA RÉNOVATION

⁸³ <https://www.ehpa.org/poland-spectacular-growth-in-heat-pump-sales-in-the-first-three-quarters-of-2022/>;
<https://www.ehpa.org/germany-impressive-heat-pump-sales-growth-53-in-2022/>.

⁸⁴ L'énergie communautaire est un concept clé combinant les énergies renouvelables et l'action au niveau municipal; pour plus d'informations, voir <https://www.rescoop.eu/news-and-events/stories/september-success-story-citizens-teaming-up-with-their-municipalities-in-the-energy-transition>.

BUDAPEST, HONGRIE

Budapest prévoit de s'attaquer à la faible performance énergétique des bâtiments privés et à la précarité énergétique avec la création de CARES, une agence pour le climat pour la rénovation des logements.⁸⁵ Les activités pilotes visent à relever les défis suivants liés au parc immobilier économe en énergie:

(1) l'absence d'incitations pour les propriétaires privés à rénover leurs maisons en raison de l'absence de les régimes de financement nationaux et les plafonds des prix de l'énergie des ménages au niveau national;

(2) accès partiel aux fonds de l'UE, limitant la capacité de la municipalité à intervenir dans le logement marché sans soutien extérieur.

L'objectif est de créer une Agence pour le climat sous la forme d'un modèle de guichet unique qui développera des modèles financiers en coopération avec les banques commerciales et les acteurs financiers internationaux. L'Agence sera chargée de veiller à ce que les produits financiers parviennent aux utilisateurs finaux et que des solutions techniques intelligentes soient déployées dans le cadre des rénovations. Les zones d'intervention seront choisies en fonction des résultats scientifiques et des paramètres techniques et socio-économiques de construction. L'Agence pour le climat accordera également une attention particulière à la participation des communautés et à l'élaboration des attitudes du public tout en réduisant la précarité énergétique.

UN MODÈLE D'ÎLE POUR L'ÉNERGIE VERTE ET AUTONOME HALKI, GRÈCE

Halki est la première île qui fera partie du projet GR-Eco Islands,⁸⁶ un partenariat d'entreprises grecques et françaises, sous la coordination du ministère hellénique de l'Environnement et de l'Énergie et avec la participation de la collectivité locale, visant à transformer les îles grecques en modèles d'économie verte, d'autonomie énergétique, d'innovation numérique et de mobilité écologique.

Le projet comprend diverses actions telles que l'utilisation accrue des sources d'énergie renouvelables, la création d'infrastructures numériques, la promotion de l'efficacité énergétique, la gestion durable des déchets et de l'eau, la mobilité électronique et l'électrification des transports, et la transformation écologique de l'agriculture et du tourisme.

HalkiON est la première communauté énergétique locale à posséder et exploiter une centrale photovoltaïque sur une île grecque non interconnectée. Les résidents, les entreprises et la municipalité de Halki bénéficieront d'une réduction de 55 % des factures d'électricité, d'économies annuelles de 180000 à 250 000 EUR, d'autosuffisance énergétique et d'une réduction de 1800 tonnes d'émissions de carbone par an. ⁸⁷

⁸⁵ De plus amples informations sont disponibles à l' [adresse https://netzerocities.eu/budapests-pilot-city-activity-cares-climate-agency-for-renovation-of-homes/](https://netzerocities.eu/budapests-pilot-city-activity-cares-climate-agency-for-renovation-of-homes/).

⁸⁶ Pour plus d'informations, voir [le site https://clean-energy-islands.ec.europa.eu/news/gr-eco-islands-turning-greek-islands-models-green-sustainable-development](https://clean-energy-islands.ec.europa.eu/news/gr-eco-islands-turning-greek-islands-models-green-sustainable-development) et les données de 2023.

⁸⁷ <https://greekcitytimes.com/2023/03/29/the-greek-island-of-halki-produces-all-their-energy-needs/>.

LE GUICHET UNIQUE DU HUB ÉNERGÉTIQUE DE PORTO MOBILISER LES CITOYENS ET LES ENTITÉS LOCALES À PORTO, PORTUGAL

AdePorto (Porto Energy Agency) coordonne le projet d'ascenseur de Porto Energy (PEER), qui vise à soutenir les entités publiques et privées dans le développement de programmes de rénovation audacieux, en intégrant de nouveaux systèmes financiers dans la zone métropolitaine de Porto au nord du fleuve Douro au Portugal.

L'ambitieux programme de rénovation d'AdePorto a abouti à la création de guichets uniques qui adoptent des dispositifs de financement innovants pour rénover 3000 logements et encourager les citoyens à s'engager dans l'efficacité énergétique et la production d'énergie renouvelable. Le projet se concentre sur les bâtiments familiaux existants, en particulier dans les logements sociaux et à faible revenu, tant publics que privés. Son objectif principal est de disposer de 3000 logements rénovés et 12 MW de capacité installée photovoltaïque d'ici la fin du projet.⁸⁸

AIDER LES CONSOMMATEURS PENDANT LA CRISE ÉNERGÉTIQUE CASTILLA Y LEÓN, ESPAGNE

L'agence régionale de l'énergie de Castilla y León, EREN, a planifié et mis en œuvre une série de mesures, allant du photovoltaïque aux campagnes radiophoniques, pour permettre des mesures d'économie d'énergie et d'efficacité qui soutiennent les citoyens castillans en réponse à la crise énergétique en cours.⁸⁹ Eren met en œuvre deux programmes de subventions pour aider les consommateurs de Castille-et-León à faire face aux effets de la crise énergétique, avec plus de 80 millions d'euros d'aide de Next Generation EU alloués aux consommateurs et aux entreprises individuels.

Le premier programme de subventions (budget de 71,8 millions d'EUR) a été lancé en janvier 2022 dans le but de promouvoir les investissements dans l'autoconsommation et le stockage avec des sources d'énergie renouvelables et de mettre en œuvre des installations d'énergie thermique renouvelable dans le secteur résidentiel. Le budget total est de 340 millions d'euros. Le deuxième programme de subventions (budget de 8,2 millions d'euros) encourage les investissements dans la mise en œuvre de systèmes thermiques renouvelables dans des secteurs autres que le secteur résidentiel.

Les actions clés comprennent:

- *De nouvelles mesures d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique;*
- *Des mesures visant à réduire la dépendance aux combustibles fossiles, telles que l'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments publics;*
- *Mesures d'efficacité énergétique dans le parc immobilier public;*

⁸⁸ Informations obtenues auprès [des citoyens et des entités locales — le guichet unique «Porto Energy Hub» — Fedarene](#).

⁸⁹ De plus amples informations sont disponibles à l' [adresse https://fedarene.org/best-practice/eren-helping-consumers-in-castilla-y-leon-face-the-effects-of-the-energy-crisis/](https://fedarene.org/best-practice/eren-helping-consumers-in-castilla-y-leon-face-the-effects-of-the-energy-crisis/).

- *Promotion de l'utilisation de bicyclettes, de vélos électriques et de trottinettes électriques en remplacement des véhicules privés;*
- *Campagnes de sensibilisation du public à la télévision, à la radio et en ligne.*

ÉLIMINATION PROGRESSIVE DES FOSSILES

UN CHEMIN VERS UN CHAUFFAGE RÉSIDENTIEL PLUS VERT ET PLUS EFFICACE

EAP, l'Agence de l'énergie de la ville de Plovdiv (Bulgarie), soutient l'élimination progressive de l'utilisation du bois de chauffage et du charbon pour le chauffage domestique. Le PAE préconise depuis longtemps l'utilisation durable de la biomasse locale pour le chauffage et l'amélioration de l'efficacité énergétique des dispositifs de chauffage comme principal moyen de lutter contre la pollution de l'air. L'agence offre une subvention publique à 100 % à 3500 ménages pour remplacer leurs vieux poêles de chauffage par des alternatives respectueuses de l'environnement. Cette action montre comment des politiques intégrées décarbonées et à faibles émissions peuvent changer la donne pour relever les défis énergétiques, climatiques et environnementaux auxquels les régions et les villes sont confrontées.⁹⁰

⁹⁰ [Le chemin de Plovdiv vers un chauffage résidentiel plus efficace, plus vert et plus indépendant de l'énergie — Fedarene.](#)

C. Catastrophes climatiques

Le réchauffement climatique et le changement climatique frappent durement les régions européennes. Les populations et les économies locales subissent de plus en plus les effets de vagues de chaleur perturbatrices, de sécheresses, d'inondations soudaines et d'incendies de forêt. Alors que les gouvernements locaux et régionaux sont déjà les premiers à réduire les émissions de gaz à effet de serre, ils ont de plus en plus besoin d'intensifier les mesures pour assurer l'adaptation au changement climatique et la résilience de leurs communautés, afin de protéger les vies, les infrastructures et les entreprises.

L'Europe a besoin d'investissements pour l'adaptation au changement climatique à un taux estimé à 40 milliards d'euros par an, pour s'adapter à une hausse de la température mondiale de 1,5 ° par rapport aux niveaux de 1990. Cela s'élèverait à 120 milliards d'euros et 200 milliards d'euros par an pour s'adapter à une augmentation de température de 2° ou 3-4° respectivement.⁹¹ Quelles régions européennes sont les plus vulnérables aux risques climatiques? Quels sont les besoins d'adaptation au niveau local? Comment pouvons-nous aider les régions à faire face à cette double transition, à la neutralité climatique mais aussi à la résilience climatique?

L'année 2023 amplifie la pertinence de ces questions. Après le mois de juin le plus chaud enregistré et une série d'événements météorologiques extrêmes, y compris des vagues de chaleur et des incendies de forêt dans le sud de l'Europe, le service Copernicus Climate Change Service a confirmé que la température moyenne mondiale pour juillet 2023 était la plus élevée jamais enregistrée pour n'importe quel mois.⁹² Les événements critiques de 2023 incluent les sécheresses dans le bassin du Sado en Alentejo (Portugal) et le bassin du Sau en Catalogne (Espagne), ainsi que les inondations dévastatrices en Émilie-Romagne et Le Marche (Italie).⁹³ Dans ce dernier cas, les pluies ont entraîné le débordement de vingt-trois rivières à travers la région, causant des dommages importants et déplaçant plus de 30000 habitants. Cet événement catastrophique a coûté la vie à 14 personnes, a eu un impact significatif sur près d'un million de personnes et a entraîné des dommages estimés à 5 milliards d'euros. Des inondations catastrophiques ont également dévasté plusieurs municipalités sur les deux tiers du territoire slovène, causant sept victimes et de graves dommages matériels.⁹⁴ Une autre catastrophe climatique enregistrée à l'été 2023 a été l'occurrence d'environ 60 incendies de forêt qui se sont produits simultanément en Grèce. Notamment, sur l'île de Corfou, plus de 19000 citoyens ont été évacués — la plus grande évacuation de l'histoire du pays.⁹⁵

En 2022, plus de 16000 décès ont été signalés en raison d'événements météorologiques et climatiques à fort impact, dont 99,6 % attribués à des vagues de chaleur.⁹⁶ Selon la base de données sur les événements d'urgence,⁹⁷ il y avait 40 dangers météorologiques, hydrologiques et liés au climat en Europe en 2022, entraînant 16365 décès signalés et affectant directement 156000 personnes. Environ

⁹¹ Agence européenne pour l'environnement, [Évaluation des coûts et des avantages de l'adaptation au changement climatique](#), 2023

⁹² Copernicus — L'œil de l'Europe sur terre, [Température de l'air de surface pour juillet 2023](#), juillet 2023.

⁹³ Copernicus — L'œil de l'Europe sur terre, [Des inondations historiques ont frappé l'Émilie-Romagne, Italie, mai 2023](#).

⁹⁴ Gouvernement slovène, [pires inondations ont frappé la Slovénie | GOV.SI](#), 2023

⁹⁵ <https://www.theguardian.com/world/2023/jul/24/greece-wildfires-corfu-evia-rhodes-heatwave-northern-hemisphere-extreme-weather-temperatures-europe>.

⁹⁶ Organisation météorologique mondiale, [État du climat en Europe](#), 2023.

⁹⁷ *Ibid.*

67 % de ces événements étaient liés aux inondations et aux tempêtes. Comme mentionné ci-dessus, cependant, les vagues de chaleur représentent le plus grand nombre de victimes — les feux de forêt affectant également les systèmes respiratoires et affectant la biodiversité — et une étude récente publiée par *Nature* met en évidence la vulnérabilité régionale à la mortalité liée à la chaleur, avec des pics notables dans les régions du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce et de la Roumanie, ainsi que dans le sud de la France et dans plusieurs régions d'Allemagne.⁹⁸ Pour reconnaître cette triste réalité et souligner son engagement à agir contre le changement climatique, l'UE a récemment inauguré le 15 juillet comme Journée annuelle de l'UE pour les victimes de la crise climatique mondiale.⁹⁹

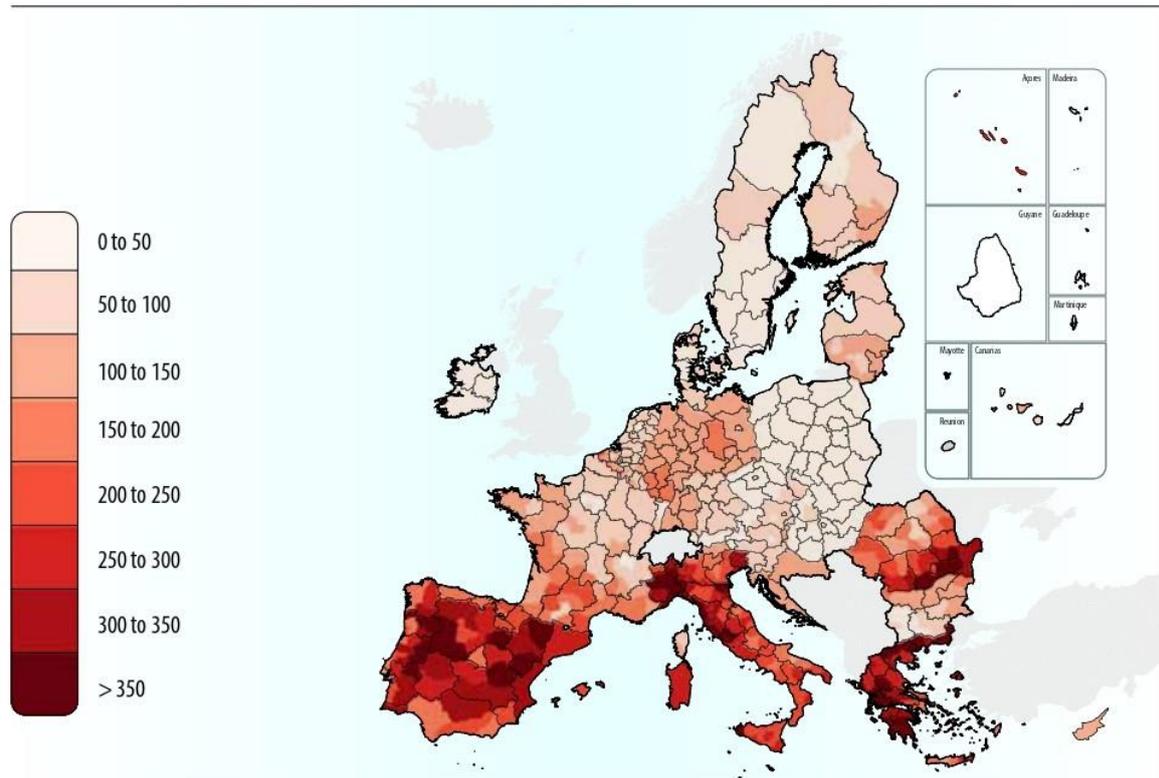


Figure 4 — Nombre de décès liés à la chaleur par million d'habitants par an (2015-2022)
Source — compilation du CdR basée sur la nature100

Note — Mortalité liée à la chaleur en Europe (2015-2022)

En outre, selon l'Agence européenne pour l'environnement, les **émissions de polluants atmosphériques sont déjà estimées à la mort prématurée de 315000 personnes par an**, soit l'équivalent d'une ville de taille moyenne entière comme Nantes (France), Timișoara (Roumanie), Bonn (Allemagne) ou Bari (Italie). En plus des gaz à effet de serre provenant de grands sites industriels en Europe, on estime qu'il a coûté à la société entre 277 et 433 milliards d'euros en 2017. Cela

⁹⁸ Ballester, J., Quijal-Zamorano, M., Méndez Turrubiates, R.F., Pegenaute, F., Herrmann, F.R., Robine J.M., Basagaña, X., Tonne, T., Antó, J.M., et Achebak, H., [Mortalité liée à la chaleur en Europe au cours de l'été 2022](#). Médecine de la nature, 2023.

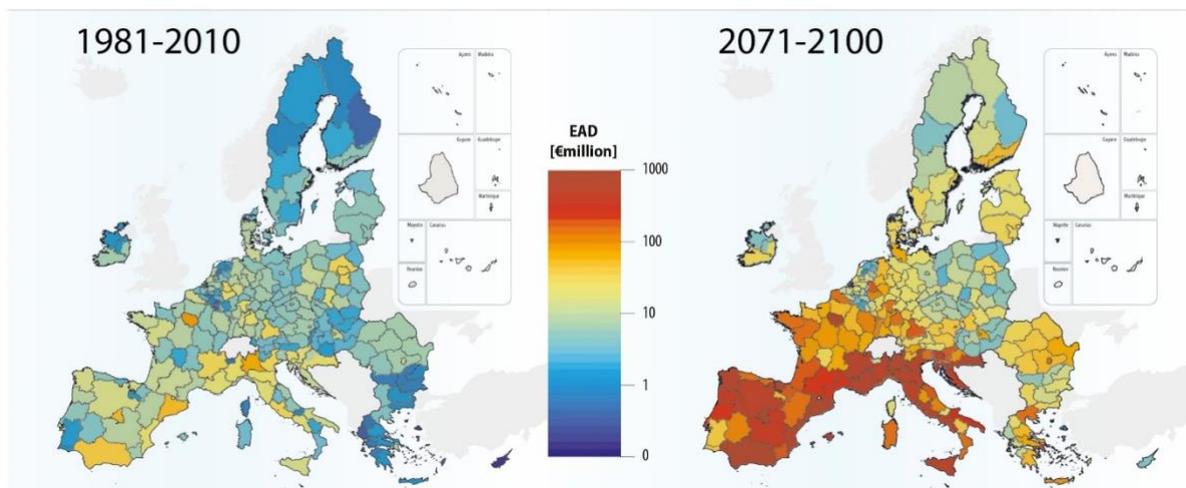
⁹⁹ https://climate.ec.europa.eu/news-your-voice/news/eu-day-victims-global-climate-crisis-2023-07-13_en.

¹⁰⁰ Ballester, J., Quijal-Zamorano, M., Méndez Turrubiates, R.F., Pegenaute, F., Herrmann, F.R., Robine J.M., Basagaña, X., Tonne, T., Antó, J.M., et Achebak, H., [Mortalité liée à la chaleur en Europe au cours de l'été 2022](#). Médecine de la nature, 2023.

représente environ 2-3 % du produit intérieur brut (PIB) de l'UE, ce qui dépasse la production économique totale de nombreux États membres.¹⁰¹

Eurostat estime que les phénomènes météorologiques extrêmes ont entraîné plus de 145 milliards d'euros de pertes économiques dans l'UE au cours de la dernière décennie.¹⁰² En outre, la moyenne mobile sur 30 ans des pertes économiques liées au climat montre une tendance claire, augmentant de près de 2 % par an au cours de la dernière décennie.

Les catastrophes liées au climat nuisent également de plus en plus aux infrastructures critiques, telles que les réseaux électriques, le réseau de transport et les systèmes d'information et de communication. Les dommages annuels attendus en Europe du Sud et dans de grandes parties de l'Europe occidentale et centrale seront dévastateurs et financièrement insupportables. Le graphique ci-dessous illustre les tendances préoccupantes si le changement climatique n'est pas inversé. Cette détérioration accentuera les disparités territoriales entre les régions de l'UE, ce qui représentera un défi important pour la durabilité des infrastructures critiques et le bien-être de la société dans son ensemble. Les régions côtières, selon des scénarios à forte émission (augmentation de 3,2 à 5,4 degrés Celsius d'ici 2100), pourraient subir des pertes économiques d'environ 39 milliards d'euros par an d'ici 2050 et jusqu'à 960 milliards d'euros par an vers la fin du siècle.¹⁰³



Graphique 5 — Dégâts annuels attendus aux infrastructures critiques dans les régions européennes, dus au changement climatique, d'ici la fin du siècle (en millions d'euros)

Source — compilation du CdR basée sur la Commission européenne¹⁰⁴

Les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes climatiques réduisent également la viabilité et la productivité de nombreuses activités économiques locales. Les régions où les niveaux d'emploi sont élevés dans l'agriculture, ou dans le secteur du bâtiment, sont fortement touchées par des vagues de chaleur plus longues et plus intenses. La productivité du travail diminuera, en

¹⁰¹ Agence européenne pour l'environnement, [La pollution de l'air industriel en Europe coûte 277 à 433 milliards d'euros à la société, septembre 2021.](#)

¹⁰² Eurostat, [Pertes du changement climatique: 145 milliards d'euros en une décennie](#), octobre 2022.

¹⁰³ Commission européenne, [Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique](#), novembre 2018.

¹⁰⁴ *Ibid.*

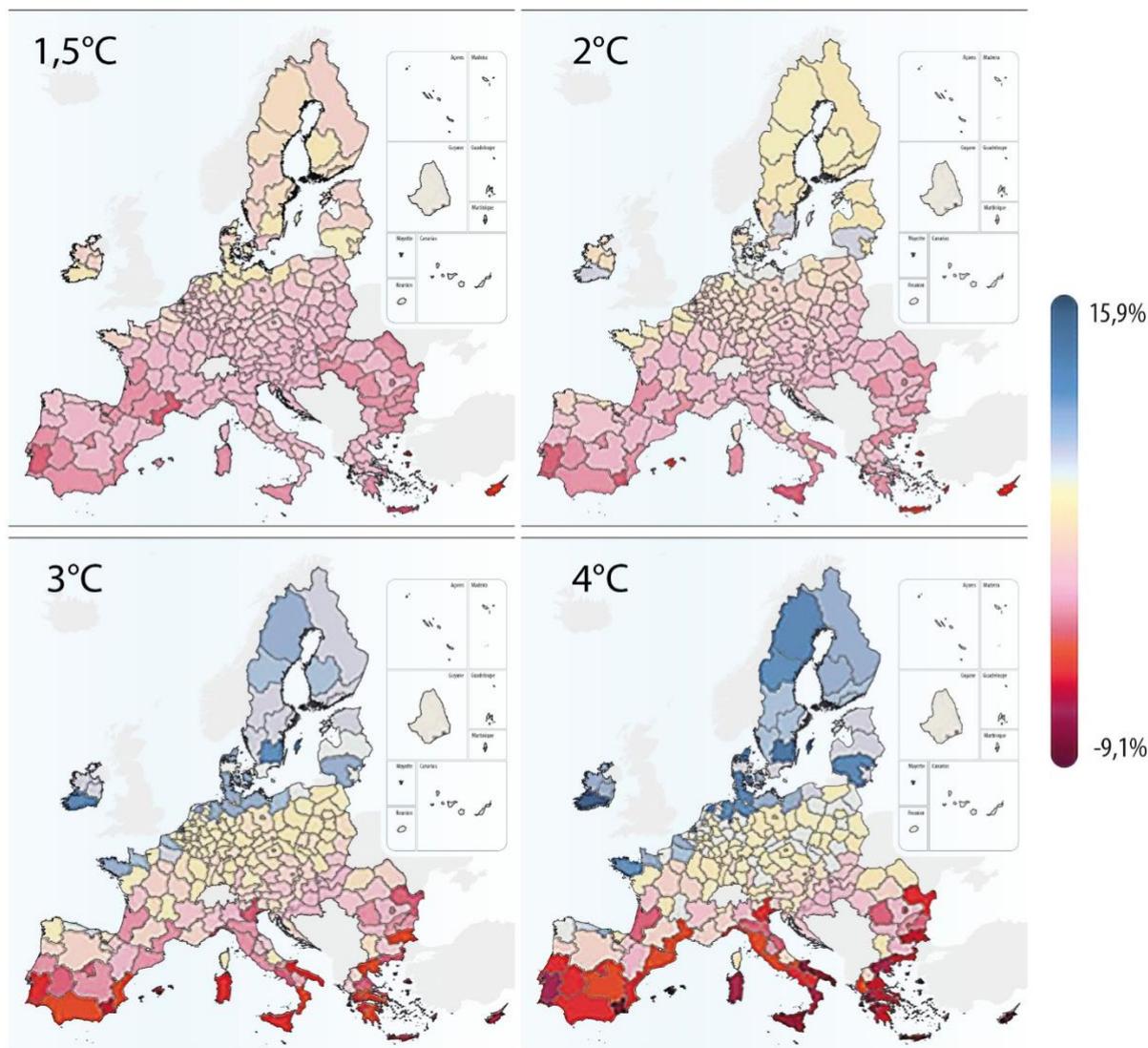
particulier dans les régions méditerranéennes. Les vagues de chaleur rendront le travail en plein air dur et potentiellement mortel.¹⁰⁵ Pour donner une idée de l'ampleur, il a été estimé que les vagues de chaleur estivales de 2023 ont coûté aux territoires de l'Espagne, où les travailleurs locaux étaient les plus exposés à des températures brûlantes, soit 1 % du PIB; et l'agriculture a souffert de sécheresses prolongées. En termes de perte de productivité, une journée de chaleur extrême (supérieure à 32 degrés) équivaut à une demi-journée d'action de grève.¹⁰⁶

Les conséquences du changement climatique risquent également de perturber considérablement l'industrie touristique locale, non seulement en ce qui concerne les destinations mais aussi la saisonnalité. Le tourisme est une source majeure de revenus pour les régions méridionales de l'Europe, notamment en raison de l'attrait de la mer Méditerranée. Cependant, une augmentation de la température mondiale devrait avoir des effets dévastateurs sur cette activité économique, qui est fondamentale dans de nombreux petits villages, villes et régions de Chypre, de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, de la Croatie, du Portugal et de Malte. Le graphique ci-dessous montre les scénarios potentiels en ce qui concerne la demande touristique en Europe si aucune mesure appropriée n'est prise pour contrer l'impact du changement climatique.¹⁰⁷

¹⁰⁵ Parlement européen, [Indemnisation des victimes de catastrophes liées au changement climatique](#), 2023.

¹⁰⁶ Allianz, [Ébullition mondiale: la vague de chaleur pourrait avoir coûté 0,6 pp du PIB à l'échelle mondiale](#), 2023.

¹⁰⁷ Centre commun de recherche, [Impact régional du changement climatique sur la demande touristique européenne](#), 2023.



Graphique 6 — Évolution prévue de la demande touristique régionale européenne pour tous les scénarios de réchauffement climatique, par rapport au présent (2019) en pourcentage
 Source — compilation du CdR sur la base du Centre commun de recherche 108

Note — Les valeurs indiquées se réfèrent au scénario d'émission RCP8.5

Le changement climatique accentuera les inégalités existantes. L'Europe méridionale, les villes européennes et les régions côtières devraient être les plus touchées par de multiples risques.¹⁰⁹ La cohésion et la compétitivité des régions européennes sont en jeu. Les catastrophes naturelles ont une influence négative sur la cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE, ce qui entrave la mise en œuvre de la politique de cohésion de l'Union.¹¹⁰ Les données récentes du projet ESPON CLIMATE, qui¹¹¹ combinent les aléas liés au climat et l'exposition et la vulnérabilité régionales, révèlent que même si les objectifs de l'Accord de Paris sont atteints, les régions européennes seront toujours confrontées à de nombreux risques à des degrés différents. Il prend en compte le stress

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Parlement européen, [Indemnisation des victimes de catastrophes liées au changement climatique](#), 2023.

¹¹⁰ Parlement européen, [Conséquences de la sécheresse, des incendies et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes: intensifier les efforts de l'UE pour lutter contre le changement climatique](#), résolution 2022 (0330).

¹¹¹ GECT ESPON, [ESPON à la COP 27: Répartition spatiale des risques en Europe associés au changement climatique](#), novembre 2022.

thermique des populations; les inondations côtières sur les infrastructures, l'industrie et les services; inondations fluviales sur les populations, les infrastructures, l'industrie et les services; les inondations soudaines dans les secteurs culturels; feux de forêt sur l'environnement; sécheresses dans le secteur primaire (tout en affectant directement les communautés locales et la biodiversité). Par conséquent, une attention particulière doit être accordée aux réalités socio-économiques des régions touristiques, tout en investissant dans leur résilience face aux conséquences du changement climatique.

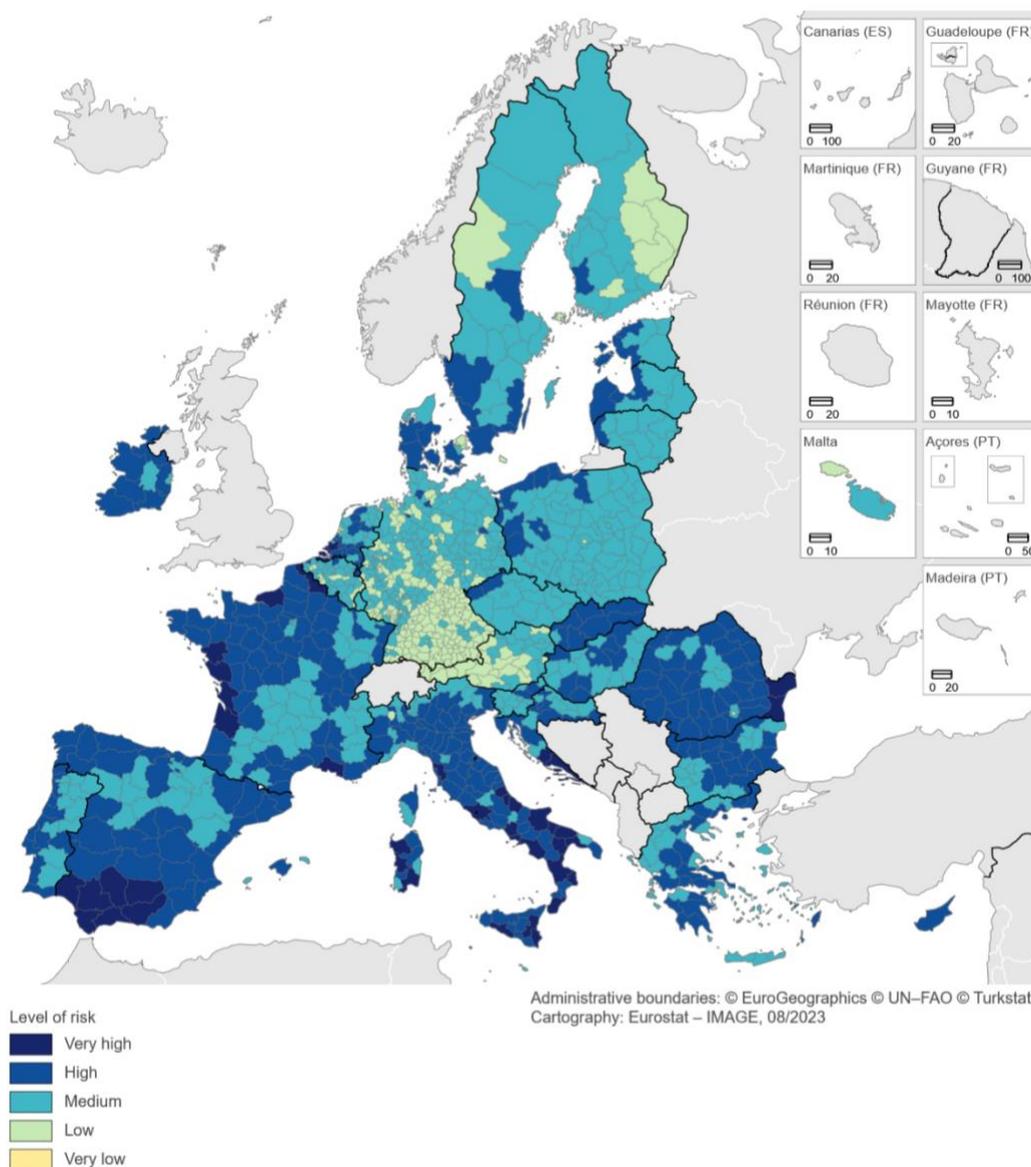


Figure 7 — Risque climatique agrégé — scénario d'émission très élevé avec exposition absolue (2070-2100) RCP 8.5

Source — compilation du CdR basée sur ESPON112

Note — pas de données disponibles pour les régions ultrapériphériques. Dans l'intérêt du rapport annuel 2023 de l'UE, la carte ne montre pas les pays de l'AELE/non membres de l'UE, mais veuillez noter que le projet ESPON les a fournis.

Le Groupe d'experts intergouvernemental des Nations Unies sur l'évolution du climat¹¹³ indique que ces risques climatiques sont de plus en plus évidents et plus aigus. La hausse des températures, l'évolution rapide des conditions météorologiques, les catastrophes naturelles fréquentes et intensifiées

¹¹² ESPON, [Mise à jour et intégration des jeux de données et cartes ESPON CLIMATE. Rapport final 2022.](#)

¹¹³ Rapport de [synthèse du GIEC. AR6: Changement climatique 2023](#), 2023.

et les événements météorologiques extrêmes affectent directement et avec force la société, l'économie et l'environnement, entraînant des décès, des dégâts matériels, la destruction d'habitats naturels et la perte de biodiversité.¹¹⁴

Les phénomènes météorologiques extrêmes et leurs conséquences correspondantes en Europe au cours des cinq dernières années ont souligné la nécessité urgente d'agir contre le changement climatique (atténuation) et, en parallèle, de mettre en œuvre des mesures de protection contre ses effets nocifs (adaptation). L'adaptation, en particulier, joue un rôle crucial au niveau local, car c'est là que les vulnérabilités associées au changement climatique sont les plus prononcées. C'est au niveau local que les catastrophes climatiques ont un impact profond, nécessitant des efforts concentrés pour traiter les risques de manière proactive ou, une fois qu'une catastrophe naturelle se produit, d'agir rapidement et de manière décisive pour prévenir les pertes en vies humaines, préserver les moyens de subsistance et protéger l'environnement naturel.

Les régions et les villes jouent un rôle fondamental dans un large éventail de mesures d'adaptation: de la modernisation des infrastructures critiques pour résister aux inondations, à la mise en place d'écoles, d'hôpitaux et de foyers de soins locaux adaptés aux vagues de chaleur; de la protection des zones côtières contre l'élévation du niveau de la mer à l'investissement dans une gestion efficace de l'eau pour lutter contre les sécheresses, en passant par la rénovation des espaces publics en général pour fournir des zones d'ombre et de refroidissement et de nombreux autres exemples. En fait, environ la moitié des répondants (51 %) à l'enquête *Baromètre régional et local* du CdR menée par Ipsos European Public Affairs ont souligné que «la crise climatique et l'environnement» était l'un des principaux domaines dans lesquels les régions et les villes devraient avoir davantage leur mot à dire dans l'élaboration des politiques de l'UE.

Il existe toutefois un réel déficit de financement de l'adaptation, estimé à environ 40 milliards d'euros par an,¹¹⁶ ce qui est particulièrement évident pour les niveaux de gouvernance inférieurs, comme l'a reconnu la même Commission européenne.¹¹⁷ Dans l'enquête menée par le réseau des pôles régionaux (RegHub), au sein du Comité des régions (CdR), sur *l'avenir du pacte vert: en faisant le bilan et en regardant l'avenir*,¹¹⁸ 40 % des répondants ont signalé une mise en œuvre active des politiques d'adaptation au changement climatique dans leurs régions ou villes. Cependant, l'enquête a également mis en lumière les obstacles rencontrés par une partie importante des participants, 35 % admettant des difficultés à mettre en œuvre efficacement les politiques d'adaptation. Les principaux obstacles identifiés par ces répondants sont l'absence de mécanismes de financement dédiés, ce que 75 % ont souligné comme une préoccupation majeure. En outre, 65 % des participants ont souligné la nécessité cruciale d'un soutien accru à l'innovation et à des objectifs spécifiques pour améliorer le succès de leurs stratégies d'adaptation au changement climatique.

Trouver les données, les indicateurs, les indicateurs et les méthodologies appropriés pour suivre les progrès en matière d'adaptation continue d'être un obstacle important. La connaissance des

¹¹⁴ Pour une liste détaillée des phénomènes météorologiques extrêmes en Europe et dans le monde à partir de 2011, y compris une analyse scientifique de la manière dont le changement climatique résultant des missions carbone déclenche de tels événements, voir la carte interactive à l'adresse <https://www.carbonbrief.org/mapped-how-climate-change-affects-extreme-weather-around-the-world/>.

¹¹⁵ <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/EURegionalBarometer-Survey-2023.aspx>.

¹¹⁶ <https://www.eea.europa.eu/publications/assesing-the-costs-and-benefits-of>.

¹¹⁷ Commission européenne, *Lignes directrices sur les stratégies et plans d'adaptation des États membres*, 2023.

¹¹⁸ <https://cor.europa.eu/en/our-work/pages/reghub-consultation-prospects-green-deal.aspx>.

impacts locaux du changement climatique doit être développée et soutenue afin d'aider les régions et les villes à planifier et à gérer les risques climatiques, ainsi que des connaissances sur les solutions, la mobilisation et l'accès à des ressources financières et techniques adéquates, la cartographie des parties prenantes et l'engagement.

Afin de combler ce déficit de capacités, le CdR a élaboré un **manuel sur l'adaptation dans le cadre du pacte vert** ¹¹⁹ pour l'Europe afin de permettre le partage des connaissances et de créer des réseaux permettant aux parties prenantes locales de trouver des partenaires du projet, de réduire au minimum leurs lacunes internes en matière de connaissances et de solliciter activement le soutien de leurs propres initiatives auprès d'experts spécialisés. Par exemple, un domaine d'adaptation prometteur réside dans des solutions fondées sur la nature qui fournissent des actions innovantes avec un impact rapide et fort. Une nouvelle étude ¹²⁰ montre que l'augmentation de la couverture des arbres à 30 % réduirait les températures de 0,4 °C en moyenne, évitant ainsi près de 40 % des décès attribuables aux ¹²¹ effets de l'îlot de chaleur urbaine dans les villes européennes.

En outre, la résilience face aux catastrophes climatiques est un enjeu clé pour les régions et les villes, étant donné que 1 EUR consacré à la prévention des catastrophes et à la préparation aux catastrophes peut économiser jusqu'à 10 EUR en réaction aux catastrophes, selon la Banque mondiale. ¹²² Pour cette raison, le CdR collabore avec le Centre commun de recherche de la Commission à l'élaboration de «tableaux de bord de résilience» régionaux, ¹²³ définissant les capacités et les vulnérabilités liées aux risques liés au changement climatique et à l'adaptation. À cet égard, le CdR estime qu'il est essentiel d'élaborer un indice et un tableau de bord de vulnérabilité territoriale pour entamer un débat d'orientation sur la manière d'utiliser la future politique de cohésion pour faire face à ces vulnérabilités.

Au cours de la période 2021-27, la politique de cohésion investit 12,5 milliards d'euros dans l'adaptation au changement climatique et la prévention des risques. ¹²⁴ Cela correspond à 3 % de son budget total pendant 7 ans, tandis que l'ensemble de l'investissement dans la transition verte représente environ 30 %. Étant donné que le changement climatique et les catastrophes auront un impact de plus en plus inégal dans les régions européennes, les territoires vulnérables, les ménages pauvres et les groupes sociaux marginalisés étant les plus exposés, il est de plus en plus urgent de remédier à ces nouvelles disparités. À cet égard, il est nécessaire de commencer à envisager une série de solutions, allant de la possibilité que «le mécanisme pour une transition juste puisse être étendu pour faire face aux coûts sociaux de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci», tel que mentionné par la Commission européenne, jusqu' ¹²⁵ à la création d'un

¹¹⁹ <https://cor.europa.eu/en/engage/pages/green-deal-handbook.aspx>.

¹²⁰ Iungman, T., Cirach, M., Marando, F., Pereira Barboza, E., Khomenko, S., Masselot, P., Quijal-Zamorano, M., Mueller, N., Gasparrini, A., Urquiza, J., Heris, M., Meelan, T., et Nieuwenhuijsen, M., [Cooling cities through urban green infrastructure: une évaluation de l'impact sur la santé des villes européennes](#), LANCET, janvier 2023.

¹²¹ L'effet d'îlot de chaleur urbain décrit le phénomène où les températures dans les villes et les zones couvertes par des surfaces imperméables sont constamment plus élevées.

¹²² Groupe de la Banque mondiale, [L'investissement dans la gestion des risques de catastrophe en Europe a un sens économique](#), 2021

¹²³ https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/strategic-planning/strategic-foresight/2020-strategic-foresight-report/resilience-dashboards_en.

¹²⁴ Commission européenne, [discours d'ouverture de la commissaire Elisa Ferreira lors de la 8e conférence internationale sur les incendies de terres sauvages](#), 2023.

¹²⁵ Commission européenne, [La cohésion en Europe à l'horizon 2050. Huit rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#), 2023.

fonds spécifique pour l'adaptation au changement climatique, tel que mentionné par le Parlement européen¹²⁶.

Le Fonds pour l'adaptation, créé dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, pourrait s'inspirer de l'aide apportée aux pays en développement, qui sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.¹²⁷ À ce niveau mondial, le CdR a également participé activement aux négociations sur le climat sur la question de l'adaptation au changement climatique.¹²⁸ Dans des avis récents, elle a plaidé en faveur de la mise en place d'un cadre pour l'objectif mondial d'adaptation qui intègre les connaissances et l'expertise des régions et des villes. Le CdR a également appelé à un tel cadre afin de donner la priorité aux efforts d'adaptation menés localement et d'atténuer efficacement les risques et les conséquences de la «mauvaise adaptation»,¹²⁹ en particulier chez les femmes et les plus vulnérables, y compris les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Dans ce contexte, la reconnaissance et la prise en compte des dimensions sexospécifiques du changement climatique sont également essentielles, étant donné que la capacité des femmes à s'adapter et à lutter contre le changement climatique est souvent limitée en raison de leur rôle dans leurs ménages et dans leur société, des obstacles institutionnels et des normes sociales. Pour relever ce défi, le CdR a toujours plaidé en faveur d'un changement de perspective, en insistant pour que les femmes ne soient pas simplement perçues comme des bénéficiaires vulnérables, mais comme des agents efficaces pour atténuer le changement climatique et s'y adapter.¹³⁰ En outre, le CdR plaide en faveur d'une représentation égale des femmes dans les processus décisionnels, reconnaissant la nécessité d'inclure leur voix et leur expertise dans l'élaboration de politiques climatiques efficaces.

Alors que la science continue de contribuer à comprendre comment l'ébullition mondiale a un effet d'entraînement sur le système climatique de la Terre, les régions et les villes de l'UE sont confrontées à deux transitions liées au climat. Pour résumer, d'un côté, ils investissent dans la réalisation de la **neutralité climatique** et contribuent à inverser la tendance au changement climatique. D'autre part, ils doivent également investir dans l' **adaptation et la résilience au changement climatique** pour faire face à des catastrophes climatiques plus intenses et plus fréquentes et adapter les sociétés et les économies locales aux nouveaux modèles climatiques locaux.

<p style="text-align: center;">AIDER LES RÉGIONS ET LES VILLES DE L'UE À S'ADAPTER LA MISSION DE L'UE SUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE</p>

¹²⁶ Parlement européen, [les députés au développement régional proposent de mettre en place un Fonds pour l'adaptation au changement climatique](#), 2022.

¹²⁷ <https://unfccc.int/funds-and-financial-entities#:~:text=The%20Adaptation%20Fund%20was%20established,adverse%20effects%20of%20climate%20change>.

¹²⁸ Le CdR s'est activement engagé dans les récents dialogues techniques de la CCNUCC axés sur l'adaptation et a joué un rôle de premier plan, aux côtés des régions⁴, dans [la coordination de la troisième réunion du dialogue technique \(TD1.3\): Contributions pour informer l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique](#), 2022.

¹²⁹ Tout changement dans les systèmes naturels ou humains qui augmente par inadvertance la vulnérabilité aux stimuli climatiques; une adaptation qui ne réussit pas à réduire la vulnérabilité, mais l'augmente à la place.

¹³⁰ Pour de plus amples informations, voir l'avis du Comité des régions intitulé « [Égalité entre les hommes et les femmes et changement climatique: vers l'intégration de la dimension de genre dans le pacte vert pour l'Europe](#), ENVE-VII/018, 26-27 janvier 2022, [rapporteuse Kata Tüttő \(HU/PSE\), membre de l'Assemblée générale locale de Budapest \(Hongrie\)](#).

La mission de l'UE sur l'adaptation au changement climatique¹³¹ vise à soutenir les régions, les villes et les autorités locales de l'UE dans leurs efforts visant à renforcer la résilience face aux effets du changement climatique. L'objectif de la mission est d'accompagner d'ici 2030 au moins 150 régions et communautés européennes vers la résilience climatique. Les projets parrainés développent des outils, des pratiques et des réseaux qui peuvent être reproduits dans toute l'Europe, notamment:

- *Un portail de mise en œuvre de la mission¹³² fournissant des connaissances, des données et des ressources pertinentes aux régions et aux villes européennes afin de préparer et de planifier la résilience climatique.*
- *Un large éventail de projets financés par l'UE qui¹³³ mènent des recherches et développent des approches et des options innovantes en matière d'adaptation au changement climatique, ainsi que des orientations, des outils, des données et des études de cas qui y sont associés afin d'aider les autorités régionales et locales à mener à bien la mission.*
- *Un manuel d'engagement des citoyens¹³⁴ pour guider les régions et les villes sur la façon de mobiliser les parties prenantes et les citoyens tout au long des six étapes principales du processus de planification de l'adaptation au changement climatique.*

TIRER LES LEÇONS DES INONDATIONS DE 2021 RECONSTRUCTION RÉSILIENTE ET SOUTIEN SOCIAL EN WALLONIE

En réponse aux inondations catastrophiques de 2021 en Wallonie (Belgique), les autorités wallonnes ont remanié leur planification territoriale et l'ont adapté pour faire face aux conséquences potentielles du changement climatique.

Dans le même temps, le gouvernement régional développe son plan directeur de la Vallée de la Vesdre et des programmes de voisinage durable, visant à reconstruire la zone de manière responsable et durable. Des budgets ont été alloués pour permettre aux municipalités d'acquérir des biens immobiliers stratégiques. En outre, 40 millions d'euros seront investis dans de nouveaux logements publics pour les municipalités les plus touchées.

En outre, le gouvernement wallon a promis 1,03 milliard d'EUR pour couvrir pleinement les citoyens touchés par les inondations, qui autrement n'auraient reçu qu'une couverture d'assurance partielle. Cet engagement financier important vise à aider la population touchée, représentant environ 50 % du total des demandes. Les citoyens non assurés sont soutenus par un Fonds pour les catastrophes.

SUPER-BLOC — LA VILLE QUE NOUS VOULONS ARCHITECTURE VERTE À BARCELONE

¹³¹ https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/adaptation-climate-change_en.

¹³² https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/adaptation-climate-change_en.

¹³³ <https://climate-adapt.eea.europa.eu/en/mission/the-mission/mission-projects>.

¹³⁴ https://research-and-innovation.ec.europa.eu/system/files/2023-06/ec_diy-manual-adaptation-climate-change-mission.pdf.

La ville de Barcelone (Espagne) intègre activement les principes d'architecture verte et d'accessibilité dans son urbanisme. Cette transformation comprend l'amélioration de l'accessibilité des transports publics, l'ajout de plus d'arbres et de «points verts» et l'incorporation de collecteurs d'eau pour l'irrigation. Ces initiatives visent à rendre la ville plus agréable et durable pour ses citoyens.

PLATEFORME DES TERRITOIRES RÉSILIENTS

PRÉPARATION AUX ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

La ville de Milan (Italie) et sa zone métropolitaine plus large sont confrontées aux impacts des phénomènes météorologiques extrêmes liés au climat. Pour relever ce défi, la plateforme «Territoires résilients» a été développée en tant que service numérique, adoptant une approche de planification collaborative et co-créant des solutions d'adaptation pour lutter contre les effets du changement climatique.

Cet outil innovant facilite et diffuse la planification et la co-conception conjointes du climat auprès des professionnels et des collectivités locales. Il promeut une approche inclusive basée sur des connaissances scientifiques et techniques solides, combinant analyse spatiale et climatique et planification participative. Ce faisant, la plateforme permet aux parties prenantes de mieux comprendre et de s'attaquer aux phénomènes résultant du changement climatique, en renforçant la résilience de la ville et en assurant un avenir durable et prêt pour le climat.

D. Sécurité alimentaire

L'instabilité actuelle du système alimentaire européen doit être comprise en lien avec les événements géopolitiques actuels et l'impact à long terme du changement climatique. Les régions et les villes jouent un rôle central dans la conception et la fourniture de solutions appropriées. Quel est le dénominateur commun entre la diminution de l'offre d'huile d'olive en Andalousie (Espagne), la mauvaise récolte de céréales en Västergötland (Suède), une saison difficile pour les oranges en Sicile (Italie), la chute des prix du blé en Podkarpacie (Pologne) et le manque de baies forestières et de champignons dans le sud de l'Estonie? Pourquoi y a-t-il plus d'enfants qui viennent à l'école sans petit déjeuner?¹³⁵ Les aliments traditionnels européens sont-ils menacés?

La résilience du système alimentaire, longtemps après réflexion dans les prévisions politiques et les stratégies de prospective, a été pleinement mise en lumière l'année dernière, à la suite de l'agression russe contre l'Ukraine. En quelques semaines, les prix de l'énergie et des engrais ont explosé. Les céréales et les huiles ukrainiennes, piégées dans les ports de la mer Noire, ne pouvaient pas atteindre leurs destinations. Avec la spéculation et l'absence de réglementation du marché, cela a fait grimper les prix des denrées alimentaires et des aliments pour animaux en Europe et dans le monde. Aujourd'hui, près d'un an et demi depuis le début de la guerre, la situation reste désastreuse.

Les pays en développement du Sahel, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont connu de nouveaux niveaux de faim. Entre 2016 et 2021, environ 90 % des exportations de blé ukrainien sont allées vers l'Afrique et l'Asie, soutenant la sécurité alimentaire dans certaines des régions les plus défavorisées du monde. Le Programme alimentaire mondial des Nations unies qualifie d'«énorme» l'ampleur actuelle de la faim et de la malnutrition dans le monde¹³⁶ et souligne que le chiffre actuel de **345 millions de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire est plus du double de celui de 2020.**

Les Européens, bien qu'ils ne soient pas confrontés à la famine, paient maintenant beaucoup plus pour leurs denrées alimentaires de base. Chaque année, les prix moyens des denrées alimentaires ont augmenté de près de 20%.¹³⁷ Les consommateurs européens paient maintenant 30 % de plus pour les œufs,¹³⁸ 23 % de plus pour l'huile¹³⁹ et 61 % de plus pour le sucre.¹⁴⁰ Il ne s'agit pas seulement d'une transition générale vers des produits alimentaires plus basiques et moins chers, mais aussi entre différents types d'aliments, par exemple plus de volaille et moins de bœuf.

L'abordabilité des denrées alimentaires est une préoccupation pressante. Plus de 32,5 millions d'Européens ne peuvent pas se permettre un repas convenable tous les deux jours. L'échelle passe de 0,4 % de la population chypriote à 22,4 % en Bulgarie. Derrière ces chiffres agrégés se cache une énorme différence régionale, comme l'illustrent les graphiques ci-dessous.

¹³⁵ Kellogg's France, [Etude sur la précarité alimentaire](#), mars 2023.

¹³⁶ <https://www.wfp.org/global-hunger-crisis>.

¹³⁷ https://agriculture.ec.europa.eu/news/short-term-outlook-report-war-ukraine-continues-impact-eu-farmers-2023-03-30_en.

¹³⁸ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20230310-1>.

¹³⁹ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/DDN-20230508-2>.

¹⁴⁰ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/DDN-20230428-2>.

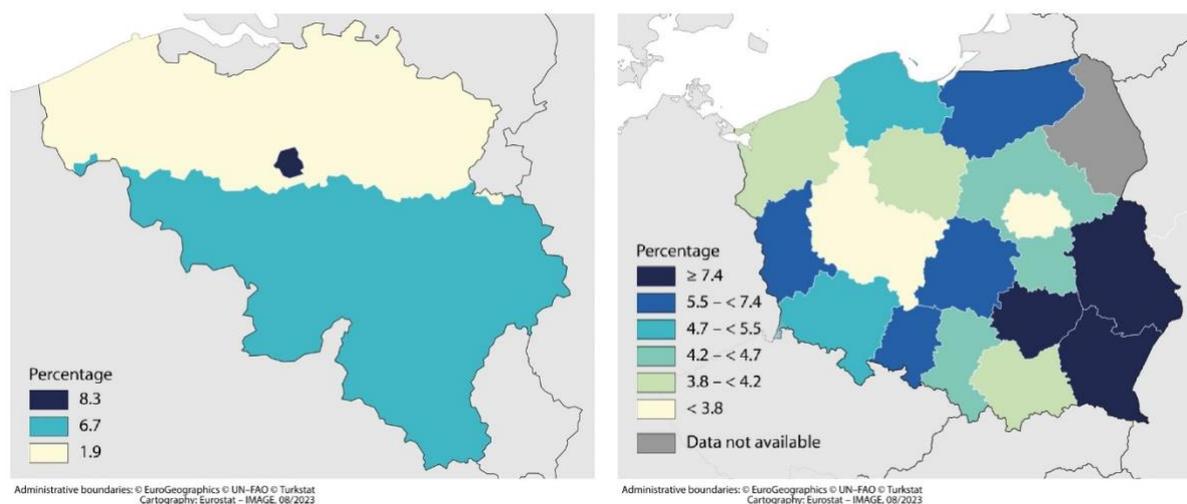


Figure 8 — incapacité à payer un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins tous les deux jours en Belgique (par région NUTS 1) et en Pologne (par région NUTS 2)

Source — compilation du CdR basée sur Statbel et Główny Urząd Statystyczny 141

Note — données non disponibles dans PL84 — région de Podlaskie

Tout au long de 2023, la vie est devenue plus chère, et pas seulement pour les familles européennes; les agriculteurs ont également connu des variations significatives des prix de l'énergie et des engrais. Ces derniers sont encore beaucoup plus chers qu'il y a deux ans. Ces changements ont fortement pesé sur la rentabilité globale de l'agriculture.

En outre, au lieu d'atteindre les pays en développement, le grain ukrainien transporté hors du pays par des voies de solidarité a trouvé son chemin vers les silos dans les États voisins de l'Ukraine pour plusieurs raisons, y compris la spéculation. Les agriculteurs locaux se sont soudainement retrouvés incapables de vendre leurs récoltes et les prix ont chuté, atteignant des niveaux jamais vus depuis des années: —30 % pour le blé en Pologne¹⁴² et -50 % pour les graines de tournesol en Bulgarie.¹⁴³ Des mesures unilatérales ont été introduites par les gouvernements nationaux fin avril. La Commission européenne a alloué des fonds extraordinaires provenant de la réserve agricole pour 2023, dont 56,3 millions d'euros¹⁴⁴ pour la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie en mars et 100 millions d'euros supplémentaires¹⁴⁵ pour la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie en mai. La Commission européenne a également approuvé des régimes nationaux visant à soutenir le paiement par les producteurs agricoles de primes d'assurance au titre des règles en matière d'aides d'État¹⁴⁶.

Comme si cela ne suffisait pas, l'UE a de nouveau connu un hiver sec et chaud. Après un été extrêmement chaud en 2022, l'équivalent de l'eau de neige dans les Alpes est bien inférieur à la moyenne historique et dès le printemps 2023, plusieurs rivières de l'UE avaient été épuisées et il y avait des signes que l'irrigation et le transport par eau seraient problématiques à livrer.

¹⁴¹ Sources de données: <https://statbel.fgov.be/en/themes/households/poverty-and-living-conditions/material-and-social-deprivation> et [D.](#)

¹⁴² <https://www.tygodnik-rolniczy.pl/rynki-rolne/analizy-rynkowe/jakie-beda-ceny-zboz-w-tym-roku-w-polsce-2435370>.

¹⁴³ <https://www.politico.eu/article/grain-ukraine-eu-farmers-pain-eu-member-agriculture-kyiv/>.

¹⁴⁴ https://agriculture.ec.europa.eu/news/commission-presents-support-measure-worth-eu563-million-bulgarian-polish-and-romanian-farmers-2023-03-20_en.

¹⁴⁵ https://agriculture.ec.europa.eu/news/eu100-million-support-farmers-bulgaria-hungary-poland-romania-and-slovakia-2023-05-03_en.

¹⁴⁶ En tant que régime polonais de 1,3 milliard d'euros. Informations supplémentaires disponibles à l'adresse https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_23_2727.

Les sols secs et les sécheresses atmosphériques et hydrologiques intenses affligent un large éventail de cultures et menacent de faire grimper les prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays de l'UE. La récolte d'huile d'olive de cette année devrait diminuer de 40 % et celle du maïs de 25 %.¹⁴⁷ Les agriculteurs de la région de Wielkopolska (Pologne) estiment que la récolte d'orge et de colza de cette année pourrait diminuer de 20 %, tandis que le seigle et le triticales pourraient diminuer d'un tiers à demi.¹⁴⁸ L'Espagne et l'Italie, quant à elles, font état d'une baisse significative des récoltes d'oranges (-16 % et -20 % respectivement).

Les sécheresses, traditionnellement associées au bord sud de l'UE, se sont maintenant étendues sur de grandes parties du territoire de l'Union, affectant les terres arables et le bétail. En juin 2023, plus de 40 % du territoire de l'EU-27 (à l'exclusion de Madère, des Açores et des îles Canaries) se trouvaient dans des conditions d'alerte et 4,3 % dans des conditions d'alerte selon l'Observatoire européen de la sécheresse. Le rapport d'analyse de juin 2023¹⁴⁹ montre des conditions comparables à celles de la même période en 2022, lorsqu'une sécheresse sévère à extrême s'est développée en Europe, affectant les ressources en eau, la production alimentaire et la production d'énergie.

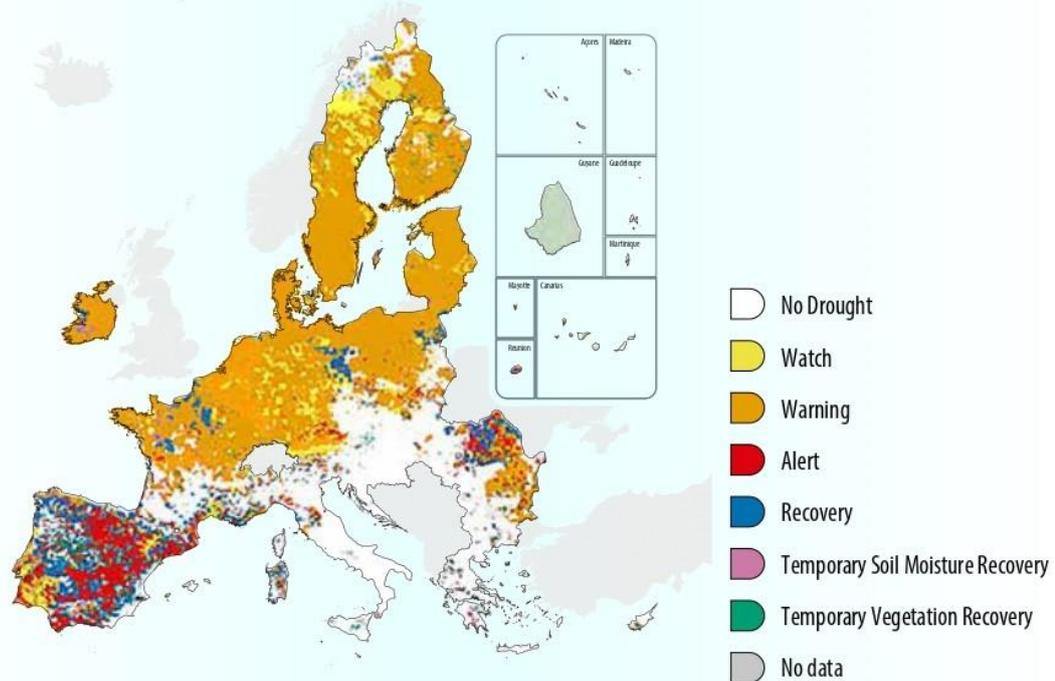


Figure 9 — Indicateur combiné de sécheresse, basé sur une combinaison d'indicateurs des précipitations, de l'humidité du sol et des conditions de végétation, pour la mi-juin 2023

Source — compilation du CdR sur la base du Centre commun de recherche 150

Dans de nombreuses régions, le manque d'eau est terriblement visible et réel pour les agriculteurs et les communautés locales. Le lac de Montbel (Cathar Pyrénées, France) a perdu 80 % de son eau en

¹⁴⁷ https://agriculture.ec.europa.eu/news/short-term-outlook-report-war-ukraine-continues-impact-eu-farmers-2023-03-30_en.

¹⁴⁸ https://wyborcza.biz/biznes/7,177151,29834717,grozi-nam-kleska-zbozowa-rosliny-marnieja-z-dnia-na-dzien.html?_gl=1*xsey09*_gcl_au*MTE5OTY0ODU2My4xNjg0NzQyMTkz&_ga=2.62252076.1686891973.1685962736-332525599.1444034620#S.biz-K.C-B.2-L.5.zw.

Centre¹⁴⁹ commun de recherche, [Rapport sur la sécheresse en Europe](#), juin 2023.

¹⁵⁰ *Ibid.*

avril 2023; alors que le niveau d'eau du lac emblématique de Garda (Italie) était inférieur de 70 cm à la moyenne. Dans la région de l'Algarve (Portugal), les niveaux d'eau souterraine en avril 2023 étaient inférieurs à 25 %;¹⁵¹ le même chiffre a été enregistré dans les réservoirs d'eau de l'Andalousie voisine (Espagne). Dans certaines des provinces les plus touchées, comme Cordoue (Espagne), les réservoirs d'eau se sont complètement asséchés et les résidents locaux dépendent exclusivement des livraisons de camions pour l'eau potable, limitée à 5 litres par personne et par jour. En avril 2023, le gouvernement de Catalogne (Espagne) a annoncé un état d'exception en raison de la sécheresse en cours dans un total de 495 villes et les lois sur la sécheresse ont réduit l'utilisation de l'eau pour l'agriculture de 40%.¹⁵²

La question de la propriété et de la distribution de l'eau a pris de l'ampleur. La syphonisation illégale de l'eau ainsi que les tensions entre la protection de la nature et l'agriculture, telles que les affrontements autour des zones humides de Donana¹⁵³ (Andalousie, Espagne), ont conduit la presse à travers l'Union à annoncer les «guerres de l'eau» à venir. Étant donné que l'agriculture dépend fortement de l'eau, la diminution de l'approvisionnement permettra non seulement de déstabiliser les systèmes alimentaires européens, mais aussi de remettre en cause l'autonomie stratégique européenne.

La Flandre a lancé une vaste stratégie Blue Deal, qui vise à lutter contre les sécheresses récurrentes qui sévit dans la région depuis 2016. La stratégie flamande améliorera progressivement la rétention d'eau dans les marais et les prairies humides, investira dans la filtration à grande échelle et les bassins tampons et augmentera l'utilisation circulaire de l'eau dans l'agriculture et l'industrie.

Exacerbée par la guerre en Ukraine, la spéculation et le changement climatique, la situation actuelle — si elle n'est pas gérée correctement — pourrait déstabiliser les systèmes alimentaires européens et accroître notre vulnérabilité. Son plein impact et sa répartition territoriale exacte sont loin d'être connus; pourtant, les gouvernements locaux et régionaux de l'Union se sont efforcés de faire face aux chocs qu'elle provoque, de minimiser leur impact et de se rétablir plus forts et mieux préparés pour le prochain cycle.

Pour renforcer la résilience de l'Union, y compris en matière de sécurité alimentaire, il est primordial de développer la capacité des sociétés à faire face aux défis du changement climatique et de la transition écologique, et à accroître la préparation régionale et locale à faire face aux vulnérabilités face aux risques, aux crises et aux catastrophes.¹⁵⁴

SE PRÉPARER AUX SÉCHERESSES, PRÉSERVER L'AVENIR

PLAN CATALAN DE GESTION DE L'EAU 2022-2027

Conscient de l'impact dévastateur des sécheresses sur l'agriculture régionale, en mai 2023, le gouvernement de Catalogne (Espagne) a approuvé son plan de gestion de l'eau 2022-2027¹⁵⁵ prévoyant des investissements de 2,4 milliards d'euros pour «préparer la région à des sécheresses qui deviendront de plus en plus fréquentes et plus graves». Prédissant que le régime des précipitations

¹⁵¹ <https://www.theportugalnews.com/news/2023-05-15/low-water-levels-may-increase-water-salinity/77631>.

¹⁵² <https://www.catalannews.com/politics/item/new-drought-law-approved-with-fines-for-councils-that-dont-comply-with-water-restrictions>.

¹⁵³ <https://www.reuters.com/business/environment/water-fight-farms-wildlife-risk-spanish-wetland-shrinks-2023-05-04/>.

¹⁵⁴ Avis du Comité des régions intitulé «Préparer les crises et y faire face: renforcer la résilience de l'Union, de ses régions et de ses villes», NAT-VII/032, 24-25 mai 2023, rapporteur Christophe Clergeau (PSE/FR), membre du Conseil régional des Pays de la Loire.

¹⁵⁵ <https://aca.gencat.cat/ca/plans-i-programes/pla-de-gestio/>.

devrait diminuer de 18 % au cours des deux prochaines décennies, le gouvernement a l'intention de donner la priorité à la récupération de l'eau, à l'économie d'eau et à des techniques d'irrigation plus efficaces.

MAXIMISER L'UTILISATION CIRCULAIRE DE L'EAU

APPROCHE DE L'ACCORD BLEU FLAMAND

Bien qu'elle ne soit pas aussi dépendante de l'eau pour l'agriculture que l'Espagne (80 % contre 10 %), la Flandre (Belgique) a également développé une nouvelle approche de la gestion de l'eau. Ses priorités? Retenir l'eau localement dans la mesure du possible. Utiliser moins, réutiliser davantage et lutter contre le gaspillage. La stratégie, baptisée «Blue Deal»,¹⁵⁶ est menée par le secteur privé, les ONG, les agriculteurs, les universités, les autorités locales et les citoyens unissant leurs forces, guidée par le groupe de travail de haut niveau composé de ministres, de gouverneurs, de décideurs politiques et de scientifiques. Les initiatives du pacte bleu bénéficieront d'un soutien dans le cadre du plan européen pour la reprise et la résilience de la facilité pour la reprise et la résilience et du plan flamand pour la reprise «résilience flamande». Un budget total de 343 millions d'euros soutiendra les initiatives locales.

Dans ce contexte, un élément clé de la résilience du système alimentaire de l'UE est l'agriculture biologique, ¹⁵⁷ une zone à croissance rapide de l'agriculture de l'UE. Il a tendance à avoir un impact environnemental limité grâce à une utilisation plus responsable de l'énergie et des ressources naturelles, à une plus grande concentration sur le maintien de la qualité de l'eau et de la fertilité des sols et à une dépendance limitée aux engrais synthétiques. En tant que tel, il réduit également la dépendance globale à l'égard des fournisseurs étrangers de pesticides et d'engrais.

PIONNIER DU CHANGEMENT, À LA TÊTE DE LA TRANSITION

CONVERSION DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN OCCITANIE

La région méridionale de l'Occitanie (France) n'a cessé de développer l'agriculture biologique. Actuellement, plus de 13000 fermes locales couvrant 19 % de l'ensemble des terres agricoles produisent des aliments biologiques et l'objectif est d'atteindre 30 % au cours des 7 prochaines années. La stratégie porte sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la consommation, et soutient le développement durable de tous les acteurs concernés. Occitanie a reçu le premier prix européen de l'agriculture biologique¹⁵⁸ l'automne dernier; le Comité européen des régions est l'un des fondateurs de cette importante reconnaissance décernée aux meilleures villes, régions et agriculteurs de l'Union.

¹⁵⁶ <https://bluedeal.integraalwaterbeleid.be/about-blue-deal>.

¹⁵⁷ Avis du Comité des régions, Plan [d'action de l'UE pour l'agriculture biologique](#), NAT-VII/019, 01-02 décembre 2021, rapporteur Uroš Brežan (SI/GREENS), maire de Tolmin.

¹⁵⁸ https://agriculture.ec.europa.eu/news/eu-organic-day-commission-celebrates-winners-first-ever-eu-organic-awards-2022-09-23_en.

MANGER SAINEMENT ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

STRATÉGIE DES ALIMENTS BIOLOGIQUES MALMÖ

L'agriculture biologique est un début — s'assurer que le produit est consommé est la prochaine étape. La ville de Malmö (Suède) a déployé sa stratégie ambitieuse il y a plusieurs années et aujourd'hui, plus de 70 % de tous les repas préparés et servis dans les écoles maternelles, les écoles et les foyers de soins aux personnes âgées sont biologiques. Il représente environ 8500 tonnes de nourriture chaque année (d'une valeur de 24 millions d'euros) ou 65000 déjeuners par jour. La ville vise 90 %¹⁵⁹ dans un avenir proche, réduisant de 40 % les émissions de gaz à effet de serre liées à l'approvisionnement alimentaire.

SE PROCURER DES PRODUITS LOCAUX ET SAISONNIERS

APPROCHE BOLZANO-TIROL DU SUD DES MARCHÉS PUBLICS

L'approvisionnement durable en denrées alimentaires est un autre moyen de préserver la résilience des systèmes alimentaires de l'UE. Cet outil, puissant mais qui n'est pas encore universellement utilisé, peut aider les collectivités locales et régionales à favoriser une alimentation saine, saisonnière et locale ainsi que des chaînes d'approvisionnement courtes. La province de Bolzano-Tirol-Sud (Italie), l'un des principaux promoteurs de cette approche,¹⁶⁰ a introduit des critères de durabilité dans sa pratique d'achat afin «d'apporter des plats régionaux, sains et sains aux assiettes des cantines, tant dans les écoles que dans les hôpitaux».

Il convient de noter que ces approches pionnières peuvent faire partie du droit de l'UE. Annoncée dans la stratégie «De la ferme à la table» et attendue vers la fin de 2023, une loi-cadre horizontale devrait accélérer et faciliter la transition vers la durabilité et garantir que les denrées alimentaires mises sur le marché de l'UE deviennent de plus en plus durables. Sous réserve de consultations publiques et ciblées, le projet comprenait des notions d'«*exigence générale obligatoire d'achat durable*» ainsi que la possibilité d'ajouter avec souplesse des critères et des priorités liés, par exemple, au gaspillage alimentaire ou à l'utilisation des terres et de l'eau.¹⁶¹

Dans son avis de prospective sur cette future loi, le Comité des régions¹⁶² préconise que, pour garantir la sécurité alimentaire, l'Europe investisse dans une production agricole locale durable et raccourcisse ses chaînes d'approvisionnement. Favoriser les produits locaux, acquérir durablement et évoluer vers

¹⁵⁹ <https://malmo.se/Bo-och-leva/Utbildning-och-forskola/Skolmat-i-grund--och-gymnasieskolan.html>.

¹⁶⁰ <https://news.provinz.bz.it/de/news/nest-auf-dem-weg-zu-nachhaltiger-ernahrung-in-sudtirol>.

¹⁶¹ https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13174-Sustainable-EU-food-system-new-initiative/public-consultation_en.

¹⁶² Avis du Comité des régions, «[Cadre législatif pour des systèmes alimentaires durables](#)», NAT-VII/033, 24-25 mai 2023, rapporteur Joke Schauvliege (BE/PPE), vice-présidente du Parlement flamand.

des systèmes alimentaires neutres pour le climat et résilients est le seul moyen de rendre l'Europe à l'épreuve des crises alimentaires.

E. Inégalités sociales et changements démographiques

Si, dans l'ensemble, l'emploi s'améliore et la pauvreté diminue légèrement, d'importantes inégalités persistent au niveau local et régional dans l'ensemble de l'UE. Cela concerne les taux d'emploi et de pauvreté ainsi que les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes et le chômage des jeunes. Comment pouvons-nous réduire les disparités entre les régions et faire en sorte que nos politiques soutiennent les marchés du travail régionaux? Comment pouvons-nous nous assurer de créer les compétences dont nous avons besoin pour la transition écologique et numérique?

L'emploi dans l'UE a dépassé les niveaux d'avant la crise. Le nombre total de personnes travaillant dans l'UE (164 millions dans la zone euro) a atteint 213,4 millions au deuxième trimestre 2022 et le taux d'emploi (pour les personnes âgées de 20 à 64 ans) était de 74,8 %, soit 1,9 pp de plus que les niveaux d'avant la pandémie; dans la zone euro, il était de 74,3 %, soit 1,6 pp de plus que le niveau d'avant la pandémie.¹⁶³

L'écart en matière d'emploi entre les hommes et les femmes reste important en 2022. Dans l'ensemble de l'UE, la proportion d'hommes en âge de travailler a dépassé celle des femmes de 10,8 pp. Cet écart d'emploi entre les hommes et les femmes varie considérablement d'un État membre de l'UE à l'autre, l'écart le plus faible enregistré en Lituanie (1,4pp) et le plus élevé en Roumanie (20,1 points de pourcentage).¹⁶⁴

Les tendances sur le marché du travail montrent de forts signes positifs. Malgré d'importantes disparités entre les sexes, la participation des femmes au marché du travail continue de s'améliorer. La croissance des salaires nominaux s'est également améliorée, mais elle est restée à la traîne de l'inflation dans la majorité des États membres. Toutefois, les salaires horaires bruts des femmes dans l'UE, en 2021, restent inférieurs de 14,4 % à ceux des hommes, malgré le fait que la réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes reste l'un des principaux objectifs de la politique de genre tant au niveau de l'UE qu'au niveau national.¹⁶⁵

Une statistique prometteuse est que les femmes ont occupé deux nouveaux emplois sur trois créés dans l'UE au cours des deux décennies précédentes, la hausse étant la plus forte parmi les 30-49 ans et les femmes âgées de plus de 50 ans;¹⁶⁶ toutefois, pour atteindre les objectifs de genre et d'emploi énoncés dans le plan d'action sur le socle européen des droits sociaux, l'emploi des femmes doit augmenter au moins trois fois plus vite que celui des hommes d'ici la fin de la décennie.¹⁶⁷

Les taux d'emploi régionaux se sont globalement améliorés, mais les inégalités régionales restent inchangées. Les taux d'emploi et de chômage variaient considérablement d'une région à l'autre bien avant la pandémie. Malgré la récente reprise économique, certaines régions sont confrontées à des défis constants. Les régions du sud de l'Italie (Sicile, Campanie, Calabre et Pouilles) ont toutes enregistré une amélioration au cours des cinq dernières années, mais leur taux d'emploi reste inférieur à 50 %. La

¹⁶³ Commission européenne et Conseil de l'Union européenne, [Proposition de rapport conjoint sur l'emploi](#), novembre 2022.

¹⁶⁴ Eurostat, [Statistiques sexospécifiques](#), mars 2023.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Eurofound, [European Jobs Monitor](#), mai 2023.

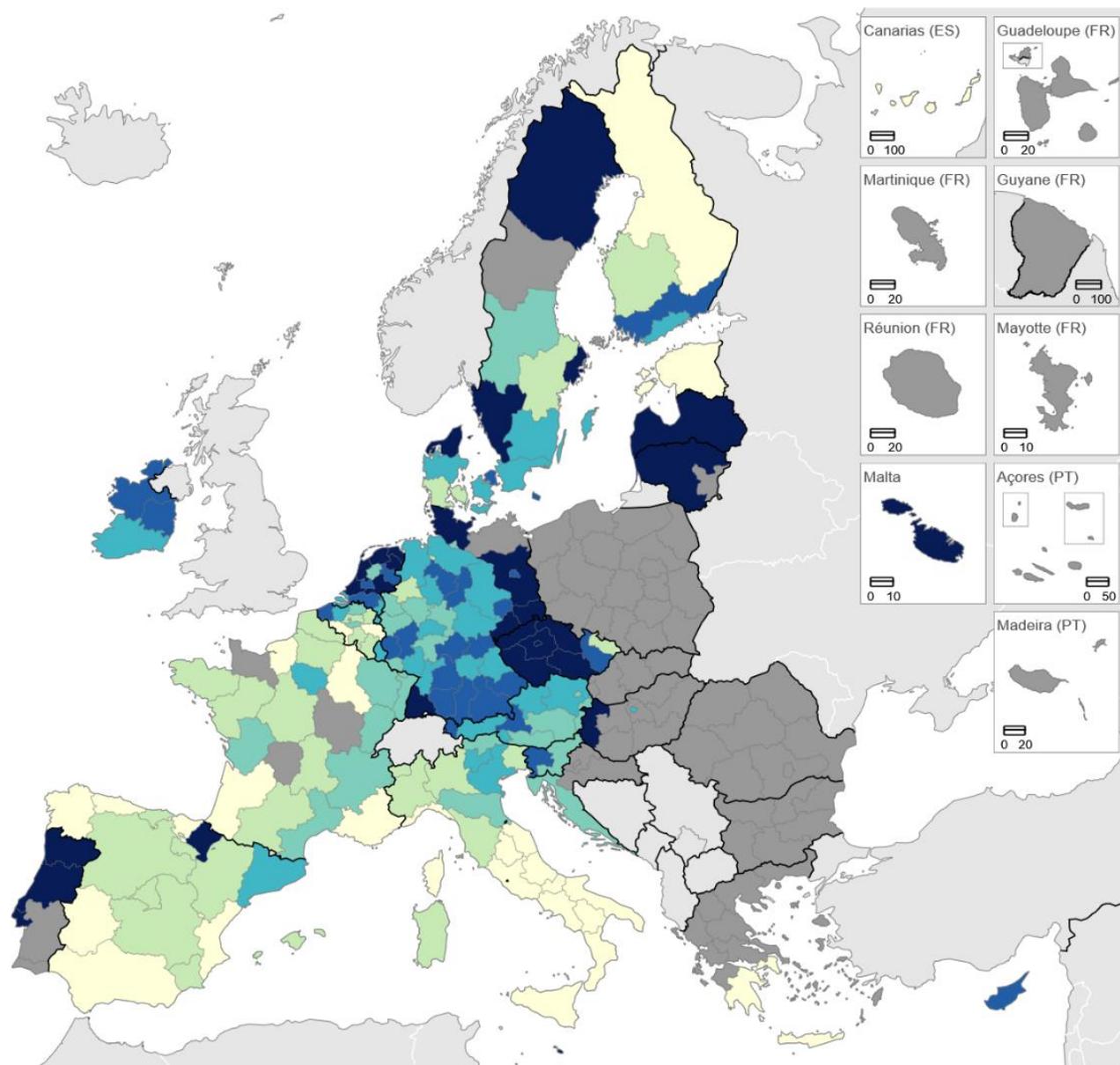
¹⁶⁷ *Ibid.*

région d'Åland (Finlande) a enregistré le taux d'emploi le plus élevé entre les États membres (84,6 %) — Åland a toujours été dans les 10 premières régions au cours des cinq dernières années.¹⁶⁸

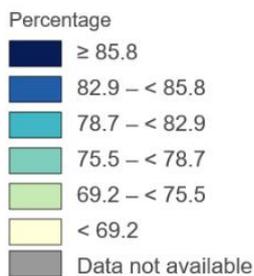
Les taux d'emploi ont augmenté de manière spectaculaire dans les régions néerlandaises — Utrecht, Noord-Brabant, Zeeland, Drenthe, Overijssel, Gelderland et Noord-Holland ont tous enregistré des taux d'emploi supérieurs à 82 %, tandis que le Flevoland, la Frise, le Zuid-Holland et Groningue ont dépassé 80 %. Ces régions, ainsi que celles de Niederbayern, Oberbayern, Schwaben, Tübingen et Oberpfalz (Allemagne) (et d'Åland, comme mentionné ci-dessus), étaient les seules régions de l'UE ayant un taux d'emploi supérieur à 80 %.¹⁶⁹

¹⁶⁸ Selon les données des séries [régionales sur l'emploi d'Eurostat](#).

¹⁶⁹ *Ibid.*



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
 Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023



Graphique 10 — Taux d'emploi par région NUTS 2 (à partir de 2020), 2022

Source — compilation du CdR sur la base d'Eurostat 170

Note — Tous les niveaux CITE 2011, hommes et femmes de 20 à 64 ans/Données non disponibles pour plusieurs régions d'Europe de l'Est

Les taux de chômage se sont améliorés — même le nombre de chômage de longue durée diminué légèrement. Le taux de chômage dans l'UE (15-74) a poursuivi sa tendance à la baisse, atteignant

¹⁷⁰ Code de l'ensemble de données Eurostat: lfst_r_lfe2emprtn.

6,2 % en 2022 (contre 6,8 % en 2019). Le chômage de longue durée était de 2,4 % de la population active, ce qui représente une amélioration par rapport à 2,7 % en 2019 et 2,8 % en 2021.¹⁷¹

Il convient de noter qu'en mai 2023, 289000 réfugiés ukrainiens, bénéficiaires du régime de protection temporaire de l'UE, étaient enregistrés comme chômeurs dans les 22 pays qui ont fourni ces données à Eurostat.

Les régions de Tchéquie affichaient les taux de chômage les plus bas en 2022; 172 le taux de chômage le plus bas a été enregistré dans les régions tchèques de Bohême centrale (1,2 %), suivie par la région de Prague (1,6 %), les régions tchèques du Sud-Est et du Sud-Ouest et la région de Transdanubie centrale (Hongrie) (3,7 %).

L'analyse continue de mettre en évidence la manière dont les taux de chômage sont restés élevés dans les régions d'Espagne, de Grèce et d'Italie. Les taux de chômage les plus élevés ont été enregistrés dans les régions de Ceuta (28,4 %), Melilla (21,6 %) et Andalousie (19 %) (Espagne); en outre, toutes les régions espagnoles et grecques présentaient un taux de chômage supérieur à la moyenne de l'UE (6,2 %), ainsi que celles de la Finlande ainsi que de Chypre et de la Lettonie (une seule région du pays). 25 régions ont enregistré un taux de chômage deux fois supérieur à la moyenne de l'UE (12,4 %); parmi celles-ci, neuf étaient en Grèce et en Espagne, quatre en France et trois en Italie.

Les inégalités régionales sont très importantes en Espagne, en Italie et en France, où la différence entre les taux de chômage les plus élevés et les plus faibles en 2022 était respectivement de 19,8, 14,8 et 12,7 points de pourcentage.

Enfin, **les taux de chômage régionaux diffèrent entre les hommes et les femmes**. Les régions où les taux de chômage sont les plus élevés et les plus faibles varient selon le sexe. En 2022, les 10 taux de chômage masculins les plus élevés se trouvaient dans les régions espagnole, française (extrême) et italienne et les trois régions ayant le taux de chômage masculin le plus élevé étaient les régions espagnoles de Ceuta (23,9 %) et de Melilla (17,7 %), ainsi que la région ultrapériphériques française de la Réunion (19,9 %). Les taux de chômage féminins les plus élevés se trouvaient principalement dans les régions espagnoles et grecques, et les trois avec les taux de chômage féminins les plus élevés étaient les régions espagnoles de Ceuta (34,6 %) et Melilla (25,8 %) et la région grecque de Macédoine occidentale (24,4%).¹⁷³

Le chômage des jeunes reste élevé dans l'UE, avec d'importantes différences régionales.¹⁷⁴ En 2022, le taux de chômage moyen des jeunes âgés de 15 à 29 ans dans l'UE était de 11,3 %, soit une baisse de 1,7 pp par rapport à 2021. Toutefois, les taux de chômage des jeunes présentent de fortes différences régionales, allant de 1,7 % à 42,4 % en 2022. Les taux de chômage des jeunes les plus faibles ont été enregistrés en Tchéquie, dans les régions de Bohême centrale (1,7 %), du Sud-Ouest (3,1 %) et de Prague (3,2 %), en Allemagne en Haute-Bavière (3,3 %) et en Pologne, dans la région de Transdanubie occidentale (3,6 %).

¹⁷¹ Selon les données des [séries régionales de chômage d'Eurostat](#).

¹⁷² Eurostat, [Statistiques sur le chômage au niveau régional](#), avril 2022.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Eurostat, chômage de la zone [euro à 6.5 %: UE à 6.0 %](#), mai 2023.

Les régions espagnole et grecque affichent le taux de chômage des jeunes le plus élevé, malgré le fait que, par rapport à 2021, le chômage des personnes âgées de 15 à 29 ans en 2022 a diminué le plus fortement dans ces régions. Le taux de chômage des jeunes le plus élevé a été enregistré dans la région de Ceuta (42,4 %) (Espagne), suivie de Thessalie (39,8 %), de Grèce centrale (36,5 %) (Grèce) et de Melilla (36,1 %) (Espagne). La Macédoine occidentale (Grèce), ainsi que la Campanie et la Sicile (Italie), ont également enregistré un taux de chômage élevé des jeunes avec 34,3 % chacun. Dans le même temps, les cinq premières régions ayant enregistré les plus fortes baisses du taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans entre 2021 et 2022 sont en Grèce et en Espagne: les régions grecques de la mer Égée méridionale (-17,9 %) et de la Macédoine orientale, de la Thrace (-15,4 %), des régions espagnoles de Ceuta (-13,6 %) et des îles Canaries (-10,3 %) et du Péloponnèse grec (-8,4 %).¹⁷⁵

En 2022, environ 95,3 millions de personnes dans l'UE, soit 21,6 % de la population totale, étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les femmes (22,7 %) étaient plus susceptibles de faire face à la pauvreté que les hommes (20,4 %). En outre, plus de 24,4 % de la population de l'UE vivant dans des ménages ayant des enfants à charge étaient en danger.¹⁷⁶ Les personnes vivant dans une grande partie de la Bulgarie, de la Grèce et de la Roumanie, ainsi que dans les régions centrales et méridionales de l'Espagne et dans les régions méridionales de l'Italie, étaient souvent plus susceptibles d'être exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. En 2020,¹⁷⁷ la proportion la plus élevée de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a été enregistrée dans la région du Sud-Est de la Roumanie (51,9 %); C'est la seule région de l'UE où une majorité de la population est confrontée à de tels risques. La Campanie (47,4 %) (Italie) et Severozapaden (44,2 %) (Bulgarie) sont les suivantes. Les trois régions présentaient des risques relativement élevés de pauvreté monétaire après le transfert social.¹⁷⁸

La création d'emplois dans l'UE devrait être l'objet de la création d'emplois dans le secteur de l'informatique et des soins. La technologie et la numérisation sont des moteurs clés de la croissance directe de l'emploi dans le monde entier, mais elles contribuent également de manière significative au développement économique d'autres secteurs. Une étude parmi les pays européens a¹⁷⁹ trouvé des preuves empiriques suggérant que le développement économique de l'emploi technologique en Europe a des effets indirects dans d'autres secteurs — l'étude rapporte que chaque emploi technologique supplémentaire entraîne la création d'environ cinq emplois supplémentaires dans d'autres secteurs en Europe. En outre, l'Organisation internationale du Travail¹⁸⁰ estime que l'investissement dans les soins pourrait créer jusqu'à 299 millions d'emplois dans le monde d'ici 2035, dont 78 % devraient être occupés par des femmes, et 84 % devraient être des emplois formels.

La réalisation des grands objectifs à l'horizon 2030 du socle européen des droits sociaux (EPRS) sera difficile mais doit rester au centre de la politique sociale de l'UE: au moins 78 % des personnes (âgées de 20 à 64 ans) occupent un emploi; au moins 60 % de tous les adultes participant à une

¹⁷⁵ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20230530-2>.

¹⁷⁶ Eurostat, [Les conditions de vie en Europe — pauvreté et exclusion sociale](#), juin 2023.

¹⁷⁷ Eurostat, [Statistiques régionales](#) — AROPE Les statistiques régionales sont disponibles jusqu'en 2020.

¹⁷⁸ Eurostat, [Les conditions de vie en Europe — pauvreté et exclusion sociale](#), juin 2023.

¹⁷⁹ GOOS, M., Konings, J., et Vandeweyer, M., Croissance de [l'emploi en Europe: Les rôles de l'innovation, des multiplicateurs et institutions d'emploi](#) locaux, octobre 2015.

¹⁸⁰ Organisation internationale du travail, [Care at work Investir dans les congés de soins et les services pour un monde du travail plus égalitaire entre les sexes](#), 2022.

formation chaque année; et le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a diminué d'au moins 15 millions, dont au moins 5 millions d'enfants, par rapport à 2019.

Les régions et les villes jouent un rôle central dans le soutien aux politiques liées à l'EPRS. Les niveaux de détresse financière des ménages à faible revenu étaient comparables à ceux observés à la suite de la crise financière. Le défi à venir, en particulier si l'on veut atteindre les grands objectifs du plan d'action du socle européen des droits sociaux à l'horizon 2030, consiste à alléger la charge financière qui pèse sur ces ménages. Les villes et les régions peuvent contribuer à cet effort, en mettant en œuvre des politiques et des initiatives de soutien.

Le sans-abrisme reste un problème grave, mais les villes de l'UE s'associent pour lutter contre ce phénomène. Toutefois, l'engagement des États membres (déclaration de Lisbonne en juin 2021) d'essayer de mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030 est très probablement inaccessible dans la situation économique et sociale actuelle. La pandémie, les conséquences de la guerre contre l'Ukraine, l'inflation et la hausse des prix de l'énergie ont tous eu un impact négatif sur la situation économique, ce qui explique pourquoi de nombreuses personnes sont encore confrontées à des problèmes de logement ou même à des sans-abri.

On espère toutefois que les travaux de la plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme (EPOCH) entraîneront une réduction du nombre de sans-abri dans l'UE. Epoch fournit un outil qui contribue à renforcer la prévention et à mettre en œuvre des approches intégrées axées sur le logement, à soutenir l'apprentissage mutuel pour les décideurs politiques et les praticiens, à exploiter les possibilités de financement de l'UE, à renforcer les données probantes et le suivi du sans-abrisme, et à diffuser et promouvoir les bonnes pratiques.

APPRENTISSAGE MUTUEL CONTRE LE SANS-ABRISME

LA PLATEFORME EUROPÉENNE DE LUTTE CONTRE LE SANS-ABRISME

En 2022, plusieurs villes comme Madrid (Espagne), Lyon (France) et Gand (Belgique) ont organisé des manifestations d'apprentissage mutuel sous les auspices de l'OEBCH, en mettant l'accent sur la promotion de l'échange de bonnes pratiques dans la lutte contre le sans-abrisme et sur la mise en valeur de l'approche du logement d'abord. La ville de Tampere (Finlande) a l'une des stratégies les plus efficaces pour éradiquer le sans-abrisme et a obtenu des résultats spectaculaires en réduisant le nombre de personnes sans domicile.

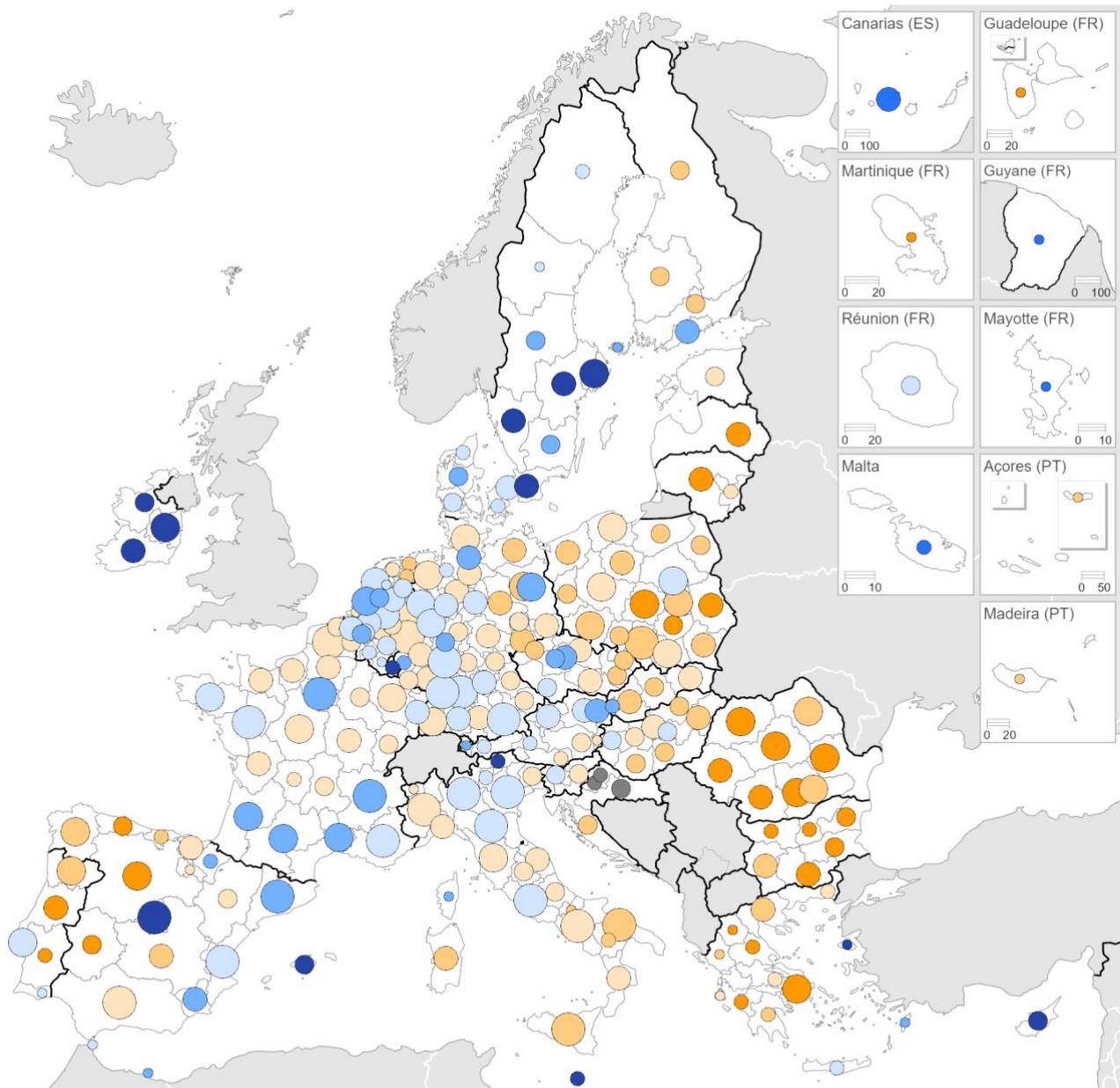
Les pratiques de travail émergentes, telles que le télétravail et le travail via une plateforme, peuvent apporter des avantages sociaux et économiques, mais nécessitent une adaptation des réglementations, des politiques et de la culture du travail. La récente pandémie a conduit un nombre important de personnes à télétravailler ou à trouver un emploi sur des plateformes numériques. Toutefois, ces développements doivent aller de pair avec un suivi, une réglementation et une application appropriés, afin d'éviter l'exploitation des travailleurs. Le droit à la déconnexion doit faire partie intégrante du télétravail. En outre, la gestion algorithmique, la classification erronée du statut professionnel et le manque de transparence transfrontalière constituent des défis à relever afin de garantir un marché du travail équitable pour les travailleurs de plateformes.

Toutes les régions de l'UE sont touchées par des répercussions démographiques telles que le vieillissement de la population dû à des durées de vie plus longues et à de faibles taux de natalité, mais certaines, en particulier les régions éloignées, rurales, insulaires et/ou frontalières confrontées à un dépeuplement majeur, sont considérablement plus durement touchées que d'autres, comme indiqué dans la note d'information du service de recherche du Parlement européen sur *les tendances démographiques dans les régions de l'UE*.¹⁸¹

En outre, le document de travail des services de la Commission européenne sur la démographie de l'année dernière¹⁸² montre que près des deux tiers de la population d'une région en déclin rapide vit dans une région à faible produit intérieur brut (PIB) par habitant, contre 28 % dans l'UE. Dans les régions en forte croissance, 83 % de la population réside dans une région dont le PIB par habitant est élevé, contre 46 % dans l'UE. La relation entre la perte de population rapide et le PIB par habitant a une composante urbaine-rurale importante. Dans les régions pauvres où la population diminue rapidement, 55 % de la population réside dans une région rurale et seulement 1 % dans une région urbaine, tandis que pour l'ensemble de la population de l'UE, 21 % vivent dans une région rurale et 40 % dans une zone urbaine.

¹⁸¹ Service de recherche du Parlement européen, [Tendances démographiques dans les régions de l'UE](#), janvier 2019.

¹⁸² Commission européenne, [document de travail des services de la Commission sur des chiffres, des cartes et des tableaux supplémentaires sur les principaux aspects de l'évolution démographique et son incidence](#), juin 2020.



Projected change between 2021 and 2050 (per 1 000 persons)

2021 (million persons)
EU = 447.2

Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
Cartography: Eurostat — GISCO, 08/2023

EU = -13.4

≥ 150

75 – < 150

0 – < 75

-75 – < 0

-75 – < -150

< -150

■ Data not available

○ ≥ 3.75

○ 2.25 – < 3.75

○ 1.40 – < 2.25

○ 0.85 – < 1.40

○ 0.45 – < 0.85

○ < 0.45

Graphique 11 — Évolution de la population, 2021-2050 par régions NUTS 2

Source — compilation du CdR sur la base d'Eurostat 183

¹⁸³ Codes des ensembles de données d'Eurostat: demo_r_pjangrp3, proj_19rp3 et proj_19np.

Bien que les inégalités entre les États membres diminuent, il y a également une augmentation significative des inégalités au sein des différents membres, selon le rapport de prospective stratégique 2023 de la Commission européenne.¹⁸⁴

En 2021, les 20 % les plus élevés de la population gagnaient 38,2 % du revenu équivalent total dans l'UE, tandis que les 20 % les plus pauvres n'en recevaient que 7,9 %, avec de grandes différences d'un État membre à l'autre. Ces chiffres reflètent les attitudes européennes: 81 % des citoyens de l'UE estiment que l'inégalité des revenus est excessive. Beaucoup d'Européens vivant dans diverses villes qui subissent une stagnation et un déclin économiques sont de plus en plus insatisfaits en raison des inégalités en matière d'éducation ou de possibilités de carrière, de mobilité sociale, d'égalité, d'espérance de vie ou de connectivité.

Dans le même temps, l'inégalité des **revenus devient de plus en plus aiguë en raison de la concentration des richesses, ce qui entrave les chances équitables et la mobilité sociale ascendante tout en alimentant la polarisation politique.** Le suivi et la collecte de données restent un problème lorsqu'il s'agit de mesurer la pauvreté. Les données sur les personnes exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale sont encore fragmentées et parfois indisponibles au niveau régional. Une image précise de la situation au niveau local et régional est nécessaire pour atteindre l'objectif global à l'horizon 2030 de sauver 15 millions de personnes de la pauvreté, en particulier parce que les collectivités locales et régionales sont chargées de mener une part importante des politiques sociales dans l'UE.

Le rapport de prospective stratégique indique également que la **cohésion sociale s'érode.**¹⁸⁵ **Le changement climatique, ainsi que de nombreux processus de transition, sont susceptibles d'affecter inégalement les territoires et les populations, avec des conséquences disproportionnées sur les plus pauvres et les plus vulnérables. La transition écologique de l'UE ne peut être efficace que si les citoyens peuvent y participer et en tirer profit.** Sinon, la détérioration de la cohésion sociale mettra en péril la foi dans les gouvernements ainsi que la faisabilité des transitions.

Il convient de mettre davantage l'accent sur la lutte contre les inégalités au sein des États membres aux niveaux local et régional en renforçant la cohésion sociale et les principes de partenariat et de gouvernance à plusieurs niveaux. Cela nécessite une coopération étroite entre les collectivités locales et régionales et les partenaires sociaux, ainsi que la société civile, afin d'élaborer des stratégies locales d'inclusion et de cohésion sociales.

Il y a des signes forts d'une reprise, mais elle doit intégrer la conversion vers le haut et inclure tout le monde. Malgré les signes de reprise, selon l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe 2023, les problèmes financiers des¹⁸⁶ ménages sont passés de 12,5 % en décembre 2021 à 15,8 % en décembre 2022. Le nombre de personnes qui s'attendent à devoir investir dans leurs économies pour répondre aux besoins quotidiens a également augmenté, passant de 9,1 % en décembre 2021 à 11,8 % en décembre 2022.

¹⁸⁴ Commission européenne, [Rapport de prospective stratégique 2023](#), 2023.

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Commission européenne, [Emploi et développement social en Europe 2023: Remédier aux pénuries de main-d'œuvre et aux déficits de compétences dans l'UE](#), 2023.

Plusieurs régions et villes de l'UE ont pris des initiatives pour réintégrer les chômeurs de longue durée sur le marché du travail. Ces programmes sont largement fondés sur les principes de «zéro chômage de longue durée», «garantie de l'emploi» et «garantie locale de l'emploi».

Ces projets ont été élaborés avec très peu d'aide et de supervision de l'UE; alors que certains *projets* (*Territoires zéro chômeur de longue durée* en France et en Belgique) bénéficient d'un financement du Fonds social européen plus (FSE+), la plupart des autres bénéficient de ressources nationales ou régionales. Les programmes favorisent également la transition vers des emplois plus écologiques, car ils emploient des personnes dans le recyclage, le jardinage, la réparation de vélos, le nettoyage des zones polluées, etc.

Ces projets ont été très prometteurs; dans son avis sur le chômage de longue durée zéro, le CdR187 invite la Commission européenne à soutenir des projets similaires, à soutenir la reproduction de modèles d'économie sociale performants dans un plus grand nombre d'États membres, à cartographier ces initiatives, notamment en mobilisant son réseau européen de services publics de l'emploi et à proposer des lignes directrices pour la mise en œuvre de telles initiatives dans d'autres États membres de l'UE.

Enfin, il demande que des fonds du FSE+ soient affectés aux initiatives locales «zéro chômage de longue durée» afin de surmonter ces difficultés, notamment sous la forme d'un soutien au démarrage et au développement de projets au niveau local. Il réitère également la recommandation qu'il avait formulée dans un précédent avis, visant¹⁸⁸ à lutter plus efficacement contre le chômage de longue durée au moyen d'initiatives extraordinaires, telles que la création d'un fonds ad hoc de lutte contre le chômage de longue durée.

ZÉRO CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE ET GARANTIES D'EMPLOI

LES VILLES METTENT EN ŒUVRE DES PROGRAMMES VISANT À ACCROÎTRE L'EMPLOI

Les programmes à long terme zéro se trouvent principalement dans différents domaines en France et en Belgique (Territoires zéro chômeur de longue durée, TZCLD), tandis que Gramatneusiedl (Autriche) et Groningen (Pays-Bas) — dénommés «Basisbaan» — sont fondés sur le principe de la garantie de l'emploi. Des programmes similaires ont été élaborés à Berlin (Allemagne), Rome (Italie) et Konin (Pologne), pour n'en nommer que quelques-uns.

¹⁸⁷ Avis du Comité des régions, [Zéro chômage de longue durée: la perspective locale et régionale](#), SEDEC-VII/037, 24-25 mai 2023, rapporteur Yonnc Polet (BE/PSE),^{1er} maire adjoint de Berchem-Sainte-Agathe.

¹⁸⁸ Avis du Comité des régions, [«L'intégration des chômeurs de longue durée sur le marché du travail»](#), SEDEC-VI/006, 10-11 février 2016, rapporteur Enrico Rossi (IT/PSE), président de la région Toscane.

Chapitre II — Les régions et les villes en tant qu'acteurs du développement durable et de la cohésion

Les transitions écologique et numérique des économies européennes visant à améliorer l'efficacité et la neutralité climatique sont des éléments clés de la stratégie à long terme de l'UE en matière de développement durable. Ce n'est qu'en mettant en œuvre des instruments du pacte vert de l'UE nouveaux et existants «sur le terrain» (ainsi que des stratégies qui garantissent la cohésion sociale, économique et territoriale et empêchent de nouvelles disparités dans l'Union) que la transformation de nos économies peut devenir le succès dont l'Europe a besoin pour faire face aux défis technologiques, géopolitiques et sociétaux à venir.

Comment pouvons-nous assurer le développement économique, la numérisation et la transformation industrielle d'une part, ainsi que la sécurité sociale, la résilience numérique, l'autonomie économique, les lieux et les personnes prospères d'autre part? Les régions et les villes ont de nombreuses solutions à offrir qui garantissent qu'aucun lieu et personne n'est laissé pour compte, des pactes locaux sur le climat aux alliances interrégionales pour l'hydrogène et aux stratégies rurales intégrées pour lutter contre le dépeuplement.

A. Le pacte vert pour l'Europe et les ODD

Les régions et les villes jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre réussie des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies¹⁸⁹ et du pacte vert pour l'Europe.¹⁹⁰ Toutefois, ils doivent être soutenus par des compétences, des capacités humaines, des cadres juridiques et des ressources financières adéquats. Que faut-il faire pour harmoniser la croissance et la prospérité avec les mesures sociales et environnementales exigeantes nécessaires pour parvenir à la neutralité climatique et à la durabilité?

L'Europe doit systématiquement mettre en œuvre les ODD et le pacte vert pour l'Europe à tous les niveaux de gouvernement si elle veut rester une économie mondiale essentielle et un chef de file pour le développement durable et le bien-être social et économique.

Les progrès dans la réalisation des ODD ont ralenti depuis 2020 en raison des multiples crises et, dans certains cas, les progrès se sont même inversés. Des progrès supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne de nombreux ODD, en particulier ceux liés à l'action pour le climat et à la protection et à l'utilisation durable des ressources naturelles. Il est plus urgent que jamais d'accélérer la mise en œuvre des ODD, en mettant particulièrement l'accent sur les personnes vivant dans des situations vulnérables.¹⁹¹

Selon les estimations¹⁹² de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), **sans l'engagement des gouvernements locaux et régionaux, au moins 105 des 169 objectifs découlant des 17 ODD ne seront pas atteints.**

Une enquête sur le rôle des villes et des régions pour les ODD dans un contexte géopolitique incertain¹⁹³ met en évidence les **ODD en tant que cadre clé permettant aux régions et aux villes de se remettre de la pandémie de COVID-19 et de faire face aux effets de la guerre russe contre l'Ukraine.** Cette évaluation de l'engagement des régions et des villes dans les ODD en 2023 suggère que les crises récentes ne les ont pas dissuadés de leur engagement précédent en faveur des ODD, mais qu'elles l'ont plutôt renforcée et positionné les ODD comme une solution pour relever les défis actuels. Les résultats indiquent en outre que les ODD seront également utilisés pour contrer les incertitudes futures: 39 % des collectivités locales et régionales qui ont participé à l'enquête avaient utilisé les ODD avant la pandémie et ont continué de le faire pour lutter contre la reprise. En outre, 25 % n'utilisaient pas les ODD avant la pandémie, mais prévoyaient de le faire maintenant.

L'engagement renouvelé des régions et des villes en faveur des ODD est également démontré par le nombre croissant d'examen locaux volontaires (REV) effectués — la plus haute qualité du suivi des ODD en place. Jusqu'à présent, 129 VLR ont été soumis, dont un tiers provenant de régions et de villes de l'UE, montrant leur engagement enthousiaste. D'autres villes de l'UE, telles que Porto et Strasbourg, préparent actuellement leurs VLR.

¹⁸⁹ <https://sdgs.un.org/goals>.

¹⁹⁰ https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en.

¹⁹¹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_23_3801.

¹⁹² OCDE, *Les objectifs de développement durable en tant que cadre pour la relance de la COVID-19 dans les villes et les régions*, 2022.

¹⁹³ <https://www.unsdsn.org/>. L'enquête s'est déroulée de février à avril 2023 et a recueilli 266 réponses. L'OCDE publiera un rapport en novembre 2023.

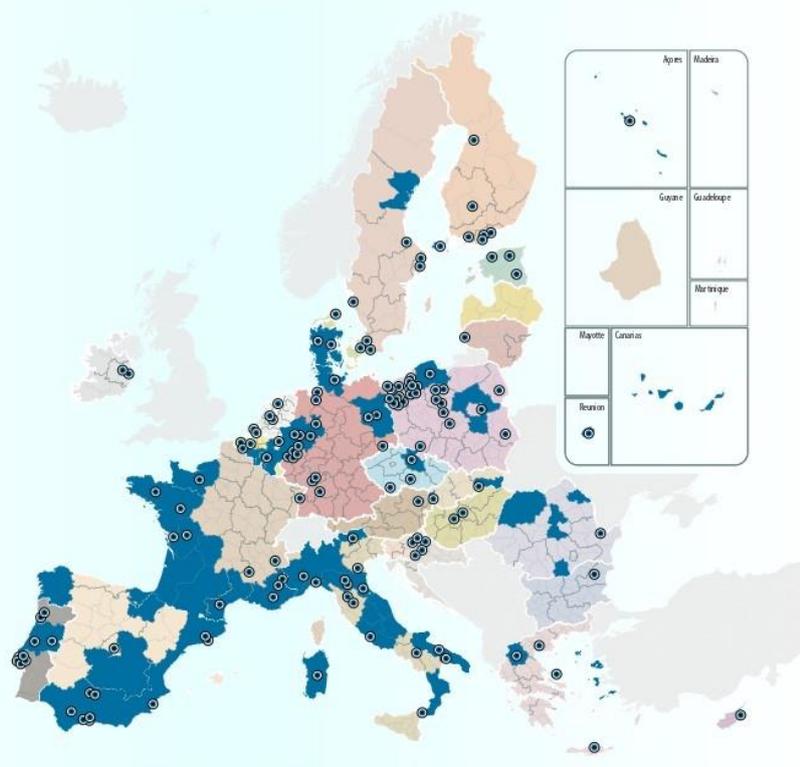


Figure 12 — Régions et villes de l'UE mettant en œuvre les ODD en 2023
Source — compilation du CdR basée sur le CdR/UNSDSN/OCDE194
Note — Cette carte montre intentionnellement les régions sélectionnées uniquement

L'utilisation des ODD se caractérise par une fracture entre le littoral et le centre dans l'UE. L'ouest et le sud de la France, le Portugal, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande, les États baltes, la Pologne, la Roumanie et l'Italie, et plus généralement les collectivités locales et régionales des régions côtières, sont fortement impliqués dans la mise en œuvre des ODD, tandis que les États du centre de l'UE semblent en faire peu usage.

Il n'y a pas de fracture locale-régionale en ce qui concerne l'utilisation des ODD. Au contraire, il existe des différences en termes de compétences et de compétences des collectivités locales et régionales au sein des États membres de l'UE. Par exemple, en Finlande et dans les États baltes, les villes ont beaucoup de marge de manœuvre pour agir sur les ODD, et leur engagement a un impact au-delà de leurs circonscriptions. En Finlande, où la densité de population est faible, l'engagement des six plus grandes villes a un impact important dans tout le pays. En Estonie, l'engagement de trois villes stimule l'action à tous les niveaux. De même, en Espagne et en Italie, les régions sont un moteur de la mise en œuvre des ODD sur leurs territoires et dans les villes.

Le grand nombre et la diversité des initiatives aux niveaux national, européen et international pour soutenir la localisation des ODD montrent également à quel point l'engagement des régions et des villes est dynamique. Les projets de l'UE tels que le réseau URBACT Cities for Sustainable

¹⁹⁴ <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/survey-sdg.aspx>.

Governance,¹⁹⁵ les stratégies de spécialisation intelligente,¹⁹⁶ le projet REGIONS2030 du Centre commun de recherche de l'UE¹⁹⁷ et le *manuel européen pour les examens locaux volontaires des ODD*,¹⁹⁸ le projet pilote de l'OCDE sur une approche territoriale des ODD,¹⁹⁹ le nouveau secrétariat de la coalition locale 2030 des Nations unies²⁰⁰ à Bilbao et le groupe de travail Eurocities sur les ODD ne sont que quelques exemples de structures à tous les niveaux qui soutiennent les régions et les villes sur les ODD.

Localiser les ODD

LA VILLE DE BRAGA, PORTUGAL

Braga, la troisième plus grande ville du Portugal, s'est lancée dans un voyage pour localiser les ODD et les utiliser pour créer des emplois innovants et améliorer le bien-être et le respect de l'environnement. La ville a participé au programme financé par l'UE URBACT EU Global Goals for Cities et est maintenant membre de son successeur, le réseau URBACT Cities for Sustainable Governance. Le maire de Braga, Ricardo Rio, est un maire champion de l'OCDE et président du comité exécutif du Parlement mondial des maires, reconnu pour son engagement en faveur de l'inclusion. La ville partage également les meilleures pratiques au sein du groupe de travail d'Eurocities sur les ODD et met actuellement en œuvre tous les ODD. En ce qui concerne l'ODD 9 sur l'industrie, l'innovation et les infrastructures, Braga a créé Startup Braga, un pôle d'innovation pour soutenir l'entrepreneuriat avec une ambition mondiale. Il aide les entrepreneurs à créer, lancer et accélérer les start-ups, principalement dans les domaines de l'économie numérique, des technologies de la santé, des nanotechnologies, des biotechnologies et de la durabilité. Il donne également accès à un large éventail de partenaires, de mentors et d'investisseurs. La communauté compte aujourd'hui 190 start-up, responsables de la création de plus de 1000 emplois et de la mobilisation de plus de 375 millions d'euros d'investissements.²⁰¹

Promouvoir les ODD à tous les niveaux

LE PAYS BASQUE, ESPAGNE

Le Pays basque a transposé les ODD et leurs objectifs à son niveau et est désormais un champion des ODD à tous les niveaux. Il a déjà publié cinq examens infranationaux volontaires pour rendre compte de ses efforts continus et de ses engagements en faveur de la mise en œuvre des ODD. En plus d'avoir créé une stratégie d'ODD et une plateforme multipartite pour les ODD, elle a également

¹⁹⁵ Ce réseau est le successeur du réseau URBACT Global Goals for Cities. Les villes de ce réseau sont Espoo (FI), Agios Dimitrios (EL), Braga (PT), Gabrovo (BG), Jablonec nad Nisou (CZ), Košice (SK), Mannheim (DE), Tallinn (EE) et Valence (ES); de plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante: <https://urbact.eu/knowledge-hub/localising-sdgs/2023-crucial-time>.

¹⁹⁶ Voir: <https://s3platform.jrc.ec.europa.eu/sustainable-development-goals> et [D](#).

¹⁹⁷ <https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects-activities/regions2030-project-monitoring-sdgs-eu-regions-%E2%80%93-filling-data-gaps-en>.

¹⁹⁸ Commission européenne, *Manuel européen pour les examens locaux volontaires des ODD — édition 2022*, 2022.

¹⁹⁹ <https://www.oecd.org/cfe/territorial-approach-sdgs.htm>.

²⁰⁰ <https://local2030.org/>.

²⁰¹ https://urbact.eu/sites/default/files/2023-01/TFC_IAP%20Braga_0.pdf.

été pionnière dans le lancement d'obligations de durabilité et en incluant les ODD dans son budget. En outre, il travaille également avec les provinces, les villes et la société civile basques pour co-créer des politiques et assurer leur mise en œuvre effective sur le terrain. Enfin, elle défend les ODD à tous les niveaux, y compris au CdR et à l'OCDE, ainsi qu'au niveau international. Cet engagement au niveau mondial a abouti à l'ouverture du bureau local 2030 de l'ONU dans la ville de Bilbao cette année.²⁰²

En ce qui concerne le pacte vert pour l'Europe, alors que des efforts législatifs ambitieux ont été déployés depuis son lancement en décembre 2019, le véritable test viendra maintenant, avec sa transposition et sa mise en œuvre aux niveaux national, régional et local. La mise en œuvre correcte de ces textes législatifs améliorés n'a commencé qu'en 2023 — avec les premiers accords sur les actes législatifs «Ajustement à l'objectif 55».

L'interaction combinée de multiples textes législatifs et leur impact asymétrique sur les régions et les villes ayant des besoins et des possibilités territoriaux différents seront exigeantes, compte tenu également de l'absence d'analyses d'impact territorial appropriées des législations. L'UE et les institutions nationales doivent plus que jamais collaborer avec les autorités régionales et locales pour faire en sorte que la législation relative au pacte vert puisse fonctionner sur le terrain.

Malgré ce contexte difficile, les régions et les villes ont une forte volonté d'agir, mais la capacité de mise en œuvre fait défaut et des obstacles importants subsistent. 90 % des personnes interrogées au sein du réseau de pôles régionaux (RegHub) du Comité des régions (CdR) enquête sur *l'avenir du pacte vert: le bilan et l'avenir ont203* confirmé qu'ils participaient activement à une initiative nationale ou européenne visant à mettre en œuvre le pacte vert, ce qui témoigne d'un engagement collectif fort en faveur de pratiques durables. En outre, 40 % des répondants ont déclaré qu'ils avaient déjà un ou plusieurs plans de développement durable en place.

Cependant, l'enquête a également révélé que 35 % des participants étaient confrontés à des difficultés dans la mise en œuvre effective de ces plans, indiquant la nécessité d'un soutien ciblé et de mesures de renforcement des capacités.

Le manque de financement constitue le principal défi pour les régions et les villes et menace la mise en œuvre des politiques du pacte vert au niveau infranational. Une enquête de la Banque européenne d'investissement sur les infrastructures locales²⁰⁴ a révélé qu'un manque de financement — parallèlement à des processus réglementaires longs et incertains — continue d'avoir un effet dissuasif important sur les municipalités lorsqu'il s'agit de planifier les investissements. Les municipalités sont particulièrement insatisfaites, plus de 60 % percevant leurs investissements dans les infrastructures de lutte contre le changement climatique et d'adaptation au cours des trois dernières années comme insuffisants. En outre, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et les goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement retardent la mise en œuvre des plans d'investissement: une pénurie d'experts possédant des compétences en matière d'évaluation environnementale et climatique pose problème à 69 % des municipalités de l'UE.

²⁰² <https://www.local2030.org/event/view/553>.

²⁰³ <https://cor.europa.eu/en/engage/Documents/RegHub/green-deal-taking-stock-looking-ahead.pdf>.

²⁰⁴ Banque européenne d'investissement, [The state of local infrastructure investment in Europe EIB Municipalities Survey 2022-2023](#), 2023.

De même, le manque de ressources financières est le plus grand défi dans la mise en œuvre des ODD pour plus de 60 % des régions et des villes.²⁰⁵

Les transitions numérique et écologique sont susceptibles d’amplifier les schémas de croissance déjà divergents en Europe. Selon Bertelsmann Stiftung, les régions à revenu²⁰⁶ élevé de l’UE NUTS 2 présentent le potentiel de croissance économique le plus élevé dans les deux transitions, tandis que les régions à faible revenu présentent le plus faible potentiel de croissance économique. Il existe donc une tendance sous-jacente à la divergence économique entre l’UE. Si cette tendance se poursuit, il existe un risque que les progrès, tant en ce qui concerne la mise en œuvre du pacte vert que des ODD, tombent à un niveau inférieur et que les inégalités sociales existantes soient exacerbées.

C’est ce qui ressort de l’évaluation des régions et des villes concernant les principaux défis liés à la pandémie post-COVID-19: 46 % des régions et des villes considèrent que la dimension humaine des ODD (ODD 1 à 5), qui inclut la pauvreté et la santé, est de loin le plus grand défi de la période post-épidémie de COVID-19.²⁰⁷

Il est indéniable que des capacités sont nécessaires pour renforcer les capacités des collectivités locales et régionales.²⁰⁸

Pour combler le déficit de mise en œuvre, les villes et les régions tirent parti de multiples réseaux et initiatives de renforcement des capacités pour mettre à niveau et renforcer leur action dans le cadre du pacte vert. Au cours des deux dernières années, de nouvelles initiatives ont été ajoutées à la plateforme déjà existante de la Convention européenne des maires²⁰⁹ et de l’accord sur la ville verte,²¹⁰ telles que l’initiative des pactes verts locaux, l’initiative «Villes et régions circulaires»²¹¹ et les missions de l’UE sur l’adaptation au changement climatique²¹² et 100 villes neutres et intelligentes pour le climat d’ici 2030.²¹³

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ Bertelsmann Stiftung, L’ [avenir de la cohésion de l’UE: Effets de la transition jumelle sur les disparités entre les régions européennes](#), 2022.

²⁰⁷ Les autres défis considérés comme les plus problématiques sont la dimension planétaire (ODD 6, 12, 13, 14 et 15) à 21 %, la dimension de prospérité (ODD 7-11) également à 21 %, la dimension de paix (ODD 16) à 4 % et la dimension partenariat (ODD 17) à 8 %.

²⁰⁸ Débat sur l’avis du CdR intitulé «Favoriser le potentiel et les synergies des initiatives de l’UE en matière d’énergie et de climat pour les régions et les villes», lors de la 18e réunion de la commission ENVE, tenue le 10 mai 2023. De plus amples informations sont disponibles à l’adresse suivante: [Réunion de la commission ENVE \(europa.eu\)](#).

²⁰⁹ <https://eu-mayors.ec.europa.eu/en/home>.

²¹⁰ https://environment.ec.europa.eu/topics/urban-environment/green-city-accord_en.

²¹¹ <https://www.intelligentcitieschallenge.eu/themes/green-economy-and-local-green-deals>.

²¹² <https://circular-cities-and-regions.ec.europa.eu/circular-cities-and-regions-initiative>.

²¹³ https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/adaptation-climate-change_en.

²¹⁴ https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/climate-neutral-and-smart-cities_en.

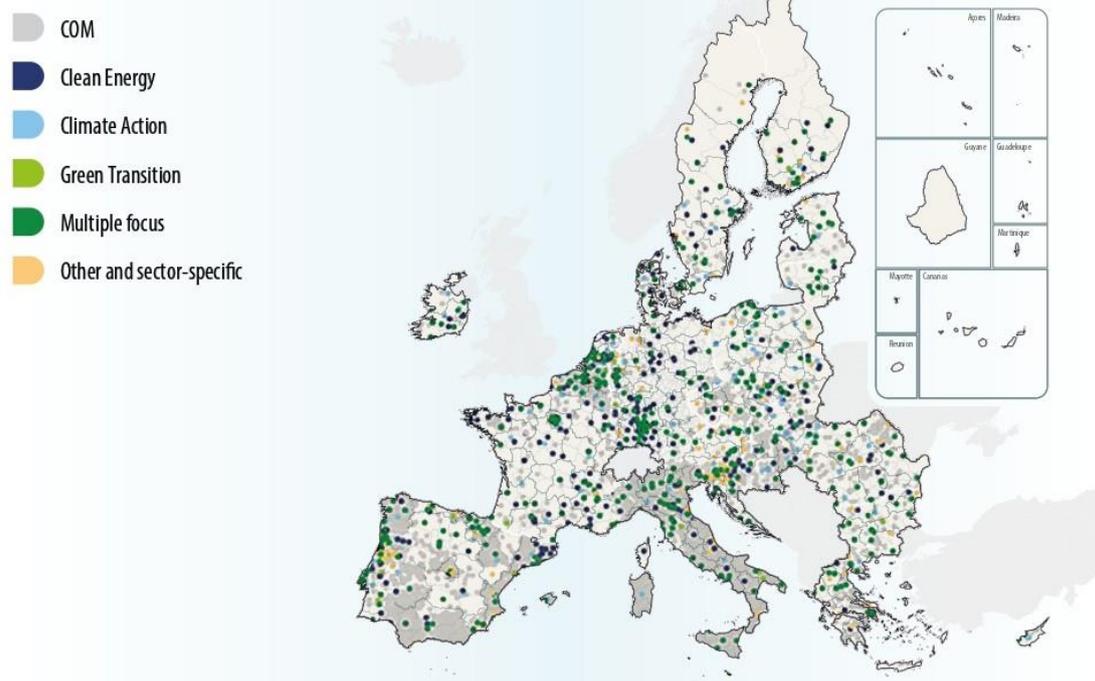


Figure 13 — Cartographie géographique des initiatives des collectivités locales et régionales par thème
 Source — compilation du CdR basée sur Gasperini, M., Markowska, S., et Vroom, I.215

Les plateformes d'échange d'informations et de recherche de partenaires, de soutien et de conseil (notamment pour l'obtention de financements et l'amélioration de la visibilité des bonnes pratiques) et une meilleure représentation des intérêts des acteurs régionaux et locaux sont des aspects positifs.

Dans le même temps, plusieurs obstacles subsistent à la mise en œuvre des initiatives en matière de climat, tels que des délais et des exigences contradictoires, des charges administratives excessives, une flexibilité insuffisante, des méthodes et des exigences en matière d'établissement de rapports différentes, un manque de soutien actif et adapté et une mauvaise alignement des objectifs, ce qui entraîne des synergies et des chevauchements insuffisants.

Dans ce contexte, l'initiative «Pacte vert «Going local» du CdR s'associe aux initiatives susmentionnées et crée un lieu privilégié pour les villes et les régions désireuses d'agir. Dans le cadre de cette initiative, le CdR vise à encourager un engagement plus fort et la participation active des collectivités locales et régionales à la mise en œuvre des politiques et initiatives du pacte vert. Cette initiative reconnaît l'importance cruciale d'associer les entités infranationales à la réalisation des objectifs climatiques et environnementaux, car ce sont elles qui mettent en œuvre des politiques au niveau local.

Pour réussir la transformation déclenchée par les transitions écologique et numérique, il est essentiel de reconnaître les liens entre les dimensions environnementale, sociale et économique de la durabilité. Cette approche est essentielle pour faire en sorte que les villes et les régions soient en

²¹⁵ Gasperini, M., Markowska, S., et Vroom I., L' [impact des initiatives de l'UE en matière de climat et d'énergie sur la transition climatique des villes](#), étude commandée par le Comité des régions, 2023.

mesure de faire face à la complexité croissante des tendances mondiales, comme l'a fait écho le récent rapport de *prospective stratégique 2023*.²¹⁶

Ce n'est qu'en reconnaissant les défis rencontrés au niveau local et régional que l'UE pourra adapter des mesures appropriées pour soutenir la mise en œuvre des politiques du pacte vert et des ODD. Cela rend le rôle du CdR de plus en plus essentiel pour faire en sorte que la mise en œuvre de la législation de l'UE soit «efficace». Un renforcement de la coopération avec les autres institutions de l'UE, à commencer par des consultations précoces dans la perspective de nouvelles propositions et un engagement accru du CdR dans le cadre du cycle final de négociations, est essentiel à cet objectif.

ENSEIGNER LA DURABILITÉ

ODD4, JEUNESSE ET ÉDUCATION DANS LES VILLES FINLANDAISES

La Finlande a été l'un des pays les plus ambitieux et les plus innovants pour développer son système éducatif vers plus de qualité et d'égalité. Les six plus grandes villes de Finlande (Helsinki, Espoo, Tampere, Vantaa, Oulu et Turku) sont les précurseurs du développement durable et de l'éducation. Par exemple, Helsinki a créé un modèle pour un avenir durable dans l'éducation précoce appelé Kettu. Les enfants reçoivent une éducation sur le climat et l'environnement, l'économie circulaire, l'Agenda 2030 et la planification pour l'avenir. De même, Tampere a mis l'accent sur la transformation des enfants et des jeunes en une génération qui chérit la durabilité. Dans la ville d'Oulu, des programmes tels que le volet d'apprentissage pour un avenir durable et l'événement Agenda of Hope renforcent les relations des élèves avec la nature et leur savoir-faire en matière d'économie circulaire.

Le renforcement des capacités, la fourniture de conseils d'experts et la promotion des synergies au niveau local et régional sont devenus des stratégies clés pour la transition climatique des villes.²¹⁷

L'acoordination, la flexibilité, la simplification, la transparence et une meilleure communication (tant dans la définition des objectifs à atteindre que dans la communication écrite de l'UE et des administrations centrales à l'égard des collectivités locales et régionales) sont des éléments essentiels pour atteindre les objectifs du pacte vert pour l'UE et les ODD aux niveaux régional et local. Enfin, un soutien actif et adapté aux régions et aux villes, en particulier pendant la mise en œuvre (plutôt qu'au stade de la planification), la fourniture de possibilités de financement direct et d'orientations concrètes pour la participation active d'autres possibilités de financement sont des accélérateurs essentiels pour la mise en œuvre aux niveaux régional et local.

Rendre les budgets publics adaptés à la durabilité doit être une priorité pour les décideurs politiques européens. Les pressions croissantes exercées sur les aspects sociaux et économiques de la durabilité alimentent le débat sur la nécessité d'un nouveau modèle économique axé sur le bien-être

²¹⁶ Commission européenne, [Rapport de prospective stratégique 2023](#), 2023.

²¹⁷ Cette section s'inspire fortement de l'étude financée par le CdR, publiée à la mi-2023 et qui a été menée la même année; le rapport est disponible à l'adresse suivante: <https://cor.europa.eu/en/engage/studies/Documents/The%20impact%20of%20EU.pdf>.

des personnes et de la nature. Un tel modèle peut être atteint en rendant les budgets publics adaptés à la durabilité. L'avis du CdR sur «*La mise en œuvre des budgets verts aux niveaux local et régional*»²¹⁸ souligne l'importance de la budgétisation verte en tant qu'instrument pragmatique pour trouver le juste équilibre entre la nécessité de parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050 et la nécessité urgente de garantir l'équité économique et sociale.

Il est essentiel de garantir un cadre plus cohérent pour la durabilité et de renforcer les liens entre la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe et la durabilité pour accélérer la transition durable et réduire les formalités administratives à toutes les échelles. Lors de la consultation du RegHub sur le pacte vert,²¹⁹ tous les répondants ont affirmé que leurs stratégies de développement durable étaient liées au pacte vert pour l'Europe, montrant comment ces cadres ont tendance à coïncider au stade de la mise en œuvre.

Pour aligner correctement les programmes en matière de climat et de durabilité, il faut également s'efforcer de mieux relier les cadres au niveau mondial, en rassemblant les ODD, la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et les processus de la convention des Nations unies sur la diversité biologique. Cet aspect est évalué par le groupe d'experts des Nations unies travaillant sur le rapport *Analyser les synergies climatiques et les ODD, visant à maximiser l'impact de l'action*,²²⁰ et est au centre de l'action du CdR à l'échelle mondiale. C'est pourquoi il est essentiel que le CdR poursuive ses efforts en vue d'associer formellement et activement le niveau infranational aux processus des Nations unies. Un précédent a été créé à cet égard lors de la dernière Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP15). Lors de la COP15, le CdR a été explicitement reconnu comme l'un des principaux partenaires de la mise en œuvre du plan d'action mondial en faveur de la biodiversité.²²¹

Le renforcement des liens entre les politiques intérieures et extérieures de l'UE afin de stimuler l'offre politique et le discours de l'UE sur la scène mondiale est un autre facteur crucial pour la réalisation de ce nouveau modèle économique. Les gouvernements locaux et régionaux se sont révélés des acteurs proactifs et fiables, y compris au niveau international, en formant de nouvelles initiatives pour lutter contre le changement climatique et promouvoir la neutralité climatique et le développement durable. Le CdR participe aux efforts mondiaux en matière d'ODD, de climat et d'environnement.

En s'appuyant sur les résultats obtenus au niveau de l'UE, le CdR propose de mieux aligner le pacte vert pour l'Europe sur les efforts déployés au niveau mondial, sous l'égide des ODD, et d'associer formellement et activement le niveau infranational au processus. Cet alignement est essentiel pour favoriser la coopération internationale et parvenir à une approche plus cohérente et coordonnée du développement durable.

Le leadership politique aux niveaux régional et local est un facteur clé pour localiser les ODD selon 80 % des régions et des villes qui ont participé à l'enquête CdR-OCDE-SDSN 2023. L'apprentissage entre pairs avec d'autres villes et régions et le financement dédié aux ODD sont

²¹⁸ Avis du Comité des régions sur «L'exécution des budgets verts aux niveaux local et régional», ENVE/VII-028, 29-30 juin 2022, rapporteur: Vincent Chauvet (FR/RE), maire d'Autun.

²¹⁹ <https://cor.europa.eu/en/engage/Documents/RegHub/green-deal-taking-stock-looking-ahead.pdf>.

²²⁰ <https://sdgs.un.org/blog/expert-group-prepare-report-analysing-climate-and-sdg-synergies-aiming-maximize-action-impact>.

²²¹ <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/COP15-.aspx>.

d'autres instruments de mise en œuvre. **Les campagnes de sensibilisation**, tant internes (entre salariés et départements) qu'externes (visant les citoyens, la société civile, les entreprises et/ou les écoles) sont les outils les plus utilisés pour promouvoir les ODD (60 %), suivis de stratégies ou de plans d'action spécifiques (54 %) et de l'utilisation d'indicateurs pour suivre et stimuler les progrès (53 %).

L'ODD 2 relatif à la Faim Zéro a maintenant gagné en pertinence pour les régions et les villes en raison de la hausse de l'inflation. Près de 50 % des régions et des villes ont mis en place des banques alimentaires et des programmes de distribution alimentaire pour répondre aux ruptures des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Les régions et les villes se sont également davantage engagées pour réduire le gaspillage alimentaire en promouvant une approche de l'économie circulaire (60 %), en réutilisant les excédents alimentaires (47 %) et en prévenant le gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement (46 %).

Le CdR a toujours demandé que les considérations d'égalité entre les hommes et les femmes soient mieux intégrées dans les politiques et les programmes, car cela fait partie des ODD. Par exemple, la région espagnole de La Rioja a défendu l'égalité entre les hommes et les femmes non seulement au sein de la région et dans sa gouvernance, mais aussi au niveau européen. Son travail pionnier a été reconnu par la Commission européenne, qui a présenté ces efforts dans le cadre de la toute première révision volontaire de l'UE présentée aux Nations unies.

L'apprentissage entre pairs est essentiel pour accélérer la mise en œuvre. La carte interactive des bonnes pratiques du pacte vert du CdR222 complète la carte de localisation des ODD de l'UE et montre comment les communautés transforment leurs modes de vie, de travail, de production et de consommation, et comment elles tentent de parvenir à une croissance écologiquement durable et socialement et économiquement juste.

PROGRESSER DANS LE PROGRAMME D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

LA RIOJA, ESPAGNE

La région de La Rioja, en Espagne, a adopté une loi spécifique contre la violence sexiste. Il favorise l'inclusion des victimes sur le marché du travail et met en place un réseau de soins pour veiller à ce que les victimes reçoivent les soins dont elles ont besoin jusqu'à ce qu'elles se rétablissent. La région travaille sur l'éducation à travers une campagne de communication générale et des formations destinées à des publics spécifiques tels que les syndicats et les futurs professionnels dans le domaine de la santé, des services sociaux et de l'éducation. La Rioja a également créé un interdépartement chargé d'intégrer l'égalité des sexes dans toutes les politiques.

²²² <https://cor.europa.eu/EN/regions/Pages/eir-map.aspx?view=stories&type=greendeal>.

FAIRE PARTICIPER LES CITOYENS À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ŁÓDŃ (POLOGNE) ET OULU (FINLANDE)

Parmi les meilleures pratiques figurant dans la base de données du CdR sur le pacte vert au niveau local, l'Écopact pour Łódź²²³ en Pologne comprend une approche municipale globale de la durabilité associant les parties prenantes et traitant du climat, de l'énergie, des déchets, de la circularité, de l'urbanisme durable et de la mobilité, ainsi que de la biodiversité.

Au niveau régional, le manuel de l'économie circulaire à l'intention des écoles d'Oulu, en²²⁴ Finlande, sensibilise et sensibilise les citoyens à la protection de l'environnement local, à la biodiversité, à la santé et à la qualité de vie, tout en promouvant la reconversion des travailleurs.

²²³ <https://mplus.cor.europa.eu/overview/details/2028478?tab=best-practices>.

²²⁴ <https://mplus.cor.europa.eu/overview/details/2038366?tab=best-practices>.

B. Transformation numérique et résilience

Une infrastructure numérique de qualité est une pierre angulaire de plus en plus importante de l'ensemble de l'économie, prenant sa place aux côtés des réseaux d'électricité, de gaz, d'eau et de transport, mais aussi dans les administrations publiques.²²⁵ La transformation numérique est essentielle pour notre avenir, comme l'ont souligné les éditions précédentes du *rapport annuel sur l'état des régions et des villes*.²²⁶ Une connectivité excellente et sécurisée pour tous, partout dans l'UE, devient une condition préalable à l'obtention d'avantages économiques et sociaux durables fondés sur des services en ligne modernes et des connexions Internet rapides. Une connectivité meilleure et plus large ainsi que de nouvelles technologies et compétences pour les utiliser contribueront à prévenir les fractures numériques et à couper les zones socialement et économiquement. Comment l'UE peut-elle s'assurer que la transformation numérique et la résilience numérique vont de pair afin que les communautés et les entreprises locales et régionales bénéficient de la transition numérique et évitent les risques de cybermenaces?

La maturité numérique des différentes régions et villes de l'UE progresse à des vitesses différentes. Les fractures numériques risquent de compromettre la réalisation des objectifs de la décennie numérique de l'UE, qui ont été fixés pour 2030.²²⁷ Dans le même temps, au cours de l'année écoulée, les cyberattaques contre des entités publiques et privées européennes par des acteurs étatiques et non étatiques ont posé des défis supplémentaires à l'utilisation des technologies numériques.

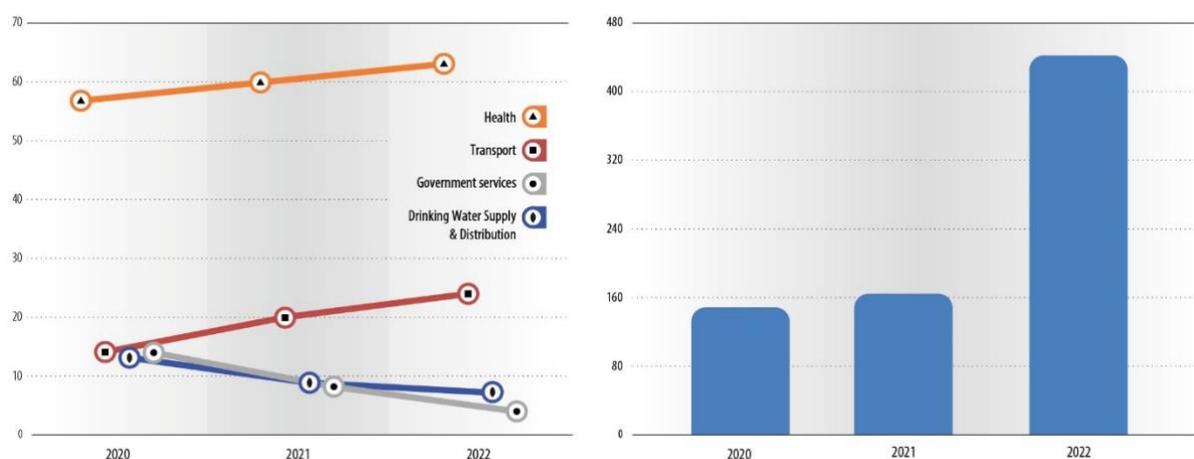


Figure 14 — Nombre d'accidents par an et impact par secteurs sélectionnés
Source — compilation du CdR basée sur l'ENISA²²⁸

Les pouvoirs publics se sont retrouvés confrontés à des attaques de déni de service et de rançongiciels distribués, qui ont eu de graves conséquences sur les services fournis aux citoyens.

²²⁵ Avis du Comité des régions sur l' [Acte pour une Europe interopérable](#), ECON-VII/029, 24-25 mai 2023, rapporteur: Michele Pais (IT/ECR), présidente et membre du conseil régional de Sardaigne.

²²⁶ Comité des régions, [Rapport annuel de l'UE sur l'état des régions et des villes 2022](#), octobre 2022; édition précédente du rapport disponible à l'adresse suivante: <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/State-of-Regions-and-Cities-2022.aspx>.

²²⁷ Les consultations du RegHub sur l'interopérabilité (2022) et sur le programme pour une Europe numérique (2023) ont alimenté les avis respectifs sur la plateforme « [Prêts pour l'avenir](#) ».

²²⁸ <https://ciras.enisa.europa.eu/>.

Parmi les exemples typiques de services concernés figurent le registre, la mobilité/le stationnement, la collecte des ordures, les paiements de sécurité sociale et les services de santé, tels que les services de vaccination. La fermeture complète de ces services peut avoir de fortes répercussions sur la confiance des citoyens dans le gouvernement et affecter le comportement des électeurs. Toute autorité à risque est bien avisée de s'assurer qu'elle est numériquement résiliente face à de nouveaux types de cyberattaques de plus en plus nombreuses.

En conséquence, l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) a identifié et classé²²⁹ les dix principales menaces de cybersécurité à émerger d'ici 2030, y compris les «attaques ciblées renforcées par les données sur les appareils intelligents» et la «augmentation des menaces hybrides avancées». Les menaces d'aujourd'hui ne seront pas traitées, car elles auront changé de caractère. L'augmentation des dépendances et la vulgarisation des nouvelles technologies sont des facteurs essentiels à l'origine des changements.²³⁰

La résilience numérique des régions et des villes est définie comme «leur capacité à résister, à absorber et à se remettre des perturbations causées par les menaces numériques externes ou les catastrophes naturelles grâce à l'application de la législation sur la cybersécurité et la cyberrésilience, à la disponibilité d'infrastructures critiques solides et fiables et à l'utilisation de compétences numériques et de cybersécurité appropriées».²³¹

La résilience numérique varie considérablement d'une région et d'une ville à l'autre.²³² Certaines autorités publiques poursuivent et consolident activement leur résilience numérique depuis des années, certaines ont pris du retard ou ont eu des difficultés à s'engager sur la voie de la résilience numérique en raison d'un manque de fonds et/ou de capacités, tandis que d'autres ne sont toujours pas conscientes des dangers et de la nécessité de devenir résilientes au numérique.

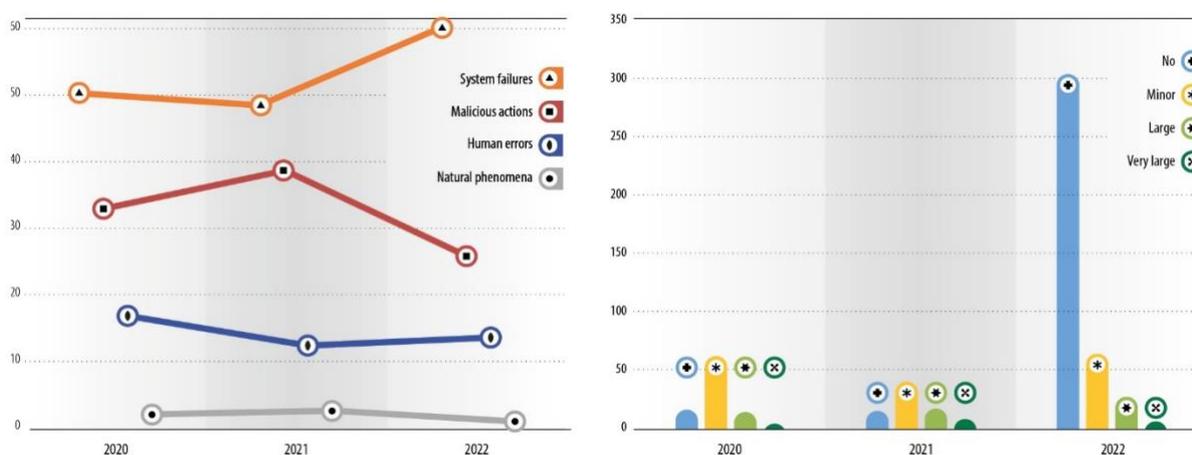


Figure 15 — Causes profondes des accidents et gravité de l'impact par an
Source — compilation du CdR basée sur l'ENISA²³³

²²⁹ ENISA, *Identifier les menaces et les défis d'urgence en matière de cybersécurité à l'horizon 2030*, 2023.

²³⁰ <https://www.enisa.europa.eu/news/cybersecurity-threats-fast-forward-2030>.

²³¹ Cavallini, S., Soldi, R., Casalini, G., Verdi, G., Grasso, A., *Digital resilience*, étude commandée par le Comité européen des régions, 2023, p. 1.

²³² *Ibid.*

²³³ <https://ciras.enisa.europa.eu/>.

Disposer de ressources financières suffisantes est le défi le plus important lorsqu'il s'agit de lancer toute action politique visant à renforcer la résilience numérique. Mais même dans les cas où il y a suffisamment de ressources, les régions et les villes n'ont pas la capacité organisationnelle pour les utiliser efficacement. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour combler le déficit d'investissement de l'UE pour la transition numérique, qui s'élève à au moins 125 milliards d'euros par an.²³⁴

Les régions et les villes doivent souvent s'attaquer aux priorités contradictoires avec des ressources limitées et décider de ne pas accorder la priorité aux investissements dans les programmes de cybersécurité, même après la mise à niveau de leur infrastructure numérique. En outre, le manque de compétences numériques et informatiques dans les administrations publiques reste un défi majeur à relever.²³⁵

Les régions et les villes sont confrontées à des difficultés d'accès aux fonds de l'UE pour renforcer la résilience numérique. En conséquence, les pouvoirs publics ont été interrogés dans une étude sur les fonds de l'UE auxquels ils avaient accès pour financer des investissements dans la résilience numérique.

La facilité pour la reprise et la résilience (FRR) s'est distinguée comme la source de financement la plus importante, 44 % des autorités participantes confirmant son utilisation par rapport aux autres sources de financement de l'UE.²³⁶

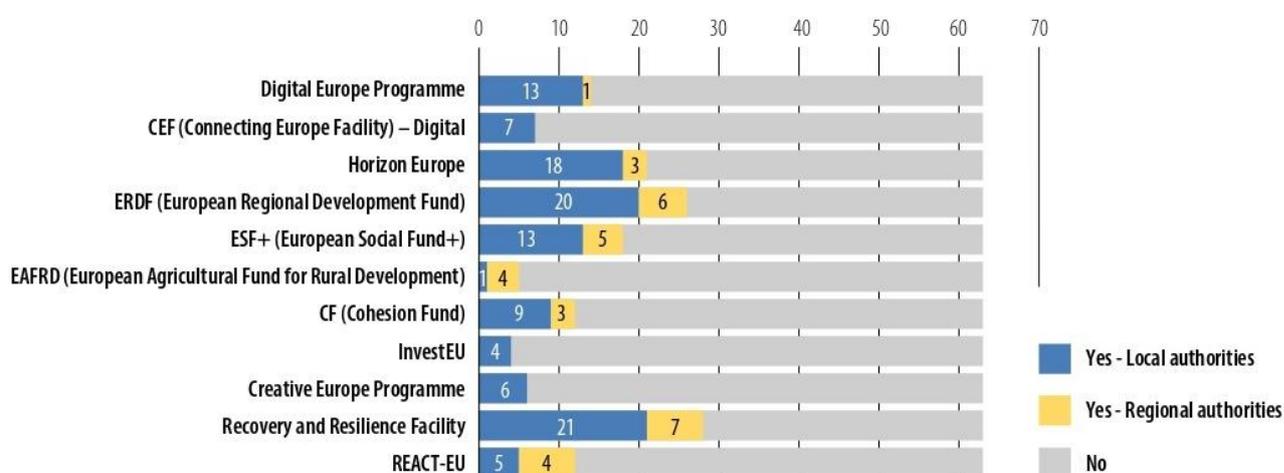


Figure 16 — Accès aux fonds de l'UE dans le but de renforcer la résilience numérique
Source — compilation du CdR basée sur Cavallini, S., Soldi, R., Casalini, G., Verdi, G., Grasso, A.²³⁷

Le Fonds européen de développement régional et Horizon Europe ont été les deuxième et troisième sources de l'UE les plus utilisées pour investir dans la résilience numérique. Dans l'ensemble, toutes les sources répertoriées ont été sélectionnées dans une certaine mesure, ce qui indique qu'une variété de fonds européens sont utilisés par les régions et les villes. Les collectivités

²³⁴ Commission européenne, *Rapport de prospective stratégique 2023*, 2023.

²³⁵ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/cyber-solidarity>.

²³⁶ <https://www.bruegel.org/dataset/european-union-countries-recovery-and-resilience-plans>.

²³⁷ Cavallini, S., Soldi, R., Casalini, G., Verdi, G., Grasso, A., *Digital resilience*, étude commandée par le Comité européen des régions, 2023.

locales et régionales ont accès à un éventail plus large de sources de financement que les collectivités régionales pour renforcer leur résilience numérique, telles que le mécanisme pour l'interconnexion en Europe — Digital, InvestEU et le programme «Europe créative». **Pour faire face à cette diversité de fonds, nous devrions garantir une approche fondée sur les lieux et des dispositifs de gouvernance à plusieurs niveaux dans les programmes de financement de l'UE axés sur la résilience numérique, ce qui permettrait aux régions d'accorder la priorité aux investissements dans le numérique en fonction de leurs besoins locaux.**

La quasi-totalité des collectivités locales et régionales (97 %) envisageaient d'investir dans des infrastructures, des équipements et des outils numériques lorsqu'elles ont demandé si elles avaient l'intention d'investir dans des domaines liés à la résilience numérique en 2023 et 2024. Environ 84 % des régions et des villes participant à la consultation envisageaient d'investir dans la sécurité et la protection de l'accès aux données; suivi de systèmes/outils garantissant la continuité des services publics; formation/sensibilisation du personnel; Services TIC fournis par des tiers; personnel interne spécialisé en TIC; et processus décisionnels.²³⁸

Les études de cas de Vilnius (Lituanie) et de la région du Latium (Italie) montrent les différentes voies que certaines villes et régions ont choisi d'emprunter vers la résilience numérique.

ACTIONS TRANSVERSALES VISANT À SOUTENIR LA RÉSILIENCE

ENSEMBLE COMPLET DE MESURES DE LA VILLE DE VILNIUS

À la suite d'une série de cyberattaques percutantes («attaques de force brutale») sur l'infrastructure numérique de Vilnius (Lituanie), qui ont perturbé d'importants services publics (comme l'enregistrement des jardins d'enfants de la ville) et risquant de nuire à la confiance des citoyens dans les services municipaux, la ville a mis en place une stratégie efficace de lutte contre les cyberattaques.²³⁹ La stratégie globale consiste en des actions transversales et un soutien politique à des niveaux supérieurs de gestion. Concrètement, en 2021, la ville a adopté un ambitieux plan de développement stratégique décennal. En outre, la ville a développé une «politique de détection de vulnérabilité responsable», c'est-à-dire un ensemble de règles encourageant les pirates éthiques à identifier et à soumettre des informations sur les vulnérabilités de sécurité aux autorités responsables sans être poursuivies. Enfin, la municipalité a commencé à offrir un perfectionnement continu à son personnel TIC et à mettre en œuvre un échange continu de données cybernétiques avec ses entreprises publiques et un certain nombre d'entreprises privées opérant dans la ville. Toutes les activités sont actuellement financées au moyen du budget municipal, mais la ville prévoit de demander des fonds de l'UE, tels que le programme pour une Europe numérique.

²³⁸ Ibid.

²³⁹ Les cyberattaques sur les régions et les villes lituaniennes sont courantes et référencées dans la plupart des rapports annuels du Centre national de cybersécurité (site web de la SNSC: <https://www.nksc.lt/aktualu.html>).

UTILISATION ADAPTATIVE DES FONDS

LA RÉGION DU LATIUM UTILISE LES FONDS DU PNRR POUR COMBLER SON DÉFICIT DE RÉSILIENCE NUMÉRIQUE

Une grave cyberattaque de ransomware en 2021 a affecté certaines des infrastructures clés numériques de la région du Latium (Italie) (par exemple son centre de données) et le système régional de réservation en ligne pour les vaccinations contre la COVID-19, rendant temporairement indisponibles les données de santé, interrompant les réservations de vaccination contre la COVID-19 et entraînant la perte de documents internes. LazioCrea S.p.a., où l'intrusion a eu lieu, a indiqué qu'aucune rançon n'avait été payée, mais que le coût du recouvrement s'étendait à des millions d'euros.²⁴⁰ Une loi nationale sur les «dispositions urgentes relatives à la cybersécurité» était entrée en vigueur quelques mois plus tôt, en juin 2021 (décret-loi no 82/2021241). Il s'agissait d'un suivi des engagements pris par le pays dans le cadre des plans nationaux pour la reprise et la résilience établissant l'Agence nationale pour la cybersécurité²⁴² chargée de la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de cybersécurité. En mai 2022, le Latium a publié sa stratégie numérique régionale 2022-2026²⁴³ et, en octobre 2022, a demandé environ 2 millions d'EUR dans le cadre d'un appel à propositions financé au titre du PNRR lancé par le gouvernement national, qui ont été financés par 1,2 million d'EUR.

Certaines autorités publiques poursuivent et consolident activement leur résilience numérique; D'autres sont évidemment à la traîne ou ont des difficultés à s'engager sur la voie de la résilience numérique en raison d'un manque de fonds et/ou de capacités, et d'autres ont peu ou pas conscience de la nécessité de devenir résilients numériquement. Face à ce paysage hétérogène à travers l'Europe, des recommandations ont été formulées qui fournissent des orientations sur la voie théorique vers la réalisation d'un «niveau raisonnable» de résilience numérique dans les villes et les régions de l'UE.

Dans un premier temps, une prise de conscience politique accrue est nécessaire pour promouvoir la résilience numérique. Les pouvoirs publics ont besoin d'une volonté politique pour parvenir à la résilience numérique. Par conséquent, les États membres et les institutions de l'UE devraient envisager de mener des campagnes de sensibilisation destinées aux représentants politiques des villes et des régions, en montrant, par exemple, les différentes incidences qu'un manque de résilience numérique peut avoir sur les administrations publiques.

Le Comité des régions pourrait jouer un rôle important en facilitant l'échange d'expériences entre les municipalités, éventuellement en partenariat avec les dirigeants des grandes et des petites villes qui poursuivent activement la résilience numérique en raison de leur vision politique ou parce que leur administration a déjà subi des cyberattaques. L'ENISA, en tant que principale agence de l'UE dans le domaine de la cybersécurité et en collaboration avec la Commission européenne et les États membres, devrait définir et proposer des méthodes ad hoc d'évaluation des cyberrisques, en vue de créer des

²⁴⁰ <https://www.cybersecurity360.it/nuove-minacce/regione-lazio-vaccini-bloccati-poco-pronta-contro-il-ranwomare-ecco-perche/>.

²⁴¹ <https://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2021/06/14/21G00098/sg>.

²⁴² <https://www.acn.gov.it/pnrr>.

²⁴³ https://agendadigitalelazio.lazioinnova.it/app/uploads/2022/05/Agenda-Digitale-maggio-2022_WEB.pdf.

lignes directrices de référence similaires aux pratiques d'évaluation des risques utilisées par les compagnies d'assurance. Enfin, afin de créer un cadre législatif favorable à la prévention de la cybercriminalité motivée par l'argent, les institutions et les États membres pourraient discuter d'une interdiction des pouvoirs publics qui paient ces rançons.

Dans un deuxième temps, il convient de soutenir les collectivités locales et régionales dans la définition de leurs propres modèles de gouvernance en matière de résilience numérique, en fonction de leurs capacités financières et/ou personnelles et de la taille de leur région ou de leur ville.

Dans un troisième temps, une fois que des modèles de gouvernance appropriés auront été identifiés, les domaines dans lesquels investir (infrastructures numériques et compétences numériques/cybersécurité) et les fonds à utiliser pour ces investissements devraient être identifiés. Lorsque des investissements sont réalisés dans les infrastructures numériques, il renforce la résilience numérique par la prévention. Des outils numériques innovants tels que les «boîtes à sable numériques» (environnements sûrs où les fichiers suspects sont soigneusement examinés avant d'accéder au réseau principal et au système d'information) offrent un environnement sûr entre les acteurs de la cybercriminalité et le personnel. La capacité de préparation et de réaction (c'est-à-dire la réaction) est mise en œuvre grâce à des investissements dans les compétences numériques/cybersécurité — le deuxième domaine d'investissement clé pour les régions et les villes. Les améliorations au sein des régions et des villes pourraient être liées à la sensibilisation du personnel, à des tests sur les capacités de réaction des spécialistes des TIC ou à la vérification des mécanismes de préparation à la décision.

Le manque de fonds disponibles pour investir dans la résilience numérique constitue un obstacle important pour les régions et les villes. Leur accès à des fonds spécifiques varie en fonction de différents facteurs. Pour faciliter l'acheminement des ressources vers des niveaux administratifs inférieurs (et plus petits), des solutions numériques pourraient être achetées au niveau central et des technologies et des services pourraient être introduits. En outre, les États membres, soutenus par les pôles européens d'innovation numérique concernés, pourraient recenser et mettre à jour périodiquement les listes des possibilités de financement disponibles pour les régions et les villes afin d'améliorer la résilience numérique.

Enfin, quatrième étape, les régions et les villes devraient avoir la possibilité de créer des liens avec l'environnement environnant, par exemple par le développement d'écosystèmes de cybersécurité dans les régions où l'industrie de la cybersécurité est en plein essor, les start-ups innovantes, les centres de recherche et les centres universitaires, ou par la mise en commun des ressources entre les municipalités pour échanger des connaissances sur les solutions numériques existantes.

Les liens existants entre les transitions écologique et numérique mettent en évidence la manière dont elles se renforcent mutuellement. En particulier, il est évident que les technologies numériques avancées contribuent à protéger les infrastructures critiques et les entités critiques. Les technologies numériques peuvent également offrir des renseignements sur la situation dans les systèmes d'alerte et d'intervention et soutenir la reprise après une catastrophe. La dimension numérique est donc associée au fonctionnement et à la continuité des systèmes vitaux pour la société. À ce titre, la dimension numérique et sa résilience contribuent à la sécurité territoriale et devraient faire partie intégrante de la gestion des situations d'urgence.

C. La valeur de la cohésion

Une politique de cohésion forte et efficace est une préoccupation essentielle pour toutes les régions et toutes les villes de l'Union européenne. Il s'agit de la principale politique d'investissement de l'UE pour la mise en œuvre des mesures visant à atteindre l'objectif du traité visant à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE, avec un budget de 392 milliards²⁴⁴ d'euros pour la période 2021-2027. Cet investissement à long terme contribue à réduire les disparités entre les niveaux de développement des différentes régions. Malgré sa valeur, la politique de cohésion est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis qui remettent en question son efficacité. Qu'est-ce que l'UE doit faire pour veiller à ce qu'elle puisse fonctionner en tant que politique locale et continuer à aider tous les lieux et tous les citoyens de l'UE, quel que soit leur point de départ?

En mettant davantage l'accent sur une transition juste et une UE plus verte par rapport à la période 2014-2020, la réalisation des priorités de l'UE au cours de la période 2021-2027 dépendra fortement du succès de la politique de cohésion.

La **politique de cohésion contribuera de manière significative au pacte vert** pour l'Europe. Plus de 92 milliards d'euros seront investis dans toutes les régions dans les domaines de l'énergie, de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique, de l'environnement et du transport urbain durable dans le cadre de l'objectif politique «une Europe plus verte». La croissance sociale et inclusive est également une priorité, avec une dotation de 111 milliards d'euros (167 milliards d'euros avec cofinancement national). La promotion des investissements locaux sera soutenue par 24 États membres avec plus de 19 milliards d'euros au moyen de plus de 2150 stratégies de développement territorial intégrées, avec une appropriation et un engagement accrus des parties prenantes et des communautés locales.²⁴⁵

Le graphique ci-dessous montre une forte évolution par rapport à la période de programmation précédente, les fonds de cohésion contribuant davantage à la réalisation d'objectifs écologiques et sociaux.²⁴⁶

²⁴⁴ Sur les ressources globales totales de la politique de cohésion de 392 milliards d'euros, 11,3 milliards d'euros seront transférés au mécanisme pour l'interconnexion en Europe et 2,5 milliards d'euros seront utilisés au titre des instruments gérés par la Commission et de l'assistance technique de l'UE à l'appui de la programmation, ce qui laisse un total de 378 milliards d'euros pour les programmes de la politique de cohésion, y compris Interreg.

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ Commission européenne, document de [travail des services de la Commission sur la cohésion 2021-2027: forger une Union toujours plus forte. Rapport sur les résultats de la programmation de la politique de cohésion 2021-2027](#), partie 1, avril 2023.

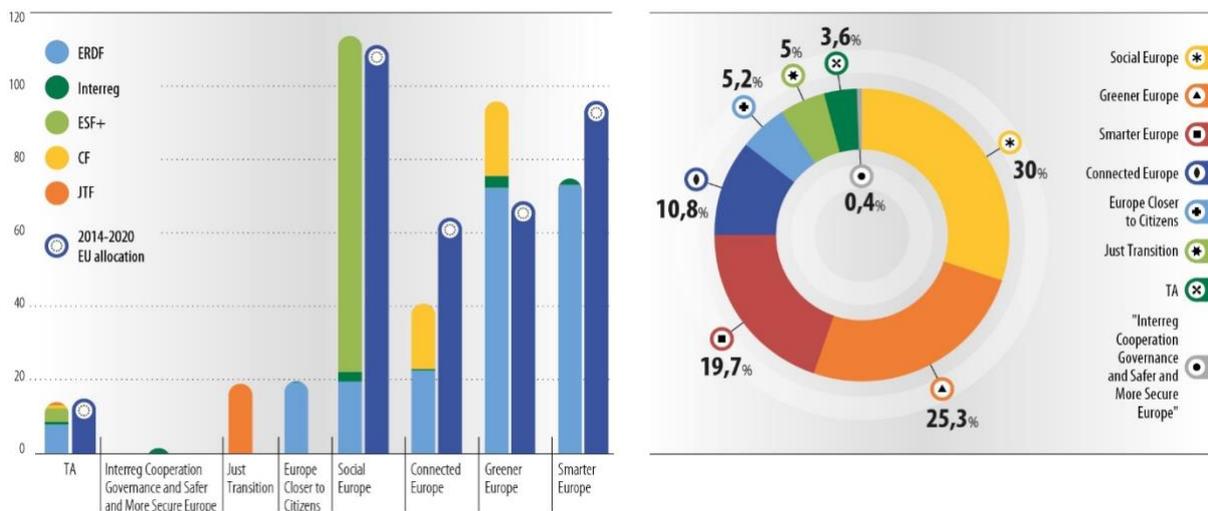


Figure 17 — dotations financières programmées de l'UE par objectif politique en milliards d'euros pour les périodes 2021-2027 et 2014-2020

Source — compilation du CdR basée sur la Commission européenne²⁴⁷

La politique de cohésion aura également un effet significatif et durable sur les économies de l'UE: sur 25 ans, chaque euro consacré à la politique de cohésion devrait générer 2,8 EUR de produit intérieur brut (PIB) supplémentaire au niveau de l'UE.²⁴⁸ Ce chiffre correspond à un taux de rendement annuel d'environ 3,4 %. Les interventions politiques renforceront le PIB de l'UE d'ici la fin de la période de mise en œuvre en 2029 (par rapport à un scénario de politique de non-cohésion) et auront un impact durable jusqu'en 2050. La politique de cohésion profitera également au marché du travail, créant l'équivalent d'environ 1,3 million de nouveaux emplois.²⁴⁹

La planification des nouveaux programmes de la politique de cohésion et la clôture de la dernière période de financement ont été fortement affectées par la pandémie de COVID-19 et la guerre russe contre l'Ukraine. Parallèlement à l'introduction de nouveaux instruments tels que la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), cela a entraîné un retard important dans la négociation et la mise en œuvre des programmes de la politique de cohésion. À la fin de 2021, première année de la période 2021-2027, un seul accord de partenariat (Grèce), mais aucun programme, avait été adopté (contre 56 % et 95 % des programmes à des stades similaires au cours des périodes 2014-2020 et 2007-2013 respectivement).²⁵⁰ La plupart des accords et programmes de partenariat ont été adoptés en 2022, les derniers ayant été adoptés au début de 2023, soit près de deux ans après le début de la période de programmation.

Dans le même temps, la politique de cohésion a joué un rôle majeur dans la réaction à la crise. Afin d'aider les États membres et les régions à faire face à ces crises, l'Union européenne a adopté un certain nombre de mesures législatives visant à mobiliser les fonds encore disponibles dans le cadre de la politique de cohésion 2014-2020 (renforcer la flexibilité des fonds) et à simplifier les procédures administratives.

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ Commission européenne, document de [travail des services de la Commission sur la cohésion 2021-2027: forger une Union toujours plus forte. Rapport sur les résultats de la programmation de la politique de cohésion 2021-2027](#), partie 2, avril 2023.

²⁴⁹ Commission européenne, document de [travail des services de la Commission sur la cohésion 2021-2027: forger une Union toujours plus forte. Rapport sur les résultats de la programmation de la politique de cohésion 2021-2027](#), partie 1, avril 2023.

²⁵⁰ Cour des comptes européenne, [Adapter les règles de la politique de cohésion pour faire face à la COVID-19: les fonds sont utilisés de manière plus souple, mais une réflexion est nécessaire sur la politique de cohésion en tant qu'outil de réaction aux crises](#), 2023.

Parmi les deux mesures concrètes adoptées figurent l’initiative d’investissement en réaction au coronavirus (CRII),²⁵¹ puis l’initiative d’investissement en réaction au coronavirus Plus (CRII+).²⁵² En outre, il y a eu l’aide à la relance pour la cohésion et les territoires de l’Europe (REACT-EU),²⁵³ qui soutient la reprise après la pandémie. Pour la crise des réfugiés ukrainiens, il y a eu l’action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE),²⁵⁴ puis l’assistance flexible aux territoires (FAST-CARE).²⁵⁵

Ces mécanismes ont permis d’orienter rapidement le financement de la politique de cohésion vers les endroits où il était le plus nécessaire et ont montré que la politique de cohésion peut réagir rapidement à l’évolution de la situation et fournir rapidement des ressources pour des mesures d’urgence. Toutefois, les dispositions CRII/CRII+, ainsi que les séries successives de flexibilité introduites dans le cadre de REACT-EU, CARE et FAST-CARE, ont également soulevé des questions concernant la mesure dans laquelle la politique de cohésion devrait être utilisée pour faire face aux situations d’urgence et son impact sur ses objectifs et caractéristiques fondamentaux. La reprogrammation répétée dans des délais très courts exerce une pression supplémentaire sur les autorités de gestion et détourne les ressources des préparatifs en vue de la clôture en temps utile des programmes 2014-2020. Une enquête récente²⁵⁶ a montré qu’une majorité des autorités de gestion interrogées n’utilisaient pas les mécanismes de flexibilité introduits par le cadre CARE.

La mise en œuvre parallèle de la FRR dans les États membres a également eu une incidence directe sur la mise en œuvre et la programmation des Fonds structurels. Les autorités responsables des Fonds structurels et d’investissement étaient également souvent invitées à soutenir la programmation et l’identification des projets pour la FRR. Les différentes périodes d’éligibilité prévues pour la politique de cohésion et la FRR (qui exigeaient une action beaucoup plus rapide pour identifier les projets et absorber le financement) ont fait en sorte que la priorité a été donnée à la programmation et à la mise en œuvre de la FRR dans le cadre de la politique de cohésion 2021-2027 dans un certain nombre d’États membres. Bien que les investissements et les réformes de la FRR soient attendus d’ici la fin de 2026 (ayant débuté en février 2021, date de l’entrée en vigueur de la FRR), les dépenses de la politique de cohésion sont éligibles aux contributions des fonds si elles sont encourues par un bénéficiaire et payées dans le cadre des opérations de mise en œuvre entre le début 2021 (et/ou la date de présentation du programme à la Commission) et la fin de 2029.

En outre, l’avènement de la FRR a entraîné l’émergence d’un nouvel outil d’investissement majeur de l’UE. Comme l’a souligné la Cour des comptes européenne,²⁵⁷ 10 États membres reçoivent beaucoup plus de ressources de la FRR que de la politique de cohésion. En outre, étant donné que la Commission a décrit le soutien apporté par NextGenerationEU comme un soutien aux priorités

²⁵¹ Parlement européen et Conseil de l’Union européenne, [règlement \(UE\) 2020/460](#), mars 2020.

²⁵² Parlement européen et Conseil de l’Union européenne, [règlement \(UE\) 2020/558](#), avril 2020.

²⁵³ https://ec.europa.eu/regional_policy/funding/react-eu_en.

²⁵⁴ https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/factsheet/care_supporting_refugees_en.pdf.

²⁵⁵ https://ec.europa.eu/regional_policy/information-sources/publications/communications/2022/flexible-assistance-to-territories-fast-care_en.

²⁵⁶ Maucorps, A., Moshammer, B., Pindyuk, O., et Tverdostup, M., L’[utilisation des fonds de la politique de cohésion pour soutenir les réfugiés](#) ukrainiens, étude commandée par la commission REGI au Parlement européen, 2023.

²⁵⁷ Cour des comptes européenne, nuance de l’[UE par le biais de la politique de cohésion et de la facilité pour la reprise et la résilience: Une analyse comparative](#), 2023.

nouvelles et renforcées, des 258 questions ont été soulevées quant à l'apparente diminution de la pertinence de la politique de cohésion pour le budget de l'UE.

Dans le même temps, avec son principe de partenariat et sa gouvernance à plusieurs niveaux, la politique de cohésion est la seule politique phare de l'UE qui place les niveaux local et régional au centre. C'est pourquoi le débat sur l'avenir de la politique de cohésion est également un débat sur l'avenir des villes et des régions dans la poursuite du développement de l'Union européenne.

La cohésion dans l'Union européenne s'est améliorée au cours de la dernière décennie, notamment en raison des améliorations qui ont vu les régions de l'est de l'UE moins développées rattraper les autres régions. Des progrès significatifs ont été accomplis dans l'amélioration de l'emploi et de l'inclusion sociale, en partie grâce à la politique de cohésion.²⁵⁹

Néanmoins, un certain nombre de tendances posent des **défis constants** à la cohésion.

Les disparités régionales restent élevées et, dans certains cas, elles augmentent même.²⁶⁰ Cela concerne non seulement les disparités en termes de PIB par habitant, mais aussi les asymétries dans l'accès aux services publics de base, les taux d'emploi et de chômage, la compétitivité et la productivité.

Les clivages économiques, sociaux et territoriaux croissants au sein de l'UE constituent une menace croissante pour notre niveau de vie et notre démocratie. Les endroits qui se sentent laissés pour compte trouvent que leurs populations sont souvent désengagées et mécontentes à long terme.

Si le piège du développement n'est pas résolu, le désengagement et le mécontentement rendent les citoyens moins susceptibles de soutenir la poursuite de l'intégration européenne.²⁶¹

L'évolution technologique de l'économie a créé une concentration d'emplois hautement rémunérés dans les grandes villes et les régions métropolitaines et créé un fossé entre les emplois de gestion bien rémunérés et les emplois de services peu rémunérés. En outre, un récent rapport de la Commission européenne²⁶² a identifié une variété croissante de tendances dans différentes régions. Certains ont une concentration d'emplois hautement rémunérés, d'autres une concentration d'emplois mal rémunérés, un troisième groupe avec un modèle plus polarisé et un quatrième avec une tendance plus biaisée.

La production technologique mesurée par les brevets est concentrée dans les régions où la part des entreprises manufacturières est élevée et le siège social des grandes entreprises.²⁶³ La fracture de l'innovation entre les régions d'Europe de l'Ouest et du Nord, celles d'Europe centrale et orientale et celles des pays du Sud est encore assez marquée. Certaines des régions les moins innovantes du Portugal et de la Grèce ont augmenté leur contribution au total des demandes de brevet de l'UE au

²⁵⁸ Commission européenne, document [de travail des services de la Commission sur la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel 2021-2027](#), juin 2023.

²⁵⁹ Commission européenne, [La cohésion en Europe à l'horizon 2050: Huitième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#), 2022.

²⁶⁰ Commission européenne, [document de travail des services de la Commission sur les tendances régionales de la croissance et de la convergence dans l'Union européenne](#), juin 2023.

²⁶¹ Commission européenne, [La géographie du mécontentement et le piège du développement régional](#), mars 2023.

²⁶² Eurofound et le Centre commun de recherche, [Changement du marché du travail. European Jobs Monitor 2019: Changements dans la structure de l'emploi au niveau régional](#), 2019.

²⁶³ https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13437-A-New-European-Innovation-Agenda_en.

cours de la période 2010-2018, mais les régions qui ont enregistré les plus fortes augmentations de leur contribution au total des brevets de l'UE demeurent en Autriche, en Belgique et en Allemagne, qui figurent déjà parmi les régions les plus innovantes. Les investissements technologiques ont également tendance à être concentrés géographiquement.

L'accélération de l'évolution démographique a vu 34 % de la population de l'UE vivre dans des régions en déclin en 2020. Cette proportion devrait atteindre 51 % en 2040. Toutes les régions devront s'adapter à une population croissante âgée de 65 ans et plus, à une diminution de l'âge de travail et à une population plus jeune.²⁶⁴

La fracture urbaine-rurale s'élargit, avec un vieillissement croissant et une diminution de la population dans les régions rurales. Les zones rurales orientales ont tendance à présenter des risques de pauvreté et d'exclusion sociale plus élevés que les villes, alors que le contraire est vrai dans le nord-ouest de l'UE. Les liens entre les zones urbaines et rurales sont également essentiels pour la mise en œuvre de nombreuses politiques du pacte vert, y compris la production d'énergie renouvelable. De plus, le piège du développement des talents est multidimensionnel et représente un risque important pour la prospérité à long terme des régions.²⁶⁵

La gestion des transitions écologique et numérique posera également des défis considérables aux villes et aux régions. Pour atteindre les objectifs du pacte vert et de REpowerEU, la transition écologique nécessitera des dépenses supplémentaires d'environ 620 milliards d'euros par an (dont la grande majorité devra être financée par le secteur privé), tandis que la réduction du déficit d'investissement de l'UE pour la transition numérique coûtera au moins 125 milliards d'euros par an.²⁶⁶

La transition vers une économie neutre en carbone touchera en particulier les régions dont les émissions par habitant sont élevées et dont les parts d'emploi sont importantes dans au moins un des secteurs industriels particulièrement vulnérables à la transition vers une fabrication neutre pour le climat d'ici 2050 (tels que le raffinage du pétrole, les produits chimiques, l'acier et l'aluminium, le ciment, le papier et la pâte à papier et les voitures).²⁶⁷ Les municipalités sont également devenues plus préoccupées par les conséquences économiques de la transition vers une économie sobre en carbone. En 2022, seules 17 % des municipalités ont vu le passage à une économie à faibles émissions de carbone offrir principalement des possibilités économiques, contre 27 % en 2020. En revanche, la proportion de municipalités ayant considéré la transition écologique comme comprenant en grande partie des questions économiques est passée de 21 % à 29 %.²⁶⁸

La numérisation accrue est un défi pour de nombreuses régions, étant donné que les connexions à haut débit sont plus lentes dans les régions moins développées et les zones rurales et

²⁶⁴ Commission européenne, La [cohésion en Europe à l'horizon 2050: Huitième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#), 2022.

²⁶⁵ Commission européenne, [Communication sur la valorisation des talents dans les régions d'Europe](#), janvier 2023.

²⁶⁶ Commission européenne, [Rapport de prospective stratégique 2023](#), 2023.

²⁶⁷ Organisation de coopération et de développement économiques, [Transitions industrielles régionales vers la neutralité climatique](#), 2023.

²⁶⁸ Banque européenne d'investissement, [L'état des investissements dans les infrastructures locales en Europe: Enquête sur les municipalités de la BEI 2022-2023](#), 2023.

éloignées.²⁶⁹ Par exemple, alors que deux citoyens sur trois ont accès à un très haut débit, il en va de même pour seulement un habitant sur six des régions rurales. L'écart numérique devient un problème supplémentaire, en particulier pour les personnes âgées, qui ont du mal à accéder aux offres numériques. Les entreprises des États membres moins développés sont moins susceptibles d'utiliser le commerce électronique et les technologies du commerce électronique. Les entreprises des pays plus développés sont deux fois plus susceptibles d'utiliser l'informatique en nuage ou d'avoir des ventes de commerce électronique importantes que dans les États membres moins développés.

Les régions soumises à des contraintes géographiques ou démographiques permanentes (telles que celles visées aux articles 174 et 349 du traité sur le fonctionnement de l'UE) sont confrontées à des défis spécifiques qui doivent être pris en considération. La plupart de ces régions sont confrontées à des contraintes permanentes liées à leur éloignement, à leur petite taille, à leur vulnérabilité au changement climatique et à leur insularité, qui entravent leur potentiel de croissance et de développement. En conséquence, et malgré leur potentiel dans certains secteurs spécifiques (tels que l'agriculture, le tourisme, l'aéronautique, etc.), toutes les régions ultrapériphériques ont un PIB par habitant inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE (à l'exception de la Martinique, à 76 %). Mayotte a le PIB par habitant le plus bas de l'UE (30 %) et le taux de chômage le plus élevé (27,8 %). En outre, certains des taux de chômage des jeunes les plus élevés se trouvent dans les régions ultrapériphériques — Mayotte (55,4 %), Guadeloupe (41,5 %) et Martinique (38,3 %).²⁷⁰

Les régions et les villes étant confrontées à de multiples défis, la cohésion territoriale, sociale et économique demeure essentielle au maintien de l'unité et de la solidarité dans l'ensemble de l'UE. Il est donc important que toutes les politiques de l'UE adoptent le **principe de «ne pas nuire à la cohésion»**. Si l'«esprit de cohésion» se retrouve²⁷¹ largement dans les objectifs politiques de l'UE, il est moins ancré dans les dispositifs de gouvernance des politiques et chaque politique a sa propre compréhension de la cohésion.

Le graphique ci-dessous montre où chaque politique met l'accent sur les principes de cohésion, les objectifs ou les modalités de gouvernance. Dans les cas où les politiques comportent plusieurs principes, objectifs ou dispositifs de gouvernance, elles sont toutes également soulignées, par exemple le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, qui met également l'accent sur la cohésion économique, sociale, territoriale et interpersonnelle.

La figure montre également que le principe de cohésion, qui met l'accent sur la plupart des politiques, est d'avoir des interdépendances mutuelles. Le Fonds européen agricole pour le développement rural et le Fonds européen de développement régional (FEDER) sont les seules politiques de développement régional qui mettent l'accent sur l'égalité par rapport aux autres principes. Le marché intérieur et la politique de concurrence sont les seuls à mettre l'accent sur l'équité par rapport aux autres principes. Le programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» est le seul qui met l'accent sur la justice par rapport aux autres principes.

²⁶⁹ Commission européenne, La [cohésion en Europe à l'horizon 2050: Huitième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#), 2022.

²⁷⁰ Commission européenne, [document de travail des services de la Commission sur les régions ultrapériphériques en un coup d'œil — atouts, défis et opportunités](#), mai 2022.

²⁷¹ Böhme, K., Toptsidou, M., Zillmer, S., Lüer, C., Valenza, A., Amichetti, C., Bettini C., Hrelja, D., Schuh, B., Gaugitsch, R., Gaupp-Berghausen, M., et Hat, K., La [cohésion comme valeur globale de l'Union européenne](#), étude commandée par le Comité des régions, 2021.

Cohesion Spirit	Cohesion principles				Cohesion objectives				Governance arrangements			
	mutual interdependencies	equality	equity	justice	economic cohesion	social cohesion	territorial cohesion	interpersonal cohesion	multi-level governance	interdisciplinary	robustness	citizen involvement
<p>The most emphasised cohesion principles, objectives and governance arrangements in a policy document</p> <p>The stars indicate the main emphasis of Cohesion Spirit in the wording of a policy, i.e. they reflect the main aspiration. In case a policy has stars for several cohesion principles, objectives or governance arrangements, no clear focus could be detected.</p>												
Annual Sustainable Growth Strategy 2021	**				**	**		**		**		
Biodiversity strategy	**				**				**			
CAP		**			**		**		**			
Connecting Europe Facility	**				**	**	**	**		**	**	
ERDF Regulation		**			**	**	**		**	**		
ESF+		**	**			**	**		**			
EU Green Deal	**						**	**	**		**	**
EU Single market programme	**	**			**					**		
Europe fit in a Digital Age	**			**		**		**				**
European Health Union	**					**	**		**			
HorizonEU	**					**		**				**
Internal market and competition policy			**			**				**		
Invest EU	**				**					**		
NEXT Generation EU	**				**	**	**	**			**	**
Rights and values Programme				**	**				**	**		**

Figure 18 — L'accent est mis sur les principes, les objectifs et les mécanismes de cohésion par politique

Source — Böhme, K., Toptsidou, M., Zillmer, S., Lüer, C., Valenza, A., Amichetti, C., Bettini C., Hrelja, D., Schuh, B., Gaugitsch, R., Gaupp-Berghausen, M., et Hat, K.272

Une politique de cohésion forte en tant que politique locale qui peut aider tous les lieux et tous les citoyens de l'UE, quel que soit leur point de départ, est donc plus que jamais nécessaire.

Il est essentiel de garantir dès le départ des synergies et des complémentarités entre la politique de cohésion et d'autres politiques de l'UE. Il sera donc important d'établir des objectifs clairs pour la politique de cohésion après 2027. Les synergies et la complémentarité ne sont pas à sens unique, et la conception et la mise en œuvre d'autres politiques de l'UE doivent tenir dûment compte de la cohésion, même si leurs propres objectifs sont formulés au niveau macro (par exemple, international, européen ou national) ou dans une perspective à plus court terme (par exemple, réaction aux crises).

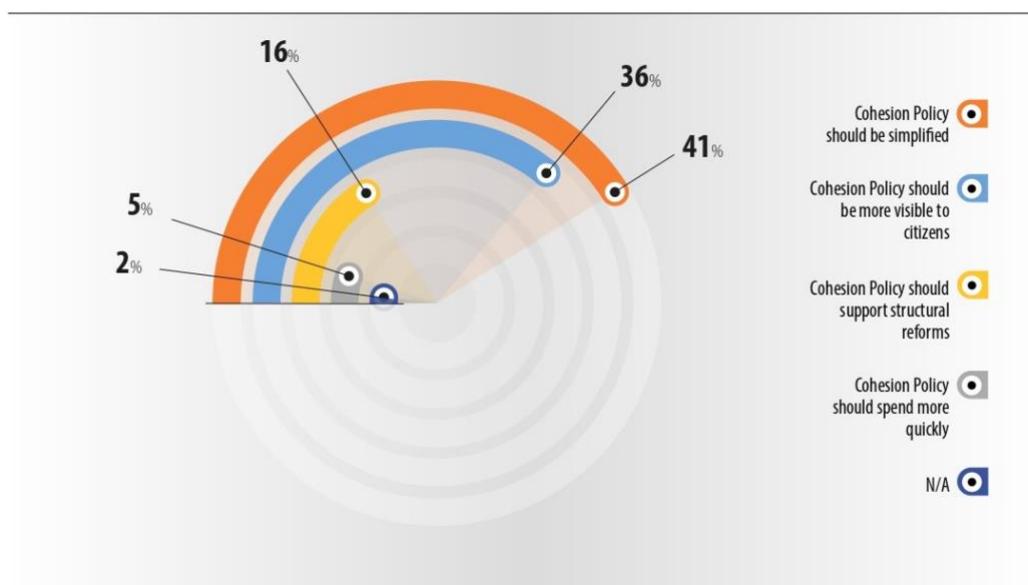
La politique de cohésion devrait rester axée sur les investissements à long terme dans le but de promouvoir les changements structurels. Cette approche doit toutefois s'accompagner d'une flexibilité suffisante pour permettre aux régions d'utiliser la politique de cohésion pour répondre aux besoins émergents sans perdre de vue l'approche à long terme de la politique. Il convient de mettre fin à la pratique actuelle consistant à utiliser la politique de cohésion comme source de financement pour toutes sortes de demandes d'urgence.

²⁷² Ibid.

La réduction de la fracture en matière d'innovation demeure un objectif clé pour fournir des solutions locales pour les transitions numérique et écologique et pour faire face aux changements démographiques. Une approche commune visant à promouvoir l'innovation basée sur le lieu est donc nécessaire pour créer un pont entre la spécialisation intelligente et d'autres politiques de l'UE afin de stimuler la transformation territoriale axée sur l'innovation.

Un équilibre optimal entre la mise en œuvre rapide et flexible, la réalisation réussie des objectifs stratégiques et le respect des exigences légales et réglementaires est nécessaire. Toutefois, le système de mise en œuvre de la politique de cohésion a fait l'objet de critiques, et chaque période de sept ans de la politique de cohésion a connu des tentatives répétées de simplification, tant au début qu'au cours du processus de mise en œuvre du programme. Dans le même temps, d'autres voix soulignent que chaque changement dans le système — même dans le but de simplifier — engendre des perturbations et des charges administratives.

Les ajustements les plus régulièrement proposés pour l'avenir de la politique de cohésion semblent être la simplification et la visibilité accrue. D'après les conclusions de l'enquête du CdR sur «*L'avenir de la politique de cohésion*»,²⁷³ 41 % et 36 % des répondants sont respectivement d'accord avec ces recommandations. L'enquête du Baromètre régional et local du CdR menée par les affaires publiques européennes d'Ipsos le confirme, révélant que de nombreux fonctionnaires régionaux et locaux ignorent les fonds de la politique de cohésion. En effet, 33 % ont indiqué qu'ils n'étaient ni informés ni participé à leur mise en œuvre.



²⁷³ Le 16 mars 2023, la commission COTER a lancé une enquête sur l'avenir de la politique de cohésion au nom du no #CohesionAlliance. Les collectivités locales et régionales, les États membres, les partenaires sociaux, les organisations de la société civile et les citoyens ont participé à un vaste exercice de consultation afin d'élaborer une proposition solide sur l'avenir de la politique de cohésion. Les résultats contribueront à l'élaboration d'une position commune no #CohesionAlliance sur l'avenir de la politique de cohésion, envisagée début 2024 dans la perspective du 9e rapport sur la cohésion et des élections européennes. L'enquête devait initialement rester ouverte jusqu'au 15 mai 2023, mais a été prolongée jusqu'au 30 juin 2023. À la date de clôture, il y avait un total de 284 réponses à l'enquête.

²⁷⁴ <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/EURegionalBarometer-Survey-2023.aspx>.

Figure 19 — Quelle serait la réforme la plus importante à inclure dans l'avenir de la politique de cohésion?
Source — compilation du CdR²⁷⁵

Les résultats futurs et les enseignements tirés de la mise en œuvre doivent être au cœur des discussions à venir. Ces discussions devraient examiner de près la co-mise en œuvre de la politique de cohésion et d'autres instruments de financement de l'UE, en respectant les principes clés du partenariat et de la gouvernance à plusieurs niveaux.²⁷⁶

La réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale est une mission de longue date de l'UE. Il est temps de mettre la mission en pratique. L'impact potentiel du cadre axé sur les missions devrait être envisagé, non seulement en ce qui concerne la révision du menu thématique de la politique de cohésion vers une configuration «axée sur les défis», ce qui implique un changement de logique stratégique et d'intervention, mais aussi comme un moyen de remédier à la fragmentation actuelle des politiques entre plusieurs fonds.²⁷⁷

Il est important de garder à l'esprit qu'une éventuelle adhésion des pays candidats actuels à l'UE aura une incidence significative sur la politique de cohésion et son PIB par habitant. Étant donné que ces pays augmenteraient le PIB global de l'UE beaucoup moins qu'ils n'augmenteraient sa population, il y aurait un certain effet statistique de l'élargissement futur, en fonction du nombre de pays à entrer dans l'UE et de leurs performances économiques dans les années à venir.

Le prochain avis du Comité des régions (CdR) sur «*L'avenir de la politique de cohésion*» constituera une occasion unique pour le CdR de présenter une première proposition globale visant à adapter la politique à l'avenir et de placer la politique au centre du prochain programme stratégique de l'UE.

²⁷⁵ Voir la note de bas de page 273 pour la référence.

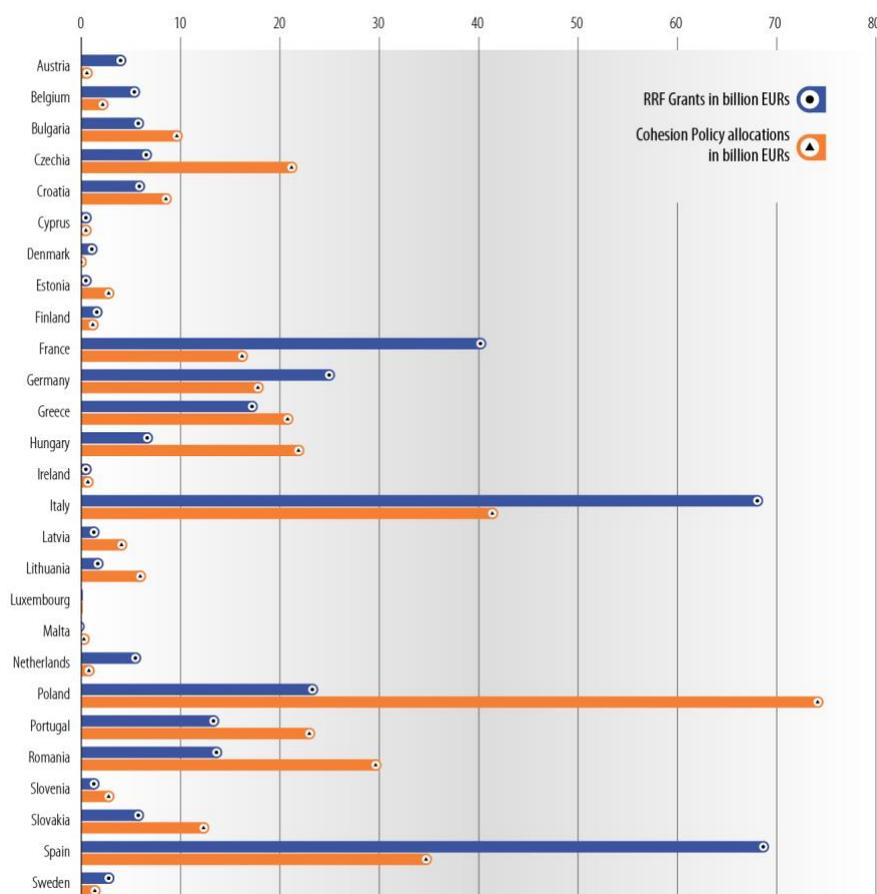
²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ Centre commun de recherche, [missions et politique de cohésion: Vivre séparément ou danser ensemble?](#), 2023.

D. Mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience

La transposition et la mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) ont été largement aveugles aux besoins des collectivités locales et régionales, mettant en péril sa pertinence et son efficacité. Bien que les régions et les villes aient été en première ligne dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 — avec des répercussions importantes sur leurs ressources et leurs budgets — elles ne sont pas les bénéficiaires directs du plan de relance. Pourquoi cela se produit-il et quelles sont les conséquences pour les régions et les villes de ne pas participer directement à la mise en œuvre des fonds de la FRR?

La FRR est de loin le plus grand instrument de NextGenerationEU — le plan de relance sans précédent de l'Europe après la COVID-19, et pour certains, la preuve que l'UE a été en mesure de proposer une réponse audacieuse et innovante à la crise. ²⁷⁸ Il a été conçu après le début de la pandémie de COVID-19 afin d'atténuer ses incidences économiques et sociales. La FRR versera jusqu'à 723,8 milliards d'euros sous forme de subventions et de prêts aux États membres de l'UE. Ces fonds sont alloués par pays, et non par région, sur la base de critères différents de ceux de la politique de cohésion, et la contribution de la FRR à la cohésion est ambiguë.²⁷⁹



²⁷⁸ Rhodes, M. «Failing Forward»: A Critique in Light of COVID-19», Journal of European Public Policy, Volume 28, juillet 2021.

²⁷⁹ Bilan économique de la Banque nationale de Belgique, budget de l' [UE et plan de relance Next Generation EU: un changement de jeu?](#), septembre 2021.

La FRR a également introduit un système de mise en œuvre différent, reliant les décaissements de financement aux objectifs et non aux coûts, ce qui remet en question la manière traditionnelle d'assurer le financement de l'UE. En effet, pour bénéficier des fonds de la FRR, les États membres ont dû présenter des plans nationaux pour la reprise et la résilience (PNR) décrivant les réformes et les investissements à financer, qui devraient être mis en œuvre d'ici la fin de 2026, ainsi que les jalons et les objectifs à atteindre pour débloquer les fonds. Dans presque tous les États membres, la préparation de ces plans a été gérée de manière centralisée, souvent par le ministère des finances, et avec peu d'implication des régions et des villes. Les 27 PNRR ont à présent été soumis, évalués par la Commission européenne, et approuvés par le Conseil de l'Union européenne, les décaissements²⁸¹ étant en cours.²⁸²

En mai 2022, le plan «REPowerEU» — la réponse de l'UE à la crise énergétique mondiale — a apporté une modification importante au cadre de la FRR. Grâce à REPowerEU, l'objectif est de rendre la FRR mieux à même de soutenir l'élimination progressive des dépendances à l'égard des combustibles fossiles russes et la transition vers une puissance plus propre et plus résiliente. Les ressources financières mises en avant ont été évaluées à près de 270 milliards d'euros, mais seule une petite partie de ce total (20 milliards d'euros) consistait en un nouveau financement par subventions, le reste provenant d'autres sources.

Pour bénéficier de ces fonds, les États membres ont été invités à présenter des PNRR révisés, y compris de nouveaux chapitres REPowerEU, ce que la plupart ont fait maintenant. **Le règlement instituant la FRR reconnaît que les femmes ont été comparativement plus touchées par la pandémie de COVID-19 et les crises qui en ont résulté, et fait donc de l'atténuation de l'impact social et économique de cette crise sur les femmes l'un des objectifs centraux de l'instrument.** L'article 18, paragraphe 4, impose aux États membres de tenir compte de l'égalité entre les hommes et les femmes lors de l'élaboration des PNRR. Toutefois, contrairement aux priorités écologiques et numériques, le règlement ne fixe pas de quota minimal de dépenses liées à l'égalité.

En outre, les incidences sur l'égalité entre les hommes et les femmes ne sont pas explicitement incluses dans les critères d'évaluation des plans de relance. La Commission européenne a recensé 131 investissements et réformes en mettant l'accent sur l'égalité entre les hommes et les femmes.²⁸³ Parmi les exemples notables de ces mesures, mentionnons une réforme des retraites comprenant un «test de genre» pour aider à éliminer les écarts de retraite entre les hommes et les femmes (Belgique); investissements dans les centres municipaux de garde d'enfants visant à faciliter la participation des travailleurs ayant des responsabilités familiales sur le marché du travail (Chypre); et une réforme visant

²⁸⁰ Bachtler, J., et Dozhdeva, V., [The Recovery & Resilience Fund: une relance économique aux dépens de la cohésion territoriale?blog](#) du Centre de recherche sur les politiques européennes, 2021.

²⁸¹ Le dernier plan d'approbation de l'État membre était celui de la Hongrie fin 2022. En raison des préoccupations de l'UE concernant l'état de droit, la Hongrie doit toutefois respecter 27 «super jalons» avant que toute demande de paiement puisse être présentée dans le cadre de la FRR; voir: <https://www.reuters.com/markets/europe/eu-approves-hungarys-recovery-plan-holds-cash-moves-freeze-other-funds-2022-11-30/>.

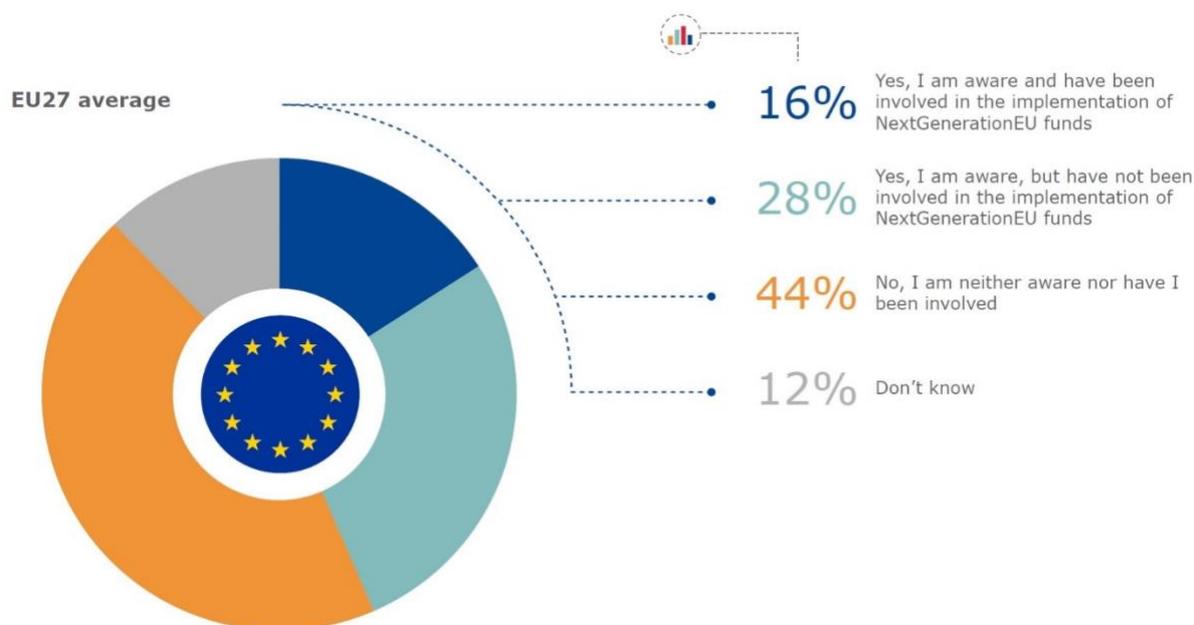
²⁸² Des informations actualisées sur les décaissements de la FRR sont disponibles à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/economy_finance/recovery-and-resilience-scoreboard/disbursements.html?lang=en.

²⁸³ Tableau de bord de la [reprise et de la résilience de la](#) Commission européenne, janvier 2023.

à renforcer le suivi gouvernemental des écarts de rémunération entre les sexes dans le secteur privé (Pologne).²⁸⁴

Bien que les villes et les régions aient, depuis le début, été à l'avant-garde de la réaction à la pandémie et de la reprise, leur rôle n'a pas été dûment reconnu dans la conception du principal instrument de relance de l'UE. Le règlement FRR demande simplement aux États membres d'inclure des détails sur tout processus de consultation des parties prenantes, y compris avec les collectivités locales et régionales, et sur la manière dont cette contribution a été prise en compte.²⁸⁵ Cette disposition a été incluse pour encourager les États membres à associer les villes, les régions et les parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans, mais elle ne l'exige pas réellement. La participation effective des parties prenantes a été effectivement laissée à la discrétion des États membres.²⁸⁶

Une participation très limitée des villes et des régions aux plans de relance a été mise en évidence par les consultations menées par le Comité européen des régions (CdR) et le CCRE en 2021²⁸⁷ et 2022.²⁸⁸ En effet, la participation des collectivités locales et régionales à la préparation des PNRR était globalement faible, mais de différentes manières, en fonction de certains éléments. Le niveau de participation le plus faible signalé par les répondants était dans la gouvernance du processus (coordination, échéanciers, etc.), une multitude d'organisations interrogées déclarant n'étant «pas du tout» impliquées. Les gouvernements infranationaux n'ont donc guère eu l'occasion d'influencer les PNRR.



²⁸⁴ *J'offre*.

²⁸⁵ Comme indiqué à l'article 18, paragraphe 4, point q), du règlement établissant la FRR; voir le [règlement \(UE\) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne](#), février 2021.

²⁸⁶ Bokhorst, D., et Corti, F., «[Gouverner la facilité pour la reprise et la résilience de l'Europe: Entre discipline et discernement](#)», Gouvernement et opposition, pp. 1-17, juin 2023.

²⁸⁷ Comité des régions et Conseil des communes et régions d'Europe, [La participation des municipalités, des villes et des régions à la préparation des plans nationaux pour la reprise et la résilience: Résultats de la consultation ciblée COR-CEMR](#), janvier 2021.

²⁸⁸ Comité des régions et Conseil des communes et régions d'Europe, [Mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience: La perspective des collectivités locales et régionales — Résultats de la consultation ciblée COR-CEMR](#), avril 2022.

Figure 21 — Êtes-vous au courant d'un financement de l'UE provenant de NextGenerationEU reçu par votre ville ou région au cours des deux dernières années, ou avez-vous participé à ces deux dernières années?
Source — Baromètre régional et local²⁸⁹

Ce manque d'implication a des conséquences: certains PNRR sont plus ou moins aveugles dans l'espace, ce qui pourrait nuire gravement à leur efficacité et à leur cohésion sociale et territoriale, selon une étude portant sur les plans italien, portugais et espagnol. Ces États membres ne disposaient pas de conditions permettant une consultation éclairée, ouverte et large des besoins sociaux et territoriaux.²⁹⁰

Il semble très probable que la faible participation des villes et des régions (et d'autres acteurs) à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de relance soit étroitement liée à la conception et au fonctionnement de l'instrument lui-même. La FRR et son approche fondée sur les performances reposent sur des jalons et des cibles prédéfinis avec peu de flexibilité pour les ajustements, ce qui réduit potentiellement la marge de manœuvre pour d'autres acteurs de l'élaboration des politiques et renforce la centralisation.²⁹¹

Le manque de temps et les exigences considérables d'une coordination efficace ont créé des défis pour la participation active de tous les niveaux de gouvernement, en particulier lorsque des mécanismes de coopération interinstitutionnels n'existaient pas déjà.²⁹²

La répartition régionale spécifique de la FRR joue un rôle crucial dans son impact sur le produit intérieur brut (PIB) et sur les disparités régionales, ce qui la rend d'autant plus préoccupante. La recherche suggère que les disparités régionales pourraient être réduites en appliquant des critères de régionalisation à la FRR afin d'aider les régions les moins développées (comme dans le cadre de la politique de cohésion) à rattraper leur retard. D'autre part, la répartition des fonds en fonction de la taille de la population aurait probablement un impact plus important sur le PIB, mais aurait un impact positif réduit sur les disparités régionales.²⁹³

L'approche «financement non lié aux coûts» au cœur du modèle de FRR fait également l'objet de critiques quant à son efficacité. Comme l'a souligné la Cour des comptes européenne, les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles incluses dans les PNRR sont principalement des indicateurs d'entrée et de réalisation, tandis que les indicateurs d'impact et de résultats ont en fait été découragés par la Commission, car ceux-ci ne sont pas contrôlés par le gouvernement.²⁹⁴ Cela peut être compréhensible pour des raisons pragmatiques, mais pourrait encore sérieusement compromettre la nature réelle de la FRR fondée sur les performances.

Le fait que le fait de ne pas respecter les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles convenues est le critère qui justifie de ne pas décaisser une tranche FRR signifie que les États membres sont incités à «jouer le système», c'est-à-dire à choisir stratégiquement ces valeurs intermédiaires et cibles afin d'assurer le décaissement. Dans la pratique, il pourrait s'agir de s'engager dans des réformes ou

²⁸⁹ <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/EURegionalBarometer-Survey-2023.aspx>.

²⁹⁰ Foundation for European Progressive Studies, [How Place-Sensitive is the National Recovery and Resilience Plans?](#), décembre 2022.

²⁹¹ Bokhorst, D., et Corti, F., Gouvernant la facilité pour la reprise et la résilience de l' [Europe: Entre discipline et discrétion](#), Gouvernement et opposition, p. 1-17, juin 2023.

²⁹² <https://eprc-strath.org/the-recovery-resilience-fund-an-economic-stimulus-at-the-expense-of-territorial-cohesion/>.

²⁹³ Barbero, J., Conte, A., Crucitti, F., Lazarou, N. J., Sakkas, A., et Solitti, S., L' [impact du fonds de relance sur les régions de l'UE: une analyse de l'équilibre spatial](#) général, Études régionales, octobre 2022.

²⁹⁴ Cour des comptes européenne, L' [évaluation par la Commission des plans nationaux pour la reprise et la résilience — Dans l'ensemble, les risques restent appropriés, mais les risques de mise en œuvre demeurent](#), 2022.

des investissements qui ont une très faible probabilité de ne pas être réalisés, ou qui ont déjà été planifiés depuis un certain temps (ou sont déjà en cours), se concentrant ainsi sur les «fruits à faible allongement».295

Le PNRR français comprend des objectifs qui devaient être atteints avant l’approbation complète du plan, ce qui pourrait être un exemple de «jouer le système» à cet égard. Une étude a révélé qu’un objectif de réduction des émissions de CO₂ dans le PNRR français devait être atteint d’ici le deuxième trimestre 2021, mais le plan a été présenté en avril 2021. Ainsi, l’objectif était censé être atteint au cours du même trimestre, avant même d’être approuvé par la Commission européenne (en juin), ou approuvé par le Conseil de l’Union européenne (en juillet).296 Et en Allemagne, pas moins de 80 % des dépenses sociales du PNRR étaient destinées à couvrir des projets déjà planifiés et budgétisés au moment de la préparation du plan.297

En Italie, certains objectifs du PNRR sont beaucoup moins ambitieux que ceux déjà existants et définis au niveau national. Par exemple, le programme national de garantie de l’employabilité, qui vise à ce que tous les demandeurs d’emploi reçoivent des services sur mesure tels que le recyclage pour faciliter leur intégration sur le marché du travail, a été convenu avec la Commission européenne dans le PNRR (permettant ainsi de décaisser des fonds) pour cibler 300000 bénéficiaires d’ici la fin de 2022, ce qui représente seulement la moitié de l’objectif de 600000 bénéficiaires fixé au niveau national.298

Par conséquent, la réalité de l’impact de la FRR sur le terrain peut être beaucoup plus difficile à évaluer avec précision que la réalisation formelle des jalons et des cibles. Cela soulève des questions importantes quant à l’efficacité réelle du modèle de «financement non lié aux coûts» de la FRR.

Les États membres et la Commission européenne doivent prendre les mesures nécessaires pour transformer le récit centralisé actuel en une approche de mise en œuvre à plusieurs niveaux en mettant en place des plateformes, des sessions d’information et des événements à plusieurs niveaux sur une base structurelle et avec les villes et les régions.

Dans son prochain examen à mi-parcours, la Commission européenne ne peut pas seulement vérifier la réalisation des objectifs et des jalons convenus avec les États membres. Elle doit évaluer la contribution effective de la FRR à la cohésion, sa véritable valeur ajoutée, et examiner la participation locale et régionale. En outre, une réelle réflexion sur les limites du système actuel fondé sur les performances ne peut être évitée.299

Les investissements orientés vers l’avenir devraient être exclus des limites de la dette et du déficit de l’UE, d’autant plus que les marchés financiers peuvent absorber et que les États membres peuvent se permettre la dette dont nous avons besoin.300 La FRR ne peut fournir qu’une petite partie des

²⁹⁵ Corti, F., & Ruiz, T., [La facilité pour la reprise et la résilience: Qu’est-ce que nous surveillons vraiment avec une approche basée sur la performance?](#) CEPS Explainer, janvier 2023.

²⁹⁶ Darvas Z., et Welslau L., [First lessons from the Recovery and Resilience Facility for the EU Economic Governance](#) Framework, étude commandée par la commission ECON au Parlement européen, mars 2023.

²⁹⁷ Corti, F., Gors, D., Liscai, A., Ruiz, T., Kiss-Galfalvi, T., Gstrein, D., Herold, H., Dolls, M., Fuest, C., [The European Added Value of the Recovery and Resilience Facility](#), étude commandée par la commission ECON au Parlement européen, avril 2022.

²⁹⁸ Corti, F., & Ruiz, T., [La facilité pour la reprise et la résilience: Qu’est-ce que nous surveillons vraiment avec une approche basée sur la performance?](#) CEPS Explainer, janvier 2023.

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ Finance Watch, [Les dettes dont nous avons besoin: Renforcer la viabilité de la dette grâce à des règles budgétaires tournées vers l’avenir](#), juillet 2023.

investissements publics nécessaires pour apporter des solutions locales aux transitions écologique et numérique.

Tout futur instrument de l'UE visant à promouvoir la cohésion territoriale devra répondre aux critiques auxquelles fait actuellement face la FRR. Ces critiques portent sur le processus d'élaboration du plan et ses contraintes de temps, le manque d'implication significative au niveau local et régional et la cécité spatiale de l'instrument.

Les approches traditionnelles de financement fondées sur les coûts peuvent être plus appropriées pour les instruments reposant sur des indicateurs d'intrants, tandis que le financement fondé sur la performance réelle nécessiterait l'utilisation d'indicateurs de réalisation. Cela permettrait également de comparer les plans et les résultats d'un pays à l'autre, ainsi qu'une évaluation de la valeur de l'instrument pour les fonds de l'UE.³⁰¹

Enfin, un débat ouvert doit avoir lieu sur une extension de la FRR, qui est passée d'un instrument de réponse à la crise à un outil de financement destiné à soutenir les transitions écologique et numérique. Bien que la FRR sous sa forme actuelle ne puisse financer que des réformes et des investissements réalisés jusqu'à la fin de 2026, les transitions écologique et numérique se poursuivront — et nécessiteront de vastes financements — bien au-delà de cette date. La question de savoir si et comment la FRR devrait être étendue et si d'autres politiques d'investissement telles que la cohésion devraient être renforcées sont des questions qui ne peuvent être évitées.

MUNICIPALITÉS METTANT EN ŒUVRE LA FRR EN ITALIE

40 MILLIARDS D'EUROS AFFECTÉS AUX MUNICIPALITÉS

Selon Antonio Decaro, maire de Bari (Italie) et président de l'Associazione Nazionale Comuni Italiani, les municipalités italiennes sont très actives dans la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience. Dans un discours du 7 juillet, il a souligné que les municipalités se sont vu attribuer 40 milliards d'euros sur un total de 191,5 milliards d'euros et ont déjà engagé 90 % de ces fonds, soit le double du taux d'engagement moyen pour les fonds alloués à d'autres entités. Sur les 102000 procédures de passation de marchés publics, les municipalités en ont déjà géré 52000, soit plus de la moitié. Selon M. Decaro, la FRR a un effet significatif sur les investissements des villes et des villes. Les investissements fixes bruts pour les municipalités ont augmenté de 70 % entre 2017 et 2023, a-t-il expliqué. Dans le sud de l'Italie, l'augmentation attendue est de 63 % pour la même période, dont environ 40 % devraient provenir du PNRR.

³⁰¹ Darvas Z., et Welslau L., [First lessons from the Recovery and Resilience Facility for the EU Economic Governance](#) Framework, étude commandée par la commission ECON au Parlement européen, mars 2023.

E. Marché unique et transformation industrielle

Des politiques fortes et cohérentes sont nécessaires pour garantir que le marché unique et l'industrie européenne restent performants et profitent à toutes les régions. Les collectivités locales et régionales sont un élément essentiel de cet effort commun et peuvent également contribuer à faire du marché unique un outil utile pour réaliser la transformation industrielle. Comment pouvons-nous assurer notre bien-être? Quelles mesures doivent être prises pour que l'Europe ne perde pas ses pionniers industriels, mais ne laisse pas non plus derrière elle les petits acteurs et ne met pas en péril la cohésion?

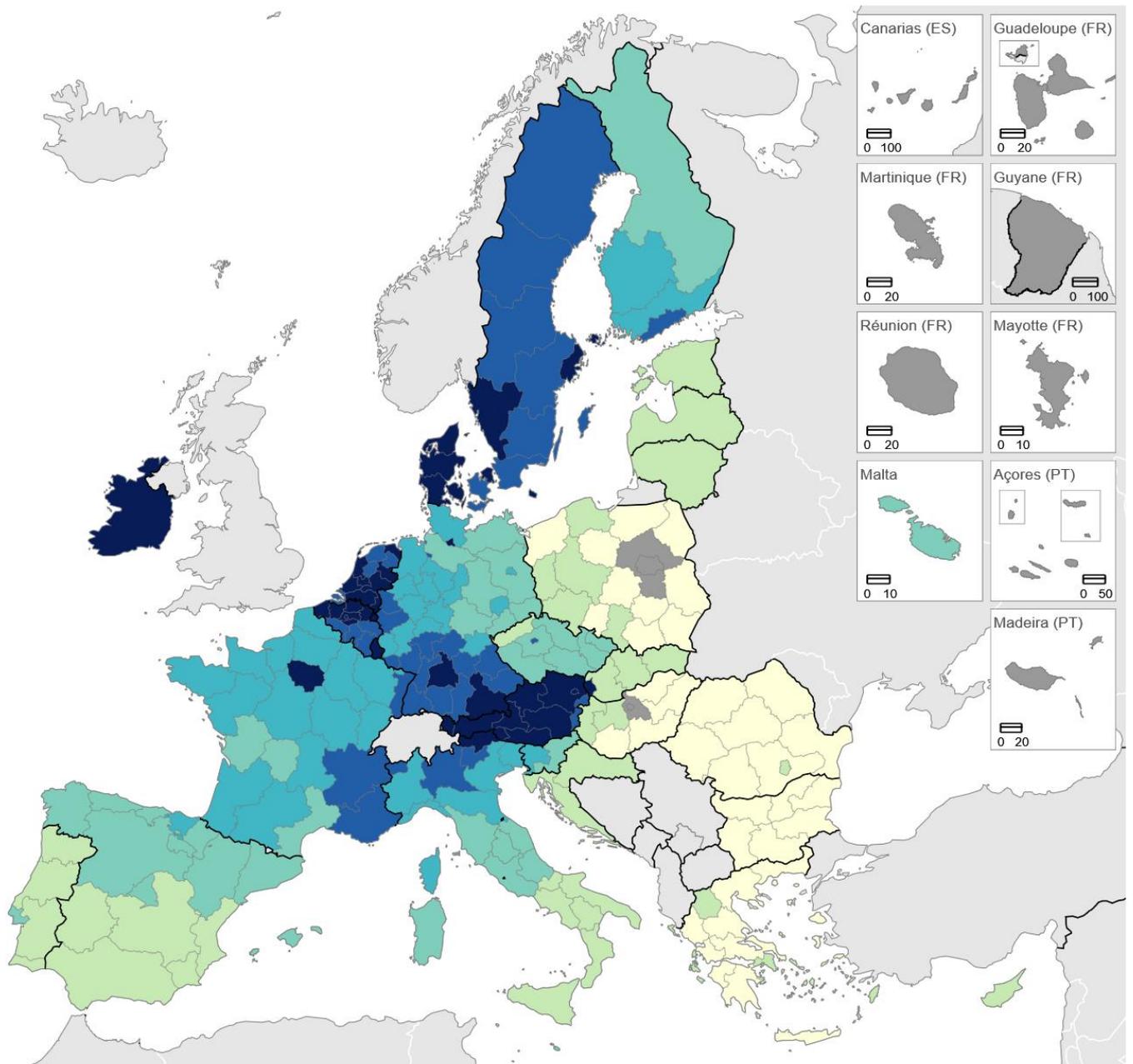
Le marché unique est le plus grand marché intégré au monde et a entraîné une baisse des prix et de meilleurs produits et services pour les consommateurs, tout en augmentant le bien-être dans les régions de l'UE. Au cours des 30 dernières années, il a stimulé le commerce de la manière la plus impressionnante et a dépassé les attentes: le produit intérieur brut (PIB) de l'Union est 9 % plus élevé qu'il ne l'aurait été sans le marché unique; le niveau des échanges entre les États membres a doublé par rapport à la taille de l'économie de l'UE; 56 millions d'emplois dépendent du commerce au sein de l'UE; et aujourd'hui, les flux du marché unique représentent plus de 25 % de la valeur ajoutée de la production de biens de l'UE.³⁰²

Ses règles en matière de marchés publics contribuent à répartir les avantages des investissements publics dans l'ensemble de l'UE, car elles permettent aux entreprises de tous les États membres de soumissionner pour des marchés publics financés par des fonds de cohésion. Ainsi, tant les États membres des contractants que ceux des pouvoirs adjudicateurs bénéficient de ces fonds.

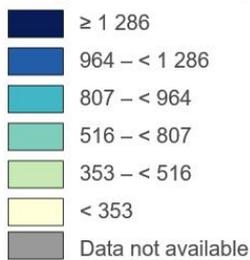
Toutefois, les régions périphériques de l'Union n'ont pas été en mesure de récolter autant de fruits du marché unique que les régions centrales. En fait, la recherche montre que ce bien-être n'est pas uniformément répandu. En moyenne, le marché unique a fortement augmenté les gains de bien-être des citoyens de l'UE. Toutefois, cette recherche révèle également une forte variation régionale des gains de bien-être du marché unique, tant dans l'UE qu'au sein des différents États membres. La Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Irlande et l'Autriche sont à la pointe, tandis que la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce sont à la traîne.³⁰³

³⁰² Commission européenne, [30 ans de marché unique — faire le point et se tourner vers l'avenir](#), 2022.

³⁰³ Bertelsmann Stiftung, [Estimating economic benefits of the Single Market for European countries and regions](#), 2019.



Change welfare in Euros per capita



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023

Graphique 22 — gains de bien-être par habitant résultant de l'effet stimulant des échanges du marché unique par région NUTS 2 (code 2016)

Source — compilation du CdR basée sur Bertelsmann Stiftung³⁰⁴

Note — Données nationales pour l'Irlande et la Lituanie/Aucune donnée disponible pour PL91 (Warszawski Stołeczny), PL92 (Mazowiecki regionalny), HU11 (Budapest) et HU12 (Pest)

³⁰⁴ Ibid.

Les données recueillies après la crise financière de 2008 montrent que la diminution de la croissance ou de la récession entraîne de plus grandes disparités entre les régions.³⁰⁵ La crise de 2008 a mis un frein à la convergence, et il est probable que la pandémie de COVID-19 et l'impact de la guerre contre l'Ukraine auront des conséquences similaires. Il est donc plus que probable que ces chocs économiques rendront encore plus difficile pour les régions périphériques ou les régions bloquées dans un «piège du développement» de rattraper le reste de l'UE.

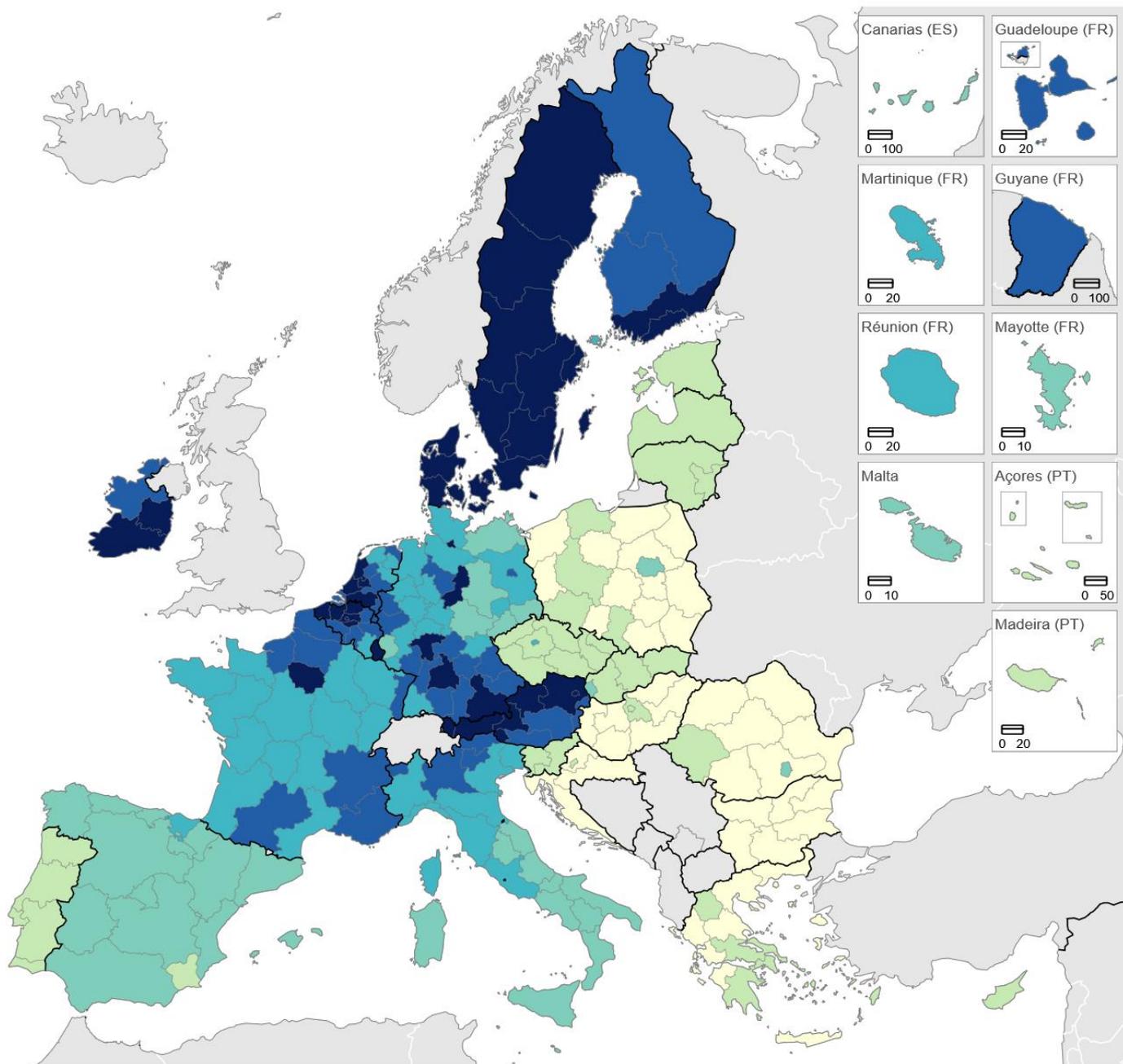
L'indice de compétitivité régionale de la Commission européenne³⁰⁶ semble confirmer cette hypothèse. Avant la pandémie de COVID-19, les indicateurs de compétitivité régionale coïncidaient dans une certaine mesure avec les gains de bien-être régionaux tirés du marché unique. Étant donné que les données les plus récentes montrent que les disparités en matière de compétitivité régionale persistent après la pandémie de COVID-19, on pourrait supposer qu'il en serait de même pour les gains de bien-être du marché unique.

Récemment, la Commission européenne a également souligné les disparités en matière de productivité du travail entre les États membres et les régions, ce qui indique une fois de plus que le marché unique présente des différences de potentiel. Selon la Commission européenne, «la productivité du travail en Irlande est plus de neuf fois plus élevée qu'en Bulgarie. Dans la région méridionale irlandaise, l'indicateur de productivité est exceptionnellement élevé, probablement lié à l'agglomération locale d'entreprises informatiques. D'une manière générale, les variations régionales sont substantielles, tant à l'intérieur qu'à l'intérieur d'un État membre à l'autre.³⁰⁷

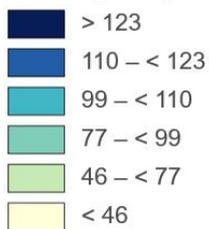
³⁰⁵ Institut Jacques Delors, La politique de cohésion face à la crise: quels effets pour les régions de l'UE?2015 et CEPS, [Le marché unique reste le pouvoir décisif de l'UE](#), 2019.

³⁰⁶ https://ec.europa.eu/regional_policy/assets/regional-competitiveness/index.html#/.

³⁰⁷ Commission européenne, [document de travail des services de la Commission sur les tendances régionales de la croissance et de la convergence dans l'Union européenne](#), juin 2023.



Percentage compared to EU level = 100



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023

Graphique 23 — Productivité de la main-d'œuvre par régions NUTS 2, 2021
Source — compilation du CdR basée sur la Commission européenne³⁰⁸

³⁰⁸ *Ibid.*

Pour combler l'écart entre les régions, il faudra un marché unique encore plus performant. Le Comité des régions (CdR) a commandé une étude intitulée «La politique de *cohésion et le marché unique: le coût de la non-cohésion*,³⁰⁹ dont la publication est prévue avant la fin de cette année, permettra de mettre en lumière l'interaction entre la politique de cohésion et le marché unique. La cohésion économique, sociale et territoriale soutenue par le financement de la politique de cohésion a des répercussions positives dans tous les États membres et régions de l'UE au-delà des seuls investissements, par exemple en ce qui concerne les relations commerciales et les améliorations technologiques. Les récepteurs nets augmentent leur demande de produits provenant de contributeurs nets du budget de l'UE, qui accueillent généralement des acteurs industriels très compétitifs et orientés vers l'exportation, comme l'ont³¹⁰ notamment confirmé des études récentes.

Bien que le marché unique soit en grande partie une réussite, une grande partie de son potentiel n'a pas encore été libéré. Des obstacles injustifiés empêchent encore de nombreuses régions de saisir les opportunités que le marché unique a à offrir. La libre circulation des biens et des services fait face à des formalités administratives et, pour bon nombre de nos entrepreneurs et de nos citoyens, le marché unique est plus une fiction qu'une réalité.

Lorsque les régions sont confrontées à de tels problèmes, elles réagissent. Ils regardent de l'autre côté de la frontière et s'associent avec les régions partenaires pour travailler sur des solutions au bénéfice de leurs populations. Le rôle des régions est absolument crucial pour surmonter les obstacles du marché unique: toutes les recherches pertinentes indiquent que nous ne pouvons améliorer le marché unique que si tous les niveaux de gouvernement sont impliqués.³¹¹ C'est pourquoi l'UE gagnerait à disposer d'un mécanisme transfrontalier efficace pour soutenir les efforts des régions dans ce domaine.

Les régions et les villes interviennent pour améliorer leurs conditions et devenir des acteurs sur le marché unique.³¹² L'intégration des biens et des services dans le marché unique passe par le commerce et l'établissement transfrontalier d'entreprises et d'entrepreneurs. Les régions et les villes contrôlent un certain nombre des leviers qui peuvent contribuer à alléger les formalités administratives dans ce contexte: ils peuvent rendre leurs propres procédures plus rapides et plus efficaces et fournir des informations faciles à trouver et adaptées aux besoins des consommateurs, des travailleurs et des entreprises.

Pour répondre aux problèmes plus vastes de l'environnement contemporain (par exemple, les conditions de télétravail, les connexions à large bande, l'accès à la santé publique et à l'éducation, les réseaux logistiques et les produits de qualité environnementale et culturelle), une collecte de données infranationales est nécessaire. Ces informations offrent aux acteurs régionaux et territoriaux de nouvelles chances d'agir et de se différencier dans la mondialisation, les gouvernements soutenant les opportunités et favorisant les synergies par rapport à la rivalité infranationale. À cette fin, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a mis au point une méthode

³⁰⁹ Toptsidou, M., Böhme, K., Aalbu, S., Dallhammer, E., Gorny, H., Gaugitsch, R., La politique de [cohésion et le marché unique: le coût de la non-cohésion](#), étude commandée par le Comité des régions, publication prévue pour la fin 2023.

³¹⁰ Christou, T., Crucciti, F., Garcia Rodriguez, A., Lazarou, N., Monfort, P., et Salotti, S., [The RHOMOLO ex ante impact analyse de la politique de cohésion 2021-2027](#), mai 2023.

³¹¹ Service de recherche du Parlement européen, [Mécanisme de résolution des obstacles juridiques et administratifs dans un contexte transfrontalier](#), mai 2023.

³¹² Pelkmans, J., [Le marché unique des services](#), étude commandée par la commission IMCO au Parlement européen, février 2019.

de localisation des zones dans leur contexte mondial en différenciant quatre types de «connections» internationales.³¹³

GREN[S/Z]LANDAGENDA

LA PLATEFORME DE COLLABORATION DES RÉGIONS NRW ET NÉERLANDAISES

Les citoyens et les entrepreneurs qui développent des activités au-delà de la frontière entre la Rhénanie du Nord-Westphalie (Allemagne) bénéficient d'une plateforme de collaboration de longue date. Le Gren[s/z]landagenda³¹⁴ rassemble des régions et des municipalités des deux côtés de la frontière germano-néerlandaise. Cela a déjà abouti à des résultats très concrets, tels que les bureaux d'information frontaliers qui conseillent les citoyens sur la reconnaissance transfrontalière des qualifications professionnelles. En outre, le travail du Gren[s/z]landagenda se concentre également sur le maintien des frontières ouvertes en temps de crise, ce qui s'est avéré utile ces derniers temps.

CONSTRUCTION EN BOIS NORDIQUE

LES RÉGIONS SUÉDOISE ET NORVÉGIENNE FONT ÉQUIPE

Le comité Svinesund³¹⁵ est une entité de coopération transfrontalière opérant pour le compte de plusieurs municipalités et régions des deux côtés de la frontière entre la Suède et la Norvège. Les entrepreneurs se sont montrés très intéressés par le développement d'un secteur transfrontalier de la construction en bois. Le comité Svinesund aide à surmonter les obstacles qui découlent des différences de règles et d'exigences en Suède et en Norvège. Il présente des propositions pour unifier les règles de planification et de construction, ainsi que des outils d'information ciblés pour les entrepreneurs. Celles-ci visent à cibler les difficultés auxquelles les entrepreneurs sont confrontés lorsqu'ils traversent la frontière pour développer leurs activités.

LES AGRICULTEURS LOCAUX DANS LE MARCHÉ UNIQUE

COMMENT LES RÉGIONS CROATE ET HONGROISE LES AIDENT

Le territoire du GECT de Pannon³¹⁶ (Groupement européen de coopération territoriale) comprend 60 municipalités situées de part et d'autre de la frontière entre la Hongrie et la Croatie. C'est une zone rurale où l'agriculture joue un rôle important dans l'économie régionale et constitue une source majeure d'emplois. Les agriculteurs des deux côtés de la frontière sont confrontés à des obstacles lorsqu'ils veulent vendre leurs produits de l'autre côté de la frontière, tels que les différences fiscales, les procédures commerciales non harmonisées, les charges administratives et la barrière linguistique. Après une analyse approfondie de la situation, le GECT de Pannon a élaboré un ensemble de mesures visant à soutenir les agriculteurs: un dossier d'information bilingue ciblé et un ensemble de recommandations stratégiques.

³¹³ Organisation de coopération et de développement économiques, [Rethinking Regional Attractiveness in the New Global Environment](#), 2023.

³¹⁴ https://mbei.nrw/sites/default/files/asset/document/grenzlandkonferenz_2022_grenzlandagenda_-_concept_grenzlandagenda.pdf.

³¹⁵ <https://www.vgregion.se/en/regional-development/areas/external-relations/european-networks-and-organizations/svinesundskommitten/>.

³¹⁶ <https://www.pannonegtc.eu/>.

Le marché unique sera un moteur essentiel des transitions numérique et écologique et devrait bénéficier à toutes les régions et villes. Les régions et les villes sont confrontées à de multiples défis qui sont exacerbés par les différentes crises auxquelles elles sont confrontées. Le marché unique les aidera à faire face aux dépendances stratégiques et à renforcer leurs capacités.

Aujourd'hui, nous pouvons déjà voir comment cela fonctionne dans la pratique. Pour développer le secteur de l'énergie éolienne et solaire, les biens et matériaux qui sont produits ou importés de l'extérieur de l'UE dans une région trouvent facilement leur chemin vers d'autres régions où ils sont déployés.

Avec le soutien des régions et des villes, notre marché unique peut devenir véritablement axé sur la mission et aider à réaliser la transformation industrielle que vise l'Europe. Plus cela fonctionne efficacement, plus nous pouvons augmenter les flux de biens et de services essentiels qui y sont reliés. Dans ce processus en cours, les régions et les villes peuvent, par exemple, rendre les procédures d'autorisation des projets de renouvellement énergétique moins complexes et faciliter l'affectation de professionnels qualifiés du secteur de l'énergie verte dans les régions où leur expertise est requise.³¹⁷

Il est également de plus en plus difficile de combiner l'essence du marché unique et ses quatre libertés avec la nécessité d'atteindre une autonomie stratégique ouverte, y compris la sécurité économique. Le récent *rapport de prospective stratégique 2023* de la Commission européenne³¹⁸ souligne en particulier comment l'UE et ses États membres devraient étendre le processus actuel de filtrage des dépendances stratégiques actuelles afin de créer des instruments permettant d'analyser les dépendances futures dans des secteurs cruciaux (par exemple, la santé, l'alimentation, les technologies numériques, l'énergie, l'espace et l'eau).

L'UE devrait également utiliser mieux et plus stratégiquement les mesures de défense commerciale, le contrôle des subventions étrangères et les outils de passation de marchés. L'expansion du marché unique sera essentielle pour assurer l'avenir économique de l'UE. Des connaissances stratégiques adéquates et une gouvernance anticipée devraient permettre de pérenniser à l'avenir un cadre réglementaire propice à la croissance, en particulier pour l'UE.

Une attention renouvelée doit être accordée à l'élimination des obstacles et à la mise en œuvre des normes actuelles dans les écosystèmes présentant le plus grand potentiel de changement. Cela doit s'accompagner d'une réglementation rigoureuse et appropriée en matière de concurrence. Il sera également essentiel d'encourager des modèles d'entreprise durables et d'assurer un soutien suffisant pour le développement et la mise en œuvre rapides de la technologie nette zéro.

L'UE devrait également continuer à offrir des conditions de concurrence équitables à tous les acteurs du marché en établissant des liens étroits entre l'accès au marché et des normes environnementales élevées. Enfin, une assistance est nécessaire pour la production rapide de composants critiques pour la transition énergétique, tels que les matières premières ou les équipements technologiques zéro net.³¹⁹

³¹⁷ Commission européenne, [30 ans de marché unique — faire le point et se tourner vers l'avenir](#), 2022.

³¹⁸ Commission européenne, [Rapport de prospective stratégique 2023](#), 2023.

³¹⁹ *Ibid.*

Il appartient aux régions de déterminer comment elles s'intègrent dans les chaînes de valeur mondiales au fur et à mesure qu'elles évoluent. Les effets des mégatendances sur les chaînes de valeur mondiales sont inégaux et dépendent des points forts et des faiblesses des régions locales, y compris leurs industries conventionnelles et leurs dotations en capital naturel et culturel, en matière de transport et d'infrastructure informatique. Au sein des États membres, les différences peuvent être importantes, influençant la manière dont ces domaines peuvent s'engager dans la mondialisation, notamment en attirant les investissements, les talents et le tourisme, et en augmentant les exportations.³²⁰

L'industrie européenne est l'une des parties les plus avancées et les plus compétitives du marché unique. Pour rester compétitive, elle a commencé un voyage pour atteindre le zéro émission nette d'ici 2050, rejoignant la course mondiale des technologies nettes zéro et essayant d'assurer un flux constant mais respectueux de l'environnement des matières premières critiques.

En réponse, la Commission européenne a présenté le plan industriel du pacte vert pour l'âge net zéro,³²¹ suivi de plusieurs propositions législatives. La double transition mise en place dans le pacte vert pour l'Europe nécessite une refonte de l'industrie européenne, l'industrie étant responsable d'environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre. Cette situation, ainsi que les crises récentes (la pandémie de COVID-19 et l'impact de la guerre contre l'Ukraine) ont mis en évidence des vulnérabilités majeures dans l'industrie européenne.

Il est inquiétant et très préoccupant que les propositions de l'UE pour la transition de l'industrie européenne aient été formulées sans réaliser d'analyses d'impact territoriale ex ante approfondies. Il n'est donc pas surprenant que les effets de ces changements au niveau local et régional et l'interaction entre les différentes politiques ne se manifestent que dans les années à venir. Ces régions deviendront des sujets d'essai pour voir si et comment la transition industrielle sera couronnée de succès.

Des études récentes montrent que le choc des prix de l'énergie, ainsi que la nécessité d'accélérer la transition écologique, entraîneront presque certainement une importante migration industrielle à l'intérieur de l'Europe. Certains endroits en Europe où l'électricité est ou sera moins chère en raison de circonstances renouvelables exceptionnellement favorables (par exemple, l'Estrémadure (Espagne) ou la Sicile (Italie) pour l'énergie solaire, et la mer du Nord pour l'éolien offshore) peuvent assister à l'émergence de nouveaux centres industriels pour les industries à forte intensité énergétique. Les opérations de production nécessitant de l'hydrogène peuvent être situées dans des zones européennes où les débits d'électricité sont proches ou inférieurs à zéro à certaines heures de la journée.³²²

Il sera également important de surveiller l'efficacité des politiques industrielles locales dans d'autres parties du monde (comme la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA), qui mobilisera plus de 360 milliards de dollars d'ici 2032), et ce que l'Union européenne peut en tirer en vue d'une future politique industrielle basée sur la place de l'UE.

Le plan industriel du pacte vert pour l'âge net zéro établit un nouveau cadre pour les mutations industrielles en réponse à l'IRA des États-Unis. En mars 2023, elle a été suivie de deux propositions

³²⁰ Organisation de coopération et de développement économiques, [Rethinking Regional Attractiveness in the New Global Environment](#), 2023.

³²¹ Commission européenne, [Communication: Un plan industriel du pacte vert pour l'âge zéro net](#), 2023.

³²² Bruegel, [Ajustement au choc énergétique: les bonnes politiques pour l'industrie européenne](#), Policy Brief 11/23, mai 2023.

législatives de grande importance pour les régions et les villes européennes: la Loi sur les matières premières critiques³²³ et la Loi sur l'industrie nette zéro.³²⁴ Les deux propositions visent à rationaliser les processus d'autorisation pour les projets stratégiques dans les domaines pertinents et à stimuler le recyclage et la longévité des produits de technologies propres. Il vise également à garantir la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, tout en maintenant des emplois de qualité et à créer des organes de gouvernance et de suivi au niveau de l'UE.

Toutefois, ces propositions manquent d'un facteur important: financement. Bien que la Commission européenne ait annoncé la création d'un fonds de souveraineté, il a été remplacé par la plateforme «Technologies stratégiques pour l'Europe» (STEP), qui recueille des fonds de plusieurs sources existantes, y compris les fonds de cohésion, et les complète de 10 milliards d'euros. Le CdR s'est dit préoccupé par les propositions, en particulier au sujet d'une éventuelle concentration des financements au titre des programmes renforcés par le programme STEP dans certaines régions et États membres, et d'une éventuelle concentration des technologies critiques ciblées dans les mêmes domaines.

Les régions et les villes de l'Union européenne pourraient grandement bénéficier d'un processus de réindustrialisation tout en maintenant les normes européennes de protection de l'environnement et d'emplois de qualité. L'Europe a les normes environnementales les plus élevées pour l'exploitation minière et la transformation des matières premières. En 2022, à Kiruna, en Suède, les plus grands gisements européens de terres rares ont été trouvés aux côtés du phosphore utilisé comme engrais dans l'agriculture. Habituellement, il faudrait 10 à 15 ans pour commencer à livrer ces matières premières sur le marché, mais le système simplifié d'autorisation et d'incitation prévu par la loi sur les matières premières critiques pourrait réduire considérablement ce délai et assurer un flux régulier de matières premières critiques vers l'industrie européenne, si le projet est jugé stratégique.

Les collectivités locales et régionales ont un rôle important à jouer en veillant à ce que la société accepte les projets stratégiques, en réalisant l'aménagement du territoire et en alignant l'éducation et la formation sur les exigences des technologies propres.

Par conséquent, le CdR devrait être invité en tant que membre des organes directeurs et de suivi institués par les actes susmentionnés. Il est également important de mentionner que les avis du CdR sur les deux actes soutiennent³²⁵ fermement l'augmentation du recyclage des matériaux et de la réutilisation des composants des produits technologiques propres en tant que facteur central pour réduire les dépendances à une consommation réduite. Des rapports récents ont montré que la régionalisation des processus de réindustrialisation revêt une grande importance à cet égard. Différentes régions seront touchées par le processus à des degrés différents.

Une étude de 2023 analysant le passage d'industries à forte intensité de carbone à une industrie nette zéro en Europe³²⁶ montre de nombreuses différences qui ne sont pas seulement fondées sur

³²³ Commission européenne, [fiche d'information sur la loi européenne sur les matières premières critiques](#), mars 2023.

³²⁴ Commission européenne, [fiche d'information sur la loi sur l'industrie nette zéro de l'UE: faire de l'UE le foyer des industries des technologies propres](#), mars 2023.

³²⁵ Voir l'avis du Comité des régions, «[Paquet sur les matières premières critiques](#)», ECON-VII/031, 5-6 juillet 2023, rapporteur: Isolde Ries (DE/PSE), maire du district de Sarrebruck Ouest; et Comité des régions, [The Net-Zero Industry Act](#), ECON-VII/032, 5-6 juillet 2023, rapporteur: Mark Speich (DE/PPE), secrétaire d'État aux affaires fédérales, européennes et internationales et aux médias de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

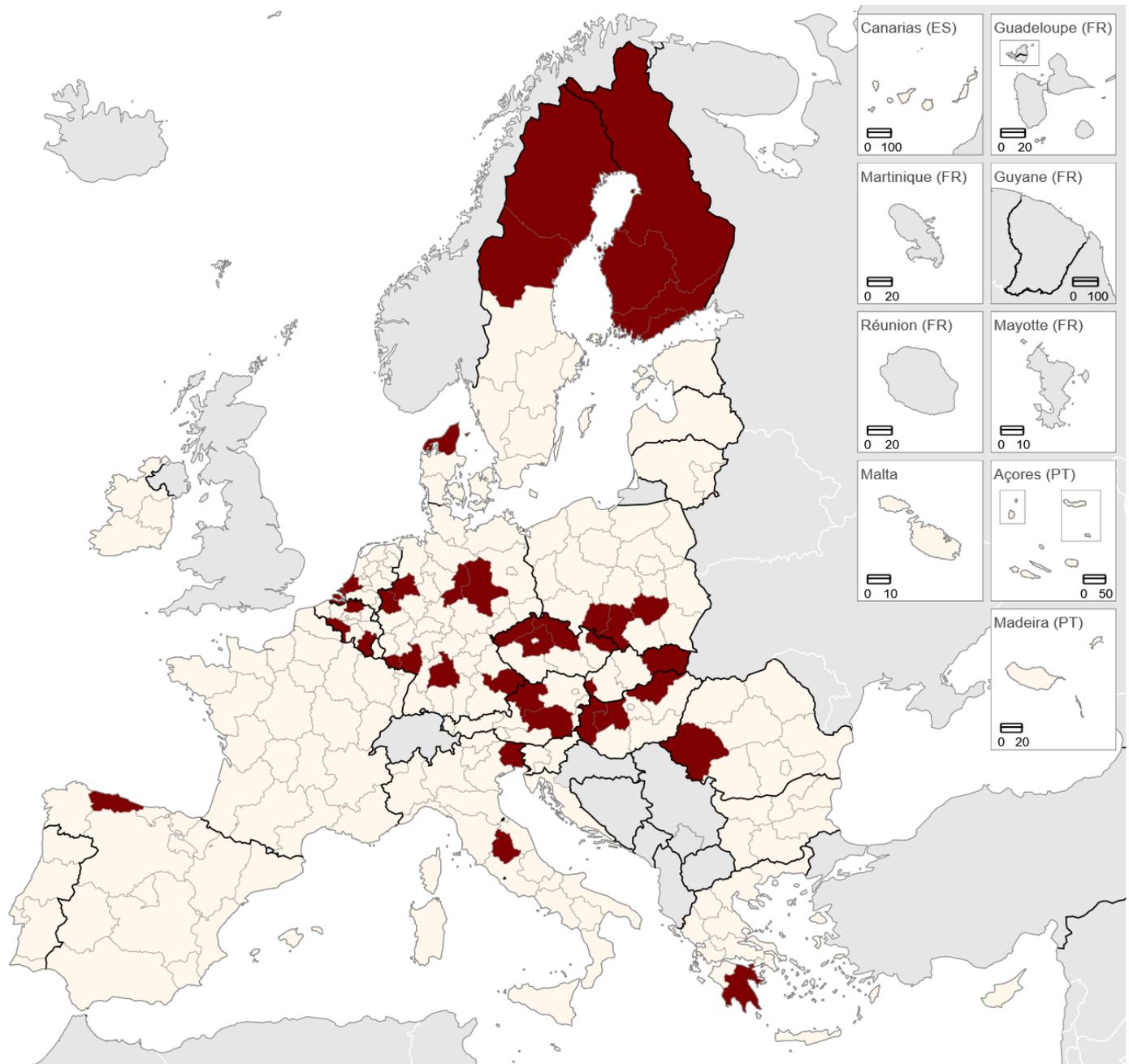
³²⁶ McDowall, W., Reinauer, T., Fragkos, P., Miedzinski, M., et Cronin, J., [Cartographie de la vulnérabilité régionale dans la transition énergétique de l'Europe: développement et application d'un indicateur pour évaluer la baisse de l'emploi dans quatre industries à forte intensité decarbone](#), Changement climatique, janvier 2023.

l'importance relative de ces industries pour les économies régionales, mais aussi sur leur capacité d'adaptation.

Le passage à l'industrie nette zéro accroît la vulnérabilité des régions à charge socio-économique plus lourde et menace d'aggraver les inégalités économiques. L'OCDE a présenté un rapport³²⁷ recensant les 41 régions les plus vulnérables d'Europe sur la base des 7 indices les plus pertinents. Ces régions vulnérables sont plus faibles pour plusieurs raisons socio-économiques que la moyenne nationale. Cela est particulièrement vrai pour le PIB par habitant et les salaires régionaux moyens, ce qui signifie que ces régions peuvent avoir moins de ressources économiques pour absorber les chocs et tirer parti des opportunités. En outre, les vitesses de téléchargement dans ces régions sont particulièrement faibles, ce qui entrave leur capacité à tirer parti des opportunités de numérisation et des innovations de l'économie circulaire.

La plupart des régions vulnérables identifiées sont situées en Europe centrale et orientale, notamment en Tchéquie, en Allemagne, en Hongrie et en Pologne. D'autres régions particulièrement vulnérables, par exemple en ce qui concerne l'industrie chimique et le raffinage du pétrole, sont situées en Europe occidentale (Belgique, Allemagne, Pays-Bas). Certaines régions d'Europe du Nord sont vulnérables en ce qui concerne le papier et la pâte à papier; alors que le sud de l'Europe est confronté à des vulnérabilités dans la fabrication de véhicules (Roumanie), le raffinage du pétrole (Grèce), les minéraux non métalliques (Italie) et la production de métaux de base (Italie et Espagne).

³²⁷ Organisation de coopération et de développement économiques, [Transitions industrielles régionales vers la neutralité climatique](#), 2023.



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
 Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023

- Most vulnerable regions to industrial green transition
- Other regions

Graphique 24 — 41 régions les plus vulnérables dans la transition écologique industrielle

Source — compilation du CdR basée sur l'OCDE328

Note — Aucune donnée disponible pour les régions ultrapériphériques/Pour le rapport annuel 2023 de l'UE, la carte ne présente pas de données pour deux régions NUTS 2 au Royaume-Uni.

³²⁸ Ibid.

Les gouvernements locaux et régionaux peuvent faciliter le développement de projets transfrontaliers similaires à ceux mentionnés ci-dessous, en reliant des sites industriels à travers l'Europe.

GRANDE RÉGION HYDROGÈNE

UNE INITIATIVE VISANT À DÉVELOPPER UN ÉCOSYSTÈME D'HYDROGÈNE VERT

L'hydrogène vert est perçu comme le futur carburant pour l'industrie. Il est complètement exempt de carbone et très efficace, mais nécessite encore beaucoup d'énergie pour produire. L'État fédéral de la Sarre (Allemagne), la région du Grand-Est en France et le Grand-Duché de Luxembourg unissent leurs forces pour promouvoir une économie transfrontalière de l'hydrogène tout au long de la chaîne de valeur, en tirant parti des conditions structurelles remarquables de la région.

Au cours de ce processus, de nouveaux processus technologiques et de nouveaux domaines d'activité et modèles sont en cours de discussion, ce qui garantira le changement économique et la croissance et créera des emplois.

DÉMÉNAGEMENT DE LA VILLE MINIÈRE DE KIRUNA EN SUÈDE

VILLE ET GÉANT INDUSTRIEL DÉPLACENT TOUTE LA VILLE À 3 KM

La ville suédoise la plus septentrionale de Kiruna est située au-dessus de la plus grande mine souterraine de minerai de fer au monde. La mine a été fondée avec la ville de Kiruna à la fin des années 1800. Depuis lors, la mine et la ville ont vécu en étroite symbiose.

En 2004, les mesures indiquaient que la ville avait commencé à se déformer et à couler, et ainsi, avec la ville de Kiruna, la société minière a commencé à élaborer un plan visant à déplacer le centre-ville à 3 kilomètres à l'est. LKAB a investi environ 1,4 milliard d'euros pour délocaliser la ville. Il a fallu plus de 15 ans de planification et de consultations — un processus qui a guidé la nouvelle conception urbaine.

F. Agenda rural — ne laisser aucune place derrière

Une personne sur quatre en Europe (plus de 110 millions de citoyens) vit dans les campagnes européennes, qui représentent elle-même environ 75 % du territoire de l'UE. Cependant, la population rurale diminue d'environ 1 million de personnes chaque année.³²⁹ Malgré leur importance, les zones rurales sont confrontées à une multitude de défis, qui risquent non seulement d'entraver leur développement, mais aussi les ambitions de l'UE de réaliser la neutralité climatique, le bien-être social et la démocratie. En raison du manque de services disponibles, les zones rurales perdent de l'attractivité et de nombreux jeunes finissent par partir. Comment cela affecte-t-il ces régions? Quelles solutions pourraient être prises au niveau local pour inverser cette tendance?

Les zones rurales et urbaines ont un rôle clé à jouer dans la transition vers une Europe verte et durable, mais elles joueront probablement des rôles différents. Le changement climatique, la pandémie de COVID-19 et l'impact de la guerre contre l'Ukraine ont mis en évidence l'importance des produits et services provenant des zones rurales pour la résilience des villes et des régions et de l'UE dans son ensemble: la sécurité alimentaire durable ne peut être atteinte sans sols productifs et communautés rurales fonctionnelles connectées au marché intérieur par le biais de transports propres et d'infrastructures numériques. La séquestration du carbone dépend des forêts et tourbières bien gérées. L'indépendance vis-à-vis des sources d'énergie fossile nécessite plus d'espace pour la production d'énergie renouvelable que les villes ne peuvent offrir.

La contribution des zones rurales aux objectifs ambitieux et vitaux de l'UE est mise en péril pour deux raisons principales: changement climatique et dépeuplement. Le changement climatique menace le potentiel productif de l'agriculture et des ressources naturelles, des sols à l'énergie hydraulique. Le dépeuplement réduit la capacité des communautés locales à maintenir ces ressources, à les rendre productives et à trouver des solutions innovantes adaptées aux circonstances locales.

Chaque année, l'UE perd une surface plus grande que la superficie de la ville de Madrid pour prendre des terres. Les zones agricoles sont les plus susceptibles d'être converties en surfaces artificielles. La prise de terres réduit le pouvoir des zones rurales de contribuer avec succès à la transition écologique, à la sécurité alimentaire et à la prévention des catastrophes. Selon les données de l'Agence européenne pour l'environnement, l'occupation nette des terres dans l'UE s'est élevée à 11 845 km² entre 2000 et 2018, soit une moyenne annuelle nette de 658 km². Des efforts considérables sont nécessaires pour atteindre l'objectif de la politique «sans prise nette de terres» à l'horizon 2050.³³⁰

En juin 2023, 40 % du territoire de l'UE faisait l'objet d'un avertissement de sécheresse, affectant gravement les récoltes régionales. Le changement climatique et la conversion à des surfaces artificielles réduisent ainsi la quantité de terres disponibles pour la production de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux. En outre, les zones artificielles entraînent des risques accrus d'inondation et ne peuvent stocker ni le carbone ni l'eau.³³¹

³²⁹ https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Urban-rural_Europe_-_introduction#Area_and_population.

³³⁰ https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=SDG_15_-_Life_on_land#Life_on_land_in_the_EU:_overview_and_key_trends.

³³¹ Eurostat, Rapport de suivi du développement durable dans l'Union européenne sur les progrès accomplis dans la réalisation des ODD dans le contexte de l'UE, 2023.

La perte de biodiversité et de services écosystémiques à l'échelle de l'UE due au changement d'affectation des sols, à la fragmentation et à la dégradation pourrait entraîner des coûts économiques annuels allant jusqu'à 50 milliards d'euros. Dans le même temps, les investissements dans la restauration de la nature pourraient générer entre 8 et 38 EUR en valeur économique pour chaque euro consacré aux services écosystémiques, à la sécurité alimentaire, à la résilience et à l'atténuation du changement climatique et à la santé humaine.³³²

On estime que 30 millions de personnes ont disparu des zones rurales d'Europe entre 1993 et 2033. Il s'agit de la taille combinée de la population de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Lituanie.³³³ Si l'UE est susceptible de continuer à faire face au dépeuplement dans les années à venir sur l'ensemble de son territoire, cela est particulièrement vrai pour les régions à prédominance rurale. Certaines régions dynamiques sont florissantes en raison de l'afflux de jeunes. D'autres sont en retard, avec des populations progressivement plus petites et en même temps vieillissantes. De nombreuses régions à prédominance rurale — souvent dans l'extrême nord, le sud et l'est de l'UE — ont connu un exode de personnes se déplaçant vers les villes (ou plus loin, vers d'autres États membres de l'UE).

Entre 2015 et 2021, la population des régions rurales a diminué de 0,1 % en moyenne chaque année. Le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus a augmenté de 1,6 % et le nombre de personnes âgées de 20 à 64 ans a diminué de 0,6 %. La proportion de personnes âgées de 65 ans et plus a augmenté de 5 % dans les zones rurales, soit deux fois plus que dans les zones urbaines.³³⁴

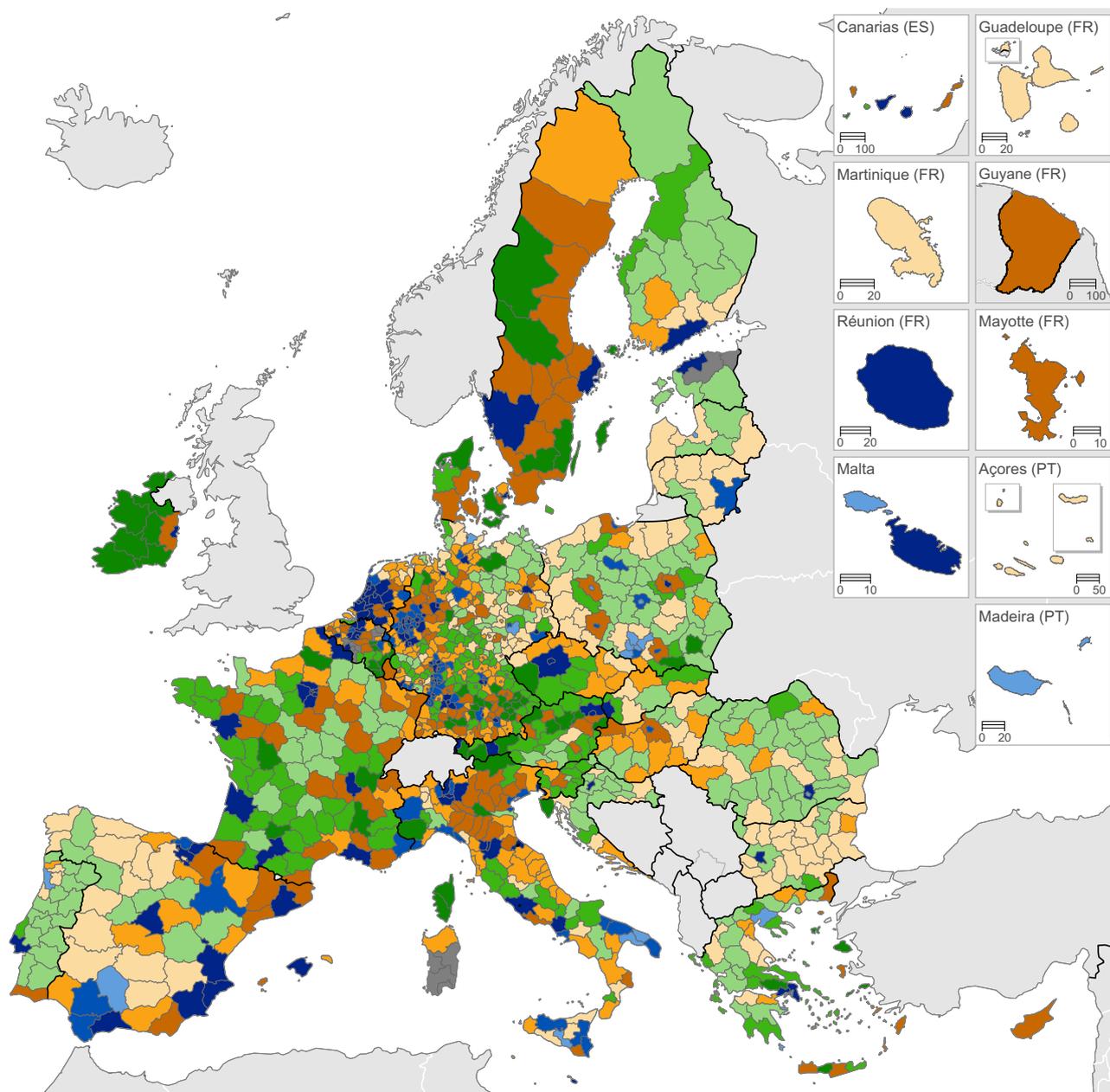
Selon les projections d'Eurostat, d'ici 2050, 83,5 % des régions à prédominance rurale perdront jusqu'à 10,0 % de leur population, voire plus. Dans le même temps, la population des régions à prédominance urbaine de l'UE devrait continuer de croître (bien que le taux de variation ralentira et diminuera à partir de 2047).³³⁵

³³² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_3746.

³³³ Données extraites de ESPON, [TerritoriALL](#), numéro 3, juin 2021. Le passage original est le suivant: «En ce qui concerne les évolutions démographiques passées et futures, on s'attend à ce que la part de la population vivant dans les zones rurales en déclin diminue, passant de 36,1 % en 1993 à 29,2 % en 2033», p. 13.

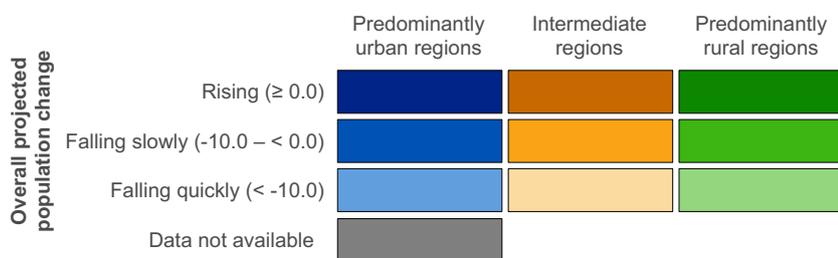
³³⁴ Núñez Ferrer, J., Kiss-Gálfalvi, T., Postica D., Marcinkowska, I., et Zubeł, K., [Le coût de la non-ruralité — se préparer à un meilleur équilibre urbain-rural dans le financement de l'UE](#), étude commandée par le Comité des régions, 2023.

³³⁵ https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Urban-rural_Europe_-_demographic_developments_in_rural_regions_and_areas#Population_projections.



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
Cartography: Eurostat — GISCO, 10/2023

Urban-rural typology



Graphique 25 — Évolution globale de la population par typologie urbaine-rurale, du 1er janvier 2021 au 1er janvier 2050 (%)
Source — compilation du CdR sur la base d'Eurostat336

³³⁶ Codes des ensembles de données en ligne d'Eurostat: demo_r_pjangrp3 et proj_19rp3.

Le dépeuplement et le vieillissement de la population rurale entraînent un cercle vicieux de moins d'investissements dans les services publics (par exemple, la garde d'enfants, la santé et les soins de longue durée, l'éducation et les transports publics) et la stagnation ou le déclin économique.

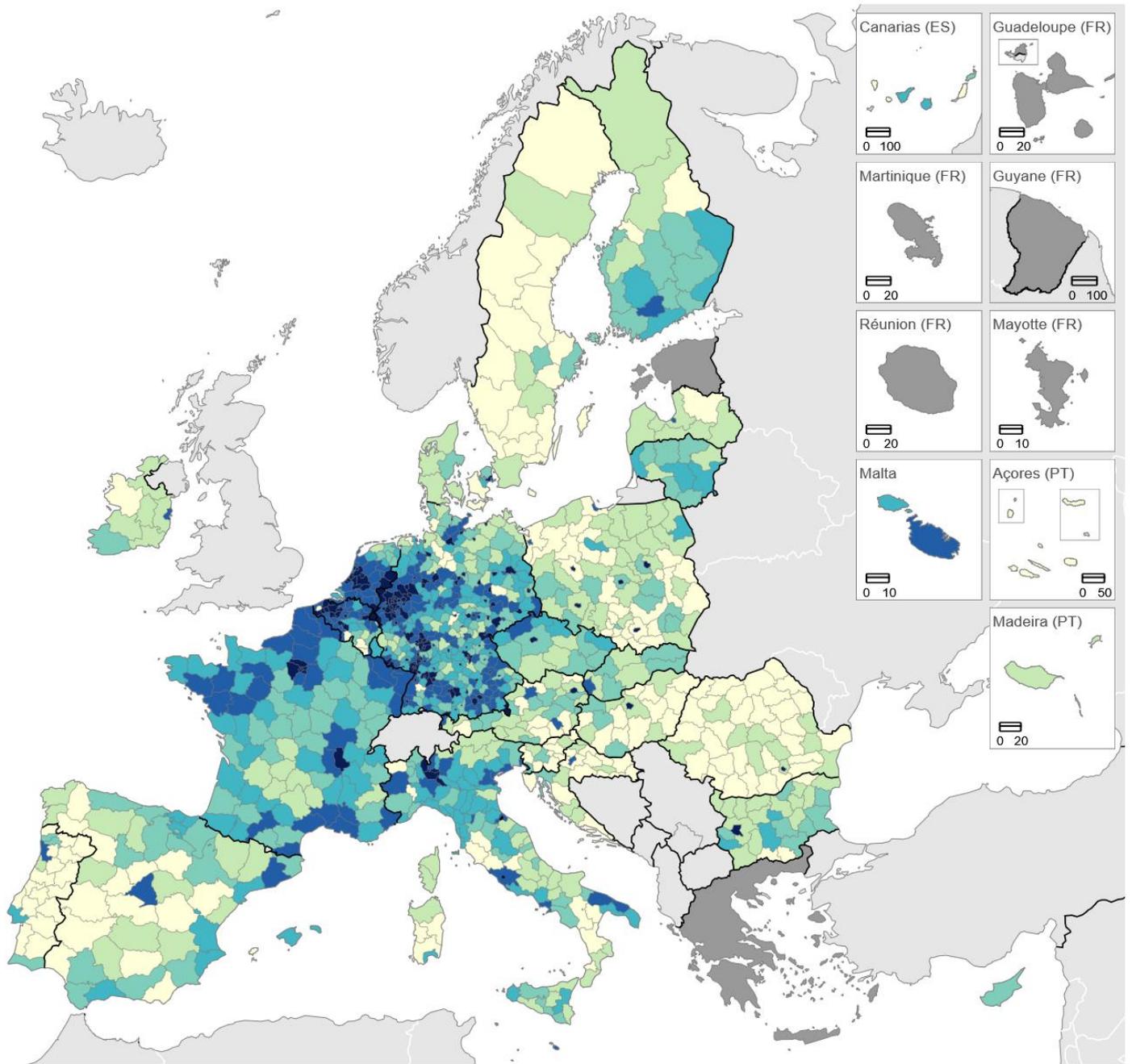
Les zones rurales où ces services ne sont plus disponibles ou sont difficiles à atteindre deviennent de moins en moins attrayantes, en particulier pour les jeunes et les familles. L'exode régulier des jeunes des zones rurales, ainsi que le vieillissement de la population rurale, entraînent naturellement une diminution de la main-d'œuvre. La diminution de la main-d'œuvre constitue un obstacle important à l'attractivité des régions pour les entreprises. Cette tendance pourrait constituer un risque pour l'attractivité future des marchés du travail ruraux. Entre 2015 et 2021, l'augmentation (5 %) de la part des personnes âgées de plus de 65 ans dans les zones rurales a été deux fois supérieure à celle observée dans les zones urbaines.³³⁷

L'accès aux structures de santé est plus faible dans les zones rurales que dans les régions urbaines.

En 2020, 129 régions de niveau NUTS 3 vivaient à moins de 15 minutes de route d'un hôpital, ce qui équivaut à un peu plus d'une région sur dix dans l'UE. La plupart d'entre eux étaient des régions capitales ou urbaines avec des densités de population relativement élevées. À l'autre extrémité de l'échelle, 89 régions avaient moins de la moitié de leur population vivant à moins de 15 minutes de route d'un hôpital. La plupart d'entre elles étaient des régions peu peuplées, souvent autour de la périphérie de l'UE, par exemple dans les États membres du sud et de l'est de l'UE, en particulier les intérieurs de l'Espagne et du Portugal et les régions rurales de la Croatie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Slovénie. Il y avait aussi plusieurs régions en Suède où moins de la moitié de la population vivait à moins de 15 minutes de route d'un hôpital.³³⁸

³³⁷ Núñez Ferrer, J., Kiss-Gálfalvi, T., Postica D., Marcinkowska, I., et Zubel, K., [Le coût de la non-ruralité — se préparer à un meilleur équilibre urbain-rural dans le financement de l'UE](#), étude commandée par le Comité des régions, 2023.

³³⁸ https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Health_statistics_at_regional_level.



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
 Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023

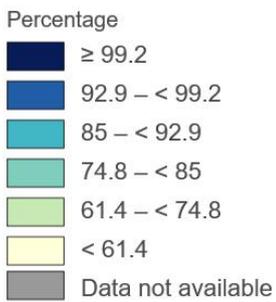


Figure 26 — Population vivant à moins de 15 minutes de route d'un hôpital (2020) par région NUTS 3
 Source — compilation du CdR sur la base d'Eurostat³³⁹

³³⁹ *Ibid.*

Un meilleur accès aux services éducatifs dans les zones urbaines est l'une des raisons de l'émigration des jeunes des zones rurales. Alors que 37 % des habitants des villes ont un niveau d'enseignement supérieur, cette part dans les zones rurales s'élève à 21 % en 2021.³⁴⁰ Dans les zones rurales, les écoles sont souvent confrontées à des problèmes peu fréquents dans les centres urbanisés, tels que les difficultés à recruter des enseignants qualifiés et le manque d'infrastructures adéquates. Le coût fixe élevé de l'entretien des écoles en raison de la taille réduite des populations rurales limite le choix des écoles, des programmes éducatifs, des activités parascolaires et du soutien social. Les possibilités d'éducation limitées peuvent être un moteur essentiel de la mobilité des personnes des zones rurales vers les zones plus développées et densément peuplées.

Au sein des États membres, la participation à l'éducation et à la formation des adultes varie considérablement, avec des taux beaucoup plus élevés dans les zones urbaines que dans les zones rurales. En 2021, le taux de participation des adultes à la formation dans l'UE (mesuré par l'indicateur de quatre semaines) était, en moyenne, de 13,6 % dans les villes, de 9,8 % dans les villes et de 7,8 % dans les zones rurales. Cela peut être lié aux niveaux d'éducation, car ceux qui sont plus qualifiés sont plus susceptibles de vivre dans les zones urbaines. Cela peut également refléter une disponibilité plus faible des possibilités d'apprentissage dans les zones moins densément peuplées: moins de personnes dans les régions rurales vivent à moins de 45 minutes de route de l'université la plus proche par rapport aux autres régions.³⁴¹

Le groupe de régions dans un piège de développement des talents représente 16 % de la population de l'UE. Ce groupe de régions est plus rural que le reste de l'UE, avec 31 % de sa population vivant dans des zones rurales, contre 21 % en moyenne dans l'UE. La participation des adultes à l'apprentissage est nettement plus faible dans les régions confrontées à un piège de développement des talents (avec un taux de 5,6 %, contre 10 % en moyenne dans l'UE).³⁴²

Le manque d'accessibilité au haut débit à haut débit renforce les effets de la distance, de l'isolement et des coûts de transport élevés. En plus de cette question d'infrastructure, les compétences numériques sont nécessaires pour accéder aux services numériques. Toutefois, le niveau de compétences numériques est le plus faible parmi les personnes vivant dans les zones rurales (48 % avaient des compétences numériques de base ou supérieures à la base), tandis que le nombre comparable est de 55 % pour les villes et les banlieues et de 62 % pour les villes. Les personnes vivant dans les zones rurales sont donc l'un des groupes prioritaires pour les actions de perfectionnement et de reconversion numériques dans l'UE. Les autres groupes prioritaires sont les jeunes ayant un faible niveau d'éducation et les NEET (pas dans le domaine de l'éducation, de l'emploi ou de la formation); 55 à 64 ans; les personnes ayant un niveau d'instruction inférieur; les personnes inactives et sans emploi; et ceux qui travaillent dans des professions peu qualifiées et semi-qualifiées.³⁴³

Parallèlement à la reconversion et au perfectionnement professionnel, l'accès aux services publics de l'emploi peut améliorer la participation au marché du travail. Il existe de fortes différences entre les zones urbaines et rurales dans l'accessibilité géographique des bureaux des services publics

³⁴⁰ Núñez Ferrer, J., Kiss-Gálfalvi, T., Postica D., Marcinkowska, I., et Zübel, K., [Le coût de la non-ruralité — se préparer à un meilleur équilibre urbain-rural dans le financement de l'UE](#), étude commandée par le Comité des régions, 2023.

³⁴¹ Commission européenne, [Rapport conjoint sur l'emploi 2023](#), adopté par le Conseil de l'Union européenne le 13 mars 2023.

³⁴² [Communication de la Commission européenne sur l'exploitation des talents dans les régions d'Europe](#), janvier 2023.

³⁴³ Commission européenne, [Emploi et développement social en Europe 2023: Remédier aux pénuries de main-d'œuvre et aux déficits de compétences dans l'UE](#), 2023.

de l'emploi (SPE). Une façon d'améliorer l'adéquation des compétences au niveau régional pourrait consister à faire en sorte que les centres de SPE soient géographiquement accessibles à la plupart des gens. Bien que ce soit généralement le cas dans les régions urbaines, il en est moins dans les régions non métropolitaines, ce qui reflète probablement une diminution de la densité de population et une diminution des réseaux routiers dans les zones rurales.

Dans les régions métropolitaines, une très grande majorité (96 %) de la population vit dans des régions où les centres PSE sont très accessibles — à moins de 30 minutes de route (panneau en haut à gauche). Dans les régions non métropolitaines, la proportion de personnes à distance de conduite d'un centre PSE est généralement plus faible. Ces différences peuvent être le résultat d'une diminution du nombre de centres par habitant, d'une densité de population plus faible et d'une infrastructure de transport moins développée. Plus précisément, seulement 69 % des personnes vivant dans des régions non métropolitaines ayant accès à une petite zone urbaine fonctionnelle et 46 % des personnes vivant dans des régions éloignées non métropolitaines vivent dans des régions à forte accessibilité.³⁴⁴

³⁴⁴ *Ibid.*

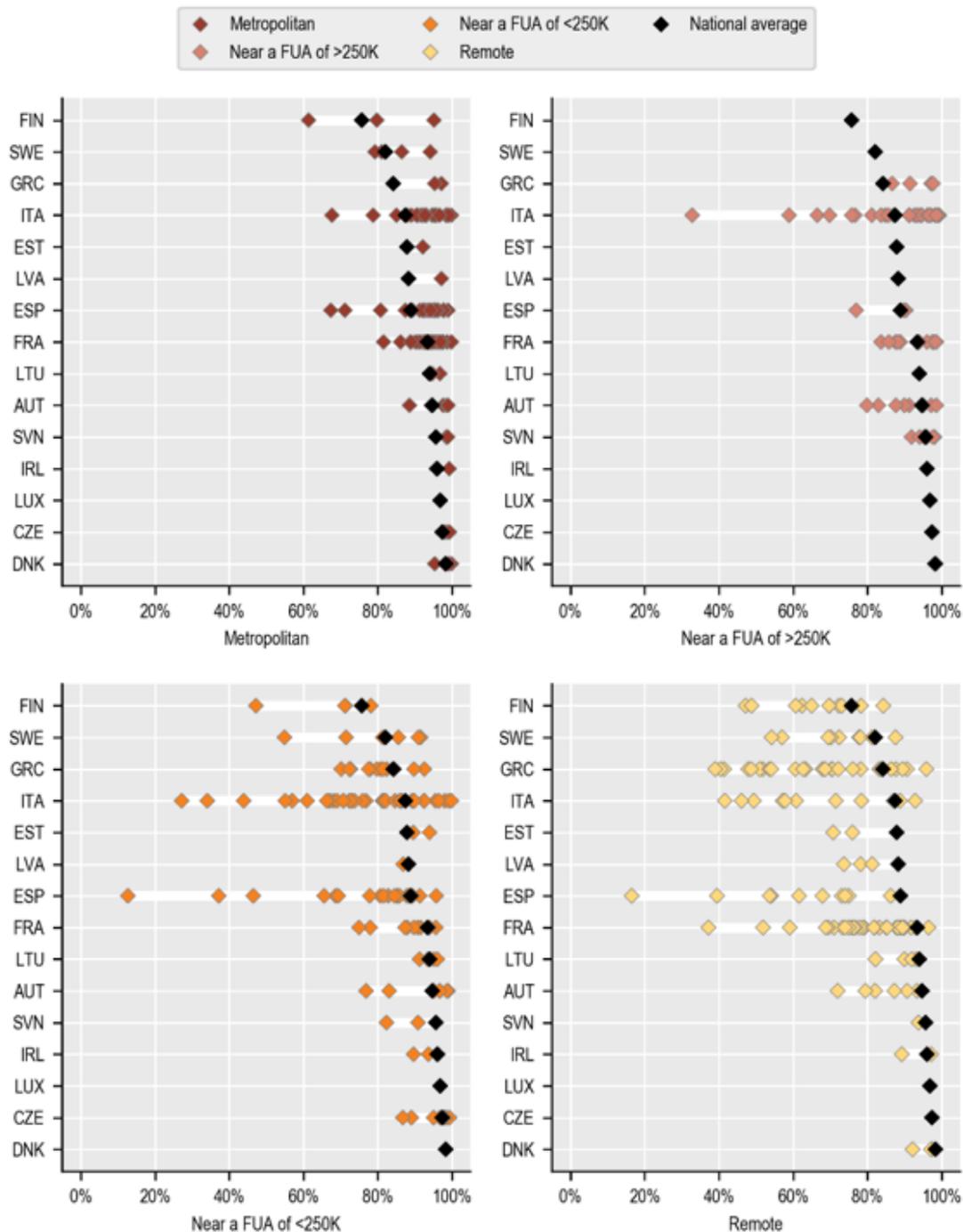


Figure 27 — Accessibilité des centres PSE
Source — Commission européenne³⁴⁵

Dans les zones rurales, les femmes sont plus susceptibles d’être sans emploi que les hommes et sont plus susceptibles que les femmes des zones urbaines de travailler dans un emploi informel. L’accès limité aux services publics liés à la garde d’enfants aggrave encore davantage leur situation. Au niveau de l’UE en 2021, le taux d’activité sur le marché du travail était de 78,5 %. La différence entre les villes et les zones rurales était de 1,3 %, ce qui est globalement relativement modeste. Toutefois, dans les zones rurales, les femmes sont généralement moins actives sur le plan économique que les hommes, ce qui entraîne un écart d’activité plus important entre les hommes et les

³⁴⁵Ibid.

femmes sur le marché du travail dans ces domaines que dans d'autres. Cette fourchette est de 13 à 20 points de pourcentage entre les femmes et les hommes.³⁴⁶

Les zones rurales ne bénéficient pas de nouveaux emplois verts malgré leur énorme potentiel de production d'énergie renouvelable. Bien que la transition écologique soit un effort mondial, son impact sur le marché du travail est local. Les zones rurales disposent d'un énorme potentiel d'investissement dans les énergies renouvelables, par exemple dans l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou l'hydroélectricité. Cependant, les emplois créés dans ces industries ne sont pas nécessairement locaux. Ingénieurs, avocats et cabinets de conseil travaillent à distance sur ces projets à partir des grandes villes, et les travailleurs de la construction ne sont sur place que pour une courte période et passent rapidement à autre chose.

Pendant ce temps, les emplois polluants sont encore plus concentrés dans l'espace que les emplois verts, avec une part élevée dans les régions où le produit intérieur brut par habitant est plus faible. Cela les rend vulnérables à de plus grandes pertes d'emplois et à la disparition d'une activité économique importante qui pourrait freiner leurs communautés pour les années à venir. Par exemple, la région d'extraction de charbon de Macédoine occidentale en Grèce a enregistré le taux de chômage national le plus élevé en 2021, avec près de 20 %, et la part nationale la plus faible des emplois verts (7%).³⁴⁷

Les zones rurales et urbaines des îles sont confrontées à des coûts supplémentaires qui entravent le développement et la compétitivité de ces territoires, tout en les exposant particulièrement à la perte de biodiversité et au changement climatique. Cela est particulièrement vrai pour les coûts liés aux transports, à l'énergie, à la gestion des déchets, aux services publics et aux biens et services de nécessité. Ils ont moins de flexibilité lorsqu'il s'agit de s'adapter rapidement à l'ambitieux mouvement de l'UE vers la neutralité climatique et les investissements dans les sources d'énergie alternatives dans les îles. La connexion numérique est un outil essentiel pour surmonter l'isolement physique des îles, pour faire en sorte que les citoyens et les entrepreneurs puissent opérer sur les marchés de l'UE tout en s'appuyant sur une île, et pour relever les défis démographiques des îles.

Le dépeuplement et la stagnation à long terme influencent la démocratie européenne. Ceux qui restent dans les zones rurales se sentent laissés pour compte — un sentiment qui se traduit souvent par moins de soutien à l'UE dans les enquêtes et les élections.³⁴⁸ L'Eurobaromètre du printemps 2023 montre également que les habitants des zones rurales sont, dans une certaine mesure, moins actifs dans la politique nationale et européenne que dans les zones urbaines.³⁴⁹

La complexité des défis dans les zones rurales exige des solutions impliquant de multiples niveaux de gouvernement, parties prenantes et domaines d'action. Ces solutions doivent soutenir la cohésion territoriale et créer des opportunités de croissance économique et de bien-être dans les communautés rurales. Ces actions consistent notamment à attirer des entreprises innovantes, à garantir l'accès à des emplois de qualité, à promouvoir des compétences nouvelles et de meilleure

³⁴⁶ Núñez Ferrer, G., Kiss-Gálfalvi, T., Postica, D., Marcinkowska, I. & Zubeł, K., [Le coût de la non-ruralité — se préparer à un meilleur équilibre urbain-rural dans le financement de l'UE](#), étude commandée par le Comité des régions, 2023.

³⁴⁷ <https://oecd.cogito.blog/2023/03/31/will-there-be-a-great-green-divide/>, et Commission européenne, [The Possible Implications of the Green Transition for the EU Labour Market](#), 2022.

³⁴⁸ Commission européenne, [La géographie du mécontentement et le piège du développement régional](#), mars 2023. Le Comité européen des régions a commandé une étude analysant les résultats d'un point de vue urbain-rural.

³⁴⁹ Parlement européen, [Eurobaromètre du printemps 2023](#), 2023.

qualité, à améliorer les infrastructures et les services et à renforcer le rôle de l'agriculture durable et des activités économiques diversifiées.

Les régions, les villes et les municipalités participent donc activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies intégrées de développement rural. L'objectif est d'utiliser tous les fonds et politiques possibles de l'UE pour promouvoir l'attractivité des zones rurales et protéger la population rurale et leur qualité de vie en garantissant l'égalité d'accès aux services et aux possibilités de base.

LOI POUR LUTTER CONTRE LE DÉPEUPLEMENT

CASTILLE-LA MANCHE, ESPAGNE

En juin 2021, la région de Castille-La Manche a approuvé une loi pionnière pour lutter contre le dépeuplement rural. Grâce au consensus social et afin d'assurer la continuité et le travail à long terme, le principal objectif de la loi est de lutter contre le dépeuplement, de garantir l'égalité des chances et des services pour tous et de parvenir à la cohésion territoriale et sociale dans la région. La loi prévoit des mesures économiques, sociales et fiscales, articulées dans des lois et des stratégies régionales globales, multisectorielles et intégrées.³⁵⁰

UN AGENDA RURAL DURABLE

SÉGOVIE, ESPAGNE

L'agenda rural durable de la province de Ségovie est un document stratégique qui adapte la méthodologie utilisée pour l'agenda urbain espagnol au contexte rural de la région. Il définit un plan d'action conforme au programme à l'horizon 2030 et à ses objectifs de développement durable, au programme urbain européen et au programme urbain espagnol. Les objectifs de ce programme sont également conformes à ceux énoncés dans la déclaration de Cork 2.0, l'accent étant mis sur la promotion des zones rurales, l'amélioration de la gouvernance rurale et l'investissement dans la viabilité et la vitalité de l'environnement rural.³⁵¹

STIMULER L'ENTREPRENEURIAT VERT

PROJET GREENWORAL

Les zones rurales cherchent également à stimuler la participation à l'entrepreneuriat vert. Le projet Greenworol, soutenu par l'UE, fournit des compétences en matière d'entrepreneuriat vert aux femmes adultes dans les zones rurales de Chypre, d'Espagne, d'Irlande et de Lituanie. L'objectif est de trouver un équilibre entre l'utilisation des ressources naturelles et la rentabilité dans les zones rurales. Le projet vise à stimuler l'inclusion, en autonomisant les femmes entrepreneures qui ont traditionnellement fait face à des obstacles dans la création d'entreprises et dans la transition écologique.³⁵²

³⁵⁰ https://ec.europa.eu/enrd/publications/regional-law-castilla-la-mancha-spain-combat-rural-depopulation_en.html.

³⁵¹ <https://cor.europa.eu/EN/engage/Pages/greendeal-stories.aspx#CorContainer>.

³⁵² <https://greenworol.com/>.

COMBINER LES FONDS DE L'UE POUR L'INNOVATION SOCIALE

DOLNÍ STUDÉNKY, TCHÉQUIE

La municipalité de Dolní Studénky a combiné plusieurs fonds de l'UE dans un projet d'innovation sociale appliquant l'approche ascendante du développement local mené par les communautés (CLLD). Le projet a transformé le château abandonné de Třemešek en un centre multifonctionnel combinant des logements sociaux, des conseils sociaux, des installations d'apprentissage pour adultes, un centre communautaire et un café proposant des spécialités locales.

VILLAGES ÉNERGÉTIQUES

COCHEM-ZELL, ALLEMAGNE

La région Rhénanie-Palatinat soutient le projet Cochem-Zeller Energiedorf (village énergétique). Le projet est un parfait exemple de changement apporté par l'impulsion de la société civile. Elle développe des réseaux de chauffage durables dans plusieurs villages. La chaleur est obtenue à partir du bois qui provient des forêts locales (puces de bois de bois résiduel) et des systèmes solaires thermiques. Cela renforce la valeur ajoutée dans la région. En même temps, une connexion directe par fibre optique est fournie aux résidents.³⁵³

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES LOCALES ET L'E-MOBILITÉ

SPRAKEBÜLL, ALLEMAGNE

Sprakebüll, un petit village de 250 habitants à la périphérie de l'Allemagne dans une région très rurale, principalement agricole, a créé des parcs éoliens communautaires, des parcs solaires avec la participation du public, une fondation communautaire à but non lucratif, son propre réseau de chauffage local appartenant à la municipalité et la plus forte concentration de voitures électriques en Allemagne depuis 1998. La voiture électrique partagée du village, ou Dörpsmobil, a permis à de nombreux habitants de se débarrasser de leur deuxième voiture. Le projet est également organisé par la communauté, à travers une association créée à cet effet: e-Mobiles Dorf Sprakebüll e.V. Les volontaires locaux réparent, nettoient et chargent la voiture. Sprakebüll dispose désormais d'une borne de recharge rapide. Le projet montre que l'e-mobilité et l'autopartage sont des solutions attrayantes pour les services ruraux d'intérêt général.³⁵⁴

³⁵³ <https://cor.europa.eu/EN/engage/Pages/greendeal-stories.aspx#CorContainer>.

³⁵⁴ Ibid.

UNE SCOLARISATION LOCALE RENTABLE

MORNESE, ITALIE

La commune de Mornese, dans la région du Piémont, a assuré la scolarisation dans cette zone rurale en améliorant l'efficacité énergétique de son bâtiment scolaire. Le bâtiment est d'une importance vitale pour la survie de la ville. La réduction de la facture énergétique grâce à un certain nombre de mesures réduit l'empreinte carbone de l'école et améliore les conditions d'apprentissage et de travail des élèves et du personnel. Être capable de financer l'école aide la ville à lutter contre le dépeuplement.³⁵⁵

COMPÉTENCES NUMÉRIQUES HAUT DE GAMME POUR L'AGRICULTURE ET LA SYLVICULTURE

ANDALOUSIE, ESPAGNE

Afin de développer les opportunités économiques dans l'industrie agroalimentaire en Andalousie, l'un des domaines de développement prometteurs pour la stratégie régionale de spécialisation intelligente (S3), l'Université de Cordoue a créé et lancé un master en transformation numérique du secteur agricole et forestier. Cela répond aux goulets d'étranglement identifiés qui encouragent l'innovation et la numérisation dans la chaîne de valeur agroalimentaire, à la suite d'éléments probants concernant l'absence de profils agrotechnologiques professionnels adéquats. Ce diplôme a formé un grand nombre de professionnels qui sont maintenant capables de faciliter, de soutenir et de promouvoir la transformation numérique dans les zones rurales, et d'encourager l'utilisation de technologies telles que les capteurs, l'internet des objets, le big data, le cloud computing, l'industrie alimentaire 4.0, l'intelligence artificielle et l'agriculture de précision. Après la mise en œuvre réussie de ce diplôme, le modèle a été copié par l'Université de Séville.³⁵⁶

PHARMACIES POUR LA REVITALISATION RURALE

FRANCE

En France, l'ouverture de nouvelles pharmacies est réglementée par des procédures d'autorisation. De nouvelles pharmacies peuvent être ouvertes dans les territoires défavorisés (revitalisation des zones rurales et des quartiers urbains prioritaires) ou sur la base de critères démographiques (augmentation de la population). Cette politique vise à assurer un accès équitable aux pharmacies sur l'ensemble des territoires, notamment dans ceux qui sont confrontés à des difficultés sociales et économiques.³⁵⁷

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ [Communication de la Commission européenne sur l'exploitation des talents dans les régions d'Europe](#), janvier 2023.

³⁵⁷ *Ibid.*

Le Comité des régions (CdR) encourage toutes les autorités publiques à veiller à ce que les nouvelles lois et politiques tiennent compte de l'impact qu'elles ont sur les zones rurales et du potentiel des zones rurales à contribuer à la réalisation des objectifs politiques (résistance rurale). Le CdR participe activement au pacte rural,³⁵⁸ qui fournit une plate-forme permettant à tous les niveaux de gouvernement et à la société civile d'échanger et de générer des connaissances et de bonnes pratiques, de sensibiliser aux besoins des zones rurales et de mettre en valeur leur potentiel.

L'amélioration des liens urbains-ruraux peut également contribuer à améliorer la connectivité et l'accès aux services pour les citoyens ruraux. Il convient de créer davantage de synergies entre les outils de développement tels que LEADER, CLLD, l'initiative des villages intelligents, les villages de démarrage et les groupes d'action locale. **Des objectifs et des indicateurs sont nécessaires pour guider et suivre la mise en œuvre de la vision à long terme de la Commission européenne pour les zones rurales.**

³⁵⁸ https://ruralpact.rural-vision.europa.eu/rural-pact_en.

G. Compétences des gens — ne laisser personne de côté

Les compétences des personnes jouent un rôle clé dans la sécurisation d’emplois élevés et dans la promotion du bien-être de la société, en particulier dans le contexte des transitions écologique et numérique. Des compétences insuffisantes et dépassées peuvent avoir un impact négatif sur la participation des citoyens à la société et au marché du travail, augmentant ainsi le risque de chômage, de pauvreté et d’exclusion sociale pour un segment important de la population européenne. En retour, elle peut entraver une croissance inclusive et durable, ainsi que des capacités de compétitivité et d’innovation. Comment les différents niveaux de gouvernement peuvent-ils travailler main dans la main pour créer les possibilités nécessaires pour améliorer l’éducation et les compétences, et enfin devenir des catalyseurs de la stratégie de croissance durable de l’Europe?

Les administrations régionales et locales s’engagent souvent activement dans des processus de développement des compétences, car elles reconnaissent que le manque de compétences ou le manque de compétences constituent un obstacle au développement économique de leur région et à la création d’un environnement favorable.³⁵⁹ La prise en compte du développement du capital humain aux niveaux national, régional et local augmente l’efficacité des politiques de l’emploi qui fonctionnent bien, en veillant également à ce que les exigences des employeurs s’alignent plus efficacement sur les exigences des employés potentiels.

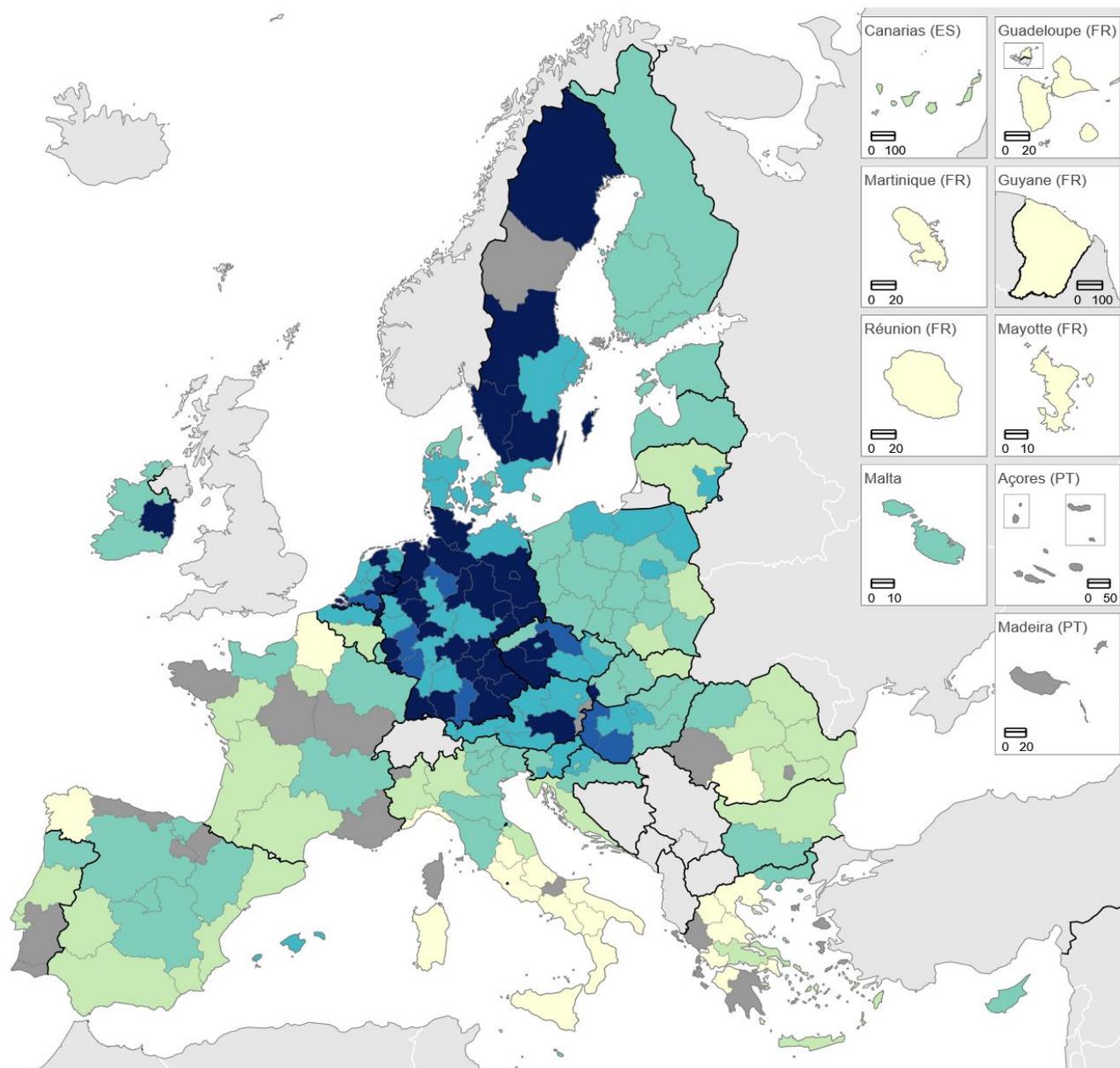
Les nouvelles technologies, l’éducation, la recherche et le développement et le soutien aux écosystèmes entrepreneuriaux florissants sont les ingrédients idéaux d’une stratégie d’innovation régionale tournée vers l’avenir. Le développement des compétences doit donc faire partie de la stratégie, en particulier dans l’enseignement et la formation professionnels (EFP). Après tout, l’innovation ne concerne pas seulement la haute technologie, mais aussi des professionnels bien formés qui peuvent développer et appliquer de nouvelles technologies d’une manière axée sur les solutions. Dans le contexte de l’innovation, l’accent est traditionnellement mis sur l’enseignement supérieur, mais l’enseignement professionnel dans l’enseignement secondaire et l’enseignement ou la formation des adultes dans les secteurs jouent également un rôle.³⁶⁰

Un objectif a été fixé pour que 82 % des personnes âgées de 20 à 34 ans obtiennent un diplôme de 1 à 3 ans plus tôt dans un enseignement professionnel secondaire supérieur ou post-secondaire non tertiaire d’ici 2025.³⁶¹ La carte ci-dessous montre que l’objectif a déjà été atteint en 2021 dans toutes les régions de l’Allemagne, des Pays-Bas et de la Suède, et dans toutes les régions sauf une d’Autriche (à l’exception de la région de Vienne) où des données sont disponibles, et toutes les régions sauf deux de Tchéquie et du Danemark. Les taux d’emploi de cette sous-population étaient particulièrement élevés dans un groupe de régions d’Allemagne et de Suède, ainsi que dans la région de la capitale, la Slovaquie (région de Bratislava), la Bohême centrale en Tchéquie, et Overijssel et Gelderland aux Pays-Bas.

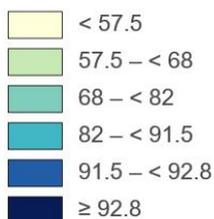
³⁵⁹ Eurostat, Statistiques [de l’éducation et de la formation au niveau régional](#), mai 2022.

³⁶⁰ <https://www.ideaconsult.be/en/projects/a-skills-ecosystem-as-an-engine-for-regional-economic-development>.

³⁶¹ Eurostat, Statistiques [de l’éducation et de la formation au niveau régional](#), mai 2022.



EU = 76.4



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023

Graphique 28 — Taux d'emploi des diplômés récents du programme professionnel, 2021, par région NUTS 2 (% des diplômés âgés de 20 à 34 ans ayant un niveau d'enseignement professionnel supérieur ou postsecondaire non tertiaire ayant quitté l'enseignement et la formation 1 à 3 ans plus tôt)

Source — compilation du CdR sur la base d'Eurostat³⁶²

Note — Comme couvert par les niveaux 3 et 4 de la CITE. Belgique, Bulgarie et France: NOIX 1. Comprend des années de référence antérieures pour plusieurs autres régions (trop nombreuses à documenter)

³⁶² Code de données en ligne d'Eurostat: edat_lfse_33.

Les administrations infranationales sont responsables d'une part clé des dépenses globales en matière d'éducation et de compétences, avec une moyenne d'environ 20 % de l'ensemble des investissements publics dans ce domaine.³⁶³ Sur la base *des données clés sur les gouvernements locaux et régionaux dans l'Union européenne*,³⁶⁴ les investissements publics infranationaux dans l'éducation vont de 40 % en Estonie et en Slovaquie à moins de 5 % à Chypre, en Irlande et à Malte. Dans 12 des 27 États membres, la part des investissements publics dans l'éducation est supérieure à 20 % de l'ensemble des investissements publics dans ce domaine.

Plusieurs défis peuvent être identifiés et abordés pour faire en sorte que l'impact des politiques en matière de compétences soit amélioré et mieux orienté. Parmi ces défis figurent les perturbations causées par la pandémie de COVID-19 et la situation des régions qui sont souvent déjà désavantagées. Ces régions subissent un double coup lorsque leurs personnes les plus talentueuses partent à la recherche de meilleures opportunités ailleurs, ce qui entraîne une fuite des cerveaux. Par conséquent, ces régions peinent à attirer une main-d'œuvre qualifiée et les investissements économiques nécessaires pour améliorer leurs conditions et améliorer leurs perspectives de compétitivité et de développement, ce qui les rend moins attrayantes pour les investissements extérieurs. S'il est négligé, ce processus se traduira par des déséquilibres territoriaux nouveaux et croissants à mesure que les zones vieillissent et prennent du retard en termes de taille et de capacités de la main-d'œuvre. L'évolution de la situation démographique en Europe nuira à la résilience et à la compétitivité globales de l'UE, ainsi qu'à sa cohésion.³⁶⁵

Certaines régions de l'UE en grande partie rurales et moins développées connaissent un déclin rapide de la population en âge de travailler. Combinés à des défis pour attirer et/ou maintenir des personnes, cela peut limiter la capacité de ces régions à établir des économies durables, compétitives et fondées sur le savoir, ce qui les expose à un plus grand risque de prendre du retard sur les pays plus avancés.³⁶⁶

L'inadéquation des compétences varie considérablement d'une région européenne à l'autre. Les liens économiques montrent que la réduction de l'inadéquation des compétences dans un sous-ensemble de régions aura également un effet positif dans d'autres régions. La répartition régionale de l'indicateur d'inadéquation entre les personnes disponibles pour travailler (chômeurs) et les emplois disponibles (vacances) en 2017, année de référence pour cette analyse, est présentée dans le graphique ci-dessous.³⁶⁷ Les indicateurs d'inadéquation macroéconomique des compétences sont des mesures de dispersion relative des taux d'emploi et de chômage entre les groupes de compétences.

S'il existe un écart élevé entre les taux d'emploi et de chômage entre les groupes de compétences d'une région donnée, l'indicateur a une valeur élevée, ce qui suggère une inadéquation significative entre

³⁶³ <https://www.sng-wofi.org/2022%20Highlights.pdf>.

³⁶⁴ Organisation de coopération et de développement économiques, [Données clés sur les gouvernements locaux et régionaux dans l'Union européenne](#), 2018.

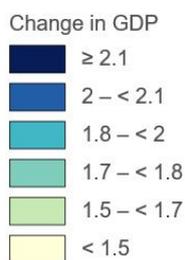
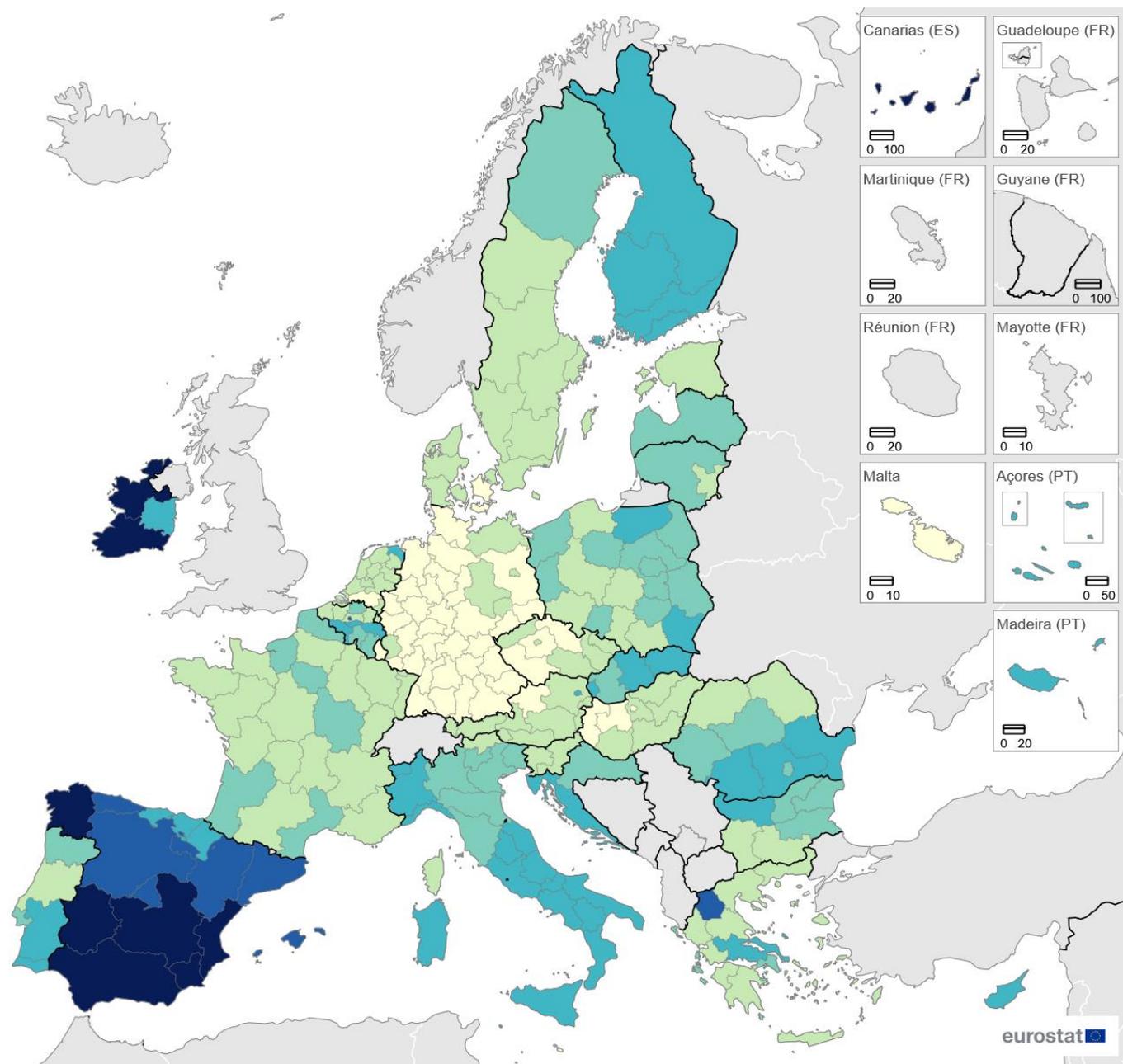
³⁶⁵ [Communication de la Commission européenne sur l'exploitation des talents dans les régions d'Europe](#), janvier 2023.

³⁶⁶ Commission européenne, [Emploi et développement social en Europe: Remédier aux pénuries de main-d'œuvre et aux déficits de compétences dans l'UE](#), 2023.

³⁶⁷ Les données 2017 sont utilisées pour assurer la cohérence avec le modèle RHOMOLO utilisé dans l'analyse. Le modèle RHOMOLO ne peut pas fournir une évaluation explicite d'une politique spécifique visant à réduire l'inadéquation des compétences, de sorte que l'analyse montre les effets macroéconomiques de toute politique qui réduit avec succès l'inadéquation des compétences dans un certain nombre de régions européennes. Les incidences économiques estimées peuvent servir de point de référence lors de l'analyse du rapport coût-efficacité d'une telle politique.

l'offre et la demande de main-d'œuvre dans cette région. La valeur moyenne pour l'indicateur d'inadéquation des compétences pour les régions NUTS 2 de l'UE était de 9,63, avec un maximum de 21,93 (Východné Slovensko — Slovaquie) et un minimum de 1,99 (Åland — Finlande). L'inadéquation des compétences est plus fréquente dans les pays d'Europe centrale et orientale que dans le sud de l'Europe.³⁶⁸

³⁶⁸ Commission européenne, [Emploi et développement social en Europe: Remédier aux pénuries de main-d'œuvre et aux déficits de compétences dans l'UE](#), 2023.



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
 Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023

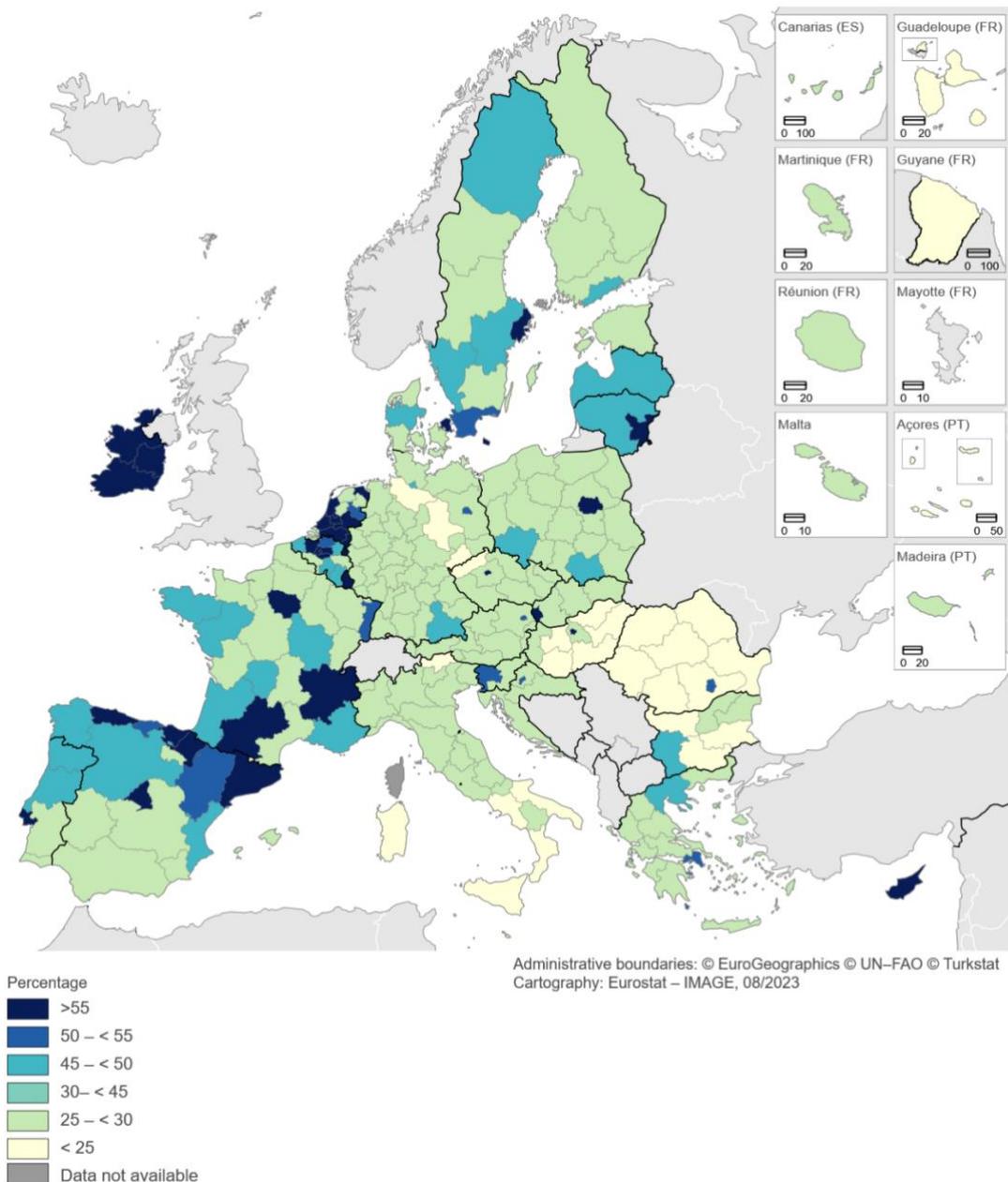
Graphique 29 — Répercussions à long terme de 1 point de pourcentage d'amélioration de l'adéquation des compétences sur le PIB (%), par région NUTS 2

Source — compilation du CdR basée sur la Commission européenne³⁶⁹;

Note — La méthodologie utilisée pour produire ces résultats avec le modèle RHOMOLO est expliquée dans Christou, T., Crucitti, F., Garcia Rodriguez, A., Katay, G., Lazarou, N., et Salotti, S., *Améliorer l'adéquation des compétences macroéconomiques régionales: Une analyse RHOMOLO*, Centre commun de recherche, (JRC133942), 2023

³⁶⁹ Ibid.

Si la diminution de la population en âge de travailler est généralisée, plus de la moitié de la population de l'UE vivant dans des régions où elle diminue, cette baisse est combinée dans certaines régions confrontées à d'autres défis structurels. Par rapport à la moyenne de l'UE, certaines régions ont une part significativement plus faible de diplômés de l'enseignement supérieur, les jeunes adultes (âgés de 20 à 24 ans) étant comparativement moins susceptibles d'être inscrits dans l'enseignement supérieur.³⁷⁰ Dans certaines régions (par exemple, les régions capitales du Danemark, de la Lituanie et de la Pologne), environ 70 % de la population a atteint un niveau d'enseignement supérieur. Pour d'autres (par exemple, le Sud-Est en Roumanie ou la Sicile en Italie), ce nombre tombe à moins de 20 %.



³⁷⁰ Commission européenne, [document de travail des services de la Commission sur les tendances régionales de la croissance et de la convergence dans l'Union européenne](#), juin 2023.

Figure 30 — Part des diplômés de l'enseignement supérieur, par région NUTS 2 (% des personnes âgées de 25 à 34 ans)

Source — compilation du CdR sur la base d'Eurostat³⁷¹

En outre, alors que la proportion de personnes ayant fait des études postsecondaires dans le groupe d'âge des 25 à 64 ans augmente au niveau de l'UE en raison du fait que les cohortes d'âge plus jeunes sont plus instruites que les plus âgées, cette proportion s'est accrue plus lentement dans ces domaines, cette tendance devant se poursuivre. Comme indiqué dans la communication de la Commission européenne sur *la valorisation des talents dans les régions d'Europe*,³⁷² ces zones ne seront pas en mesure de compenser la diminution de la main-d'œuvre par des personnes hautement qualifiées si leur pourcentage de travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur diminue ou stagne. Si elle est ignorée, cela élargira le talent et l'écart économique.

La communication souligne également que dans les régions en danger ou menacées de tomber dans un piège du développement, le taux de chômage des jeunes (âgés de 15 à 34 ans) est de 14,6 %, ce qui est beaucoup plus élevé que la moyenne de l'UE de 11,1 %. En outre, si le départ des jeunes ouvre de nouvelles perspectives aux particuliers, il peut également conduire à une augmentation des tensions sur le marché du travail et à une aggravation des pénuries d'emplois dans certaines industries.

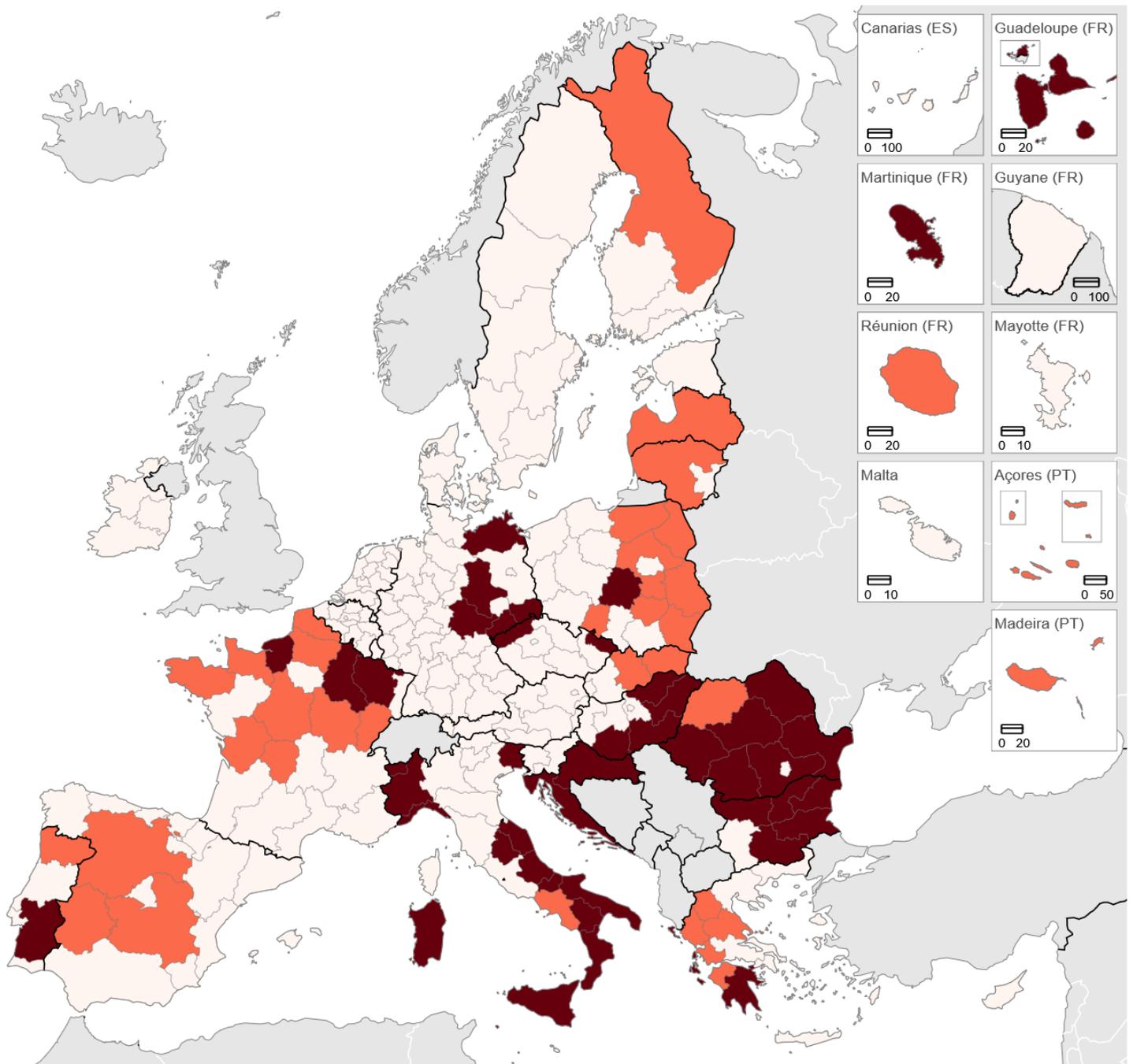
La carte ci-dessous met en évidence 46 régions (en rouge foncé) qui sont dans un piège de développement des talents. Ces régions sont confrontées à un déclin accéléré de leur population en âge de travailler et à un nombre faible et stagnant de personnes ayant suivi un enseignement supérieur entre 2015 et 2020. Ce groupe de régions représente 16 % de la population de l'UE. La plupart de ces régions sont moins développées, avec un PIB moyen par habitant de 64 % de la moyenne de l'UE. Ce groupe de régions est plus rural que le reste de l'UE, avec 31 % de sa population vivant dans des zones rurales, contre 21 % en moyenne dans l'UE.

La carte identifie également un deuxième groupe de 36 régions (en orange) qui risquent de tomber dans un piège de développement des talents à l'avenir parce qu'elles sont fortement affectées par le départ de leur population âgée de 15 à 39 ans (une réduction de plus de -2 pour mille par an, contre 5,3 pour mille en moyenne dans l'UE). Ce groupe représente 13 % de la population de l'UE. Ensemble, les deux catégories de régions représentent près de 30 % de la population de l'UE.³⁷³

³⁷¹ Code de l'ensemble de données Eurostat: edat_ifse_04.

³⁷² [Communication de la Commission européenne sur la valorisation des talents dans les régions d'Europe](#), janvier 2023.

³⁷³ *Ibid.*



Administrative boundaries: © EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat
 Cartography: Eurostat – IMAGE, 08/2023

Category

- Shrinking working-age population and lagging level of tertiary education
- Net out-migration of people aged 15-39
- Other regions

Figure 31 — Régions dans un piège de développement des talents et régions à risque de tomber dans un piège de développement des talents

Source — compilation du CdR basée sur la Commission européenne³⁷⁴

³⁷⁴ Commission européenne, [Communication sur la valorisation des talents dans les régions d'Europe](#), janvier 2023, sur la base des codes de données d'Eurostat demo_r_d2jan, demo_r_magec et lfst_r_lfsd2pop.

Pour éviter le risque d'une croissance des pièges de développement des talents, il est impératif de stimuler à la fois la demande de talents, notamment en stimulant des opportunités économiques plus dynamiques et diversifiées, et l'offre de talents. Cela nécessite un ensemble d'investissements et de réformes, soutenus notamment par la nouvelle génération de programmes de la politique de cohésion et les plans pour la reprise et la résilience.

Les régions et les villes ont un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration de politiques en matière de compétences. De nombreuses collectivités locales et régionales ont fait preuve de bonnes pratiques en matière de perfectionnement et de reconversion tout au long de la pandémie de COVID-19, ce qui pourrait inspirer les politiques nationales et européennes. En soutenant le perfectionnement et la reconversion et en dotant les personnes des compétences dont elles ont besoin, les collectivités locales et régionales pourraient favoriser la reprise sociale qui crée de nouveaux emplois, sensibiliser le public aux politiques de l'UE, faciliter la participation des citoyens aux défis sociétaux (comme la numérisation et le changement climatique) et stimuler le développement local et régional.

Il est donc essentiel de promouvoir et de relier la perspective locale sur les compétences. Travailler au niveau local peut maximiser la participation des partenaires locaux, tels que les petites et moyennes entreprises, tout en comprenant mieux les besoins du marché du travail local et en explorant les synergies avec d'autres stratégies locales et régionales. En outre, la perspective locale et régionale pourrait contribuer à créer des prévisions qualitatives et des prévisions quantitatives des compétences, qui peuvent à leur tour devenir un modèle ou une méthode d'anticipation des compétences qui peut être utilisé pour la planification ou la conception de politiques futures. Les collectivités locales et régionales peuvent promouvoir une culture de l'apprentissage tout au long de la vie en offrant des possibilités accessibles et abordables de développement des compétences et de perfectionnement professionnel.

L'Année européenne des compétences est l'occasion d'aligner les actions futures visant à promouvoir l'éducation et les compétences sur les principes du socle européen des droits sociaux. C'est également l'occasion de progresser vers l'objectif principal en matière de compétences à atteindre d'ici la fin de la décennie, à savoir qu'au moins 60 % de tous les adultes devraient participer à la formation chaque année, et qu'un taux d'emploi d'au moins 78 % devrait être atteint d'ici 2030.³⁷⁵

La nouvelle approche en matière de compétences s'appuiera sur la coopération avec les entreprises pour lutter contre l'inadéquation des compétences et tenir compte des aspirations des personnes, mais visera également à attirer des travailleurs qualifiés de l'étranger de manière ciblée.³⁷⁶ Cela contribue également à l'objectif de développement durable no 4, qui vise à assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous d'ici 2030.

Veiller à ce que chacun puisse contribuer avec succès à la transition vers la durabilité est un message clé du récent rapport de *prospective stratégique 2023 de la Commission européenne*.³⁷⁷

Le rapport souligne que des efforts constants sont nécessaires pour accroître la participation au marché du travail dans toutes les catégories démographiques, en particulier parmi les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes et d'autres groupes sous-représentés tant dans l'emploi

³⁷⁵ <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1607&langId=en>.

³⁷⁶ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A52022PC0526>.

³⁷⁷ Commission européenne, [Rapport de prospective stratégique 2023](#), 2023.

que dans l'éducation et la formation. En outre, pour réduire les inégalités, il convient d'encourager les dépenses d'éducation précoces et de qualité. Les compétences numériques, civiques, de résilience et d'esprit d'entreprise, ainsi que les compétences dans le domaine de la durabilité, devraient bénéficier de la même attention que les compétences techniques.

Le rapport souligne ensuite l'importance d'encourager l'apprentissage tout au long de la vie par une plus grande formation sur le lieu de travail et/ou professionnelle. La flexibilité de l'apprentissage s'élargirait avec des méthodes d'enseignement créatives. En outre, l'adaptation des lieux de travail et des conditions de travail aux nouveaux types d'emplois, aux attentes des générations et aux exigences des travailleurs doit aller de pair avec cela.

En outre, grâce à des structures établies (comme les pactes pour les compétences ou les académies des compétences), la coopération entre les acteurs gouvernementaux, commerciaux et de la société civile devrait être renforcée, et les technologies numériques devraient être appliquées pour améliorer, modifier et élargir les possibilités d'apprentissage pour tous les acteurs de l'éducation et de la formation.

En ce qui concerne la gestion de l'évolution démographique, le *rapport de prospective stratégique 2023*³⁷⁸ souligne comment l'UE a besoin de technologies fiables pour prévoir avec précision les besoins en main-d'œuvre et en compétences dans les industries importantes, et que les pièges de développement des talents doivent être abordés au niveau régional en stimulant la demande et l'offre de talents grâce à des initiatives adaptées, en collaboration avec les entreprises et les établissements d'enseignement.

Les règles environnementales doivent suivre et s'aligner sur les compétences et les politiques du marché du travail. Jusqu'à présent, les politiques relatives au marché du travail et aux compétences ont été largement créées indépendamment des politiques environnementales, qui stimulent l'offre et la demande de talents verts. Cela doit changer afin d'éviter les pénuries de compétences vertes qui peuvent entraver la réalisation des objectifs climatiques et de garantir que les employés gravement touchés par la transition écologique ne soient pas laissés pour compte. Les administrations publiques appropriées à tous les niveaux doivent travailler en étroite collaboration pour aligner ces domaines d'action.

Comme indiqué dans *Création d'emplois et développement économique local 2023: Pour combler la grande fracture verte*,³⁷⁹ il est clair que **pour aider les employés à acquérir les compétences nécessaires dans une économie verte, les gouvernements locaux et régionaux doivent créer un plan complet d'apprentissage des adultes qui soit à la fois avant-gardiste et à jour.** Cela implique une évaluation approfondie des programmes scolaires afin de refléter l'évolution des exigences en matière de compétences résultant de la transition écologique.

En outre, dans les industries et les secteurs les plus touchés par la transition écologique — à la fois ceux qui font face au déplacement potentiel d'une partie importante de leur main-d'œuvre et ceux qui dirigent la charge vers elle — des programmes de formation sur mesure peuvent être nécessaires. Étant donné qu'une part importante de l'apprentissage des adultes a lieu au travail, les décideurs devraient

³⁷⁸ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_23_3623.

³⁷⁹ Organisation de coopération et de développement économiques, création [d'emplois et développement économique local 2023: Comblant la grande fracture verte](#), 2023.

encourager et aider les entreprises et les organisations qui reclassent et perfectionnent leur main-d'œuvre.³⁸⁰

Comme expliqué dans *Repenser l'attractivité régionale dans le nouvel environnement mondial*,³⁸¹ pour accroître la main-d'œuvre et remédier efficacement aux pénuries de compétences et de main-d'œuvre, deux approches importantes doivent être combinées: premièrement, (ré)engager et former ceux qui se trouvent à la périphérie du marché du travail, tels que les femmes, les retraités et d'autres; et deuxièmement, augmenter la main-d'œuvre grâce à l'immigration.

Il est essentiel de mettre l'accent sur l'attraction et le maintien des talents à l'étranger en raison du fait que les besoins du marché du travail en expansion ne peuvent pas être satisfaits à long terme en mobilisant uniquement la main-d'œuvre locale.³⁸²

Régale: CAPACITÉ RÉGIONALE POUR L'APPRENTISSAGE ET L'ÉDUCATION DES ADULTES

RENFORCER LES RÉSEAUX D'ORGANISATIONS D'ÉDUCATION DES ADULTES ET CRÉER DES SYNERGIES AVEC LES AUTORITÉS RÉGIONALES ET LOCALES

Le projet Regale vise à mettre en place ou à renforcer des réseaux d'organisations d'éducation des adultes et à créer des synergies avec les autorités régionales et locales afin d'accroître leur impact et leur durabilité. Cet objectif sera atteint en renforçant la capacité des partenaires à relever leurs défis, à mettre en place des structures de coopération et à promouvoir une culture de l'éducation des adultes dans les communautés, les villes et les régions.

La municipalité de Larisa, en Grèce, a donné la priorité à la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie en tant que philosophie de vie dans la communauté locale. L'objectif principal est de placer les citoyens au centre de leur communauté en leur offrant la possibilité de développer leurs capacités de pensée critique, d'apprendre et de participer aux activités quotidiennes. La municipalité encourage la coopération et le dialogue entre les parties prenantes de la ville et organise des projets qui soutiennent les groupes sociaux vulnérables, mais qui motivent également la société locale à participer au processus d'apprentissage tout au long de la vie et de développement personnel.

DAMAS

MOBILITÉ DES APPRENTIS NUMÉRIQUES DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

Le projet DAMAS (Digital Apprentices Mobility in the Automotive Sector), mené par le département de l'éducation de la région de Catalogne (Espagne), le département de l'éducation des adultes de la municipalité de Borås (Suède), et d'autres visent à tester la mobilité virtuelle dans le secteur automobile. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le développement de la mobilité virtuelle s'est avéré être un besoin essentiel dans le secteur de l'EFPP. Le projet DAMAS a trouvé une solution innovante pour l'avenir, principalement en utilisant des outils numériques. La gestion du capital

³⁸⁰ *Ibid.*

³⁸¹ Organisation de coopération et de développement économiques, [Rethinking Regional Attractiveness in the New Global Environment](#), 2023.

³⁸² *Ibid.*

humain dans l'industrie automobile est actuellement soumise à une pression extrême pour innover, notamment en ce qui concerne l'e-mobilité, l'internationalisation et la connexion aux écosystèmes locaux. Damas a établi des liens entre des acteurs régionaux clés afin de stimuler la fourniture et l'acquisition de compétences dans le secteur et de favoriser la mobilité numérique internationale. Dans ce scénario, DAMAS a été présenté comme «un projet qui repose dans une large mesure sur la diversité des régions participant au projet et sur l'expérience de chaque partenaire». Au cours de la conférence finale, les résultats du projet ont été décrits, tels que l'enquête de pointe sur la mobilité numérique, les lignes directrices sur les outils mixtes ou entièrement virtuels et la mobilité, l'ambiance en ligne et le programme d'études.

Chapitre III — Les régions et les villes façonnent l’avenir de l’Europe

Tant la réponse à court terme aux crises en développement telles que la guerre russe contre l’Ukraine ou les graves catastrophes climatiques que les efforts à plus long terme pour mettre en pratique le développement durable exigent des régions et des villes fortes et l’engagement de leurs citoyens. Toutes les solutions examinées plus haut dans ce rapport s’inscrivent dans le cadre d’un débat plus large sur l’avenir de l’Europe, dans lequel un contrat démocratique renouvelé et une Union européenne élargie sont deux questions centrales.

Comment les différentes crises peuvent-elles affecter la démocratie à tous les niveaux de gouvernement — du niveau local et régional au niveau national et européen, mais aussi au-delà des frontières de l’UE — dans le contexte de l’élargissement futur? La confiance et la participation sont des ingrédients précieux pour les démocraties stables, mais pour prospérer, elles sont nécessaires à tous les niveaux. Comment nous préparer à une nouvelle ère de l’élargissement, en intégrant de nouveaux États membres dans l’Union européenne?

Là encore, les régions et les villes peuvent être des acteurs clés et utiliser leur proximité avec les populations de leurs territoires pour jeter des ponts entre l’UE et ses citoyens, renforcer la confiance et améliorer l’élaboration des politiques, tout en aidant les villes et régions des pays candidats à se préparer à l’adhésion à l’UE.

A. Démocratie européenne

Dans l'Union européenne, 1,2 million de citoyens sont titulaires d'un mandat électoral au niveau local ou régional. Ils sont la base de la démocratie européenne. Leurs concitoyens leur font le plus confiance. Toutefois, si cette confiance peut contribuer à surmonter les crises de l'Europe et à soutenir ses transitions, ces transitions peuvent également menacer d'exacerber le mécontentement. Comment renforcer ce lien de confiance fondamental entre l'Europe et ses citoyens? Comment pouvons-nous associer encore mieux et davantage nos citoyens aux futurs projets européens à tous les niveaux de gouvernement?

La confiance dans les institutions reflète le soutien des citoyens à un système de gouvernement et à ses arrangements institutionnels. Comme le souligne l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la confiance est un concept multidimensionnel et «il fournit une mesure de la façon dont les gens perçoivent la qualité et leur association avec les institutions gouvernementales dans les pays démocratiques».383

La confiance des citoyens dans la démocratie est négativement liée à l'augmentation des inégalités socio-économiques. Cela signifie que plus les inégalités sont grandes, plus la confiance dans les institutions politiques et leurs représentants est faible.384 Dans ce contexte, le rapport de *prospective stratégique 2023 de la Commission européenne*385 identifie les «menaces pour la démocratie et le contrat social existant» comme l'un des principaux défis sur la voie de la durabilité sociale et économique de l'UE. Selon le rapport, «le contrat social existant n'est pas pleinement adapté à la nouvelle réalité socio-économique».

L'augmentation de la diversité dans les processus démocratiques — à partir du niveau local — améliore leur légitimité et peut accroître la confiance et le sentiment d'appropriation démocratique des citoyens. Il existe une relation importante entre l'état de la démocratie et le caractère inclusif de la démocratie, en référence à son ouverture à l'égard de tous les groupes sociaux. Cela signifie, par exemple, que l'écart entre les sexes dans la représentation politique implique la nécessité d'améliorer la participation des femmes à la vie politique et à la vie publique.386 De même, la participation des jeunes et des groupes vulnérables qui sont plus susceptibles de subir des discriminations ou des préjudices dus à diverses conditions personnelles ou socio-économiques doit être assurée.

La recherche montre que nous vivons une tendance mondiale à l'affaiblissement des normes démocratiques qui dure depuis dix ans.387 Au début de 2022, tous les indices de démocratie ont

³⁸³ Organisation de coopération et de développement économiques, Vue [d'ensemble du gouvernement 2023](#), 2023.

³⁸⁴ Le lien entre l'inégalité régionale et la confiance dans les institutions est largement analysé par Lipps, J., et Schraff, D., [Regional inequality and institutional trust in Europe](#), European Journal of political research, novembre 2021. La manière dont le «piège du développement régional» affecte le soutien des citoyens à l'intégration et aux valeurs de l'UE est analysée dans la Commission européenne, [La géographie du mécontentement et le piège du développement régional](#), mars 2023.

³⁸⁵ Commission européenne, [Rapport de prospective stratégique 2023](#), 2023.

³⁸⁶ Service de recherche du Parlement européen, [Les femmes en politique dans l'UE. État d'avancement des travaux](#), mars 2023; Organisation de coopération et de développement économiques, Vue [d'ensemble du gouvernement 2023](#), 2023, voir plus précisément le chapitre 1. En outre, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes fournit des chiffres intéressants sur la représentation des femmes dans les parlements et les exécutifs à tous les niveaux, y compris régionaux et locaux, dans sa [base de données statistiques sur le genre](#).

³⁸⁷ Voir, par exemple, Carnegie Europe, [European Democracy Support Annual Review 2022](#), janvier 2023.

montré que la récession démocratique mondiale se poursuivait, avec des défis pressants exacerbés par les conséquences de la pandémie de COVID-19, la guerre russe contre l'Ukraine, l'augmentation du coût de la vie, la montée des mouvements populistes et les menaces causées par la désinformation. Une étude récente explore également la polarisation croissante des opinions, des visions du monde et des positions politiques dans les démocraties européennes, qui — compte tenu de l'animosité croissante envers ceux qui ont une vision différente — constitue une grave menace pour la stabilité démocratique.³⁸⁸

Le recul démocratique et l'influence autoritaire sont des menaces présentes dans toute l'Europe et conduisent parfois à un cadrage réactif plutôt que stratégique des politiques. Cela concerne à la fois les relations extérieures — nous voyons par exemple un cadre de la guerre en Ukraine dans le cadre d'une lutte idéologique entre la démocratie et l'autocratie dans le monde entier — et les initiatives liées au renforcement de la démocratie en Europe. Ce dernier représente le domaine le plus dynamique de l'élaboration des politiques de l'UE en 2022, selon Carnegie Europe.³⁸⁹

Les multiples crises auxquelles nous sommes confrontés menacent la force de notre tissu démocratique. Cela comporte un risque important qu'une réaction peut-être lente ou inadéquate à ces crises puisse saper la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

La confiance des citoyens dans l'UE est de 47 % (juillet 2023), soit deux points de pourcentage de moins qu'à l'été 2022, selon le rapport Eurobaromètre standard du printemps 2023. Il reste plus élevé qu'entre l'automne 2009 et l'hiver 2020-2021, à la suite de la crise financière et de la pandémie de COVID-19, respectivement. Il est également intéressant de noter que la proportion de répondants qui pensent que leur voix compte dans l'UE (42 %) a diminué de trois points de pourcentage depuis l'été 2022, ce qui représente la première baisse de cet indice depuis 2020 et le niveau le plus bas depuis l'été 2021.³⁹⁰

La confiance dans les administrations locales et régionales s'accroît, tandis que la confiance dans les gouvernements nationaux et les parlements nationaux a continué de diminuer, selon des enquêtes récentes.

³⁸⁸ Mercator Forum Migration und Demokratie, [Polarisierung in Deutschland et Europa](#), 2023.

³⁸⁹ Le document Carnegie mentionné ci-dessus fait référence aux initiatives relatives à la participation des citoyens, ainsi qu'à la refonte du règlement régissant les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, à la loi sur la liberté des médias, à la loi sur les services numériques, au code de bonnes pratiques contre la désinformation.

³⁹⁰ Commission européenne, [Eurobaromètre standard 99 — printemps 2023](#), juillet 2023.

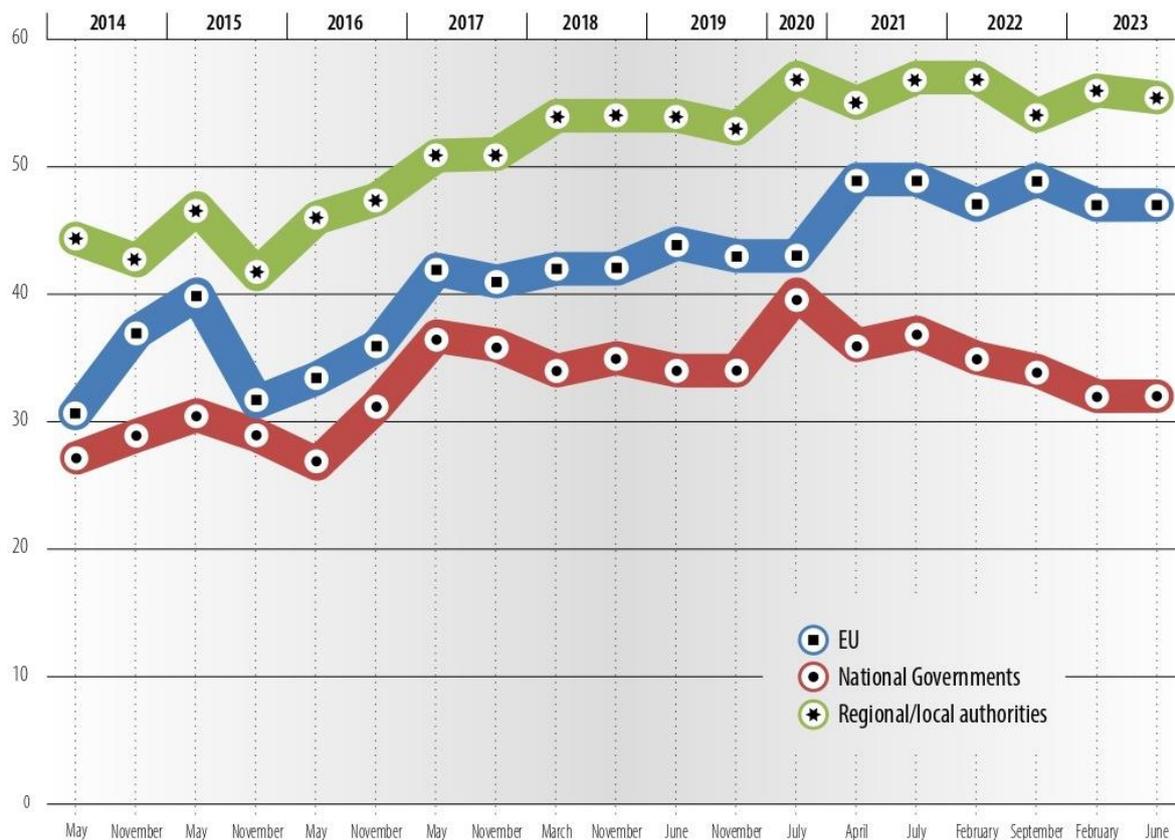


Figure 32 — Confiance à différents niveaux de gouvernement
 Source — compilation du CdR basée sur la Commission européenne³⁹¹

La tendance positive en ce qui concerne la confiance dans les collectivités locales et régionales est confirmée par le rapport *du Gouvernement de l'OCDE 2023*: dans la majorité des pays, le pourcentage de répondants qui ont «une confiance élevée et moyennement élevée dans les administrations locales» est plus élevé que le pourcentage de ceux qui ont le même niveau de confiance dans le gouvernement national. Cependant, les deux chiffres sont en moyenne inférieurs à 50%.³⁹²

Les régions et les villes sont les mieux placées pour créer la confiance et un sentiment d'appropriation à l'égard de la démocratie. La raison en est multiple: les représentants et administrations locaux et régionaux sont le lien le plus étroit avec les citoyens — ils déterminent la façon dont les gens vivent l'action politique dans leur vie quotidienne. Ils jouent également un rôle clé dans la promotion des valeurs et des principes de l'UE. La base de données du Comité des régions (CdR) sur la *promotion des valeurs de l'UE par l'éducation et la culture* fournit plus de 120 exemples de projets présentant les meilleures pratiques au niveau local et régional qui renforcent la citoyenneté européenne active par l'éducation. Grâce à ces projets, les collectivités locales et régionales inspirent l'appartenance et l'appropriation fondées sur la diversité, en maintenant ensemble les dimensions locales, nationales et européennes de la démocratie.³⁹³

³⁹¹ *Ibid.*

³⁹² Organisation de coopération et de développement économiques, Vue [d'ensemble du gouvernement 2023](#), 2023, voir plus précisément le chapitre 2.

³⁹³ <https://cor.europa.eu/en/news/Pages/european-education-culture.aspx>.

Les élus locaux et régionaux sont également les plus exposés au mécontentement croissant et aux conséquences de l'augmentation des inégalités et d'autres menaces pour la démocratie, car ils constituent le lien direct entre les citoyens et les institutions publiques. Les dernières années ont vu des taux croissants de violence — tant psychologique que physique — à l'encontre des maires, des conseillers et des fonctionnaires. Un phénomène tragique, auquel le discours de haine dans un monde numérisé contribue encore plus, avec des conséquences parfois désastreuses pour les titulaires d'un mandat public.

Les représentants régionaux et locaux semblent donc être les représentants les plus dignes de confiance, mais aussi les représentants les plus menacés de la démocratie. Cette observation nous laisse un certain nombre d'impératifs d'action — des actions qui renforcent la démocratie et la participation locales, tout en assurant la sécurité des titulaires de fonctions, et stabiliser la démocratie et l'État de droit en tant que valeurs fondamentales européennes. Compte tenu de la grande pertinence et de l'impact élevé des politiques de l'UE «sur le terrain», dans les régions et les villes et sur la vie des citoyens, ces actions doivent tenir compte de la dimension européenne. D'autre part, les actions visant à renforcer la démocratie européenne ne peuvent avoir de substance sans la participation des collectivités locales et régionales et des personnes vivant au sein de leurs communautés.

La voix des régions et des villes doit être entendue dans l'élaboration des politiques et la prise de décision de l'UE. Cela est fortement confirmé par les résultats de l'enquête du CdR sur *le baromètre local et régional*³⁹⁴ menée par Ipsos European Public Affairs. Une grande majorité des répondants (91 %) sont tout à fait d'accord ou ont tendance à convenir que les régions et les villes devraient avoir plus d'influence dans l'élaboration des politiques de l'UE et dans le débat sur l'avenir de l'Union européenne.

Lorsqu'on leur a demandé dans quels domaines les régions et les villes devraient avoir davantage leur mot à dire dans l'élaboration des politiques de l'UE, environ la moitié des personnes interrogées ont sélectionné «une économie plus forte, une justice sociale et des emplois» (52 %), «l'éducation, la culture, la jeunesse et le sport» (51 %) et «la crise climatique et l'environnement» (51 %), qui sont, en effet, les domaines ayant l'impact le plus tangible sur la vie quotidienne des citoyens et plus susceptibles de provoquer les divisions et les inégalités les plus fortes.

Environ 70 % des politiques de l'UE sont mises en œuvre par les collectivités locales et régionales. C'est pourquoi ils doivent être associés au processus décisionnel de l'UE tout au long du cycle politique. La mise en place de politiques efficaces fondées sur la participation du gouvernement à tous les niveaux est une condition préalable au maintien d'un niveau de satisfaction plus élevé. Par conséquent, une meilleure réglementation et le respect du principe de subsidiarité sont des éléments essentiels du maintien de la confiance. Une meilleure réglementation garantit une gouvernance démocratique plus participative et à plusieurs niveaux.

AMÉLIORATION DE LA RÉGLEMENTATION ET SUBSIDIARITÉ ACTIVE

LE COMITÉ DU GROUPE DE DIRECTEUR DES RÉGIONS

³⁹⁴ <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/EURegionalBarometer-Survey-2023.aspx>.

Le Comité européen des régions a joué un rôle actif dans le programme de l'UE pour une meilleure réglementation et intensifie sa contribution par l'intermédiaire de son groupe de pilotage «Mieux légiférer» et «subsidiarité active» (BRASS-G). Depuis 2022, le BRASS-G coordonne les activités des différents outils du CdR pour une meilleure réglementation, à savoir le suivi de la subsidiarité et de la proportionnalité, les travaux du réseau de pôles régionaux (RegHub), la contribution du CdR à la plateforme «Ajustement à l'avenir», les analyses d'impact territorial, l'épreuve rurale et — le dernier ajout — la prospective stratégique.³⁹⁵

Pour soutenir la résilience démocratique, l'OCDE propose d'éventuels axes d'action, notamment en s'appuyant³⁹⁶ sur les atouts démocratiques, notamment en utilisant des outils de participation et de représentation plus avancés, en renforçant les compétences clés pour gérer les crises et en protégeant contre les menaces pesant sur les valeurs démocratiques, y compris la lutte contre la désinformation et la désinformation.³⁹⁷ **Les régions et les villes — et le CdR en tant que représentant institutionnel — sont bien placés pour contribuer au renforcement de la démocratie européenne.**

Les innovations démocratiques devraient s'appuyer sur les résultats de la conférence sur l'avenir de l'Europe (CoFoE).³⁹⁸ Il y a deux raisons principales à cela: Premièrement, les propositions de la CdFoE constituent un bon point de départ pour relever les nombreux défis et menaces qui affectent la démocratie européenne. Deuxièmement, elles sont le fruit d'un dialogue constructif entre les citoyens et les représentants des institutions de l'UE, mais aussi les décideurs politiques nationaux, régionaux et locaux. Ils reconnaissent également la dimension à plusieurs niveaux de la démocratie et de la gouvernance européennes, le concept de «subsidiarité active» et la demande de longue date du CdR en faveur d'un mécanisme permanent de dialogue entre les citoyens et les institutions.

UNE PARTICIPATION ACCRUE DES RÉGIONS ET DES VILLES

LES RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

Le Comité européen des régions (CdR), ainsi que les régions et les villes qu'il représente, mènent de nombreuses initiatives dans tous les domaines d'action, qui répondent aux objectifs des propositions de la conférence sur l'avenir de l'Europe, comme le montre le rapport (regroupé sous les neuf thèmes de la conférence sur l'avenir de l'Europe). Cela montre la dimension territoriale pertinente de la plupart des propositions, dont la mise en œuvre doit être ancrée au niveau local et régional. C'est également un autre élément qui confirme que les collectivités régionales et locales sont les piliers de

³⁹⁵ De plus amples informations sont disponibles à l' [adresse https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/Better-Regulation-and-Active-Subsidiarity.aspx](https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/Better-Regulation-and-Active-Subsidiarity.aspx).

³⁹⁶ Organisation de coopération et de développement économiques, Vue [d'ensemble du gouvernement 2023](#), 2023, voir plus précisément le chapitre 1.

³⁹⁷ Voir les travaux du CdR sur la lutte contre la désinformation: Zamparutti, T., Jones, M., Tugran, T., Vona, L., Navas, L., Sidło, K.W., Kulesa, A., Chmiel, O., [Élaboration d'un manuel sur les bonnes pratiques pour lutter contre la désinformation au niveau local et régional](#), étude commandée par le Comité des régions, 2022.

³⁹⁸ Conférence sur l'avenir de l'Europe, [rapport sur le résultat final](#), mai 2022. Il convient de noter que le programme de travail 2023 de la Commission européenne se concentre en grande partie sur le suivi des recommandations du rapport final de la Conférence de l'Europe. Cela a montré comment l'expérience de la CdFoE a contribué à rendre la démocratie européenne plus participative, ouvrant la voie à l'inclusion d'une nouvelle génération de panels de citoyens dans la boîte à outils de la Commission européenne pour l'élaboration des politiques. Entre décembre 2022 et le printemps 2023, trois [panels de citoyens](#) ont eu lieu: sur le gaspillage alimentaire, les mondes virtuels et la mobilité d'apprentissage.

la gouvernance les plus proches des citoyens, agissant en tant qu'intermédiaires entre les institutions de l'UE et les personnes qu'ils servent.

Les propositions de la Conférence de l'Europe appellent en grande partie à améliorer la communication et l'engagement avec les citoyens, en vue d'une plus grande légitimité démocratique des processus de gouvernance et de prise de décision de l'UE. Certaines de ces propositions montrent le lien possible entre une démocratie européenne qui fonctionne et une participation accrue des villes et des régions, et du CdR, au processus décisionnel de l'UE.³⁹⁹

À l'occasion de la réunion de retour d'information de la conférence sur l'Europe avec les citoyens qui s'est tenue le 2 décembre 2022 à Bruxelles, le CdR a publié un rapport décrivant ses stratégies, initiatives et activités visant à assurer le suivi des propositions de la conférence sur l'Europe.⁴⁰⁰

Avant la conférence sur l'Europe, le CdR avait déjà lancé plusieurs initiatives visant à renforcer la participation des citoyens et la participation des jeunes au processus législatif européen, tout en forgeant le lien entre les citoyens et leurs représentants élus à tous les niveaux, telles que le réseau européen des conseillers locaux et régionaux ou le programme des jeunes élus.

AMENER L'EUROPE AUX COMMUNAUTÉS LOCALES

LE RÉSEAU EUROPÉEN DES CONSEILLERS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Cette initiative⁴⁰¹ lancée par le Comité européen des régions (CdR) s'adresse aux représentants locaux ou régionaux qui ont un mandat politique dans l'un des États membres de l'UE. Depuis son lancement en 2021, le réseau a déjà réuni plus de 2600 élus dans des assemblées régionales ou municipales dans tous les États membres de l'UE. Il vise à:

- *Rapprocher l'Europe des communautés locales grâce aux travaux des 1,2 million de représentants locaux et régionaux dans l'ensemble de l'UE;*
- *Agir comme une plateforme permettant aux conseillers locaux et régionaux de rencontrer, de discuter et de réseauter avec d'autres conseillers et membres du CdR;*
- *Encourager les conseillers locaux et régionaux à participer à différents événements et activités de communication avant les prochaines élections au Parlement européen.*

Le projet est développé en étroite coopération avec d'autres institutions de l'UE, en particulier avec la Commission européenne (le réseau «Construire l'Europe avec des conseillers locaux»),⁴⁰² le Parlement européen et des partenaires au niveau national et européen (bureaux de liaison du Parlement européen, représentations de la Commission européenne, associations nationales de collectivités locales et régionales, bureaux régionaux basés à Bruxelles, associations de l'UE).

³⁹⁹ Voir, par exemple, Conférence sur l'avenir de l'Europe, [rapport sur le résultat final](#), mai 2022, propositions 38.4, 39.2 et 40. Voir également le chapitre VI du Comité des régions, [Rapport annuel de l'UE sur l'état des régions et des villes 2022](#), octobre 2022.

⁴⁰⁰ Comité des régions, [collectivités locales et régionales participant au suivi de la conférence sur l'avenir de l'Europe](#), 2022; et Comité des régions, [résolution sur les résultats et le suivi de la conférence sur l'avenir de l'Europe](#), 2022.

⁴⁰¹ De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://cor.europa.eu/en/engage/Pages/Network-of-Regional-and-Local-EU-Councillors.aspx>.

⁴⁰² https://building-europe-with-local-councillors.europa.eu/index_en.

La politique de la jeunesse et la participation des jeunes ont toujours été au premier rang des priorités du CdR. Cela est également illustré par des éléments tels que la charte de la jeunesse et de la démocratie approuvée en novembre 2022, dont la rédaction impliquait directement les jeunes et les organisations de jeunesse, et a été soutenue par le CdR et le Forum européen de la jeunesse.

JEUNES ÉLUS POLITIQUES

POSSIBILITÉS DE RÉSEAUTER, D'ÉCHANGER ET D'INFLUENCER LA LÉGISLATION DE L'UE

Pour soutenir les jeunes titulaires de mandats publics, le Comité des régions (CdR) a donné vie au programme Jeunes élus politiques (PEJ). Il a été créé lors du huitième sommet des régions et des villes du CdR⁴⁰³ en 2019. Les PEJ sont un réseau de représentants qui n'ont pas plus de 40 ans et sont titulaires d'un mandat au niveau régional ou local dans l'UE ou dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE.⁴⁰⁴ À ce jour, plus de 500 jeunes représentants ont participé à ce programme afin d'échanger les bonnes pratiques, de dialoguer avec les membres du CdR et de participer activement aux travaux de base du CdR au moyen de consultations et de réunions.

En associant les PEJ, le CdR met en pratique l'appel à la participation des jeunes. Comme annoncé dans la résolution sur les résultats et le suivi de la conférence sur l'avenir de l'Europe, le programme pour⁴⁰⁵ les jeunes a directement soutenu les travaux du CdR au cours de la conférence sur l'Europe et dans le suivi de cet effort. Les PEJ ont participé directement à l'élaboration de la Charte européenne de la jeunesse et de la démocratie et ont participé à un certain nombre d'événements, de conférences et de sessions d'information.

Compte tenu de la confiance qu'ils accordent aux citoyens et de leur rôle dans la mise en œuvre des politiques de l'UE, les régions et les villes ont un rôle essentiel à jouer dans la perspective des prochaines élections européennes, qui auront lieu en juin. Étant donné que l'impact des politiques et programmes de l'UE est souvent ressenti par les citoyens au niveau local et régional, il est essentiel que les régions et les villes fassent partie intégrante de l'élaboration et de la mise en œuvre de ces politiques.

Les prochaines élections européennes seront également l'occasion pour les régions et les villes d'exprimer leur vision avant le prochain mandat législatif. Ce n'est que si les représentants locaux et régionaux sont considérés comme des parties prenantes dans ce processus qu'ils peuvent jouer un rôle clé dans l'explication et la défense de la raison d'être de ces politiques.

À cet égard, les conclusions de l'Eurobaromètre du printemps 2023 du Parlement européen⁴⁰⁶ montrent que le pourcentage de citoyens intéressés par les élections européennes augmente: en 2023, une nette majorité des répondants (56 %, contre 50 % en 2018) déclarent s'intéresser aux prochaines élections européennes (dont 15 % se disent «très intéressés»), tandis que 43 % déclarent ne pas être intéressés (48 % en 2018). De plus, les deux tiers des citoyens (67 %) déclarent qu'ils sont susceptibles

⁴⁰³ <https://cor.europa.eu/en/summit2019>.

⁴⁰⁴ <https://cor.europa.eu/en/engage/pages/yeps.aspx>.

⁴⁰⁵ Comité des régions, [résolution sur les résultats et le suivi de la conférence sur l'avenir de l'Europe](#), 2022.

⁴⁰⁶ [Eurobaromètre du printemps 2023](#) du Parlement européen, 2023.

de voter, contre 58 % en 2018. Cette dynamique devra être utilisée pour renforcer la légitimité démocratique de l'UE.

Après les élections, à mesure que la nouvelle direction des institutions de l'UE sera installée, la voix des régions et des villes devra être davantage entendue et leur vision sera examinée. Cela vaut également pour des questions de réforme institutionnelle à plus long terme. Le CdR soutient l'appel lancé par le Parlement européen en faveur de la tenue d'une convention et d'une réforme des traités, comme le recommandent également les propositions finales de la Conférence de l'Europe. Dans ce contexte, le CdR a identifié les modifications du traité nécessaires à la mise en œuvre des propositions pertinentes pour l'institution et les collectivités locales et régionales. Il soutient la tenue d'une convention.⁴⁰⁷ Toute perspective de réforme de l'UE doit clairement tenir compte des éventuels élargissements futurs.⁴⁰⁸

⁴⁰⁷ Comité des régions, [résolution sur les résultats et le suivi de la conférence sur l'avenir de l'Europe](#), 2022.

⁴⁰⁸ «Nous avons besoin d'une Union européenne géopolitique, d'une Union européenne élargie et réformée et, enfin, d'une Union européenne ouverte à l'avenir», a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz dans son discours devant le Parlement européen le 9 mai 2023. Voir Service de recherche du Parlement européen, [This is Europe debate in the European Parliament: Discours d'Olaf Scholz, chancelier allemand](#), 9 mai 2023.

B. Futurs partenariats d'élargissement et de voisinage

Depuis l'agression militaire russe à grande échelle contre l'Ukraine, la politique d'élargissement de l'UE a été de retour au centre des préoccupations. Garantir la stabilité et la prospérité durable dans le voisinage de l'UE, tant aux frontières orientales que méridionales, n'a jamais été aussi important. 2022 a été une année capitale, l'Ukraine, la République de Moldavie et la Bosnie-Herzégovine étant désormais des pays candidats à l'adhésion à l'UE, les négociations d'adhésion ont commencé avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, tandis que la perspective de l'UE de la Géorgie a été reconnue et que le Kosovo* a présenté une demande d'adhésion à l'UE. Comment l'UE peut-elle associer et préparer les communautés locales dans les pays visés par l'élargissement? Quel rôle joue la coopération avec les municipalités et régions partenaires de l'UE?

Dans les propositions finales de la conférence sur l'avenir de l'Europe, les organes et institutions de l'UE ont été invités à agir en tant qu'ambassadeurs de notre modèle démocratique et de nos valeurs dans les pays tiers, le plus important étant les pays candidats et les candidats potentiels, qui aspirent à faire partie de notre famille européenne.⁴⁰⁹

Les travaux du Comité des régions (CdR) sur l'élargissement de l'UE⁴¹⁰ englobent la double priorité consistant à faciliter le dialogue politique et le renforcement des capacités de nos partenaires locaux et régionaux. Cela implique à la fois des mises à jour sur les progrès accomplis par les pays partenaires ainsi que l'échange de bonnes pratiques dans un certain nombre de domaines, tels que la décentralisation fonctionnelle et budgétaire, la démocratie locale et l'état de droit (en mettant l'accent sur le dialogue avec l'opposition, la société civile, les médias et les citoyens; la transparence dans les travaux des organes et cadres élus directement au niveau local et régional, ainsi que dans les marchés publics); le développement économique local, y compris l'encouragement des jeunes innovateurs et entrepreneurs; l'aménagement du territoire et le développement des infrastructures locales; les transports locaux; valorisation du patrimoine naturel et culturel dans le cadre du tourisme; gestion des déchets et des eaux usées.

Le CdR a un rôle particulier à jouer en aidant les gouvernements locaux et régionaux des pays candidats à l'élargissement à se préparer à la mise en œuvre de l'acquis de l'UE, aux obligations découlant de l'adhésion à l'UE et à renforcer leurs capacités. Le CdR a mis en place un certain nombre de mesures accrues de renforcement des capacités, notamment l'élargissement du programme «Jeunes politiciens élus» à tous les pays candidats, l'inclusion de laboratoires de capacités dans les journées d'élargissement de l'UE et la poursuite de la coopération avec l'assistance technique et l'échange d'informations⁴¹¹ (TAIEX).

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 de la CNUE et à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

⁴⁰⁹ Voir les propositions nos 22, 25.1. et 38.1. du rapport du Comité des régions sur les [collectivités locales et régionales engagées dans le suivi de la conférence sur l'avenir de l'Europe](#), 2022.

⁴¹⁰ Avis du Comité des régions, [Paquet «Élargissement 2022»](#), CIVEX-VII/021, 05-06 juillet 2023, rapporteure Anna Magyar (HU/ECR), membre de l'Assemblée du comte Csongrád-Csanád.

⁴¹¹ https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/taix_en.

En réponse à une demande du CdR, la Commission européenne a ouvert la possibilité aux gouvernements locaux et régionaux des Balkans occidentaux de participer à son programme TAIEX et active également son soutien aux régions et aux villes d'Ukraine, de Moldavie et de Géorgie.

TAIEX est un instrument de la Commission européenne offrant une assistance technique peer-to-peer à court terme entre experts publics des États membres de l'UE et des administrations des pays partenaires principalement dans le voisinage de l'UE. Le CdR contribue à promouvoir TAIEX par l'intermédiaire des comités consultatifs paritaires (CCM) et des groupes de travail (GT), et les premières mesures visant à la participation concrète des comités consultatifs mixtes, des groupes de travail et de leurs membres dans le cadre de ce programme ont déjà été prises, notamment en ce qui concerne la Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie.

En outre, tous les programmes de coopération transfrontalière avec les pays voisins (en particulier via les programmes de coopération transfrontalière Interreg IAP) ont été essentiels pour renforcer la confiance et développer l'expertise des collectivités locales et régionales voisines tout en se préparant à rejoindre l'UE.

Les régions et les villes de ces pays ont un rôle clé à jouer dans l'engagement de leurs citoyens dans le processus démocratique, la consolidation des valeurs européennes et la promotion d'une idée d'appartenance européenne.

Le CdR remplit son rôle institutionnel important — faciliter les contacts entre les niveaux infranationaux tant au sein de l'UE que dans les pays candidats (potentiels) — par l'intermédiaire de ses CCM avec le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie et de ses groupes de travail pour la coopération avec les pays avec lesquels les CCM n'ont pas encore été établis: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Türkiye et Ukraine.

Le CdR travaille avec de nombreux partenaires dans les pays de l'élargissement, les associations nationales d'autorités locales ayant une place particulière parmi elles. Cela lui a permis d'identifier certaines réponses particulièrement fructueuses à la nécessité d'associer les niveaux local et régional au processus d'élargissement. Dans de nombreux cas, les travaux de nos CCM et de nos groupes de travail — par le biais de leurs sessions formelles et de leur réseautage entre leurs membres — ont conduit à l'élaboration de projets de coopération transfrontalière couronnés de succès, impliquant des gouvernements locaux et régionaux des États membres de l'UE et leurs homologues des pays candidats (potentiels).

Les CCM et les GT offrent également un cadre de coopération qui peut apporter un soutien dans des situations spécifiques, comme ce fut le cas des tremblements de terre dévastateurs qui ont eu lieu à Türkiye et en Syrie en février 2023. En particulier, les canaux ouverts par l'intermédiaire du groupe de travail Türkiye et de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne⁴¹² (ARLEM) ont permis aux membres du CdR d'apporter un soutien politique et d'échanger des expériences et/ou des attentes dans le cadre de la coopération entre pairs avec les partenaires turcs.

La protection civile et la manière dont les villes et les régions peuvent coopérer et être soutenues dans cette entreprise sont en cours d'étude au sein de l'ARLEM, une assemblée politique commune

⁴¹² <https://cor.europa.eu/en/our-work/International-cooperation/Pages/ARLEM.aspx>.

réunissant des représentants locaux et régionaux de l'UE et de ses pays partenaires méditerranéens. Avec son prix — Jeune entrepreneuriat local en Méditerranée⁴¹³ — l'ARLEM, avec ses partenaires, favorise concrètement le développement économique local par l'entrepreneuriat et souligne l'impact positif qu'un écosystème de soutien au niveau local et régional peut avoir.

La Conférence des autorités régionales et locales pour le partenariat oriental⁴¹⁴ (CORLEAP) est un forum unique de coopération multilatérale dans le cadre du partenariat oriental (PCE) des gouvernements locaux et régionaux des États membres de l'UE et des pays partenaires du voisinage oriental.

La CORLEAP poursuit, et continuera de le faire dans un avenir proche, le double objectif de continuer à fournir un format pour la coopération multilatérale au niveau local et régional dans le cadre du partenariat oriental et d'aider les nouveaux pays candidats à l'adhésion à l'UE sur leur chemin vers l'UE. S'inspirant des conclusions de la réunion ministérielle du partenariat oriental de décembre 2022 et de l'avis du CdR sur «*L'avenir du partenariat oriental dans une perspective locale et régionale*», adopté lors de la session plénière du CdR en mars 2023, la CORLEAP s'efforce désormais de mettre davantage l'accent sur une coopération de projets sur mesure, qui tiendra pleinement compte des différentes circonstances, aspirations et besoins des pays du voisinage oriental participants et de leurs collectivités locales et régionales.

APPARTEMENT: ASSISTANCE ET FORMATION AUX INONDATIONS ET AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LES MUNICIPALITÉS D'ITALIE, D'ALBANIE ET DU MONTÉNÉGRO

Très pertinent dans la situation actuelle, marquée par des catastrophes naturelles causées par le changement climatique, le projet FLAT⁴¹⁵ comprenait les municipalités de Danilovgrad (Monténégro), Brindisi (Italie) et Nikšić (Monténégro), ainsi que les services nationaux de secours en montagne de l'Albanie et du Monténégro en tant que partenaires. Pour un montant de 0,96 million d'euros, avec 85 % de financement de l'UE, le projet a amélioré les structures transfrontalières de réaction en cas d'inondations et de glissements de terrain, renforcé la capacité des services de sauvetage et créé des plans et des outils intégrés pour améliorer la protection et la gestion des risques dans les zones sujettes aux inondations et aux glissements de terrain. Un centre régional de formation des ressources a été mis en place et une plateforme web conjointe a été créée pour partager des informations pertinentes.

Le projet (2018-2020) était une conséquence directe de la coopération entre les membres du CCM CdR — Monténégro, puis maires de Brindisi, Mauro d'Attiso, et de Danilovgrad, Brano Đuranović. En outre, en tant que l'un des projets interrégionaux les plus fructueux entre l'Italie, l'Albanie et le Monténégro, des ressources supplémentaires ont récemment été allouées pour poursuivre les activités entamées par le projet.

⁴¹³ <https://cor.europa.eu/en/engage/Pages/ARLEM-award.aspx>.

⁴¹⁴ <https://cor.europa.eu/en/our-work/International-cooperation/Pages/CORLEAP.aspx>.

⁴¹⁵ <https://flat.italy-albania-montenegro.eu/>.

JEU INCLUSIF

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LA CROATIE ET LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Dans le cadre d'un programme INTERREG-IPA,⁴¹⁶ qui inclut également le Monténégro, le projet Inclusive Play⁴¹⁷ (mars 2021-janvier 2023) a fait de la ville de Zadar, en Croatie (le partenaire principal), et de la ville de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, des partenaires. Le projet, d'un montant de 0,95 million d'euros, doté d'un financement de 85 % de l'UE, promeut l'inclusion sociale des enfants et des jeunes handicapés du développement et la création de communautés inclusives. Outre d'autres activités, telles que l'éducation des parents d'enfants ayant des besoins particuliers et l'organisation de tables rondes et de visites d'étude, l'essentiel du projet a été la construction de deux parcs sensoriels — un dans chacune des deux villes participantes. Ces parcs sensoriels (des aires de jeux spécialement conçues) contribuent à la réhabilitation, aux loisirs et à l'inclusion des enfants et des jeunes ayant une déficience intellectuelle.

⁴¹⁶ <https://interreg.eu/programme/interreg-ipa-cbc-croatia-bosnia-and-herzegovina-montenegro/>.

⁴¹⁷ <https://www.mostar.ba/projekt-inclusive-play/>.

Annexes

A. Liste des abréviations

FAMI	Fonds «Asile, migration et intégration»
ARLEM	Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne
SOINS	L'action de la cohésion en faveur des réfugiés en Europe
CoFoE	Conférence sur l'avenir de l'Europe
CDR	Comité des régions
CORLEAP	Conférence des pouvoirs régionaux et locaux pour le partenariat oriental
PAE	Partenariat oriental
GECT	Groupement européen de coopération territoriale
ENISA	Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité
ÉPOQUE	Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme
EPRS	Socle européen des droits sociaux
FEDER	Fonds européen de développement régional
FSE+	Fonds social européen Plus
ICUE	Initiative de l'Union européenne contre la corruption
SOINS RAPIDES	Assistance flexible aux territoires
PIB	Produit intérieur brut
GGA	Objectif mondial d'adaptation
LRA	Loi sur la réduction de l'inflation
CCM	Comité consultatif paritaire
CFP	Cadre financier pluriannuel
NEET	Pas dans l'éducation, l'emploi ou la formation
PNRR	Plans nationaux pour la reprise et la résilience
NOIX	Nomenclature des unités territoriales statistiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PSE	Service public de l'emploi
REACT-EU	Aide à la relance en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe
REGHUB	Réseau des pôles régionaux
FRR	Fonds pour la reprise et la résilience
ODD	Objectif de développement durable

ÉTAPE	Plateforme des technologies stratégiques pour l'Europe
TAIEX	Assistance technique et échange d'informations
TPD	Directive relative à la protection temporaire
VÉTÉRINAIRE	Enseignement et formation professionnels
VLR	Examen local volontaire
GROUPE DE TRAVAIL	Groupe de travail
YEP	Jeunes politiciens élus

B. Tableau des chiffres

Figure 1 — Régions NUTS2 avec plus de 20000 enregistrements actifs de protection temporaire (citoyens ukrainiens).....	19
Figure 2 — Régions de l'UE ayant le plus grand nombre d'Ukrainiens activement enregistrés pour une protection temporaire.....	20
Figure 3 — Production d'électricité par source, Europe 1990-2020.....	30
Figure 4 — Nombre de décès liés à la chaleur par million d'habitants par an (2015-2022).....	36
Graphique 5 — Dégâts annuels attendus aux infrastructures critiques dans les régions européennes, dus au changement climatique, d'ici la fin du siècle (en millions d'euros).....	37
Graphique 6 — Évolution prévue de la demande touristique régionale européenne pour tous les scénarios de réchauffement climatique, par rapport au présent (2019) en pourcentage.....	39
Figure 7 — Risque climatique agrégé — scénario d'émission très élevé avec exposition absolue (2070-2100) RCP 8.5	40
Figure 8 — incapacité à payer un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins tous les deux jours en Belgique (par région NUTS 1) et en Pologne (par région NUTS 2).....	47
Figure 9 — Indicateur combiné de sécheresse, basé sur une combinaison d'indicateurs des précipitations, de l'humidité du sol et des conditions de végétation, pour la mi-juin 2023	48
Graphique 10 — Taux d'emploi par région NUTS 2 (à partir de 2020), 2022	55
Graphique 11 — Évolution de la population, 2021-2050 par régions NUTS 2	60
Figure 12 — Régions et villes de l'UE mettant en œuvre les ODD en 2023	65
Figure 13 — Cartographie géographique des initiatives des collectivités locales et régionales par thème	69
Figure 14 — Nombre d'accidents par an et impact par secteurs sélectionnés	74
Figure 15 — Causes profondes des accidents et gravité de l'impact par an	75
Figure 16 — Accès aux fonds de l'UE dans le but de renforcer la résilience numérique	76
Figure 17 — dotations financières programmées de l'UE par objectif politique en milliards d'euros pour les périodes 2021-2027 et 2014-2020	81
Figure 18 — L'accent est mis sur les principes, les objectifs et les mécanismes de cohésion par politique	86
Figure 19 — Quelle serait la réforme la plus importante à inclure dans l'avenir de la politique de cohésion?	88
Figure 20 — Subventions de la FRR et dotations au titre de la politique de cohésion	90
Figure 21 — Êtes-vous au courant d'un financement de l'UE provenant de NextGenerationEU reçu par votre ville ou région au cours des deux dernières années, ou avez-vous participé à ces deux dernières années?.....	92
Graphique 22 — gains de bien-être par habitant résultant de l'effet stimulant des échanges du marché unique par région NUTS 2 (code 2016)	96
Graphique 23 — Productivité de la main-d'œuvre par régions NUTS 2, 2021	98
Graphique 24 — 41 régions les plus vulnérables dans la transition écologique industrielle	105
Graphique 25 — Évolution globale de la population par typologie urbaine-rurale, du 1er janvier 2021 au 1er janvier 2050 (%)	109
Figure 26 — Population vivant à moins de 15 minutes de route d'un hôpital (2020) par région NUTS 3	111
Figure 27 — Accessibilité des centres PSE.....	114

Graphique 28 — Taux d’emploi des diplômés récents du programme professionnel, 2021, par région NUTS 2 (% des diplômés âgés de 20 à 34 ans ayant un niveau d’enseignement professionnel supérieur ou postsecondaire non tertiaire ayant quitté l’enseignement et la formation 1 à 3 ans plus tôt)	121
Graphique 29 — Répercussions à long terme de 1 point de pourcentage d’amélioration de l’adéquation des compétences sur le PIB (%), par région NUTS 2.....	124
Figure 30 — Part des diplômés de l’enseignement supérieur, par région NUTS 2 (% des personnes âgées de 25 à 34 ans)	126
Figure 31 — Régions dans un piège de développement des talents et régions à risque de tomber dans un piège de développement des talents.....	127
Figure 32 — Confiance à différents niveaux de gouvernement	135



Comité européen
des régions



Office des publications
de l'Union européenne

Version web

QG-05-23-278-FR-N

ISBN 978-92-895-2905-1

DOI 10.2863/680210

Version imprimée

QG-05-23-278-FR-C

ISBN 978-92-895-2880-1

DOI 10.2863/377082

© Union européenne, 2023



Sauf indication contraire, la réutilisation de ce document est autorisée aux conditions prévues par la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de solliciter directement l'autorisation des titulaires des droits d'auteur concernés. En conséquence, vous êtes tenu(e) d'acquiescer des droits supplémentaires si un contenu spécifique comprend des travaux de tiers. Lorsque l'autorisation a été obtenue, elle annule et remplace l'autorisation générale susmentionnée et doit clairement indiquer toute restriction d'utilisation.

Créé en 1994, le Comité européen des régions est l'assemblée politique de l'UE où siègent 329 représentants des pouvoirs régionaux et locaux, tels que des présidents de région ou des maires, provenant de l'ensemble des 27 États membres et mandatés par plus de 446 millions d'Européens.

Édité par le Comité européen des régions

Bruxelles, octobre 2023

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË

Tel. +32 22822211 | e-mail: visuals@cor.europa.eu | www.cor.europa.eu

@EU_CoR | /european.committee.of.the.regions

/european-committee-of-the-regions | @EU_regions_cities